

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

CREDOC

COMPARAISON DES SYSTEMES DE SANTE
AU CANADA ET EN FRANCE

Sou1980-2185

Comparaison des systèmes de
santé au Canada et en France /
Christine Glarmet. (Oct. 1980).

1980

CREDOC-Bibliothèque



R 2 269

x

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

R² 269

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE
ET L'OBSERVATION
— DES CONDITIONS DE VIE —

COMPARAISON DES SYSTEMES DE SANTE
AU CANADA ET EN FRANCE



Christiane GLARMET / EB et DC - N° 4752 (bibl. 505)

Octobre 1980

*Toute reproduction de textes ou graphiques est autorisée sous réserve de
l'indication de la source.*

- E R R A T U M -

- Page 62

Dans le tableau III.1 concernant le nombre de lits au Canada ou en France en 1975, l'intitulé de la quatrième ligne de chacun des tableaux ne doit pas être lu "par personne" mais "pour 1000 personnes".

- Page 64 : graphique III.1.

Le titre doit se lire :

"*Comparaison du nombre de lits pour 1000 personnes au Canada et en France. 1962-1972-1975*"

En ordonnée, il ne s'agit pas du nombre de lits "par personne", mais du nombre de lits "pour 1000 personnes".

AVERTISSEMENT

La recherche présentée, ici, a été effectuée à la demande du Commissariat Général au Plan.

Je tiens à exprimer mes vifs remerciements aux personnes qui m'ont aidée, tout au long de cette étude, en me permettant de recueillir une documentation solide, en me guidant au cours d'entretiens personnels ou par correspondance dans l'interprétation des statistiques de base, et enfin, en me critiquant aux différentes étapes de ce travail :

Au Canada : W. ARROWSMITH, J. AZIZ, J. BACHYNSKY, P. BELLEROSE, Mr BRANDEJS, S. CONSTANTINOU, G. FORTIN, A. McKENZIE, JR. Mc WHINNIE, A.W MENNIE, L. REHMER, S. SINGH, A.F SMITH, M. TRAHAN et L.G WILLIAMS.

En France : les personnes qui forment la division d'Economie Médicale du CREDOC, avec une pensée plus particulière pour Simone SANDIER, et celles qui participent aux travaux de l'INSEE et du Ministère de la Santé et de la famille que j'ai utilisés.

Je tiens également à remercier Esther BENAÏM et Dominique CHASSOT qui ont assuré la dactylographie et la mise en page de ce rapport, ainsi que Patrick BASQUIN qui en a réalisé les graphiques.

Les résultats présentés ici n'engagent en rien le Commissariat Général au Plan, mais seulement l'auteur qui porte la responsabilité entière d'éventuelles erreurs d'interprétation.

RESUME

RESUME

Le but de ce rapport est de présenter une comparaison du secteur de la santé au Canada et en France.

L'étude comporte six chapitres :

- dans le premier, nous présentons une description générale des deux pays ;
- le deuxième chapitre est consacré à l'étude de l'ensemble des dépenses de santé au Canada et en France ;
- dans les quatre chapitres suivants, nous traitons de façon plus détaillée chacun des postes composant l'ensemble des dépenses de santé : les services hospitaliers, les soins médicaux qui font l'objet de deux chapitres et la pharmacie.

CHAPITRE I - Description générale du Canada et de la France

Le Canada, dont la superficie est 18 fois supérieure à celle de la France, est 2 fois moins peuplé. La structure par âge montre que la population y est un peu plus jeune qu'en France. L'espérance de vie est un peu plus élevée pour les canadiens que pour les français, et le taux de mortalité inférieur : en 1977, 7,2 pour 1000 personnes au Canada, et 10,1 en France.

Le niveau économique du Canada apparaît du même ordre que celui de la France, avec, en 1978, un PNB par habitant égal à 9 807 dollars, soit 38 836 F, et en France, un PIB par habitant égal à 40 045. Enfin, entre 1960 et 1978, la croissance économique, mesurée par celle de la valeur relative du PNB par habitant, a été un peu plus rapide en France qu'au Canada : respectivement, en moyenne par an, 4,2 % et 3,3 %. Toutefois, sur la même période, la croissance du coût de la vie a été plus faible au Canada qu'en France (respectivement, en moyenne par an, 4,9 % et 6,2 %).

Dans le domaine de la santé, il ressort que l'organisation de ce secteur est fort différente du fait de la structure politique des deux pays. En France, tout est centralisé et la politique de la santé est la même sur l'ensemble du territoire. Au Canada, l'organisation de ce domaine se situe à deux niveaux : au niveau fédéral et au niveau provincial.

Le système de financement des dépenses de santé est également très différent dans les deux pays. Au Canada, il est assuré en partie par le gouvernement fédéral et en partie par les gouvernements provinciaux, et en partie par le paiement direct du patient lui-même. En France, il provient de la participation des caisses d'Assurance Maladie et du paiement direct du patient.

Les canadiens disposent de personnels médicaux et paramédicaux de même importance qu'en France.

Tous ces points seront étudiés plus en détail dans les chapitres ultérieurs.

CHAPITRE II - L'ensemble des dépenses de santé au Canada et en France

En 1978, la dépense de santé représentait 6,1 % du PNB canadien et 7,1 % du PIB français.

Par personne, et pour la même année, elle s'élevait, au Canada, à 598 \$ (soit 2 368 F) et, en France, à 2 823 F, soit supérieure de 19 % à la dépense canadienne.

Dans les deux pays, la part la plus importante de cette dépense revient aux services hospitaliers (60,9 % au Canada et 48,8 % en France), puis aux soins médicaux (26,2 % au Canada et 30,3 % en France), et enfin aux biens médicaux (12,9 % au Canada et 20,9 % en France).

L'analyse de l'évolution de la dépense de l'ensemble des soins de santé montre que dans les deux pays son importance dans l'économie augmente et que sa croissance, plus rapide que celle des agrégats économiques, montre que la consommation de soins médicaux n'est pas fortement dépendante de l'économie en général.

Sur l'ensemble de la période 1960-1978, au Canada comme en France, on observe, globalement, la même évolution de la composition des dépenses de santé : augmentation de la part de l'hospitalisation et diminution de celle des soins médicaux ainsi que de celle des biens médicaux.

L'évolution de la dépense par personne a été analysée sur les valeurs nominales, sur les valeurs relatives et sur les valeurs à prix constants.

En valeurs relatives, c'est en France que les dépenses de santé par personne ont augmenté le plus rapidement : 7,5 % en moyenne par an, contre 5,3 % au Canada. En valeurs à prix constants, sur la période 1960-1975, la même observation peut être faite avec, en moyenne par an, 7,9 % en France et 3,6 % au Canada.

De ces résultats, on peut déduire que l'indice de prix de l'ensemble des dépenses de santé par personne a augmenté plus rapidement au Canada qu'en France, où sur la période 1960-1975, par rapport à l'indice général des prix, il reste stable alors qu'au Canada il croît de 2,4 % en moyenne par an.

CHAPITRE III - L'hospitalisation au Canada et en France

Dans les deux pays, le secteur hospitalier est un élément très important du domaine des soins, tant au niveau de la dépense qu'il représente qu'au niveau de l'infrastructure qu'il induit.

Avant de passer aux résultats, nous voudrions attirer l'attention du lecteur sur le fait que les données présentées ne concernent pas tout à fait le même champ statistique. En France, il ne s'agit que des établissements hospitaliers, dans lesquels sont dispensés des soins à des malades hospitalisés, à l'exclusion de tout ce qui concerne les consultations externes. Au Canada, aux établissements hospitaliers tels qu'ils sont définis en France, s'adjoignent les nursing homes. De plus, les dépenses concernent non seulement celles des malades hospitalisés mais encore celles des malades externes.

Après ces remarques, nous allons situer le secteur hospitalier par rapport au contexte économique.

En 1978, la dépense hospitalière représentait, en France, 3,4 % du PIB et, au Canada, 3,7 % du PNB (y compris les nursing homes). C'est une part très importante des soins de santé puisqu'elle comptait pour 48,8 % de cet ensemble en France et 60,9 % au Canada.

Dans les deux pays, la part de l'hospitalisation publique est fort importante. Ainsi, si l'on prend comme indicateur le nombre de lits, en 1975, en France, 69,2 % des lits étaient situés dans le secteur public et 97,7 % au Canada.

Si l'on tient compte des nursing homes, la capacité d'hébergement du secteur hospitalier, exprimée en nombre de lits pour 1000 habitants, est, au Canada, très voisine de celle de la France (respectivement 11,08 et 10,69 en 1975).

La production hospitalière, mesurée en nombre d'entrées pour 1000 habitants, est également très proche au Canada et en France (respectivement 170 et 164 en 1975). Il faut remarquer qu'au Canada si l'on exclut les nursing homes, le nombre d'entrées pour 1000 habitants est de 169, donc peu différent de celui énoncé précédemment.

Le nombre de journées pour 1000 habitants en 1975 est, au Canada, supérieur de 10 % à celui calculé pour la France. Cependant, le nombre de journées passées dans les nursing homes influencent considérablement l'ensemble, puisqu'il en représente 21 %. Sans lui, le nombre de journées dans les seuls hôpitaux seraient au Canada inférieur de 14 % au nombre de journées français.

En 1975, la durée de séjour moyenne est de 20 jours au Canada, y compris les nursing homes, et de 16 jours sans eux, et en France de 19 jours.

Entre 1960 et 1975, l'indice de prix du coût des soins a augmenté plus rapidement au Canada qu'en France, tant en valeur nominale qu'en valeur relative.

En 1978, la dépense par personne pour les services hospitaliers était égale à 364 \$ soit 1 441 F au Canada, et supérieure de 5 % à la dépense française qui était de 1 378 F. Il faut toutefois noter que les dépenses pour les consultations externes sont comprises dans l'ensemble des dépenses hospitalières au Canada et qu'en 1975, elles représentaient 5 % de cet ensemble.

La croissance des dépenses par personne des services hospitaliers est plus rapide en France qu'au Canada : respectivement, les taux d'accroissement annuels moyens des valeurs relatives, sur la période 1960-1978, étaient de 9,2 % et de 6,1 %. Il faut remarquer que sur la période récente 1975-1978, le taux d'évolution était en France beaucoup plus élevé qu'au Canada : 9,7 % et 1,4 %. En valeurs à prix constants, c'est également en France que la dépense a évolué le plus rapidement : sur la période 1960-1975, en moyenne par an, 7,1 % en France et 2,8 % au Canada.

CHAPITRE IV - Comparaison des services de médecins au Canada et en France

Ici encore, le champ couvert par les statistiques que nous avons utilisées n'est pas tout à fait le même. En France, il ne s'agit que des dépenses occasionnées par des malades ambulatoires, alors qu'au Canada, l'ensemble des dépenses de soins de médecins représente une estimation de la dépense totale pour les services de médecins (autres que ceux déjà inclus dans la dépense pour services hospitaliers) quel que soit le lieu où ces services sont prodigués et quel que soit le mode de rémunération, et il

n'est pas possible d'évaluer la part des revenus tirée de services à des malades hospitalisés et celle tirée de services à des malades ambulatoires. D'autre part, en France, les services de médecins considérés sont les consultations, les visites, les actes de chirurgie et les actes de radiologie, alors qu'au Canada, à ces actes s'adjoignent les analyses de laboratoire. Pour ce pays, deux estimations ont donc été faites : une qui prenait en compte les analyses et l'autre qui les excluait.

En 1978, au Canada, la dépense de médecins (1) représentait 1,1 % du PNB et en France 1,0 % du PIB.

En 1978, la dépense par personne s'élevait au Canada à 108 \$ soit 428 F, avec les analyses, et à 98 \$ soit 388 F, sans les analyses, et en France à 418 F. C'est dans ce dernier pays que l'évolution sur la période 1960-1978 a été la plus rapide, avec 3,6 % pour la valeur relative, contre 0,9 % ou - 0,1 % au Canada. L'évolution de la valeur à prix constants, étudiée sur la période 1960-1975, montre par contre que c'est au Canada qu'elle a été la plus rapide, ce qui amène à conclure que dans ce pays l'indice de prix des services de médecins a augmenté moins vite que l'indice général des prix.

Dans ce chapitre, nous avons également fait une comparaison des revenus par médecin, mais elle n'a pu porter que sur l'année 1973 pour les revenus bruts et sur l'année 1975 pour les revenus nets. En 1973, le revenu brut d'un médecin canadien était supérieur de 28 % à celui d'un médecin français et son revenu net de 39 %, d'où l'on peut déduire que les frais professionnels au Canada sont moins importants qu'en France. Enfin, l'accroissement des revenus nets par rapport à l'indice général des prix a été plus rapide au Canada qu'en France : respectivement, en moyenne par an, 4,6 % et 3,7 % de 1960 à 1973.

Enfin, le nombre de médecin pour 1000 habitants était, avec 1,78 au Canada, supérieur de 9 % à celui de la France, égal à 1,63 en 1977.

(1) Avec ou sans analyse

CHAPITRE V - Les autres dépenses de soins médicaux

Les autres soins médicaux sont les soins de dentistes, ceux des auxiliaires médicaux et les analyses de laboratoire, ce qui représentait, en 1978, par rapport à l'ensemble des dépenses de santé, 9,8 % au Canada et 15,5 % en France.

Pour les services de dentistes, en 1978, la dépense par personne était égale à 39 \$, soit 155 F au Canada, et à 254 F en France. Comme pour les médecins, il faut souligner qu'en France les dépenses dont il s'agit ne concernent que les malades ambulatoires, alors qu'au Canada elles se rapportent aussi bien aux malades ambulatoires qu'aux malades hospitalisés. L'analyse de l'évolution de ces dépenses montre qu'en France elles augmentent un peu plus rapidement, tant en valeurs nominales qu'en valeurs relatives. Enfin, en 1977, le nombre de dentistes pour 1000 habitants est égal à 0,43 au Canada et à 0,52 en France.

En 1975, la dépense par personne pour les soins d'auxiliaires médicaux était égale, au Canada, à 7,84 \$ soit 33,08 F et, en France, à 62,80 F. L'évolution de ces dépenses, par rapport à l'indice général des prix était, en moyenne par an, de 2,9 % au Canada et de 13,0 % en France, sur la période 1960-1975.

Les dépenses pour les analyses de laboratoire ne font pas l'objet d'une évaluation particulière dans les statistiques canadiennes. Nous les avons estimées à partir de documents faisant état de dépenses effectuées pour ces services chez les médecins et dans les laboratoires provinciaux. Ces estimations font apparaître une dépense par personne de 7,24 \$ soit 30,54 F en 1975, alors qu'en France elle était évaluée à 47,04 F. Leur évolution qui n'a pu être étudiée que de 1971 à 1975 montre qu'en valeur relative, c'est au Canada qu'elles ont augmenté le plus rapidement.

CHAPITRE VI - Les dépenses de biens médicaux

Les biens médicaux sont composés de la pharmacie et de la lunetterie et des prothèses. Les dépenses pour ce poste représentaient en 1978, 13,0 % de l'ensemble des dépenses de santé au Canada et 20,9 % en France.

La pharmacie, dont la dépense par personne s'élevait, en 1978, à 68 \$ soit 267 F au Canada et à 541 F en France, représentait 87,1 % de l'ensemble des dépenses de biens médicaux canadiens et 92,0 % de cet ensemble

VIII

en France. En 1975, la dépense pour la pharmacie prescrite représentait, au Canada, 51,9 % et 80,0 % en France. L'évolution montre qu'en valeur relative c'est en France que l'accroissement annuel moyen de l'ensemble des dépenses de pharmacie a été le plus rapide (entre 1960 et 1978, 5,6 % contre 3,5 % au Canada). Enfin, en volume, c'est également en France que sur la période 1960-1975, l'augmentation a été la plus rapide : en moyenne, par an, 11,3 % en France et 6,9 % au Canada.

Les autres biens médicaux qui sont la lunetterie et les prothèses représentaient, en 1978, 12,9 % des biens médicaux canadiens et 8,0 % en France. Leur dépense par personne était, en 1978, égale à 10 \$ soit 40 F au Canada et à 47 F en France. Leur évolution, sur la période 1960-1978, était très voisine dans les deux pays : 4,3 % en moyenne par an au Canada et 4,8 % en France, en valeur relative.

CONCLUSIONS

Dans ce rapport, nous avons étudié et comparé la variété d'indicateurs décrivant le système de santé au Canada et en France.

L'interprétation de cette comparaison doit tenir compte des caractéristiques économiques, démographiques et médicales propres aux deux pays. Rappelons, en particulier, que le niveau économique, mesuré par le PNB par personne, est légèrement supérieur en France, en 1978, que la dépense par personne, pour l'ensemble des services de santé est également plus élevée en France et que le financement des soins médicaux est très différent dans les deux pays et semble relever dans une plus large mesure de l'initiative publique au Canada.

L'analyse de l'ensemble de la dépense de santé montre qu'en 1978, par personne, elle est, en France, supérieure de 19 % à celle estimée au Canada, mais que ce dépassement est un phénomène nouveau et peut-être ponctuel : nouveau parce que c'est la seule année où il est observé, en effet, de 1960 à 1976, la dépense canadienne a toujours été supérieure à la dépense française, ponctuel parce que, pour cette année 1978, le taux de change (dollar canadien, franc français) est particulièrement bas.

La ventilation de l'ensemble de la dépense de santé montre qu'en 1978 la dépense française est supérieure à la dépense canadienne pour les soins médicaux et pour les biens médicaux, alors que pour les services hospitaliers, qui, dans les deux pays, représentent la proportion la plus importante des dépenses, elle lui est inférieure.

Sur l'ensemble de la période 1960-1975, l'indice de prix relatifs des soins de santé a augmenté plus rapidement au Canada qu'en France, alors que, sur la même période, le volume des soins croissait beaucoup plus rapidement en France qu'au Canada. C'est cette croissance plus rapide du volume qui explique que celle des dépenses françaises soit plus rapide que celle des dépenses canadiennes.

Le niveau de la dépense de santé n'est pas indépendant des facteurs de production. Si, en milieu hospitalier, un indicateur de ces facteurs peut être exprimé en nombre de lits pour 1000 habitants, les capacités d'hébergement sont très voisines au Canada et en France. Pour les autres services médicaux, les facteurs de production peuvent être représentés par le nombre de personnels pour 1000 habitants. Au Canada, la densité de médecins et d'infirmiers (ères) est supérieure à celle de la France, alors que pour les dentistes, les masseurs-kinésithérapeutes, les orthophonistes et les pharmaciens, c'est le contraire.

Si ces quelques résultats peuvent donner une description quantitative du domaine de la santé au Canada et en France, ils ne sauraient être un moyen de juger qualitativement de leur influence sur l'état de santé des populations respectives de ces deux pays, une telle démarche nécessitant bien d'autres approches.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
RESUME.....	1
INTRODUCTION.....	3
<u>CHAPITRE I</u> - DESCRIPTION GENERALE DU CANADA ET DE LA FRANCE.....	5
I.1. Caractéristiques générales.....	7
I.1.1. Caractéristiques géographiques.....	7
I.1.2. Caractéristiques démographiques.....	8
I.1.3. Caractéristiques économiques.....	14
I.1.4. Caractéristiques politiques.....	17
I.2. Caractéristiques du domaine de la santé.....	18
I.2.1. Organisation administrative du secteur de la santé.....	18
I.2.2. Caractéristiques des systèmes de financement des dépenses de santé.....	20
I.2.2.1. <i>Les soins médicaux</i>	20
I.2.2.2. <i>Soins dans les hôpitaux et autres établissements</i>	22
I.2.2.3. <i>Autres services médicaux</i>	23
I.2.3. Caractéristiques démographiques du domaine de la santé.....	24
I.2.3.1. <i>Professionnels de la santé</i>	24
I.2.3.2. <i>Entreprises de soins</i>	26
I.3. Recueil des statistiques au Canada.....	27
<u>CHAPITRE II</u> - L'ENSEMBLE DES DEPENSES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE.....	29
II.1. Présentation des différents postes.....	32
II.2. Méthodologie.....	33
II.3. Evaluation des dépenses de santé.....	35
II.3.1. Niveau des dépenses globales et leur part dans l'économie.....	35
II.3.2. Niveau des dépenses par personne.....	36
II.3.3. Structure des dépenses médicales.....	40
II.4. Analyse des dépenses de santé de 1960 à 1978.....	42
II.4.1. Evolution de la part de ces dépenses dans l'économie.....	42
II.4.2. Evolution de la structure des dépenses de santé par poste de soins.....	43
II.4.3. Evolution de la dépense par personne.....	45
II.4.4. Evolution des prix.....	51

	<u>Pages</u>
<u>CHAPITRE III - L'HOSPITALISATION AU CANADA ET EN FRANCE.....</u>	57
III.1. Champ statistique.....	59
III.2. Organisation du secteur hospitalier.....	61
III.3. Les moyens de production du secteur hospitalier.....	63
III.3.1. La capacité d'hébergement.....	63
III.3.2. Personnel par lit.....	66
III.4. La production hospitalière et l'utilisation des soins hospitaliers.....	68
III.4.1. Nombre d'entrées pour 1 000 habitants.....	68
III.4.2. Nombre de journées d'hospitalisation pour 1 000 habitants.....	70
III.5. Les prix hospitaliers.....	75
III.6. Les dépenses d'hospitalisation.....	78
III.6.1. Niveau des dépenses par personne.....	78
III.6.2. Evolution des dépenses par personne.....	78
 <u>CHAPITRE IV - COMPARAISON DES SERVICES DE MEDECINS AU CANADA ET ET EN FRANCE.....</u>	 83
IV.1. Dépenses pour les services de médecins.....	85
IV.1.1. Définition des services de médecins.....	85
IV.1.2. Evaluation de la dépense des services de médecins...	87
IV.1.3. Comparaison du niveau de la dépense de soins de médecins.....	89
IV.1.3.1 <i>Méthodologie</i>	89
IV.1.3.2 <i>Comparaison de l'ensemble de la dépense pour les services de médecins</i>	89
IV.1.3.3 <i>Comparaison des revenus bruts des médecins libéraux</i>	92
IV.1.4. Evolution de la dépense des services de médecins par personne.....	96
IV.1.5. Evolution des revenus par médecin.....	99
IV.2. Prix des services de médecins.....	103
IV.2.1. Indices de prix de l'ensemble des services de médecins au Canada et en France.....	103
IV.2.2. Indices de prix des honoraires des médecins libéraux conventionnés en France et de l'ensemble des servi- ces de médecins libéraux au Canada.....	106

	<u>Pages</u>
IV.3. Nombre de médecins.....	109
IV.3.1. Catégories de médecins.....	109
IV.3.2. Nombre de médecins.....	110
IV.3.3. Evolution du nombre de médecins.....	112
<u>CHAPITRE V - LES AUTRES DEPENSES DE SOINS MEDICAUX.....</u>	<u>115</u>
V.1. Les soins médicaux autres que les soins de médecins.....	117
V.1.1. Evaluation de la dépense de ces soins médicaux.....	117
V.1.2. Comparaison des soins médicaux autres que les soins de médecins au Canada et en France.....	119
V.1.3. Evolution des dépenses par personne pour les soins médi- caux autres que ceux des médecins au Canada et en France.....	120
V.2. Les soins de dentistes.....	122
V.2.1. Evaluation de la dépense des services de dentistes.....	122
V.2.2. Comparaison des dépenses par personne de soins de dentistes.....	123
V.2.3. Evolution des dépenses par personne des soins de dentis- tes au Canada et en France.....	125
V.2.4. Nombre de dentistes.....	127
V.3. Soins d'auxiliaires médicaux.....	129
V.3.1. Evaluation de la dépense des soins d'auxiliaires médicaux	129
V.3.2. Comparaison des dépenses par personne de soins d'auxi- liaires médicaux.....	131
V.3.3. Evolution des dépenses par personne des soins d'auxi- liaires médicaux au Canada et en France.....	133
V.4. Analyses de laboratoire.....	135
V.4.1. Evaluation de la dépense globale des analyses de labora- toire au Canada et en France.....	135
V.4.2. Comparaison des dépenses par personne des analyses de laboratoire au Canada et en France.....	137
V.4.3. Evolution des dépenses par personne des analyses de laboratoire au Canada et en France, 1971-1975.....	137
V.5. Les autres dépenses de soins médicaux.....	139
V.5.1. Evaluation de la dépense de ces deux postes.....	139
V.5.2. Estimation de la dépense par personne.....	142
V.5.3. Evolution de la dépense par personne.....	143

	<u>Pages</u>
CHAPITRE VI - LES DEPENSES DE BIENS MEDICAUX.....	145
VI.1. L'ensemble des biens médicaux.....	147
VI.1.1. Evaluation de la dépense de l'ensemble des biens médicaux au Canada et en France.....	147
VI.1.2. Comparaison de la dépense des biens médicaux au Canada et en France.....	148
VI.1.3. Evolution des dépenses par personne des biens médicaux au Canada et en France.....	149
VI.2. La pharmacie.....	153
VI.2.1. La dépense pharmaceutique au Canada et en France.....	153
VI.2.1.1. <i>Evaluation de la dépense dans son ensemble....</i>	<i>153</i>
VI.2.1.2. <i>Comparaison de la dépense pharmaceutique au Canada et en France.....</i>	<i>154</i>
VI.2.2. Evolution de la dépense pharmaceutique par personne au Canada et en France.....	158
VI.3. Les autres biens médicaux : lunetterie et prothèses.....	162
VI.3.1. Evaluation de la dépense de ces biens médicaux au Canada et en France.....	162
VI.3.2. Comparaison de la dépense par personne des autres biens médicaux au Canada et en France.....	163
VI.3.3. Evolution de la dépense par personne des autres biens médicaux au Canada et en France.....	165
CONCLUSIONS.....	167
ANNEXES.....	171
Annexe A. Données générales.....	173
Annexe B. Ensemble des dépenses de santé au Canada et en France.....	193
Annexe C. Hospitalisation.....	205
Annexe D. Services de médecins au Canada et en France.....	213
Annexe E. Les dépenses de soins médicaux autres que les soins de médecins au Canada et en France.....	227
Annexe F. Ensemble des biens médicaux.....	247
BIBLIOGRAPHIE.....	257
LISTE DES TABLEAUX.....	263
LISTE DES GRAPHIQUES.....	270

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Actuellement, les dépenses de santé paraissent être un phénomène préoccupant, soit parce qu'en valeur absolue, elles ont atteint un niveau élevé, soit que leur évolution semble trop accélérée ce qui pose des problèmes économiques, financiers et politiques aux planificateurs et aux responsables des systèmes d'Assurance Maladie. Or, la croissance des dépenses de santé est un phénomène que l'on observe dans tous les pays. C'est pourquoi les études internationales revêtent une importance particulière, dans la mesure où elles permettent d'analyser ce qui se passe dans des pays, dont le développement économique est égal, voire supérieur, à celui de la France, mais où les structures politiques, économiques, démographiques, sanitaires et sociales sont différentes.

Elles fournissent également l'occasion d'étudier les facteurs du développement des consommations de soins en discriminant l'influence propre des législations sociales et celles résultant de l'organisation et de la distribution des soins.

Naturellement, pour réaliser de telles études, il faut consulter les statistiques que les différents pays élaborent sur le sujet. Or, pour que ces études conduisent à des interprétations relativement sûres, elles doivent reposer sur des données statistiques réellement comparables, données qui n'existent pas à l'état brut puisque dans chacun des pays elles sont collectées selon des concepts propres au pays et non dans un cadre international. C'est pourquoi, toute comparaison internationale doit comporter une phase préalable d'examen critique des données statistiques, travail long mais indispensable qui explique que la comparaison se fasse progressivement poste par poste et pays par pays.

Dans ce rapport, nous comparons les différents postes qui composent le secteur de la santé, au Canada et en France. Avant d'aborder leur analyse comparative, nous présenterons, dans un premier chapitre, les caractéristiques générales des deux pays sur lesquels porte l'étude. Puis, nous consacrerons un chapitre aux dépenses d'ensemble de ce secteur, et dans les chapitres suivants nous analyserons dans le détail

(comparaison des dépenses, des prix et des volumes) chacun des postes qui forment ce secteur et qui sont : l'hospitalisation, les soins de médecins, les soins de dentistes, d'auxiliaires médicaux et les analyses de laboratoire, et enfin la pharmacie.

Nous mettons en garde le lecteur contre la tentation qu'il pourrait avoir de considérer les évaluations présentées comme des valeurs exactes. Nous pensons qu'il faut les appréhender plus comme des résultats qualitatifs que quantitatifs, étant donné le manque d'homogénéité des statistiques utilisées et les incertitudes qui peuvent subsister et qui nous ont parfois obligées à faire certaines hypothèses.

Néanmoins, il nous semble que, compte tenu de la pluralité des documents consultés, les ordres de grandeur présentés sont valables. Cependant, toute l'information contenue dans ce rapport est soumise à la critique des lecteurs. Pour cela, nous avons décrit dans les annexes les méthodes de calcul ainsi que les sources d'informations.

Si nos interprétations se révèlent erronées, nous apporterons les modifications nécessaires. Mais, il nous semble que la méthode utilisée pour traiter de la comparaison du système de santé entre le Canada et la France (définition des champs, unités de mesure, indicateurs de prix, de quantité...) pourrait, en tout état de cause, servir pour d'autres comparaisons internationales et pour faciliter la communication de l'information recueillie selon des schémas propres à chaque pays.

CHAPITRE I

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU CANADA ET DE LA FRANCE

Chapitre I

DESCRIPTION GENERALE DU CANADA ET DE LA FRANCE

La consommation d'un bien ou sa production à l'intérieur d'un pays est fortement dépendante du contexte géographique, politique, économique et social de ce pays. C'est pourquoi, lorsque l'on se propose de faire une étude comparative d'un secteur particulier d'un pays avec un autre pays, il est intéressant de pouvoir situer l'environnement général des pays étudiés, la description de ces facteurs généraux pouvant être à la source de l'explication des phénomènes analysés.

I.1. CARACTERISTIQUES GENERALES

I.1.1. Caractéristiques géographiques

Le Canada, avec ses 9 976 139 km² est le plus vaste pays de l'hémisphère occidental et le deuxième au monde, en superficie, venant ainsi après l'Union Soviétique. Il est 18 fois plus grand que la France, dont la superficie est de 550 700 km². Au Canada, en ligne droite, la distance qui sépare le point le plus au Nord de celui situé le plus au Sud est de 4 627 Km et d'Est en Ouest la distance entre les points les plus éloignés est de 5 187 Km. Cet immense territoire présente cependant de sérieuses limitations dues au fait que le terrain y est en grande partie soit montagneux et rocheux, soit situé en climat arctique. La partie exploitée ne représente pas plus du tiers de l'ensemble. De plus, le Canada est affecté d'une assez grande variété de climats dont la rigueur de certains, et en particulier ceux du Nord, explique que 57,8 % de la population canadienne habite au Sud du Canada, dans la région délimitée par la frontière américaine et une ligne est-ouest de 1 046 km allant de Québec à Sault Ste Marie. Les huit principales villes situées dans cette zone regroupent plus du tiers de la population. Une concentration semblable n'existe pas en France où la population est répartie sur l'ensemble du territoire avec cependant des zones de concentration autour des grandes villes.

I.1.2. Caractéristiques démographiques

Une caractéristique remarquable est à noter. Alors que le territoire du Canada est 18 fois plus grand que celui de la France, la population canadienne n'est évaluée qu'à 23,258 millions d'habitants au 1er juin 1977, tandis que celle de la France représentait pour la même année 53,078 millions d'habitants soit 2,3 fois plus qu'au Canada.

La densité moyenne au Canada avec 2,3 habitants au km² est donc beaucoup plus faible qu'en France où elle est égale à 96,4.

Si l'on considère la structure par âge, en 1976, il apparaît qu'au Canada la population est plus jeune qu'en France (voir tableau n° I.1).

Tableau n° I.1.

Répartition de la population par groupes d'âges
au Canada et en France
- 1976 -

	en %	
	Canada	France
De 0 à 19 ans	35,8	31,7
De 20 ans à 59 ans	51,5	50,3
De 60 ans et plus	12,7	18,0
Ensemble	100,0	100,0
Dont 65 ans ou plus	8,7	13,5
Dont 75 ans ou plus	3,3	5,2

Source : Canada - Population - 1921-1971
Révision des estimations annuelles de la population par sexe et par groupe d'âge. Canada et Provinces - Statistique Canada.

- Statistique Canada. Recensement du Canada de 1976.

France - Population - Mars, Avril 1977, numéro 2
Revue bimestrielle de l'Institut National d'Etudes Démographiques.

Quelles que soient les périodes ou sous-périodes considérées, l'accroissement de la population a toujours été plus fort au Canada qu'en France et n'est jamais descendu au-dessous de 1 %. C'est ainsi que le taux d'accroissement annuel moyen sur l'ensemble de la période 1960-1977 a été de 1,6 % au Canada alors qu'il n'était que de 0,9 % en France (voir tableau n°I.2.)⁽¹⁾.

Tableau n° I.2.

L'évaluation de la population au Canada et en France
et son évolution annuelle moyenne sur quelques sous-périodes.

	Canada au 1er juin	France
Evaluation de la population en 10 ³		
1960	17 870	45 684
1965	19 644	48 758
1970	21 297	50 772
1975	22 697	52 705
1977	23 258	53 078
1978	23 493	53 278
Taux d'accroissement annuels moyens en %		
1960-1965	1,9	1,3
1965-1970	1,6	0,8
1970-1975	1,3	0,8
1975-1978	1,2	0,4
1960-1978	1,5	0,9

Source : Canada - en 1975 : Statistique Canada, catalogue 91-518 hors série
 en 1977 : Statistique Canada, catalogue 91-201 annuel,
 1er juin 1979.

France - L'INSEE

Enfin, en 1976, l'espérance de vie à la naissance était, au Canada, de 77,5 ans pour les femmes et de 70,2 ans pour les hommes, soit légèrement plus élevée que celle que l'on observe en France, puisqu'en 1976 ces données étaient respectivement de 77,2 ans et de 69,2 ans.

(1) L'ensemble des séries figure dans l'annexe A.

Il faut remarquer, que, pendant la dernière décennie, les gains de l'espérance de vie à la naissance ont été différents au Canada comme en France, selon les sexes. Ainsi, pour les hommes, de 1966 à 1976, il a été de 1,4 année au Canada, et de 1,2 année en France, tandis que, sur la même période, pour les femmes, les gains étaient respectivement de 2,3 années et de 1,8 année (voir tableau n° I-3 a et I-3 b).

Tableau n° I-3 a

EVOLUTION DE L'ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE, SELON LE SEXE
CANADA, 1931-1976

SEXES	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971	1974	1976
Hommes	60.0	63.0	66.3	67.6	68.4	68.8	69.3	69.5	70.2
Femmes	62.1	66.3	70.8	72.9	74.2	75.2	76.4	77.1	77.5

Source : "La statistique de l'état civil", 1970, statistique Canada, catalogue 84-202 ;

" Table de mortalité "Canada provinces, 1970-1972, statistique Canada, catalogue 84-532 ;

"La statistique de l'état civil", volume III, 1977, statistique Canada, catalogue 84-206.

Tableau n° I-3 b

EVOLUTION DE L'ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE, SELON LE SEXE
FRANCE 1933-1976

Sexes	1933 1938	1946 1949	1952 1956	1960 1964	1966 1970	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Hommes	55,9	61,9	65,0	67,5	68,0	68,6	68,5	68,7	68,9	68,9	69,1	69,2
Femmes	61,6	67,4	71,2	74,4	75,4	76,0	76,1	76,4	76,5	76,9	76,9	77,2

Source : Annuaire statistique de l'INSEE, 1978.

Une autre observation peut être faite en ce qui concerne la différence qui existe entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes. On peut voir, en effet, que l'écart entre les deux s'accroît dans les deux pays, passant au Canada de 5,8 années en 1961 à 7,3 années en 1976, et, en France, de 6,9 années en 1960 à 8 années en 1976. L'accroissement de l'écart, plus sensible au Canada qu'en France, peut s'expliquer par des conditions et des habitudes de vie différentes et aussi par le fait que, si dans les deux pays, on a observé que les taux de mortalité infantile et d'hospitalisation avant 1 an sont plus élevés chez les garçons que chez les filles, il faut toutefois souligner qu'ils restent plus élevés au Canada qu'en France (voir tableau n° I-4).

Tableau n° I-4

TAUX DE MORTALITE INFANTILE (1)
CANADA 1951-1977

Moins d'1 an ¹	Sexes	1951	1956	1961	1966	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	Hommes	42.7	35.0	30.5	25.8	19.9	19.0	17.4	16.6	15.9	15.0	13.5
	Femmes	34.0	28.7	23.7	20.2	15.1	15.0	13.6	13.4	12.6	11.9	11.2

FRANCE 1953-1978

Sexes	1953 1955	1961 1965	1966 1970	1971 1975	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Hommes	45.6	27.6	22.7	17.4	19.4	18.0	17.2	16.5	15.3	14.2	13.2	12.0
Femmes	34.9	21.1	17.4	13.4	14.9	14.0	13.5	12.5	11.9	10.7	9.7	9.2

Sources : Canada, de 1951 à 1971 : "la Statistique de l'état civil, rapports annuels", 1951-1974, Statistique Canada, catalogue 84-201.

France, de 1953 à 1977 : Annuaire statistique de l'INSEE - 1979.

de 1972 à 1977 : "La statistique de l'état civil", volume III, 1977, Statistique Canada, catalogue 84-206.

en 1978 : communications de l'INSEE.

(1) Nombre de décès pour 1 000 naissances vivantes (taux de mortalité infantile)

Enfin, l'analyse des taux de mortalité infantile, au Canada comme en France, montre que la chute de la mortalité infantile est une cause importante de l'augmentation des gains de l'espérance de vie.

Si l'on considère le taux de mortalité pour tous les âges et pour les deux sexes, en 1977, au Canada, le nombre de personnes décédées pour 1 000 personnes qui était de 7,2, était nettement moins élevé que celui observé en France et qui était égal à 10,1 (voir tableaux n° I-5).

Tableau n° I-5

TAUX DE MORTALITE - (Tous âges et les deux sexes)
(Nombre de personnes décédées pour 1000 personnes)

CANADA
1960-1977

Années	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Taux de mortalité	7,8	7,7	7,7	7,8	7,6	7,6	7,5	7,4	7,4	7,4	7,3	7,3	7,4	7,4	7,4	7,3	7,3	7,2

Source : "La statistique de l'état civil", volume III, 1977, Statistique Canada, catalogue 84-206.

FRANCE
1961-1979

Périodes ou années	1961-1965	1966-1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Taux de mortalité	11,1	11,0	10,8	10,6	10,7	10,5	10,6	10,5	10,1	10,2	10,2

Source : Annuaire statistique de l'INSEE 1979

Enfin, l'observation du taux de natalité pour 1 000 personnes, montre qu'au Canada comme en France il décroît régulièrement passant, de 1962 à 1977, au Canada, de 25,3 à 15,5, et en France, de 17,6 à 14,0. Il faut remarquer qu'à l'exception des années 1971, 1972 et 1973, le taux de natalité en France a toujours été inférieur à celui du Canada, l'écart tendant cependant à se réduire en 1962 et 1977 (voir tableau n° I-6).

Tableau n° I-6

TAUX DE NATALITE POUR 1 000 PERSONNES
AU CANADA ET EN FRANCE
1962 - 1977

Années	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Canada	25,3	24,6	23,5	21,3	19,4	18,2	17,6	17,6	17,5	16,8	15,9	15,5	15,6	15,8	15,7	15,5
France	17,6	18,1	18,1	17,7	17,5	16,9	16,7	16,7	16,7	17,1	16,9	16,4	15,2	14,1	13,6	14,0

Source : Canada - "La statistique de l'état civil", volume I, 1977, Statistique Canada, catalogue 84-206.

Si l'on compare les taux d'évolution du taux de mortalité et du taux de natalité, on remarque que sur la période 1961 - 1977, le taux de mortalité a diminué, en moyenne, de 0,4 % au Canada et en France de 0,6 %, alors que la diminution du taux de natalité était plus important dans les deux pays, atteignant, en moyenne, par an, entre 1962 et 1977 - 1,5 % en France et -3,2 % au Canada.

I.1.3. Caractéristiques économiques

Dans les deux pays, le Canada et la France, la majeure partie de l'activité économique relève d'intérêts privés.

La population active représente une proportion voisine de l'ensemble de la population : 45 % au Canada et 42 % en France. Au Canada, en 1977, sur les 10,498 millions de personnes actives, 9,648 millions avaient un emploi, et 850 000 soit 8,1 % étaient au chômage. Il faut remarquer qu'en 1974, alors que l'économie canadienne était en situation de "plein emploi", ce taux était égal à 5,3 % (1). En France, en 1977, il y avait 22,273 millions de personnes actives, dont 17,487 millions salariés, 3,681 millions non salariés et 1,105 millions (soit 5,0 %) chômeurs. De même qu'au Canada, la proportion des chômeurs en France a tendance à s'accroître depuis 1974. Cependant, en France, le nombre de chômeurs évolue plus vite qu'au Canada (voir tableau n° I.7).

Enfin, la comparaison des différents secteurs d'activité montre qu'au Canada comme en France, le secteur primaire occupe la même proportion de la population active avec respectivement 11,0 % et 11,6 %, alors que le secteur secondaire est plus développé en France qu'au Canada (respectivement 39,2 % et 28 %) et que le contraire s'observe pour le secteur tertiaire qui occupe 61 % de la population active au Canada contre 49,2 % en France.

D'autre part, si pour exprimer le niveau de vie des habitants, on considère le produit national brut par personne, on observe qu'en 1978 celui du Canada était évalué à 9 807 dollars canadiens, soit 38 836 francs (2) et celui de la France à 40 045 francs, soit supérieur de 3,1 % à celui du Canada (voir tableau n° I.8).

(1) Source : Revue statistique du Canada, Statistique Canada Catalogue 11-003 F mensuel, octobre 1979.

(2) Au cours du change de l'année.

Tableau n° I-7

SITUATION DE L'EMPLOI AU CANADA ET EN FRANCE

En 10³

ANNEES	C A N A D A				F R A N C E				
	Population employée	Population au chômage	Population active	Taux de chômage en %	Salariés	Chômeurs	Non salariés	Population active	Taux de chômage en %
1970	7919	476	8395	5,7	16143	510	4388	21041	2,4
1971	8104	535	8639	6,2	16411	569	4237	21217	2,7
1972	8344	553	8897	6,2	16713	595	4084	21393	2,8
1973	8761	515	9276	5,5	17065	576	3966	21608	2,7
1974	9125	514	9639	5,3	17254	615	3867	21736	2,8
1975	9284	690	9974	6,9	17225	902	3776	21903	4,1
1976	9479	727	10206	7,1	17333	993	3721	22047	4,5
1977	9648	850	10 498	8,1	17487	1105	3681	22273	5,0

Taux d'accroissement annuels moyens

En %

PERIODES	C A N A D A				F R A N C E				
	Population employée	Population au chômage	Population active	Taux de chômage	Salariés	Chômeurs	Non salariés	Population active	Taux de chômage en %
1970/71	2,3	12,4	2,9	8,8	1,7	11,6	- 3,4	0,8	12,5
1971/72	3,0	3,4	3,0	0	1,8	4,6	- 3,6	0,8	3,7
1972/73	5,0	- 6,9	4,3	- 11,3	2,1	- 3,2	- 2,9	1,0	- 3,6
1973/74	4,2	- 0,2	3,9	- 3,6	1,1	6,8	- 2,5	0,6	3,7
1974/75	1,7	34,2	3,5	30,2	- 0,2	46,7	- 2,4	0,6	46,4
1975/76	2,1	5,4	2,3	2,9	0,6	10,1	- 1,5	0,7	9,8
1976/77	1,8	16,9	2,9	14,1	0,9	11,3	- 1,1	1,0	11,1
1970/74	3,6	1,9	3,5	- 1,8	1,7	4,8	- 3,1	0,8	3,9
1974/77	1,9	18,3	2,9	15,2	0,4	21,6	- 1,6	0,8	21,3
1970/77	2,9	8,6	3,2	5,1	1,1	11,7	- 2,5	0,8	11,1

Source : Canada - Revue statistique du Canada, statistique Canada, catalogue 11-003 F mensuel, octobre 1979.

France - Annuaire statistique de la France - INSEE 1979.

Tableau n° J-8

PNB par habitant au Canada et en France

	CANADA (1)		FRANCE (2)
	en dollars	en Francs (3)	en Francs
1960	2 147	10 821	6 490
1978	9 807	38 836	40 045
Accroissements an moyens 1960 - 1978	+ 8,8 %		+ 10,6 %

- (1) Source : Statistique Canada
Système de comptabilité nationale
Comptes nationaux des revenus et des dépenses
1964-1978
Catalogue 13-201 annuel
- (2) Source : Annuaire statistique de la France - INSEE 1979
- (3) Au cours du change de l'année.

L'observation des taux d'accroissement annuels moyens sur la période 1960-1978 montre que le PNB par personne en France croît plus rapidement que celui du Canada (respectivement + 10,6 % et + 8,8 %).

Si l'on considère maintenant les valeurs relatives des PNB par personne dans les deux pays (1), on remarque que sur une longue période (1960-1978) le taux d'accroissement annuel moyen est légèrement plus fort en France (+ 4,2 %) qu'au Canada (+ 3,3 %) (voir tableau n° I.9).

Tableau n° I.9.

Accroissements annuels moyens de la valeur
relative du PNB par personne en France et au Canada (1)
1960 - 1978

Périodes	En %	
	Canada	France
1960 - 1965	3,6	4,9
1965 - 1970	3,1	4,7
1970 - 1975	3,7	3,2
1960 - 1978	3,3	4,2

Enfin, l'accroissement de l'indice général des prix a été moins rapide au Canada qu'en France sur la période 1960-1978 (voir tableau n° I.10).

Tableau n° I.10

Accroissements annuels moyens de l'indice général
des prix au Canada et en France
1960-1978

Périodes	En %	
	Canada	France
1960 - 1965	1,6	3,7
1965 - 1970	3,8	4,3
1970 - 1975	7,3	8,8
1960 - 1978	4,9	6,2

I.1.4. Caractéristiques politiques

L'organisation politique du Canada et de la France diffèrent sur de nombreux points. Ainsi, en France existe un document exhaustif, la Constitution, ensemble de règles juridiques qui régissent les rapports entre les Gouvernants et les gouvernés. Au Canada, il existe également une Constitution qui est contenue dans l'Acte de l'Amérique du Nord, qui a été adopté par le Parlement britannique en 1867, mais qui n'est pas un document exhaustif. En effet, la Constitution canadienne comprend également des dispositions non écrites, telles que la "common law", usages et conventions transplantés de Grande Bretagne au cours de deux siècles et qui sont caractéristiques du style de gouvernement démocratique du Canada; par exemple, les principes régissant le système du gouvernement responsable par l'intermédiaire d'un Cabinet et les relations étroites entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Parmi les dispositions écrites en figure une essentielle puisqu'elle pose le principe fondamental de la structure fédérale du gouvernement canadien. De plus, la caractéristique dominante de l'Acte est la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central d'une part et les gouvernements des provinces constituantes d'autre part. Le principal objectif était de donner au Parlement du Canada la compétence législative pour toutes les questions d'intérêt général ou commun et d'accorder aux législatures provinciales la compétence pour toutes les questions d'intérêt régional ou particulier.

Une autre différence fondamentale existe entre le Canada et la France sur la séparation des pouvoirs. En effet, tandis qu'en France les trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont séparés, au Canada, il y a fusion entre les deux premiers. La reine est investie du pouvoir exécutif formel au Canada et délègue son autorité au Gouverneur général, son représentant. Le pouvoir législatif appartient au Parlement qui se compose de la Reine, d'une chambre haute, le Sénat, dont les membres sont nommés et d'une chambre basse, la chambre des communes, dont les membres sont élus au suffrage universel¹.

¹ Voir Annexe A

I.2. CARACTERISTIQUES DU DOMAINE DE LA SANTE

I.2.1. Organisation administrative du secteur de la santé

Au Canada et en France, l'organisation du secteur de la santé est fort différente du fait déjà de la structure politique des deux pays. En France, tout est centralisé et la politique de la santé est la même sur l'ensemble du territoire. Au Canada, l'organisation de ce domaine se situe à deux niveaux : au niveau fédéral et au niveau provincial.

Au niveau national, l'organisation des soins de santé ainsi que de la Sécurité Sociale et du Bien Etre social est confiée au Ministère de la Santé Nationale et du Bien Etre Social, composé de cinq directions générales, dont l'une est particulièrement chargée d'administrer les services établis pour assumer les responsabilités du Gouvernement fédéral dans l'application des deux principaux programmes d'assurance santé du Canada, soit l'assurance hospitalisation et l'assurance médicale. Ces deux programmes établissent des normes que les provinces doivent respecter afin d'obtenir une participation financière du Gouvernement fédéral. Cependant ces normes laissent aux provinces une assez grande liberté pour administrer leur régime d'assurance-maladie et choisir le mode de financement qu'elles préfèrent : primes, taxes de vente, autres recettes provinciales. En effet, au niveau national, l'organisation du secteur de la santé est assez général, alors qu'au niveau provincial, les Gouvernements sont responsables de leur propre service de santé.

Ils sont chargés de les régler, d'administrer les régimes d'assurance maladie et de fournir directement certains services spécialisés.

Dans chaque province, la responsabilité en matière de santé est confiée à un ministère. Cependant, la répartition des fonctions varie d'une province à l'autre et ainsi les services de santé et les services sociaux peuvent soit relever d'un même ministère, soit relever de ministères différents entre lesquels sont maintenues des liaisons.

Toutefois s'il existe une certaine autonomie des provinces quant à l'administration du domaine de la santé, le respect des normes du programme fédéral entraîne une certaine analogie des services de santé assurés par les provinces.

Ainsi le programme d'assurance des soins médicaux assure tous les services médicalement nécessaires rendus par les médecins et certaines interventions de chirurgie dentaire effectuées à l'hôpital par un chirurgien dentiste.

Le programme d'assurance hospitalisation, en vigueur dans toutes les provinces et les territoires, et qui s'applique à plus de 99 % de la population canadienne, assure pour les malades hospitalisés l'hébergement, les repas, les soins infirmiers nécessaires, les examens diagnostiques, les médicaments, l'usage des salles d'opération et d'accouchement, les services d'anesthésie, de radiothérapie et de physiothérapie - Des services analogues peuvent être prévus dans les régimes provinciaux à l'intention des malades externes.

I.2.2. Caractéristiques des systèmes de financement des dépenses de santé

I.2.2.1. Les soins médicaux

Ce sont tous les soins fournis par les médecins¹

Au Canada comme en France la pratique générale est celle du paiement à l'acte.

En France, les médecins demandent à leurs patients des honoraires qui sont fixés après discussion entre la Sécurité Sociale et les syndicats de médecins². Ces honoraires, appelés tarifs conventionnels, sont appliqués de façon uniforme sur l'ensemble du territoire. Le patient paie le médecin puis demande le remboursement d'une partie de son paiement à sa caisse de Sécurité Sociale. Le remboursement s'effectue dans le cadre du prix imposé, et il est égal à 75 % du tarif de responsabilité. Toutefois, il existe pour certains médecins le droit de dépasser les tarifs conventionnels - Dans ce cas, la différence entre le prix payé et le remboursement par rapport au tarif fixé reste à la charge du patient.

Au Canada, la plupart des médecins sont payés à l'acte, mais il existe d'autres modes de rémunération ou des rémunérations supplémentaires tels que les traitements, les rémunérations à la séance, les services par contrat, le système de la capitation et les primes de rendement ou d'encouragement afin que les médecins s'établissent et demeurent dans les régions privées de services médicaux suffisants. Selon les provinces, on peut trouver toutes ces sortes de rémunérations, ou seulement une ou deux qui ont été privilégiées³.

1 - A l'exclusion en France des analyses de laboratoire et au Canada de la partie des actes de radiologie et des analyses de laboratoire défrayée par le programme d'assurance-hospitalisation. Egalement, au Canada, le coût des salaires versés aux internes et résidents est financé par le programme d'assurance-hospitalisation.

2 - Cette discussion donne lieu à la fixation d'un tarif appelé tarif de responsabilité ou tarif conventionnel.

3 - Voir Annexe A.

Le financement de ces soins médicaux est assuré pour moitié par le gouvernement fédéral et pour moitié par les provinces (1) qui organisent librement leur participation au financement des soins et les moyens d'assurer cette participation.

Sept des douze régimes provinciaux ou territoriaux d'assurance-maladie financent leur part au moyen des recettes générales exclusivement et ne comportent pratiquement pas de frais directs pour les familles à l'exception d'honoraires supplémentaires que les médecins peuvent imposer. Trois provinces, ainsi que le Yukon, prélèvent des cotisations pour payer une partie de leur part et une province impose une retenue sur le salaire dont le produit sert aussi bien à financer l'assurance médicale que l'assurance hospitalisation. Dans le cadre de ces régimes, le gouvernement paie les primes des assistés sociaux et dans certains cas celles des personnes âgées de 65 ans et plus.

(1) Étant donné la formule de financement (voir Annexe A), les provinces dont le coût par personne est supérieur au coût par personne pour l'ensemble du pays paieront plus que la moitié du coût de leur province et inversement.

I.2.2.2. Soins dans les hôpitaux et autres établissements

En France, la presque totalité de la population est couverte par un système national d'assurance-maladie qui couvre non seulement les soins de médecins aux malades ambulatoires mais encore les dépenses des malades hospitalisés. Pour ces derniers, deux cas peuvent se présenter : soit le malade paie l'ensemble de la dépense et en demande le remboursement à sa caisse de sécurité sociale, le remboursement sera partiel ou total selon qu'il bénéficie de l'exonération du ticket modérateur de 20 % ou non⁽¹⁾, soit le malade ne paiera que le ticket modérateur ou n'aura aucune dépense à faire dans le cas de l'exonération de ce dernier, l'hôpital adressant sa facture directement à la Caisse de Sécurité Sociale. Ce système de tiers payant a tendance à se généraliser.

Au Canada, à l'exception des soins dans les hôpitaux pour maladies mentales et dans les sanatoriums ainsi que dans les établissements de soins de garde, pratiquement tous les soins dispensés dans les autres hôpitaux (généralistes et spécialisés) sont couverts par les régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation qui couvrent plus de 99 % de la population. Ces régimes sont administrés par les Ministères de la Santé ou des Affaires Sociales dans certaines provinces et par des commissions distinctes dans d'autres. L'assurance-hospitalisation et l'assurance-maladie relèvent parfois d'une même administration.

Dans la plupart des provinces, le régime s'applique automatiquement à tous les résidents⁽²⁾. Tous les services hospitaliers énoncés dans la loi fédérale sont couverts obligatoirement par les régimes des provinces. De plus, elles peuvent inclure dans leur programme des services additionnels non prévus par la loi⁽²⁾. Enfin, pour ce qui est des services de consultations externes, le choix est laissé aux provinces. Toutefois, tous les régimes provinciaux comportent des services aux malades externes.

Le financement des services aux malades hospitalisés et aux malades externes, couverts par le régime d'assurance-hospitalisation, est assuré pour moitié par le gouvernement fédéral et pour moitié par les gouvernements provinciaux - les provinces déterminent elles-mêmes leur mode de financement⁽³⁾. La plupart le font au moyen des revenus généraux, tandis que deux d'entre elles exigent aussi des primes et que trois provinces demandent à leurs malades hospitalisés une participation financière perçue directement du malade⁽²⁾ au malade⁽²⁾.

1. Pour les malades hospitalisés dans des établissements publics ou privés, le ticket modérateur, c'est-à-dire la dépense qui reste à leur charge est de 20 % des prix acceptés par la Sécurité Sociale. Ils peuvent toutefois bénéficier de l'exonération du ticket lorsque les actes ou séries d'actes ont un coefficient égal ou supérieur à 50 ou lors de traitements thérapeutiques onéreux nécessitant une hospitalisation d'une durée supérieure à 30 jours à compter du 31^{ème} jour.
2. Voir annexe A.
3. De même que pour le régime d'assurance-maladie, certaines provinces peuvent défrayer plus de 50 % des coûts et d'autres l'inverse.

I.2.2.3. Autres services médicaux

A côté des soins médicaux et des services hospitaliers prévus par les lois fédérales, certains régimes provinciaux organisent d'autres services dont les coûts ne sont pas partagés par le gouvernement fédéral.

Dans certains cas, ces prestations sont accordées par le pouvoir public même qui régit l'assurance-hospitalisation et (ou) l'assurance-services médicaux, dans d'autres cas elles s'obtiennent par l'intermédiaire d'un ministère ou secteur gouvernemental différent ou d'un organisme bénévole - Ce type de prestation est parfois accordé selon un mode universel ou parfois à certaines catégories de bénéficiaires (déterminés, par exemple, selon l'âge ou la situation économique) - Ces programmes concernent soit des soins hospitaliers annexes (services à domicile, matériel de dialyse rénale et d'hyperalimentation à domicile, médicaments, services d'ambulance essentiels de coût modeste etc...), soit des services médicaux tels que les soins dentaires, les médicaments de prescription, les soins optométriques et certains services paramédicaux¹.

Le financement de ces services est assuré par les provinces elles-mêmes avec parfois une participation du malade - le gouvernement fédéral ne partage pas les frais de ces prestations. Toutefois, au nom du Régime d'assistance publique du Canada, il participe aux frais de certains services de santé non couverts par les régimes provinciaux d'assurance sur les soins médicaux et hospitaliers et requis par des nécessiteux¹. A propos du régime d'assistance publique, il faut remarquer qu'il ne peut financer les dépenses de santé qui font partie des régimes nationaux d'assurance-santé.

¹ Voir annexe A

Les soins rendus par les médecins spécialisés en ophtalmologie sont couverts par le régime national d'assurance-maladie, alors que les services des optométristes ne le sont pas.

I.2.3. Caractéristiques démographiques du domaine de la santé

Le secteur des soins médicaux se définit comme l'ensemble des activités tendant aux préventions, diagnostics et traitements des troubles pathologiques des individus, exercées par des professionnels qualifiés et des entreprises spécialisées.

Nous ne donnerons dans ce paragraphe que quelques données sommaires sur l'état démographique sanitaire. Le détail de ces données et leur analyse seront repris dans les chapitres ultérieurs.

I.2.3.1. Professionnels de la santé

En France comme au Canada, les professionnels de la santé sont essentiellement les médecins, répartis entre généralistes et spécialistes. A ce propos, il faut remarquer que les spécialités en France et au Canada ne sont pas toujours les mêmes et qu'en particulier, au Canada existent des spécialités qui ne sont pas reconnues en France. L'ensemble des médecins en exercice était égal à 91 442 en 1977 en France et à 41 398 pour la même année au Canada, c'est-à-dire que si l'on considère la densité de médecins pour 1 000 habitants au Canada elle était de 1,78, soit supérieure de 3,5 % à celle observée en France (1,72).

A côté des médecins, on trouve les dentistes dont le nombre est de 10 058 au Canada en 1977 et de 27 683 en France, puis les personnels paramédicaux qui comprennent les sages-femmes, dont le nombre total en France est de 8 899 en 1977 et l'ensemble des auxiliaires médicaux qui en France, et au 31 décembre 1977, sont les masseurs kinésithérapeutes, au nombre de 31 676, les pédicures qui sont 6 631, les orthophonistes (6 391), les orthoptistes (927) et les infirmiers (ères) dont le nombre total est égal à 219 082, en France, au 31 décembre 1977, et à 141 059 au Canada en 1976.

Au Canada, en 1977, on peut retrouver quelques uns de ces auxiliaires tels que les orthophonistes (1 203) ; Enfin, les pharmaciens sont au nombre de 33 510 au 31 décembre 1977 en France et de 15 328 au Canada en 1977 (1) (Voir tableau n° I.11)

(1) Source : France - *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales, 1979.*
Ministère de la santé et de la famille.

Canada - *Répertoire de la main-d'oeuvre sanitaire au Canada - 1978 -*
Santé et Bien Etre social Canada.

Tableau n° I.11

Démographie des professions de santé
au Canada et en France
1977

Main d'oeuvre sanitaire	FRANCE (1) au 31 décembre 1977	CANADA (2) en 1977
MEDECINS		
Nombre	91 442	41 398
Densité*	1,72	1,78
DENTISTES		
Nombre	27 683	10 058
Densité*	0,52	0,43
PHARMACIENS		
Nombre	33 510	15 328
Densité*	0,63	0,66
SAGES FEMMES		
Nombre	8 899	
Densité*	0,17	
MASSEURS KINESI		
Nombre	31 676	4 392
Densité*	0,60	0,19
PEDICURES		
Nombre	6 631	
Densité*	0,12	
ORTHOPHONISTES		
Nombre	6 391	1 203
Densité*	0,12	0,05
ORTHOPTISTES		
Nombre	927	
Densité*	0,02	
INFIRMIERS (ERES)		<u>1976</u>
Nombre	219 082	141 059
Densité*	4,13	6,13

* Densité pour 1 000 habitants

(1) Source : Annuaire des statistiques sanitaires et sociales 1979
Ministère de la Santé et de la famille

(2) Source : Répertoire de la main d'oeuvre sanitaire au Canada 1978.
Santé et Bien Entre social, Canada.

I.2.3.2. Entreprises de soins

Les entreprises médicales sont, en France, comme au Canada, les hôpitaux qui relèvent soit du domaine public, soit du domaine privé, et même du domaine fédéral dans le cas du Canada.

En 1975, au Canada, l'ensemble des hôpitaux publics, privés et fédéraux était égal à 1 384 dont 1 255 hôpitaux généraux et spécialisés. En France, au 31 décembre 1974, le nombre des hôpitaux généraux publics et privés s'élevait à 3 166 établissements. Une plus large description des entreprises de soins sera faite dans le chapitre concernant l'hospitalisation.

I.3. RECUEIL DES STATISTIQUES AU CANADA

Les statistiques sont recueillies au niveau de chaque province puis rassemblées au niveau fédéral par la Division de la santé de Statistique Canada et par différents services du Ministère de la Santé Nationale et du Bien Etre Social, sous la coordination d'un comité interministériel.

Statistique Canada a établi des systèmes de collecte des données sur les statistiques démographiques, les maladies particulières, la main d'oeuvre sanitaire et les soins hospitaliers.

Au Ministère se trouve la Direction Générale des programmes de la santé dont une division (la division de l'Economie et de la statistique sanitaires) dirige une banque de données sur les soins médicaux, à laquelle sont incorporées les statistiques sanitaires provenant de différentes sources. La division fait également des analyses sur les soins médicaux et hospitaliers, sur les dépenses de santé et sur d'autres questions liées au coût et à la consommation des soins.

CHAPITRE II

L'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE SANTÉ AU CANADA ET EN FRANCE

Chapitre II

ENSEMBLE DES DEPENSES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE

Dans ce chapitre, vont être présentées dans le but de les comparer les dépenses, au Canada et en France, qui sont consacrées au domaine de la santé soit par les malades eux-même soit par les organismes d'assurance sociale qui peuvent parfois substituer leurs paiements à ceux des personnes qu'ils protègent¹. Ces dépenses concernent tous les services et les biens mis en oeuvre pour prévenir, diagnostiquer et traiter les troubles de la santé. Elles sont réparties en trois grands postes qui sont l'hospitalisation, les soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile, et les biens médicaux. Sont exclues de cette étude les dépenses des entreprises pour leurs services médicaux ainsi que celles de la médecine scolaire. De même ne sont pas pris en compte les frais de recherche, d'enseignement et de prévention sanitaire collective ainsi que les dépenses de gestion des organismes d'assurance sociale.

L'analyse de ces dépenses sera précédée de l'exposé de la méthode suivie dans le cadre d'une étude comparative, méthode qui sera reprise lors de l'analyse détaillée des différents postes composant l'ensemble des dépenses, et de la présentation sommaire de ces postes, l'étude plus détaillée de leur définition figurant dans les chapitres ultérieurs. En effet, une étude comparative implique que les éléments à comparer aient des définitions homogènes. Or, si au niveau de la dépense globale l'homogénéité des données semble satisfaisante, au niveau des grands postes qui composent cette dépense, des différences dans les définitions peuvent apparaître et amènent donc à considérer avec précaution les données recueillies et à faire certaines hypothèses tendant à les rendre le plus homogènes possible. C'est pourquoi, ces différences dans les définitions et les hypothèses qu'elles entraînent seront précisées dans les chapitres où sont analysés les différents postes.

¹ *Méthode du tiers payant*

II.1. PRESENTATION DES DIFFERENTS POSTES

Les trois grands postes composant l'ensemble des dépenses médicales sont, au Canada comme en France, l'hospitalisation, les soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile et les biens médicaux.

En France, les dépenses d'hospitalisation représentent l'ensemble des frais (frais de séjour et honoraires) occasionnés par des malades hospitalisés dans des établissements publics et privés. Au Canada, le coût des services hospitaliers comprend l'ensemble des frais (frais de séjour et salaires) pour les malades hospitalisés et pour ceux soignés en clinique externe ou au service d'urgence des établissements hospitaliers, à l'exception des paiements à l'acte pour services dispensés par les médecins et les dentistes.

Au Canada, les établissements hospitaliers sont les hôpitaux généraux, les hôpitaux psychiatriques, les sanatoriums, les hôpitaux fédéraux et les nursing homes. En France, à l'exclusion des deux dernières, les catégories d'hôpitaux sont les mêmes qu'au Canada.

Les soins aux malades ambulatoires et à domicile concernent, en France, les soins dispensés aux malades non hospitalisés par les médecins, les dentistes et l'ensemble des auxiliaires médicaux, ainsi que les analyses de laboratoire et les cures. Au Canada, les soins médicaux se rapportent aux soins dispensés par les médecins et les dentistes (non déjà inclus dans le poste "hospitalisation") et par l'ensemble des auxiliaires médicaux non salariés, ainsi qu'une partie des examens de radiologie et des analyses de laboratoire effectués par les médecins (1).

Les biens médicaux représentent la pharmacie prescrite et non prescrite achetée par des malades ambulatoires ainsi que la lunetterie et les appareils de prothèse.

L'ensemble de la dépense de santé ainsi que les dépenses concernant les agrégats la composant seront étudiées sur la période 1960-1978 et sur les sous périodes quinquennales 1960-1965 ; 1965-1970 ; 1970-1975 ; puis 1975-1978.

(1) Le coût des examens de radiologie et des analyses de laboratoire effectués par les médecins se retrouve en partie dans le coût des services hospitaliers et en partie dans le coût des services médicaux.

II.2. METHODOLOGIE

Pour comparer la dépense de santé au Canada et en France, nous l'avons tout d'abord située dans le contexte économique général de chacun des pays, en calculant la part qu'elle représente dans les agrégats de comptabilité nationale tels que le produit intérieur brut et la consommation finale des ménages. Ensuite, nous avons évalué la dépense par personne de façon à éliminer l'influence de la population. Puis, chacune des dépenses étant exprimée dans sa monnaie d'origine, nous avons procédé à la conversion de la dépense d'un des pays dans la monnaie de l'autre. Pour cela, nous avons choisi comme monnaie commune le franc français et nous avons donc évalué la dépense canadienne en francs français. Cependant, cette méthode pose le problème particulier de la variation des taux de change sur la période étudiée (1 \$ C = 5,04 FF en 1960 et 1 \$ C = 3,96 FF en 1978). Ce problème qui, en toute rigueur, est insurmontable, nous a conduites à multiplier les approches.

- . Dans tous les cas, nous avons exprimé les évaluations en monnaie du pays.
- . Pour chaque année, nous avons transformé les valeurs monétaires en francs français, en utilisant le taux de change moyen de l'année en cours.
- . Nous avons procédé à des évaluations pour toutes les années de la période 1960-1978, pour ne pas risquer de tirer, d'une seule observation, des conclusions hâtives qui n'auraient peut-être résulté que d'un taux de change très particulier, ou de l'incidence ponctuelle d'une mesure administrative.

Enfin, nous avons suivi l'évolution de ces dépenses, en valeur nominale, puis en valeur relative de façon à éliminer l'influence de l'augmentation générale des prix, puis en valeur à prix constants pour supprimer l'influence de l'augmentation des prix médicaux.

L'augmentation des prix médicaux est mesurée par un indice qui est un agrégat, formé par les indices de prix de chacun des postes composant l'ensemble de la dépense de santé. Son évolution est également analysée en valeur nominale puis en valeur relative, c'est à dire après avoir déflaté l'indice du prix nominal de l'indice général des prix. L'évolution de l'indice relatif indique ce qu'aurait été la croissance du prix des soins si l'indice général des prix n'avait pas augmenté.

II.3. EVALUATION DES DEPENSES DE SANTE

II.3.1. Niveau des dépenses globales et leur part dans l'économie

En 1978, la dépense globale des services de santé s'élevait au Canada à 14,050 milliards de dollars, soit 55,637 milliards de francs et à 150,426 milliards de francs en France ¹.

Ces dépenses représentaient 6,1 % du PNB canadien et 7,1 % du PIB de la France, donc une part légèrement supérieure en France, alors que, pour la même année, le PIB par personne est inférieur de 3,0 % au Canada. Dans la consommation finale des ménages, les parts étaient de 10,4 % au Canada et de 11,7 % en France (voir tableau n° II-1).

Tableau n° II.1

Part des dépenses de santé dans l'économie.

A N N E E S	EN %			
	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans la consommation finale des ménages	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	4,6	4,0	7,0	6,6
1961	4,9	4,3	7,5	6,9
1962	4,9	4,4	7,7	7,1
1963	5,1	4,6	8,0	7,3
1964	5,1	4,8	8,2	7,8
1965	5,2	4,9	8,5	8,1
1966	5,2	5,2	8,8	8,5
1967	5,5	5,3	9,2	8,6
1968	5,8	5,2	9,6	8,5
1969	5,9	5,5	10,0	9,1
1970	6,2	5,6	10,6	9,5
1971	6,4	5,8	10,9	9,7
1972	6,3	5,9	10,7	9,8
1973	6,0	5,9	10,3	9,9
1974	5,8	6,1	10,3	10,1
1975	6,2	6,7	10,6	10,9
1976	6,2	6,8	10,7	11,0
1977	-	6,8	-	11,1
1978	6,1	7,1	10,4	11,7

(1) Voir annexe B

II.3.2. Niveau des dépenses par personne

En 1978, la dépense de santé par personne s'élevait au Canada à 598 dollars canadiens (2 368 Frs) et en France à 2 823 francs.

De 1960 à 1978, on assiste à un rattrapage puis à un dépassement de la dépense canadienne par la dépense française puisque l'indicateur d'écart des dépenses Canada/France est passé de 194 en 1960 à 84 en 1978. Sur l'ensemble de la période, cet indicateur n'a cessé d'évoluer dans le sens de la baisse, avec toutefois une légère remontée entre 1967 et 1971, remontée qui correspond à une hausse du cours du dollar canadien.

Cette dépense de santé ne se répartit pas de la même façon entre les trois agrégats. Au Canada, comme en France, elle est la plus importante pour l'hospitalisation avec respectivement, en 1978, 364 dollars canadiens (1 441 francs) et 1378 francs et la plus faible, dans les deux pays, pour les biens médicaux qui représentent respectivement 78 dollars (307 francs) et 589 francs. Pour ces deux grands types de soins, l'écart entre les dépenses au Canada et en France est très différent puisque pour l'hospitalisation la dépense canadienne est supérieure de 4,6 % à la dépense française et que pour les biens médicaux elle lui est inférieure de 48 %. Pour les soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile, la dépense canadienne est de 157 dollars (620 francs) soit inférieure de 28 % à la dépense française égale à 856 francs.

Pour chacun de ces postes, une étude plus détaillée sera faite dans les chapitres ultérieurs qui leur sont consacrés, mais déjà ici, nous pouvons faire une remarque d'ordre général : sur l'ensemble de la période 1960-1978, les dépenses d'hospitalisation ont toujours été plus fortes au Canada qu'en France, par contre pour les soins aux malades ambulatoires et à domicile et pour les biens médicaux, les dépenses en France ont rattrapé et même dépassé les dépenses canadiennes qui, au début de la période, pour les soins médicaux étaient supérieures de 63 % aux dépenses françaises et pour les biens médicaux de 16 % (voir tableau n° II.2. et graphique n° II.1).

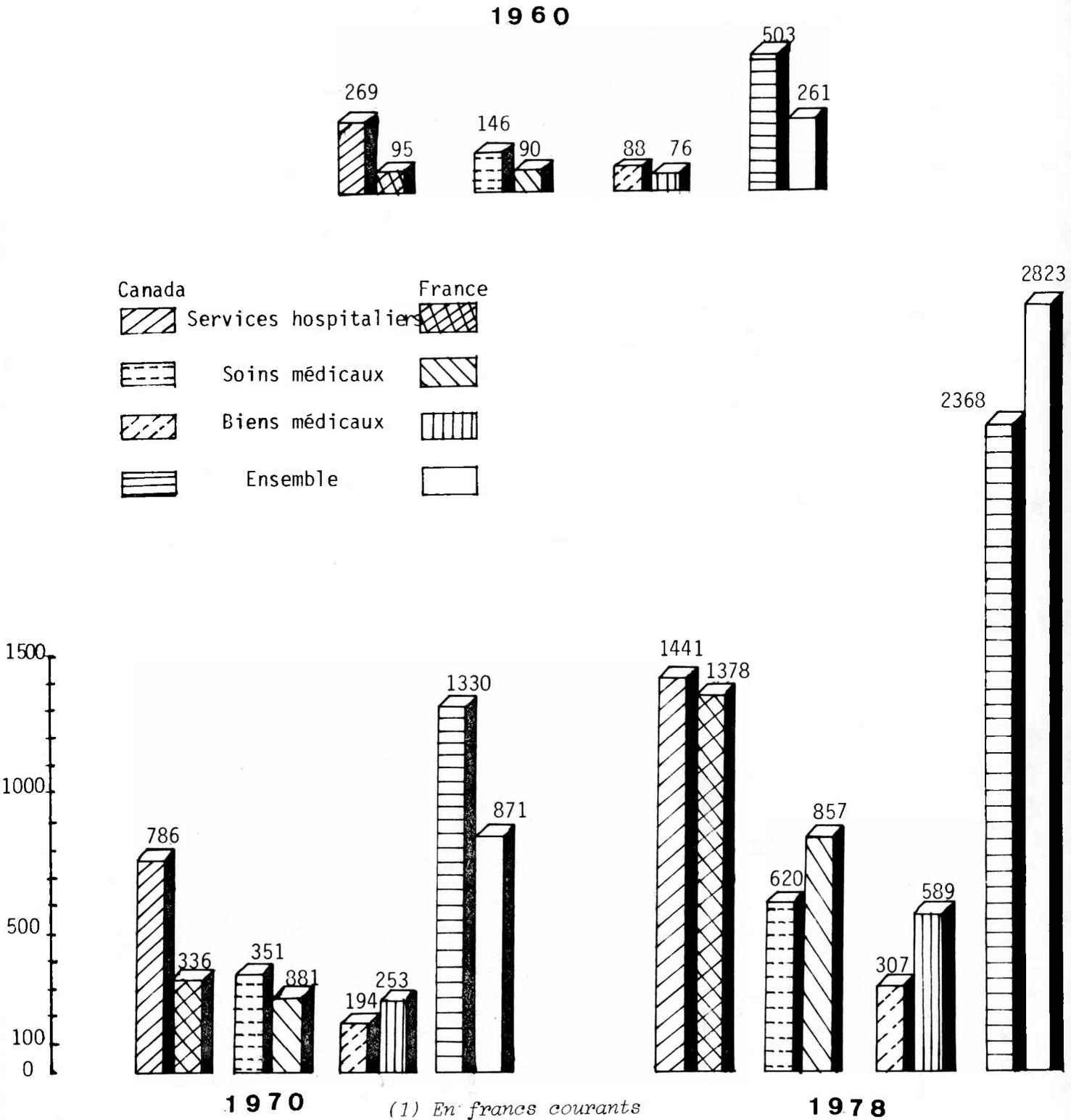
Tableau n° II.2.

DEPENSES PAR PERSONNE DES SOINS DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1978

ANNEES	Services hospitaliers			Soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile			Biens médicaux			Ensemble des dépenses de santé			Indicateur d'écart de l'ensemble des dépenses Canada France
	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	
	en dollars canadiens	en francs	en francs	en dollars canadiens	en francs	en francs	en dollars canadiens	en francs	en francs	en dollars canadiens	en francs	en francs	
1960	53,32	268,75	94,91	29,02	146,28	89,92	17,42	87,77	75,83	99,76	502,80	260,66	1,94
1961	58,32	281,68	111,45	30,82	148,84	94,69	17,59	84,95	92,48	106,73	515,47	298,62	1,73
1962	63,39	290,33	128,60	31,56	144,57	105,34	18,07	82,77	103,60	113,02	517,67	337,54	1,54
1963	69,31	315,34	148,99	34,51	157,03	123,01	19,39	88,21	114,44	123,21	560,58	386,44	1,46
1964	75,38	342,22	169,74	36,88	167,44	146,16	20,58	93,42	128,59	132,84	503,08	444,49	1,36
1965	83,82	381,40	186,72	39,61	180,23	150,71	23,09	105,06	143,67	146,52	666,69	490,10	1,37
1966	93,97	428,52	203,83	42,70	194,70	184,04	24,67	112,50	161,52	161,34	735,72	549,49	1,34
1967	105,76	482,27	220,80	46,83	213,56	205,28	27,50	125,39	178,74	180,09	921,22	604,82	1,36
1968	120,00	552,02	234,44	52,76	242,71	217,01	29,99	137,96	189,66	202,75	932,69	641,23	1,46
1969	133,38	645,56	293,25	59,28	286,90	253,65	32,80	158,77	221,09	225,46	1 091,23	767,99	1,43
1970	148,38	786,39	336,80	66,19	350,80	280,76	36,43	193,07	253,13	251,00	1 330,26	870,69	1,53
1971	163,55	889,72	389,18	77,65	422,39	315,64	40,05	217,88	281,87	281,25	1 529,99	986,69	1,55
1972	177,13	901,61	443,11	85,38	434,57	358,43	41,99	213,71	309,47	304,50	1 549,80	1 111,01	1,40
1973	196,49	874,36	504,85	92,06	409,65	417,40	46,05	204,93	342,72	334,60	1 488,95	1 264,97	1,18
1974	231,13	1 130,21	612,50	101,61	496,87	477,07	50,47	246,79	391,59	383,21	1 873,87	1 481,16	1,27
1975	275,54	1 162,77	708,20	118,36	499,49	578,29	57,11	241,02	461,28	451,01	1 903,28	1 837,77	1,04
1976	322,43	1 566,99	1 001,42	130,40	633,75	662,12	63,58	309,01	481,93	516,41	2 509,75	2 145,47	1,17
1977	-	-	1 161,29	-	-	733,07	-	-	501,73	-	-	2 396,10	-
1978	364,00	1 441,44	1 378,45	156,50	619,74	856,28	77,53	307,04	588,69	598,03	2 368,22	2 823,42	0,84

Graphique II.1

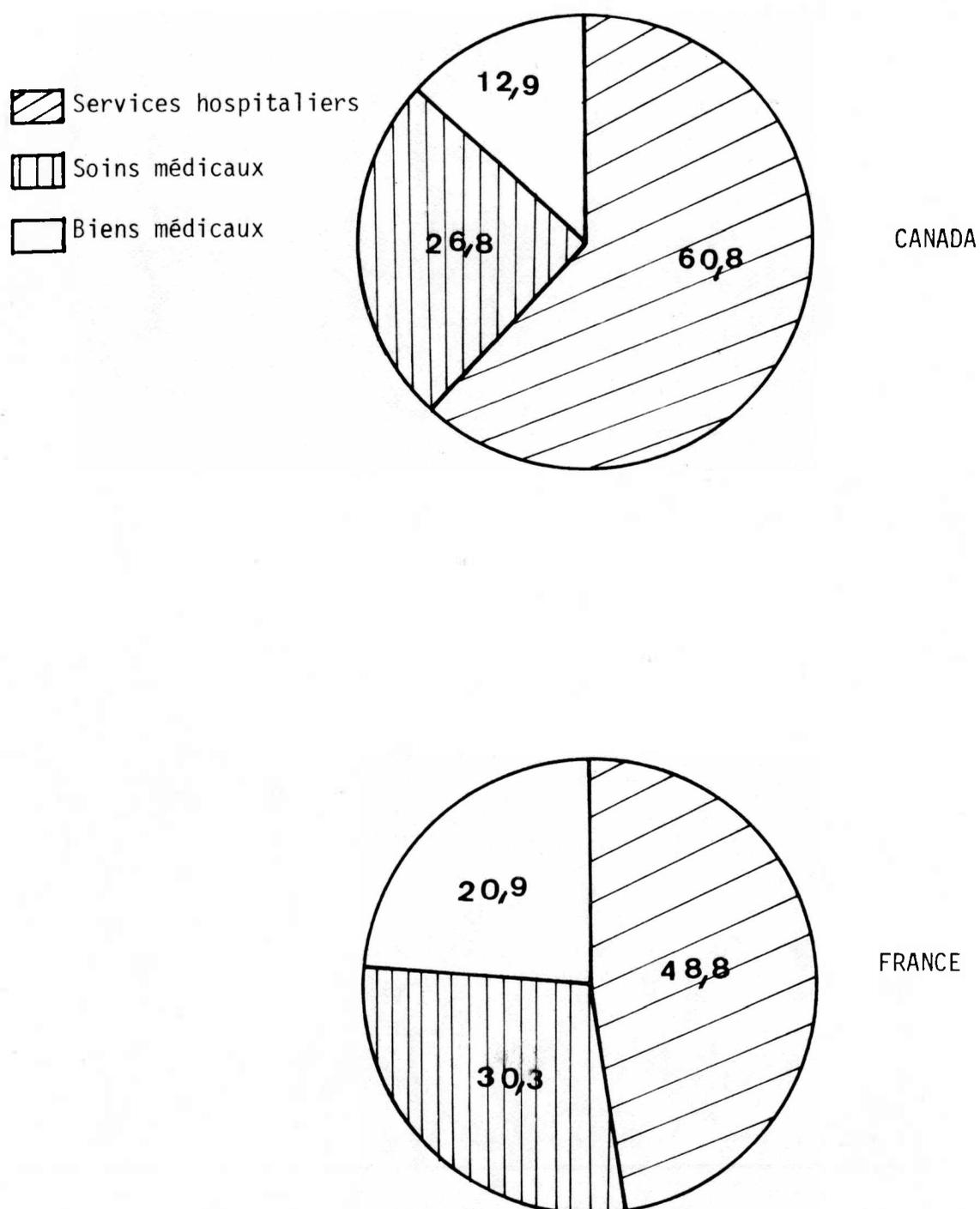
COMPARAISON DE L'ENSEMBLE DES DEPENSES DE SANTE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE (1)
1960 - 1970 - 1978



Ces évaluations doivent être interprétées avec prudence dans la mesure où le fonctionnement des systèmes de santé est différent dans les deux pays. Ainsi, par exemple, au Canada, il semble que l'hospitalisation soit privilégiée par rapport aux services de médecins ambulatoires rendus difficiles par le contexte géographique et climatique. On peut donc penser que des cas qui seraient traités en médecine de ville en France, le sont des les établissements hospitaliers au Canada, d'où une dépense d'hospitalisation plus forte dans ce pays et une dépense de services en ville moins importante qui entraîne elle-même une dépense de biens médicaux plus faible qu'en France, étant donné la corrélation de ces deux types de soins.

Graphique n° II.2

COMPARAISON DE LA STRUCTURE DE L'ENSEMBLE DE LA DEPENSE DE SANTE
AU CANADA ET EN FRANCE (en %)
1978



II.3.3. Structure des dépenses médicales

Dans l'ensemble des dépenses de santé, en 1978, au Canada, l'hospitalisation représentait 60,9 % de l'ensemble, et en France 48,8 %. Les soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile comptaient pour 26,2 % au Canada et 30,3 % en France, et les biens médicaux pour 12,9 % au Canada et pour 20,9 % en France. L'analyse de cette structure montre que les dépenses hospitalières ont une place beaucoup plus importante au Canada qu'en France dans l'ensemble des dépenses de santé, tandis qu'en France la part la plus importante revient aux soins aux malades ambulatoires et à domicile et aux biens médicaux, qui sont deux types de dépenses complémentaires et qui à elles deux représentent plus de 50 % de l'ensemble de la dépense (voir tableau n° II.3 et graphique n° II.2).

Tableau n° II.3

Structure de l'ensemble de la dépense de santé au Canada
et en France

1960 - 1978

EN %

ANNEES	Services hospitaliers		Soins aux malades ambulatoires et à domicile		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	53,4	36,4	29,1	34,5	17,5	29,1	100	100
1961	54,6	37,3	28,9	31,7	16,5	31,0	100	100
1962	56,1	38,1	27,9	31,2	16,0	30,7	100	100
1963	56,3	38,6	28,0	31,8	15,7	29,6	100	100
1964	56,7	38,2	27,8	32,9	15,5	28,9	100	100
1965	57,2	38,2	27,0	32,7	15,8	29,4	100	100
1966	58,2	37,1	26,5	33,5	15,3	29,4	100	100
1967	58,7	36,5	26,0	33,9	15,3	29,6	100	100
1968	59,2	36,5	26,0	33,9	14,8	29,5	100	100
1969	59,2	38,2	26,3	33,0	14,5	28,8	100	100
1970	59,1	38,7	26,4	32,2	14,5	29,1	100	100
1971	58,2	39,4	27,6	32,0	14,2	28,6	100	100
1972	58,2	39,9	28,0	32,3	13,8	27,8	100	100
1973	58,7	39,9	27,5	33,0	13,8	27,1	100	100
1974	60,3	41,4	26,5	32,2	13,2	26,4	100	100
1975	61,1	43,4	26,2	31,5	12,7	25,1	100	100
1976	62,4	46,7	25,3	30,8	12,3	22,5	100	100
1977	-	48,5	-	30,6	-	20,9	-	100
1978	60,9	48,8	26,2	30,3	12,9	20,9	100	100

II.4. ANALYSE DES DEPENSES DE SANTE DE 1960 A 1978

II.4.1. Evolution de la part de ces dépenses dans l'économie

De 1960 à 1978, dans les deux pays, la part de l'ensemble des dépenses de santé dans le PNB a augmenté, passant, au Canada, de 4,6 % en 1960 à 6,1 % en 1978, et en France, sur la même période, de 4,0 % à 7,1 %. Ces estimations montrent que la part des dépenses médicales dans le PNB a crû plus vite en France qu'au Canada. L'analyse détaillée de l'évolution de ces estimations montre deux tendances inverses : entre 1960 et 1966, la part des dépenses françaises a augmenté plus rapidement que celle des dépenses canadiennes, sans doute en raison de l'extension des régimes d'assurance-maladie et de l'amélioration du financement public des soins. Par contre, sur la période 1967- 1972, on observe une évolution plus rapide de la part des dépenses canadiennes, liée sans doute à la mise en place de l'assurance des soins médicaux en 1968, après celle de l'hospitalisation qui avait eu lieu en 1961 (2), alors que dans le même temps, en France, la part des dépenses dans le PIB se stabilise de 1966 à 1968, puis à partir de 1969 retrouve une croissance régulière qui va s'accroître à partir de 1973 pour atteindre en 1978 un niveau plus élevé que celui du Canada.

Au Canada, à partir de 1971, la part des dépenses médicales dans le PNB va décroître jusqu'en 1974, année où elle retrouve une certaine croissance. Il est remarquable de voir que l'évolution de l'importance des dépenses médicales dans le PIB connaît sa plus forte croissance de 1973 à 1975 en France et de 1974 à 1975 au Canada, alors que dans le même temps on note un certain ralentissement de la croissance économique. Ce phénomène pourrait amener à penser que l'évolution de la dépense médicale est relativement indépendante par rapport à l'économie en général.

(1) Au Canada, l'agrégat retenu est le Produit National brut aux prix du marché, et en France, le Produit Intérieur Brut.

(2) L'instauration de l'assurance-hospitalisation s'est échelonnée, selon les provinces et territoires, de juillet 1958 à janvier 1961 ; dans le cas de l'assurance-maladie, de juillet 1968 à janvier 1971.

II.4.2. Evolution de la structure des dépenses de santé par poste de soins

Sur l'ensemble de la période 1960-1978, au Canada comme en France, on observe globalement la même évolution de la structure des dépenses de santé : augmentation de la part de l'hospitalisation et diminution de la part des soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile et de celle des biens médicaux. Cependant, l'évolution de la part de ces différents postes n'est pas la même sur l'ensemble de la période.

Ainsi, au Canada, la part de l'hospitalisation qui passe de 53,4 % en 1960 à 60,9 % en 1978 croît de façon plus continue que la part de ce même poste en France qui, de 36,4 % en 1960 atteint 48,8 % en 1978, après avoir suivi une évolution en dents de scie puisque de 1960 à 1963 elle passe de 36,4 % à 38,6 %, puis de 1963 à 1968, elle décroît de 38,6 % à 36,5 %, retrouvant presque son niveau de 1960 ; enfin, de 1968 à 1978, elle croît de façon continue, passant de 36,5 % à 48,8 %.

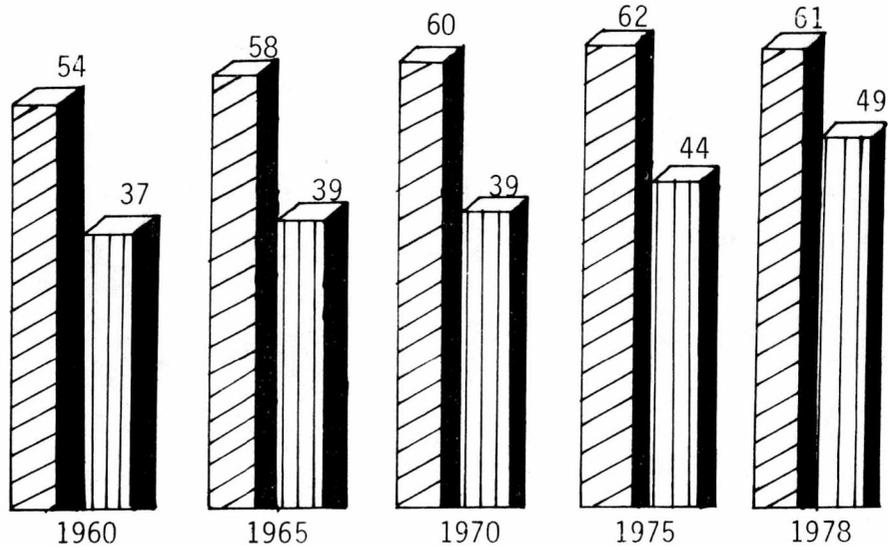
Pour les soins aux malades ambulatoires et à domicile, l'évolution de la part de leurs dépenses dans l'ensemble est tout aussi discontinue dans les deux pays. Au Canada, elle décroît régulièrement de 1960 à 1968, passant de 29,1 % à 26,0 %, puis en 1969 elle connaît une légère remontée jusqu'en 1972, passant de 26,3 % à 28,0 % ; enfin, de 1973 à 1978, elle décroît légèrement, passant de 27,5 % à 26,2 % . En France, l'évolution est tout aussi variable. De 1960 à 1962, la part de ces dépenses connaît une baisse assez sensible, passant de 34,5 % à 31,2 %, puis à partir de 1963 une légère remontée qui s'amplifie jusqu'au 1968 (31,8 % à 33,9 %) ; enfin, à partir de 1969, une chute sensible jusqu'en 1978 puisqu'elle passe de 33,0 à 30,3 %.

Enfin, l'évolution de la part des biens médicaux est un peu différente dans les deux pays, puisqu'au Canada, la baisse de leur part dans l'ensemble des dépenses est continue et relativement moins importante qu'en France, puisqu'elle passe de 17,5 % en 1960 à 12,9 % en 1978, alors qu'en France, elle baisse de 29,1 % de 1960 à 20,9 % en 1978, suivant une évolution très discontinue.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'ENSEMBLE DE LA DEPENSE DE SANTE
AU CANADA ET EN FRANCE (en %)
1960 - 1965 - 1970 - 1975 - 1978

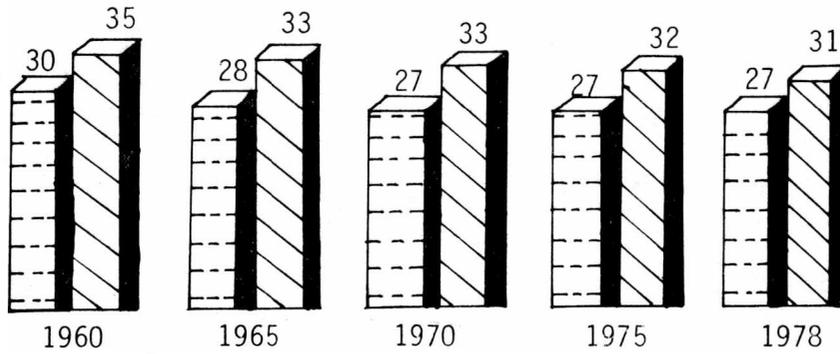
en pourcentage

Services hospitaliers



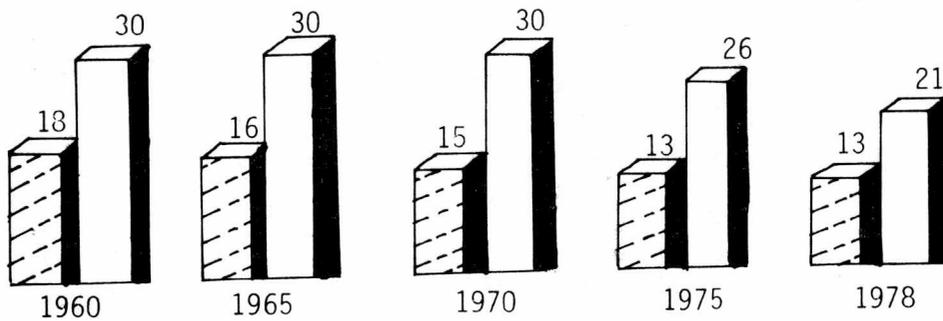
en pourcentage

Soins médicaux



en pourcentage

Biens médicaux



CANADA



Services hospitaliers



Soins médicaux



Biens médicaux

FRANCE



L'évolution de la structure de l'ensemble des dépenses médicales résulte non seulement de la différence d'attitude des malades devant les soins qui leur sont proposés mais encore de l'augmentation respective des prix des différents soins (voir graphique n° II.3.).

II.4.3. Evolution de la dépense par personne

a) Evolution de la valeur nominale¹

L'évolution de la dépense par personne en valeur nominale, sur l'ensemble de la période 1960-1978, a été plus rapide en France qu'au Canada avec respectivement 14,2 % et 10,5 %. Si l'on observe le taux d'accroissement annuel moyen sur les sous-périodes quinquennales, on remarque qu'il a toujours été plus important en France qu'au Canada et que dans les deux pays, c'est sur la période 1970-1975 qu'il a été le plus élevé, atteignant 16,1 % pour la France et 12,4 % au Canada. C'est d'ailleurs sur cette période, qui correspond à un déséquilibre de l'économie générale, caractérisé par une forte augmentation de l'indice général des prix, que l'on observe les plus forts taux d'évolution pour les postes composant l'ensemble de la dépense médicale.

L'analyse de l'évolution de ces différents postes montre qu'au Canada comme en France, ce sont les dépenses d'hospitalisation qui ont connu les plus forts taux d'accroissement, tant sur l'ensemble de la période que sur les sous-périodes, et que ce sont les dépenses de biens médicaux qui ont connu le plus faible entre 1960 et 1978. Toutefois, si l'observation des sous-périodes confirme ce phénomène pour le Canada, il n'en est pas de même pour la France où, sur les deux premières sous-périodes, 1960-1965 et 1965-1970, le plus faible taux d'accroissement était celui des soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile - (Voir tableau n° II.4. et graphique n° II.4.).

¹ Les taux d'évolution cités dans ce paragraphe sont des taux d'accroissement annuels moyens.

Graphique n° II.4

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE LA DEPENSE DE SANTE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE

1960 - 1978

Valeurs nominales

- Services hospitaliers
- .- Soins médicaux
- - - Biens médicaux
- - - Ensemble des dépenses de santé

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960

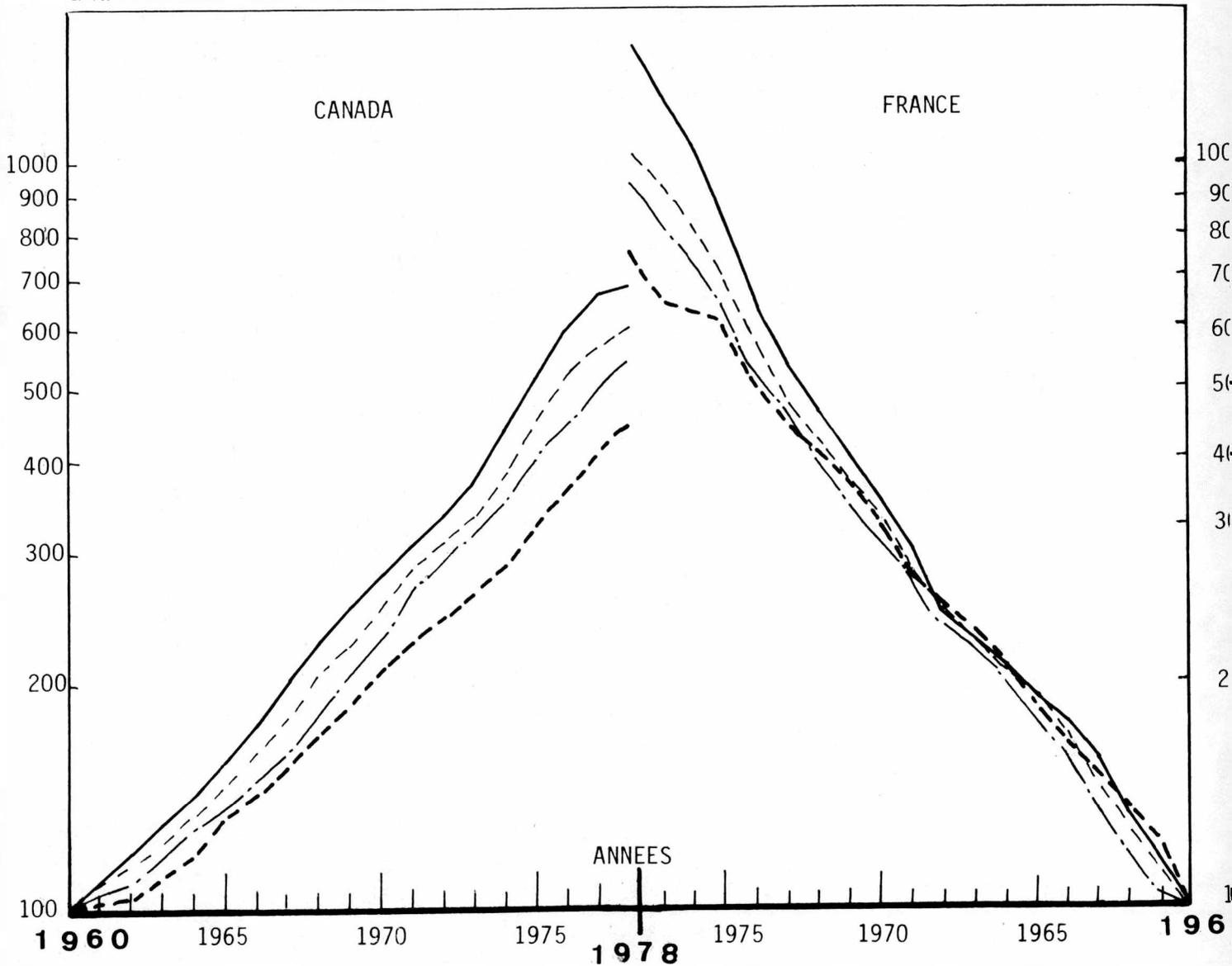


Tableau n° II.4.

Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par
personne - (valeur nominale)

CANADA - FRANCE

1960-1978

En %

PERIODES	Services hospitaliers		Soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	+ 9,5	+ 14,5	+ 6,4	+ 12,2	+ 5,8	+ 13,6	+ 8,0	+ 13,5
1965/1970	+ 12,1	+ 12,5	+ 10,8	+ 11,9	+ 9,5	+ 12,0	+ 11,4	+ 12,2
1970/1975	+ 13,2	+ 18,8	+ 12,3	+ 15,5	+ 9,4	+ 12,8	+ 12,4	+ 16,1
1975/1978	+ 9,7	+ 20,0	+ 9,8	+ 14,0	+ 10,7	+ 8,5	+ 9,9	+ 15,4
1960/1978	+ 11,3	+ 16,0	+ 9,8	+ 13,3	+ 8,6	+ 12,1	+ 10,5	+ 14,2

L'évolution de la dépense par personne peut être dûe à l'évolution de l'utilisation du bien qui entraîne cette dépense et également à l'accroissement des prix, soit de l'ensemble des prix, soit du prix propre au bien considéré dont l'évolution peut elle-même être induite par celle de l'indice général des prix. C'est pourquoi il est intéressant pour l'analyse de l'évolution de la dépense d'étudier son comportement par rapport à l'indice général des prix (évolution de la valeur relative) et par rapport à l'indice de son propre prix (évolution de la valeur à prix constant) et d'étudier également comment évolue le prix du bien considéré par rapport à l'indice général des prix.

b) Evolution de la valeur relative¹

La valeur relative est égale à la valeur nominale déflatée de l'indice général des prix ce qui permet d'éliminer ainsi l'influence de l'augmentation générale des prix.

L'analyse de l'évolution de la dépense de santé par personne, en valeur relative, fait apparaître un accroissement plus rapide en France qu'au Canada, entre 1960 et 1978, avec respectivement 7,5 % et 5,3 %. Cependant, l'écart entre les deux taux est moins important que sur les valeurs nominales, la croissance de l'indice général des prix ayant été plus forte en France qu'au Canada en moyenne par an (respectivement 6,2 % et 4,9 % de 1960 à 1978).

Sur les différentes sous-périodes, l'évolution de la dépense relative est aussi plus rapide en France qu'au Canada, avec toutefois des écarts moins importants que pour les valeurs nominales dans la mesure où quelle que soit la sous-période considérée, l'évolution de l'indice général des prix a toujours été plus rapide en France qu'au Canada. Enfin, il faut remarquer que le taux d'accroissement annuel moyen le plus élevé ne se situe pas entre 1970 et 1975, comme pour les valeurs nominales, mais que c'est sur cette période que l'on trouve les taux d'évolution les plus faibles (6,7 % en France et 4,7 % au Canada en valeurs relatives, contre respectivement 16,1 % et 12,4 % en valeurs nominales). (voir tableau n° II.5. et graphique n° II.5).

¹ Les taux d'évolution cités dans ce paragraphe sont des taux d'accroissement annuels moyens

Tableau n° II.5.

Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par personne
(valeurs relatives)

Canada - France

1960 - 1978

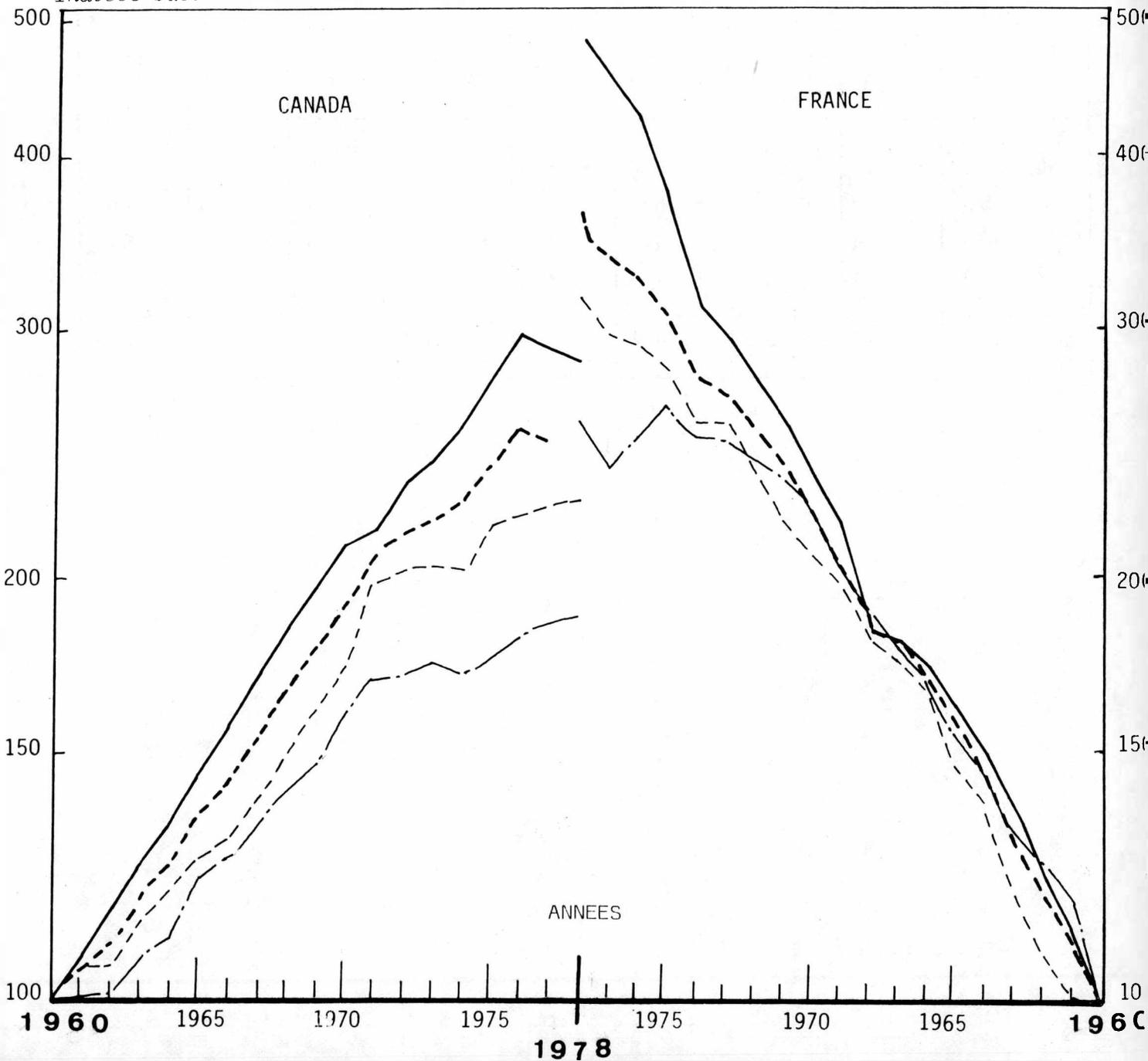
En %

PERIODES	Services hospitaliers		Soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	+ 7,7	+ 10,4	+ 4,7	+ 8,1	+ 4,1	+ 9,5	+ 6,3	+ 9,4
1965/1970	+ 7,9	+ 7,9	+ 6,7	+ 7,3	+ 5,5	+ 7,4	+ 7,2	+ 7,5
1970/1975	+ 5,4	+ 9,2	+ 4,6	+ 6,2	+ 1,9	+ 3,6	+ 4,7	+ 6,7
1975/1978	+ 1,4	+ 9,7	+ 1,5	+ 4,2	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 5,5
1960/1978	+ 6,1	+ 9,2	+ 4,7	+ 6,7	+ 3,6	+ 5,5	+ 5,3	+ 7,5

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE LA DEPENSE DE SANTE PAR PERSONNE
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1978
 Valeurs relatives

- · — · — Biens médicaux
- - - - - Soins médicaux
- Services hospitaliers
- - - - - Ensemble des dépenses de santé

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



II.4.4. Evolution des prix

a) *Evolution de l'indice de prix nominal*¹

En valeur nominale les prix de la consommation médicale se sont accrus plus vite au Canada qu'en France entre 1960 et 1975 (respectivement 6,8 % et 5,6 %). Dans les deux pays, le même phénomène d'accélération de l'augmentation des prix s'observe sur les trois sous-périodes, d'une part pour l'ensemble de la consommation et d'autre part pour l'hospitalisation et les biens médicaux (voir tableau n° II.6.).

Tableau n° II.6.

Taux d'accroissement annuels moyens des prix médicaux

(valeurs nominales)

Canada - France

1960 - 1975

En %

Périodes	Services hospitaliers		Soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960-1965	+ 4,9	+ 6,4	+ 2,6	+ 4,5	- 0,3	+ 1,0	+ 3,6	+ 4,3
1965-1970	+ 9,2	+ 6,2	+ 5,4	+ 5,8	+ 0,02	+ 1,3	+ 7,4	+ 4,9
1970-1975	+ 11,6	+ 10,1	+ 4,4	+ 8,6	+ 3,0	+ 2,4	+ 9,4	+ 7,5
1960-1975	+ 8,6	+ 7,6	+ 4,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 6,8	+ 5,6

¹ Les taux d'évolution cités dans ce paragraphe sont des taux d'accroissement annuels moyens.

b) Evolution de l'indice de prix relatif¹

Sur la période 1960-1975, l'indice de prix relatif des soins médicaux a connu une croissance annuelle moyenne de 2,4 % au Canada et nulle en France, c'est à dire dans ce pays, égale à l'évolution de l'indice général des prix. D'ailleurs la situation sur les sous-périodes n'est pas fondamentalement différente puisque de 1960 à 1965 et de 1965 à 1970, on retrouve en France le même taux d'accroissement 0,6 % et que de 1970 à 1975, ce taux tombe à - 1,2 % . Au Canada de 2 % de 1960 à 1965, il s'élève à 3,4 % de 1965 à 1970 pour retomber à 2,0 % de 1970 à 1975. (voir tableau n° II.7.).

Tableau n° II.7.

Taux d'accroissement annuels moyens des prix médicaux
(Valeurs relatives) Canada - France
1960 - 1975

En %

Périodes	Services hospitaliers		Soins médicaux aux mal ambul. et à dom.		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960-1965	+ 3,3	+ 2,6	+ 1,0	+ 0,8	- 2,0	- 2,7	+ 2,0	+ 0,6
1965-1970	+ 5,2	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,4	- 3,8	- 2,9	+ 3,4	+ 0,6
1970-1975	+ 4,0	+ 1,2	- 2,8	- 0,3	- 4,2	- 5,9	+ 2,0	- 1,2
1960-1975	+ 4,1	+ 1,9	- 0,09	+ 0,6	- 3,3	- 3,8	+ 2,4	0

¹ Les taux d'évolution cités dans ce paragraphe sont des taux d'accroissement annuels moyens.

c) Evolution de la valeur à prix constant ¹

La valeur à prix constant² est égale à la valeur nominale déflatée de l'indice de prix du bien considéré. Son évolution décrit ce qu'aurait été la croissance de ce bien si son prix n'avait pas varié.

De 1960 à 1975, l'évolution de la dépense de santé par personne à prix constant a augmenté nettement plus vite en France qu'au Canada (respectivement 7,9 % et 3,6 %). C'est sur la sous-période 1970-1975 que l'écart entre les évolutions des deux pays a été le plus important (8,0 % en France et 2,7 % au Canada). Comme en valeur nominale, cet écart était proportionnellement moins important, on peut donc penser qu'au Canada l'évolution du prix des services de santé a été plus important dans l'accroissement des dépenses qu'en France.

L'analyse de l'évolution à prix constant des différents postes montre que celle des biens médicaux a été la plus rapide dans les deux pays alors qu'en valeur nominale elle était la plus faible, ce qui fait apparaître que les prix des biens médicaux ont crû moins rapidement que ceux des services médicaux et de l'hospitalisation.

Enfin, dans les deux pays, c'est entre 1960 et 1965 que le volume des dépenses médicales a augmenté le plus rapidement (8,8 % en France et 4,2 % au Canada), ensuite en France, on observe un certain ralentissement (6,9 % entre 1965 et 1970) puis une nette reprise (8,0 % entre 1970 et 1975), tandis qu'au Canada, le taux d'accroissement du volume continue de baisser (3,7 % entre 1965 et 1970 et 2,7 % entre 1970 et 1975) (voir tableau n° II.8. et graphique n° II.6).

¹ Les taux d'évolution cités dans ce paragraphe sont des taux d'accroissement annuels moyens.

² La valeur à prix constant est aussi appelée volume.

EVOLUTION DES DIFFERENTS POSTES DE LA DEPENSE DE SANTE PAR PERSONNE
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1978
 Valeurs à prix constants

- Services hospitaliers
- - - Biens médicaux
- · - Ensemble des dépenses de santé
- - - Soins médicaux

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960

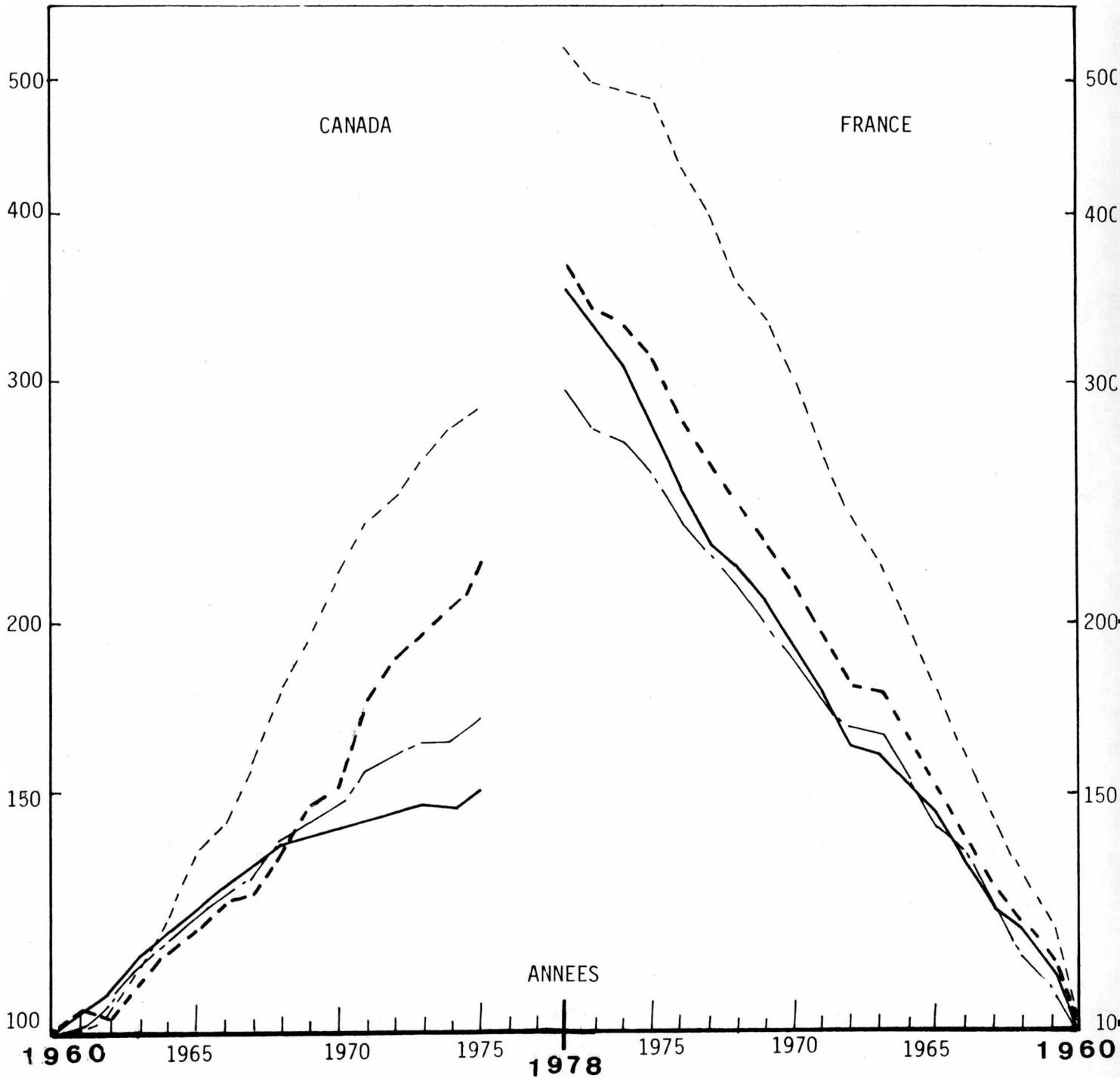


Tableau n° II.8

Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par personne
(valeurs à prix constant)

CANADA - FRANCE

1960 - 1975

En %

PERIODES	Services hospitaliers		Soins médicaux aux malades ambulatoires et à domicile		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	+ 4,3	+ 7,6	+ 3,7	+ 7,3	+ 6,2	+ 12,5	+ 4,2	+ 8,8
1965/1970	+ 2,6	+ 5,9	+ 5,1	+ 5,8	+ 9,5	+ 10,6	+ 3,7	+ 6,9
1970/1975	+ 1,4	+ 7,9	+ 7,6	+ 6,4	+ 6,2	+ 10,1	+ 2,7	+ 8,0
1960/1975	+ 2,8	+ 7,1	+ 5,5	+ 6,5	+ 7,3	+ 11,1	+ 3,6	+ 7,9

CHAPITRE III

L'HOSPITALISATION AU CANADA ET EN FRANCE

Chapitre III

L'HOSPITALISATION AU CANADA ET EN FRANCE

Dans les deux pays, le secteur hospitalier est un élément très important du domaine des soins, tant au niveau de la dépense qu'il représente qu'au niveau de l'infrastructure qu'il induit. Dans ce chapitre, vont être présentés quelques indicateurs permettant de décrire ce secteur et les dépenses qui y sont afférentes.

III.1. CHAMP STATISTIQUE

Dans les deux pays, le champ statistique pris en compte par les données disponibles diffère sur deux points : la différence qui existe sur les types d'établissements composant ce secteur et la différence qui existe quant aux types de dépenses entrant dans ce cadre.

La différence sur les types d'établissements constituant ce secteur provient du fait qu'en plus des établissements hospitaliers tels que les hôpitaux généraux et spécialisés, les établissements psychiatriques et antituberculeux et les hôpitaux fédéraux au Canada, s'ajoutent, dans ce pays, les nursing homes qui n'ont pas d'équivalent en France et qui pourraient s'apparenter à des maisons de convalescence ou de retraite médicalisées. Sur l'ensemble des dépenses des établissements hospitaliers celles des nursing homes représentaient 11,3 % en 1960 et 9,8 % en 1975.

La seconde différence repose sur le fait qu'en France les dépenses correspondent aux frais de séjour et aux honoraires de médecins payés par des malades hospitalisés, tandis qu'au Canada, elles couvrent également les soins aux malades externes dont les dépenses représentaient 2,8 % de l'ensemble en 1960 et 4,8 % en 1975, à l'exclusion, toutefois, des paiements à l'acte versés directement aux médecins par le régime d'assurance-maladie.

Après ces remarques, nous allons situer le secteur hospitalier par rapport au contexte économique.

En 1978, la dépense hospitalière représentait en France 3,4 % du PIB et au Canada 3,7 % du PNB (avec les nursing homes)¹.

Par rapport à l'ensemble des soins médicaux, elle comptait pour 48,8 % en 1978 en France et pour 60,9 % au Canada (avec les nursing homes)².

Après ces quelques données, nous allons entrer dans le détail du fonctionnement de ce secteur dont on peut déjà mesurer l'importance à l'aide des quelques chiffres cités.

(1) Au Canada, en 1975, la part de l'hospitalisation dans le PNB était de 3,8 % avec les nursing homes et de 3,4 % sans les nursing homes.

(2) Au Canada, en 1975, la part de l'hospitalisation dans l'ensemble des dépenses de santé était de 61,1 % avec les nursing homes et de 58,6 % sans les nursing homes.

III.2. ORGANISATION DU SECTEUR HOSPITALIER

Le secteur hospitalier est constitué par une grande variété d'établissements qui peuvent différer par leurs fonctions médicales ou sociales, leur taille, leur statut juridique...

Dans les deux pays, la part de l'hospitalisation publique est fort importante. Ainsi, si l'on prend comme indicateur le nombre de lits, en France, en 1975, 69,2 % des lits étaient situés dans des établissements publics et 97,7 % au Canada. Dans ce dernier pays, la part qui relève du public est donc tout à fait prépondérante. Si l'on ajoute les nursing homes, elle baisse un peu et passe à 82,5 %, parce que les lits dans les nursing homes publics représentent seulement 17,5 % de l'ensemble des lits dans ce genre d'établissements ¹ (voir tableau n° III.1.).

Dans les deux pays, les établissements sont classés en fonction des types de soins fournis et des types de malades reçus : hôpitaux généraux, hôpitaux psychiatriques, hôpitaux antituberculeux et autres établissements donnant des soins très spécialisés ou à certaines catégories de population seulement (établissements anticancéreux, rééducation, hôpitaux fédéraux...). Mais, en fait, l'étude des statistiques révèle que ces appellations communes recouvrent des activités médicales et sociales différentes dans les deux pays. Il est très vraisemblable qu'une partie des soins qui sont donnés en France dans les hôpitaux généraux ou psychiatriques le sont au Canada dans certains nursing homes où les malades reçoivent essentiellement des soins infirmiers.

Pour cette raison, l'interprétation des comparaisons d'indices d'équipement, de fréquentation, de personnel... ne peut être que très prudente. Dans cette optique, nous avons joint aux statistiques hospitalières présentées, des données sur les nursing homes.

-
1. Il faut noter que les nursing homes, dont il est question ici, sont des établissements où les malades reçoivent essentiellement des soins infirmiers. Ils constituent un sous-groupe des nursing-homes, pour lesquels les dépenses sont présentées, car ces derniers recouvrent aussi les foyers pour vieillards qui ont une certaine proportion de leurs lits consacrée aux soins infirmiers.

Tableau n° III.1

NOMBRE DE LITS AU CANADA EN 1975

	P U B L I C						P R I V E				TOTAL DES LITS
	Hôpitaux généraux et spécialisés	Hôpitaux fédéraux & spéciaux divers	Hôpitaux psychia- triques	Hôpitaux anti- tuberculeux	Nursing homes	Ensemble des lits publics	Hôpitaux généraux	Hôpitaux psychia- triques	Nursing homes	Ensemble des lits privés	
GLOBAL	147 599	5 435	45 489	351	8 559	207 433	3 809	932	39 368	44 109	251 542
PAR PERSONNE	6,50	0,24	2,00	0,02	0,38	9,14	0,17	0,04	1,73	1,94	11,08

NOMBRE DE LITS EN FRANCE EN 1975

	P U B L I C							P R I V E						TOTAL DES LITS
	Hôpitaux régionaux			Hôpitaux psychia- triques	Hôpitaux anti- tuber- culeux	AUTRES	Ensemble des lits publics	Hôpitaux généraux			Hôpitaux psychia- triques	Hôpitaux anti- tuber- culeux	Ensemble des lits privés	
	Court séjour	Long séjour	TOTAL					Court séjour	Long séjour	TOTAL				
GLOBAL	217 873	46 476	264 349	105 519	15 492	4 386	389 748	110 206	33 224	143 430	15 103	15 038	173 571	563 319
PAR PERSONNE	4,13	0,68	5,01	2,00	0,29	0,08	7,39	2,09	0,63	2,72	0,29	0,28	3,29	10,69

III.3. LES MOYENS DE PRODUCTION DU SECTEUR HOSPITALIER

La capacité de production des hôpitaux peut être caractérisée par ses équipements, soit en lits, soit en appareils techniques et par ses personnels. Deux de ces indicateurs seront présentés et comparés, le troisième (les appareils techniques) ne pouvant faire l'objet d'une étude comparative, faute d'éléments statistiques à ce sujet.

III.3.1 La capacité d'hébergement

a) Nombre de lits pour 1 000 habitants

En 1975, dans l'ensemble des hôpitaux, composé des hôpitaux généraux et spécialisés, et des hôpitaux psychiatriques et antituberculeux, le nombre de lits pour 1 000 habitants était au Canada, avec 8,97 inférieur de 16 % à celui de la France, égal à 10,69.

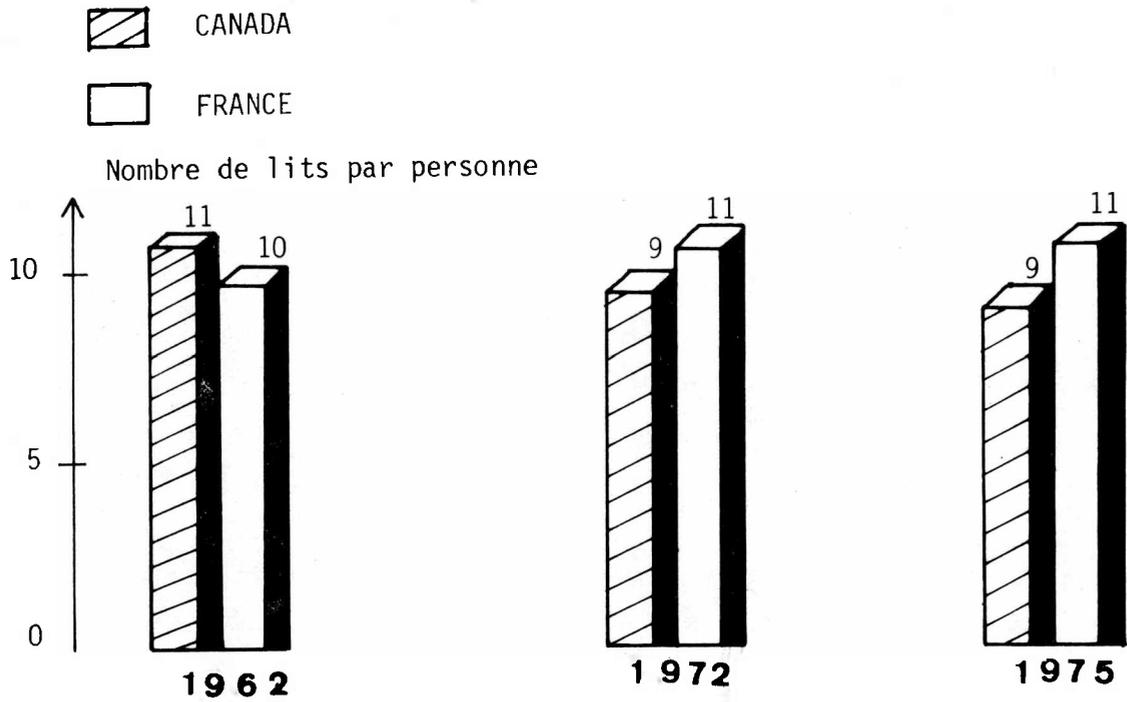
Si l'on considère les types d'hôpitaux séparément, on remarque, quel que soit le type d'hôpital, une densité plus faible au Canada qu'en France : dans les hôpitaux généraux et spécialisés, respectivement 6,91 et 7,74, dans les hôpitaux antituberculeux, respectivement 0,02 et 0,58, et dans les hôpitaux psychiatriques, respectivement 2,04 et 2,29.

Si, pour tenir compte de l'ensemble de l'infrastructure hospitalière au Canada, on ajoute les nursing homes, le nombre de lits pour 1 000 habitants devient alors égal à 11,08 au Canada et est alors supérieur de 3,7 à celui observé en France. Il faut noter qu'au Canada, en 1975, le nombre de lits dans les nursing homes pour 1 000 habitants était de 2,11 (1), ce qui représentait 19,1 % de l'ensemble des lits, ce qui n'est pas négligeable. Cette importance peut s'expliquer par le fait que l'activité des nursing homes correspond (en partie) à des malades qui en France seraient soignés dans les services de moyen et long séjour des hôpitaux généraux, dans les établissements psychiatriques, et même dans une moindre mesure dans les services de médecine de court séjour (voir tableau n° III.2 et graphique n° III.1).

(1) Cette donnée correspond au nombre de lits enregistré au 31 décembre 1975, soit 47 927 lits dont 8 559 publics et 39 368 privés.

Graphique n° III.1

COMPARAISON DU NOMBRE DE LITS PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE
1962 - 1972 - 1975



Graphique n° III.2

COMPARAISON DU NOMBRE D'ENTRÉES POUR 1 000 HABITANTS
AU CANADA ET EN FRANCE
1962 - 1972 - 1975

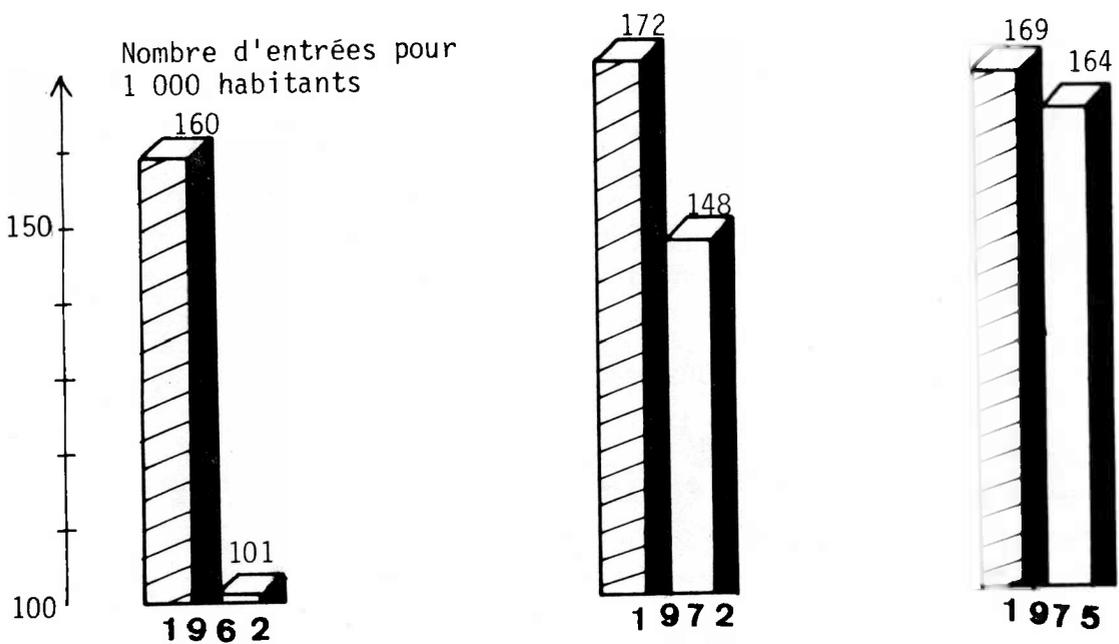


Tableau n° III.2.

Les moyens de production du secteur hospitalier
 Nombre de lits pour 1 000 h et son évolution
 au Canada et en France

Types d'hôpitaux	1962-1975						<i>Nb de lits pour 1000 hab.</i>	
	1962		1972		1975			
	Canada	France	Canada	France	Canada	France		
Hôpitaux généraux ¹	6,60	6,20	6,93	7,21	6,91	7,74		
Hôpitaux psychiat.	3,52	2,06	2,49	2,46	2,04	2,29		
Hôpitaux antitub.	0,55	1,44	0,06	0,92	0,02	0,58		
Ensemble des hôpit.	10,67	9,71	9,48	10,59	8,97	10,69		
Nursing homes	1,18		1,94		2,11			
Ensemble	11,85	9,71	11,43	10,59	11,08	10,69		
Taux d'accroissement annuels moyens en %								
Types d'hôpitaux	1962 - 1972		1972 - 1975		1962 - 1975			
	Canada	France	Canada	France	Canada	France		
Hôpitaux généraux ¹	+ 0,5	+ 1,5	0	+ 2,4	+ 0,4	+ 1,7		
Hôpitaux psychiat.	- 3,4	+ 1,8	- 6,4	- 0,2	- 4,1	+ 0,8		
Hôpitaux antitub.	-19,9	- 4,4	-30,7	-14,3	-22,5	- 6,8		
Ensemble des hôpit.	- 1,2	+ 0,9	- 1,8	+ 0,3	- 1,3	+ 0,7		
Nursing homes	+ 5,1		+ 2,8		+ 4,5			
Ensemble	-0,4	+ 0,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	+ 0,7		

¹ Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

b) Evolution du nombre de lits

L'observation de l'évolution du nombre de lits pour 1 000 habitants dans les différents types d'hôpitaux montre que c'est dans les nursing homes canadiens que le taux d'accroissement annuel moyen a été le plus rapide (+ 4,5 % entre 1962 et 1975). Sur la même période, dans l'ensemble des hôpitaux, il était négatif au Canada (- 1,3 %) et positif en France (+ 0,7 %). C'est dans les hôpitaux antituberculeux que la baisse est la plus forte, dans les deux pays, avec au Canada, un taux annuel moyen remarquablement bas (- 22,5 %) et, en France, - 6,8 %. Dans les hôpitaux psychiatriques, le nombre de lits est en baisse au Canada (- 4,1 %) et stable en France (+ 0,8 %). Pour les hôpitaux généraux, l'évolution est légèrement positive (+ 0,4 % au Canada et + 1,7 % en France) (voir tableau n° III.2).

III.3.2. Personnel par lit

En 1975, c'est au Canada que le ratio personnel plein temps par lit est le plus élevé : pour l'ensemble des hôpitaux, il est de 1,70 au Canada et de 1,21 en France, soit supérieur de 40,5 % au Canada. Si l'on joint les nursing homes au Canada, il tombe à 1,46, soit supérieur de seulement 20,7 % à celui de la France. La baisse de ce ratio, au Canada, entre l'ensemble des hôpitaux et l'ensemble des établissements hospitaliers s'explique par le fait que dans les nursing homes le ratio personnel par lit est beaucoup plus faible que dans les autres hôpitaux, puisqu'il est de 0,44, alors que dans les hôpitaux généraux (y compris les fédéraux), il est de 1,87, dans les hôpitaux psychiatriques de 1,11, et dans les hôpitaux anti-tuberculeux de 1,13.

La comparaison avec la France montre que quel que soit le type d'hôpital, ce ratio est toujours plus faible en France (voir tableau n° III.3).

Tableau n° III.3.

Secteur hospitalier
 Personnel par lit
 Canada - France
 1 9 7 5

Types d'hôpitaux	Canada		France
	Temps plein	Temps partiel	équivalent temps plein
Hôpitaux généraux ¹	1,87	0,44	1,46
Hôpitaux psychiatriques	1,11	0,12	0,57
Hôpitaux antituberculeux	1,13		0,49
Ensemble des hôpitaux	1,70	0,37	1,21
Nursing homes	0,44	0,19	
Ensemble	1,46	0,33	1,21

¹ Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

III.4. LA PRODUCTION HOSPITALIERE ET L'UTILISATION DES SOINS HOSPITALIERS

Pour mesurer la production et l'utilisation des soins hospitaliers, on se servira de deux indicateurs habituels qui sont les nombres de journées et les nombre d'entrées, et pour tenir compte de l'évolution des modalités de traitement, on ajoutera des données sur les durées de séjour.

III.4.1. Nombre d'entrées pour 1 000 habitants

En 1975, le nombre d'entrées pour 1000 habitants, dans l'ensemble des hôpitaux, est très proche dans les deux pays : 169,05 au Canada et 164,00 en France. Si l'on ajoute les nursing homes, il passe à 170,32 au Canada. Il faut remarquer que dans les deux pays, c'est dans les hôpitaux généraux que le nombre d'entrées pour 1 000 habitants est le plus important (166,44 au Canada et 160,52 en France) et dans les hôpitaux antituberculeux qu'il est le plus faible (respectivement 0,06 et 0,60). Dans les hôpitaux psychiatriques, c'est en France qu'il y a le plus grand nombre d'entrées pour 1 000 habitants (3,08 en France et 2,55 au Canada). Enfin, dans les nursing homes canadiens, ce nombre passe de 0,72 en 1960 à 1,27 en 1975.

C'est d'ailleurs dans ces établissements qu'au Canada l'évolution annuelle moyenne, entre 1962 et 1975, du nombre d'entrées pour 1 000 habitants est la plus forte avec + 4,5 %, alors que, dans les autres types d'hôpitaux, l'évolution reste voisine de 1,0 % et baisse même de 17,1 % dans les hôpitaux antituberculeux. En France, dans l'ensemble des hôpitaux, l'évolution annuelle moyenne, observée sur la période 1962-1975, est plus rapide qu'au Canada, puisqu'elle est de + 3,8 % contre + 0,5 %. Ce phénomène s'observe d'ailleurs sur les deux sous-périodes étudiées, puisque de 1962 à 1972, le taux d'accroissement annuel moyen était, pour l'ensemble des hôpitaux, de + 3,9 % en France et de + 0,7 % au Canada et que sur la sous-période 1972-1975, ces taux étaient respectivement de + 3,5 % et de - 0,5 % (voir tableau n° III.4 et graphique n° III.2).

Tableau n° III.4.

Secteur hospitalier
Nombre d'entrées pour 1 000 habitants et son évolution
au Canada et en France
1962 - 1975

Nb d'entrées pour 1 000 habitants

Types d'hôpitaux	1 9 6 2		1 9 7 2		1 9 7 5	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ¹	156,68	97,24	168,87	143,66	166,44	160,52
Hôpitaux psychiatriques	2,24	2,54	2,71	3,35	2,55	3,08
Hôpitaux antituberculeux	0,69	1,36	0,14	0,80	0,06	0,60
Ensemble des hôpitaux	159,61	101,13	171,72	147,81	169,05	164,00
Nursing homes	0,72	-	1,19	-	1,27	-
Ensemble	160,33	101,13	172,91	147,81	170,32	164,00
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
Types d'hôpitaux	1962-1972		1972-1975		1962-1975	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ¹	+ 0,7	+ 4,0	- 0,5	+ 3,8	0,5	+ 3,9
Hôpitaux psychiatriques	+ 1,9	+ 2,8	- 2,0	- 2,8	+ 1,0	+ 1,5
Hôpitaux antituberculeux	-14,7	- 5,2	-24,6	- 9,1	-17,1	- 6,1
Ensemble des hôpitaux	+ 0,7	+ 3,9	- 0,5	+ 3,5	+ 0,4	+ 3,8
Nursing homes	+ 5,2		+ 2,2		+ 4,5	
Ensemble	+ 0,7	+ 3,9	- 0,5	+ 3,5	+ 0,5	+ 3,8

¹ Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

III.4.2. Nombre de journées d'hospitalisation pour 1000 habitants

Dans l'ensemble des hôpitaux (à l'exclusion des nursing homes), la durée de séjour moyenne, en 1975, est supérieure de 19,6 % en France par rapport au Canada. Cette durée de séjour plus longue, jointe à un nombre d'entrées très proche de celui du Canada, entraîne, en France, un nombre de journées supérieur à celui observé au Canada (voir graphique n° III.3).

Ainsi, en 1975, le nombre de journées d'hospitalisation, pour 1 000 habitants, était, en France de 3 106 et au Canada de 2 676. Cependant, si au Canada, on ajoute les nursing homes, il passe à 3 407 et devient ainsi supérieur de 9,7 % à celui observé en France. Il faut noter que la durée moyenne dans les nursing homes est très importante puisqu'elle atteint 578 jours, alors que la moyenne dans l'ensemble des établissements hospitaliers est de 20 jours au Canada et de 19 jours en France (voir tableau n° III.5.). Enfin, en nombre de journées, pour 1 000 habitants, les nursing homes, avec 732 jours, viennent au Canada tout de suite après les hôpitaux généraux où le nombre de journées est de 2 006. En France, quel que soit le type d'hôpital, le nombre de journées, pour 1 000 habitants, est toujours supérieur à celui observé au Canada et c'est aussi dans les hôpitaux généraux que l'on trouve le plus de journées pour 1 000 habitants avec 2 266 jours. Viennent ensuite les hôpitaux psychiatriques (760 jours) puis les hôpitaux antituberculeux (80 jours) (voir graphique n° III.4).

L'analyse de l'évolution annuelle moyenne du nombre de journées montre que, sur la période 1962-1975, pour l'ensemble des hôpitaux, il y a une baisse de 1,7 % au Canada et une stagnation en France (+ 0,2 %). Si, au Canada, l'on joint les nursing homes, la baisse est légèrement moins importante puisqu'elle n'est que de -0,8 %. C'est dans les hôpitaux antituberculeux que la baisse est la plus importante dans les deux pays (- 23,0 % au Canada et -12,2 % en France) et c'est seulement pour les hôpitaux généraux que les évolutions sont positives (respectivement + 0,3 % et + 1,8 %) (voir tableau n° III.6.).

Enfin, de 1962 à 1975, l'évolution de la durée moyenne de séjour est en baisse pour tous les hôpitaux, et dans les deux pays. Cette baisse est toute-fois plus importante en France, où elle atteint 3,5 % qu'au Canada, où elle est de 2,1 %. C'est dans les hôpitaux antituberculeux que cette baisse est la plus sensible (- 6,5 % dans les deux pays). Au Canada, il faut également noter la

Tableau n° III.5.

Secteur hospitalier
Durée moyenne de séjour par an dans les établissements
hospitaliers et son évolution
au Canada et en France
1962 - 1975

Durée moyenne de séjour¹

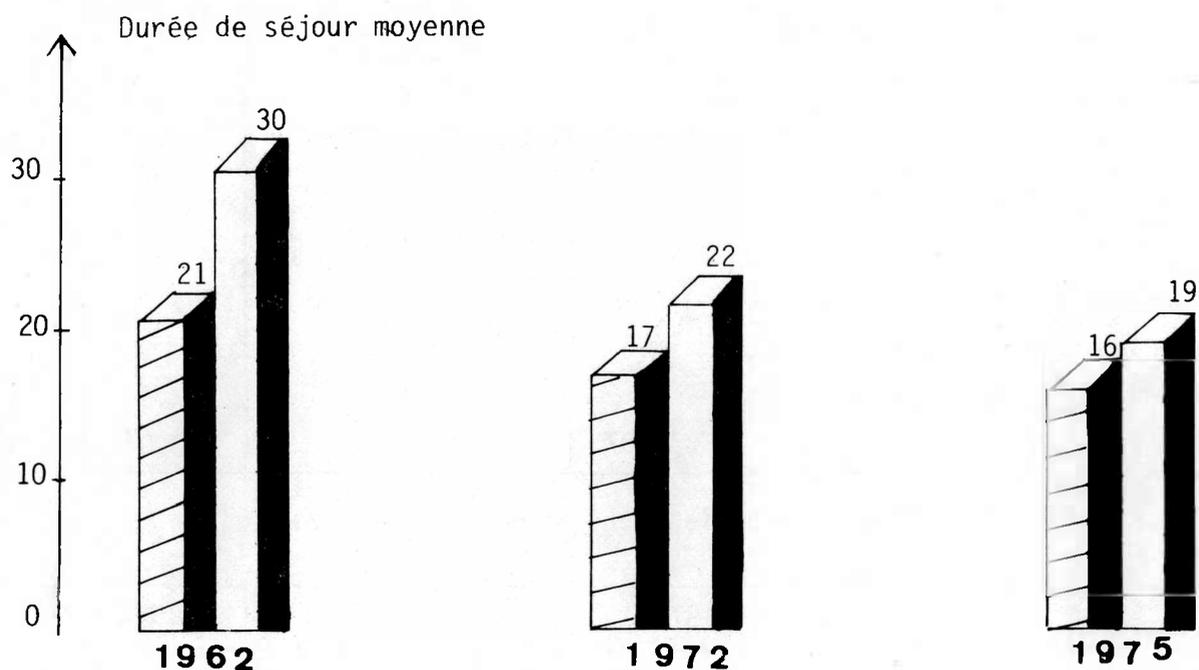
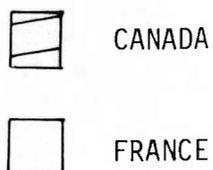
Types d'hôpitaux	1 9 6 2		1 9 7 2		1 9 7 5	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ²	12,30	18,51	11,98	14,78	12,05	14,14
Hôpitaux psychiatriques	571,69	317,44	310,29	260,00	260,32	246,84
Hôpitaux antituberculeux	206,63	319,85	97,19	238,86	85,70	133,26
Ensemble des hôpitaux	20,98	30,07	16,77	21,55	15,83	18,94
Nursing homes	577,92		577,85		577,84	
Ensemble	23,47	30,07	20,64	21,55	20,01	18,94
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
Types d'hôpitaux	1962 - 1972		1972 - 1975		1962 - 1975	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ²	- 0,3	- 2,2	+ 0,2	- 1,5	- 0,2	- 2,1
Hôpitaux psychiatriques	- 5,9	- 2,0	- 5,7	- 1,7	- 5,9	- 1,9
Hôpitaux antituberculeux	- 7,3	- 2,9	- 4,1	-17,7	- 6,5	- 6,5
Ensemble des hôpitaux	- 2,2	- 3,3	- 1,9	- 4,2	- 2,1	- 3,5
Nursing homes	0		0		0	
Ensemble	- 1,3	- 3,3	- 1,0	- 4,2	- 1,2	- 3,5

¹ La durée moyenne de séjour est égale au nombre de journées divisé par le nombre d'entrées.

² Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

Graphique n° III.3

COMPARAISON DE LA DUREE MOYENNE DE SEJOUR
AU CANADA ET EN FRANCE
1962 - 1972 - 1975



Graphique n° III.4

COMPARAISON DU NOMBRE DE JOURNEES POUR 1 000 HABITANTS
AU CANADA ET EN FRANCE
1962 - 1972 - 1975

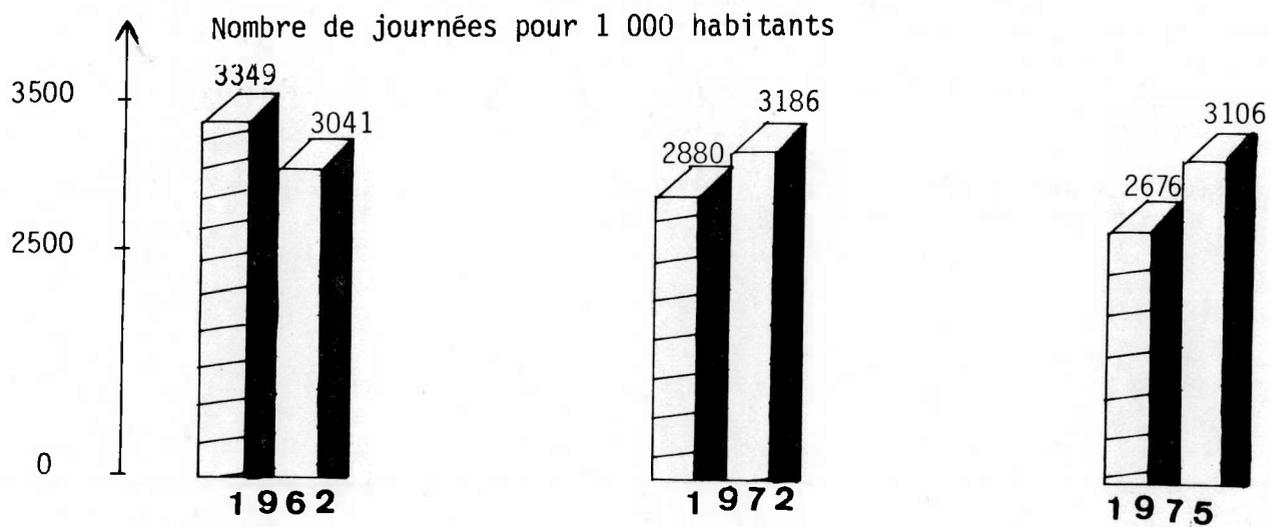


Tableau n° III.6.

Secteur hospitalier
Nombre de journées pour 1 000 habitants et son évolution
au Canada et en France
1962 - 1975

Nb de journées pour 1 000 habitants

Types d'hôpitaux	1 9 6 2		1 9 7 2		1 9 7 5	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ¹	1 926,89	1 799,44	2 023,54	2 123,56	2 006,17	2 266,11
Hôpitaux psychiatriques	1 279,86	806,31	842,31	871,01	664,73	759,60
Hôpitaux antituberculeux	142,42	435,00	13,73	191,09	4,79	80,18
Ensemble des hôpitaux	3 349,17	3 040,74	2 879,58	3 185,66	2 675,69	3 105,89
Nursing homes	414,24		689,69		732,20	
Ensemble	3 763,41	3 040,74	3 569,27	3 185,66	3 407,89	3 105,89

Taux d'accroissement annuels moyens en %

Types d'hôpitaux	1962 - 1972		1972 - 1975		1962 - 1975	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ¹	+ 0,5	+ 1,7	- 0,3	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,8
Hôpitaux psychiatriques	- 4,1	+ 0,8	- 7,6	- 4,5	- 4,9	- 0,5
Hôpitaux antituberculeux	-20,9	- 7,9	- 29,6	-25,1	-23,0	-12,2
Ensemble des hôpitaux	- 1,5	+ 0,5	- 2,4	- 0,8	- 1,7	+ 0,2
Nursing homes	+ 5,2		+ 2,0		+ 4,5	
Ensemble	- 0,5	+ 0,5	- 1,5	- 0,8	- 0,8	+ 0,2

¹ Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

baisse relativement importante de la durée de séjour dans les hôpitaux psychiatriques (- 5,9 %) (voir tableau n° III.5.) la baisse dans les hôpitaux psychiatriques et dans les établissements antituberculeux, jointe à la hausse dans les nursing homes amènent à penser qu'il y a une transformation dans les types d'hospitalisation choisis au Canada.

III.5. LES PRIX HOSPITALIERS

Pour appréhender l'évolution des prix hospitaliers, au Canada et en France, ont été construits des indices du coût des soins hospitaliers, qui agrègent les coûts liés aux personnels et les coûts liés aux autres facteurs de production. L'analyse de l'évolution de cet indice a porté sur les valeurs nominales, puis sur les valeurs relatives de façon à éliminer l'influence de l'indice général des prix.

a) Evolution du coût des soins en valeur nominale

De 1960 à 1975, c'est au Canada que l'indice du coût des soins a augmenté le plus vite, selon un taux d'accroissement annuel moyen de 8,6 % tandis qu'en France, il était de 7,6 %. Si l'on observe les trois sous-périodes quinquennales, on remarque que, de 1960 à 1965, la croissance en France est plus rapide qu'au Canada (respectivement 6,4 % et 4,9 %) et que sur les deux autres sous-périodes, c'est au Canada que l'évolution est la plus rapide, avec une accélération sur la dernière sous-période, 1970-1975 (voir tableau n° III.7.).

b) Evolution du coût des soins en valeur relative

L'augmentation générale des prix ayant été plus rapide en France qu'au Canada, les observations faites sur les tendances évolutives des valeurs nominales peuvent être faites sur les valeurs relatives : croissance plus rapide des prix au Canada qu'en France, tant sur l'ensemble de la période que sur les trois sous-périodes. Cependant, pour les valeurs relatives, l'accélération se produit entre 1965 et 1970 au Canada et entre 1960 et 1965, pour la France alors que, sur les valeurs nominales elle avait lieu entre 1970 et 1975, dans les deux pays (voir tableau n° III.7. et voir graphique n° III.5).

Graphique n° III.5

EVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX DU COUT DES SOINS HOSPITALIERS
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1975

— Prix nominaux
 - - - Prix relatifs

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960

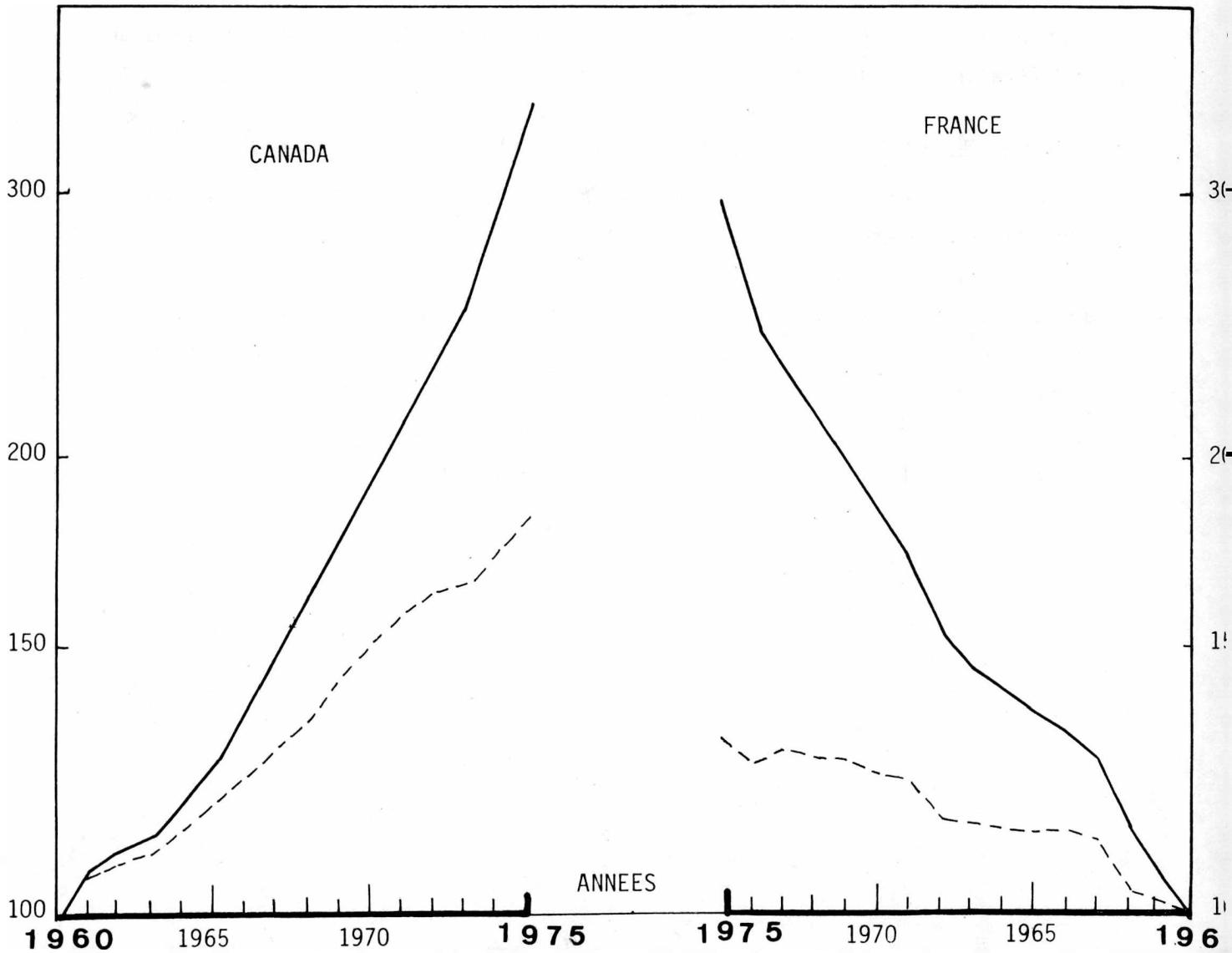


Tableau n° III. 7.

Hospitalisation
Indices de prix du coût des soins et taux
d'accroissement annuels moyens
Canada - France
1960 - 1975

Base 100 en 1960

Années	Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	Canada	France	Canada	France
1960	100	100	100	100
1961	107,7	105,7	106,7	102,3
1962	111,1	113,1	108,7	104,5
1963	113,7	127,3	109,4	112,3
1964	119,6	133,7	113,0	114,1
1965	127,2	136,4	117,5	113,5
1966	138,2	141,1	123,0	114,3
1967	149,7	145,0	128,6	114,4
1968	163,3	153,7	134,8	116,0
1969	181,3	173,2	143,2	122,7
1970	197,8	184,6	151,2	124,4
1971	213,4	199,0	158,5	127,2
1972	230,2	211,5	163,3	127,3
1973	251,4	231,4	165,7	129,8
1974	296,2	255,9	176,1	126,2
1975	342,4	298,7	183,7	131,8
Taux d'accroissement annuels moyens en %				
1960-1965	+ 4,9	+ 6,4	+ 3,3	+ 2,6
1965-1970	+ 9,2	+ 6,2	+ 5,2	+ 1,9
1970-1975	+11,6	+10,1	+ 4,0	+ 1,2
1960-1975	+ 8,6	+ 7,6	+ 4,1	+ 1,9

III.6. LES DEPENSES D'HOSPITALISATION

III.6.1. Niveau des dépenses par personne

La comparaison des dépenses portera sur les dépenses de soins hospitaliers et de nursing homes au Canada et sur les dépenses hospitalières en France. Les champs couverts par ces deux agrégats semblent assez comparables. Cependant, les dépenses ne sont pas établies selon les mêmes concepts dans les deux pays : en France, elles correspondent à la fois aux frais de séjour et aux honoraires de médecins payés par les malades hospitalisés ; au Canada, elles englobent les soins aux malades externes, mais excluent les honoraires médicaux des médecins libéraux.

Pour tenir compte de ces différences dans les statistiques présentées, nous avons procédé, pour le Canada, sur la période 1960-1975, à deux évaluations : l'une comprenant les consultations externes, et l'autre les excluant. Dans le premier cas, les résultats montrent qu'en 1975, au Canada, la dépense hospitalière, évaluée à 275,54 \$ (1 162,77 F), était supérieure de 46 % à la dépense française, estimée à 798,20 F. Dans le second cas, la différence est de 39 % et la dépense canadienne est alors égale à 262,39 \$ (1 107,28 F). D'une manière générale, il faut noter que, de 1960 à 1978, il y a un rattrapage certain de la dépense canadienne par la dépense française, puisque sur la période, l'indicateur d'écart Canada/France passe de 2,83 en 1960 à 1,05 en 1978. Ce rattrapage s'effectue, d'ailleurs, de façon continue sur toute la période (voir tableau n° III.8).

III.6.2. Evolution des dépenses par personne

L'analyse de l'évolution de ces dépenses va porter sur les valeurs nominales, puis sur les valeurs relatives, pour éliminer l'influence de l'augmentation générale des prix, et enfin sur les valeurs à prix constants, pour tenir compte de l'augmentation du prix des coûts hospitaliers.

Tableau n° III.8.

Dépenses d'hospitalisation par personne au Canada et en France (1)
1960 - 1978

Années	Ensemble des dépenses d'hospitalisation par personne			Indicateur d'écart des dépenses d'hospitalisation 1 / 2	Ensemble des dépenses d'hospit. moins les consultations externes / person		Indicateur d'écart des dépenses 3 / 2
	CANADA		FRANCE		C A N A D A		
	En dollars canadiens	en Francs 1	En Francs 2		En dollars canadiens	En Francs 3	
1960	53,32	268,75	94,91	2,83	51,83	261,21	2,75
1961	58,32	281,68	111,45	2,53	56,51	272,92	2,45
1962	63,39	290,33	128,60	2,26	61,35	280,98	2,18
1963	69,31	315,34	148,99	2,12	67,04	305,03	2,05
1964	75,38	342,22	169,74	2,02	72,85	330,75	1,95
1965	83,82	381,40	186,72	2,04	80,96	368,35	1,97
1966	93,97	428,52	203,83	2,10	90,75	413,83	2,03
1967	105,76	482,27	220,80	2,18	101,88	464,58	2,10
1968	120,00	552,02	234,44	2,35	114,96	528,81	2,26
1969	133,38	645,56	293,25	2,20	126,93	614,33	2,09
1970	148,38	786,39	336,80	2,33	140,48	744,55	2,21
1971	163,55	889,72	389,18	2,29	154,50	840,47	2,16
1972	177,13	901,61	443,11	2,03	166,33	846,61	1,91
1973	196,49	874,36	504,85	1,73	185,16	823,97	1,63
1974	231,13	1 130,21	612,50	1,84	219,01	1 070,96	1,75
1975	275,54	1 162,77	798,20	1,46	262,39	1 107,28	1,39
1976	322,43	1 566,99	1 001,42	1,56			
1977	-	-	1 161,29				
1978	364,00	1 441,44	1 378,45	1,05			

(1) L'ensemble des dépenses d'hospitalisation comprend au Canada les dépenses faites dans l'ensemble des hôpitaux ainsi que dans les nursing homes et concerne les dépenses des malades hospitalisés et des consultants externes à l'exclusion des paiements à l'acte.

a) Valeurs nominales

Sur l'ensemble de la période, 1960-1978, c'est en France que le taux d'accroissement annuel moyen a été le plus fort (+ 16,0 + contre + 11,3 %).

Si l'on analyse les trois sous-périodes quinquennales, on remarque que le taux d'évolution annuel moyen, au Canada, croît de façon continue passant de 9,5 % de 1960 à 1965, à 12,1 % de 1965 à 1970, puis à 13,2 % de 1970 à 1975. Par contre, en France, ce taux n'a pas la même progression continue puisqu'il passe de 14,5 % de 1960 à 1965, à 12,5 % de 1965 à 1970, pour s'accélérer de 1970 à 1975 et atteindre 18,8 % (voir tableau n° III.9 et graphique n° III.6).

b) Valeurs relatives

La croissance plus rapide, en France, se constate encore si l'on analyse l'évolution des valeurs relatives (9,2 % en France, et 6,1 % au Canada, en moyenne, par an, de 1960 à 1978). Cependant, l'écart entre ces deux taux est moins important que celui observé pour les valeurs nominales. Au Canada, l'analyse des valeurs relatives est un peu différente de celle faite sur les valeurs nominales, puisqu'entre 1970 et 1975, au lieu d'observer une accélération du taux d'accroissement, on note, au contraire, une décélération. Ce phénomène est d'ailleurs le même qu'en France (voir tableau n° III.9. et graphique n° III.6).

c) Valeurs à prix constants ou volume

En France, entre 1960 et 1975, le taux d'accroissement annuel moyen du volume était de 7,1 % et au Canada de 2,8 %. Le taux le plus important se situe entre 1960 et 1965 au Canada (4,3 %) et entre 1970 et 1975 en France (7,9 %), même sous - période d'accélération que pour les valeurs nominales (voir tableau n° III.9. et graphique n° III.6).

Tableau n° III.9.

Dépenses d'hospitalisation par personne
Taux d'accroissement annuels moyens
Canada - France
1960 - 1978

Années	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960-1965	+ 9,5	+ 14,5	+ 7,7	+ 10,4	+ 4,3	+ 7,6
1965-1970	+12,1	+ 12,5	+ 7,9	+ 7,9	+ 2,6	+ 5,9
1970-1975	+13,2	+ 18,8	+ 5,4	+ 9,2	+ 1,4	+ 7,9
1975-1978	+ 9,7	+ 20,0	+ 1,4	+ 9,7		
1960-1975	+11,6	+ 15,3	+ 7,0	+ 9,1	+ 2,8	+ 7,1
1960-1978	+11,3	+ 16,0	+ 6,1	+ 9,2		

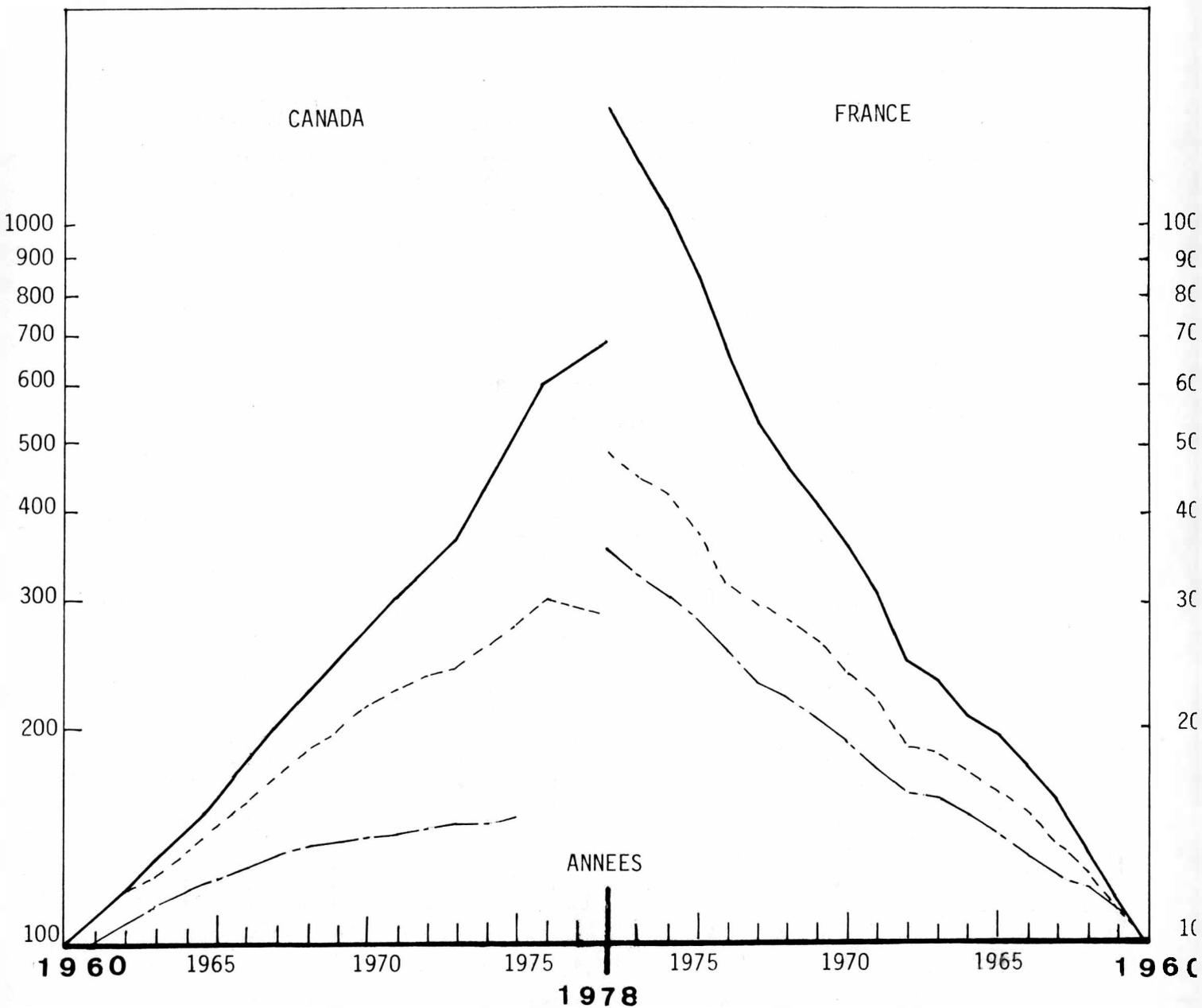
En %

Graphique n° III.6

SERVICES HOSPITALIERS
EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1978

- Valeurs nominales
- - - Valeurs à prix constants
- - - Valeurs relatives

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



CHAPITRE IV

COMPARAISON DES SERVICES DE MÉDECINS
AU CANADA ET EN FRANCE

Chapitre IV

COMPARAISON DES SERVICES DE MEDECINS AU CANADA ET EN FRANCE

L'objet de ce chapitre est de comparer l'ensemble du secteur des services de médecins au Canada et en France, c'est-à-dire non seulement les dépenses qu'ils entraînent, mais encore les personnels qui les pratiquent (type de médecins, nombre, mode d'activité et de rémunération, lieux de leurs activités) et les prix de ces services.

IV.1. DEPENSES POUR LES SERVICES DE MEDECINS

IV.1.1. Définition des services de médecins

La dépense pour les services de médecins est un sous ensemble de la dépense des soins médicaux pour les malades ambulatoires et à domicile, laquelle représente au Canada 26,2 % de l'ensemble des dépenses de santé et en France 30,3 % en 1978.

En France, l'ensemble de la dépense pour les services de médecins est formé, d'une part des honoraires que perçoivent les médecins libéraux, et d'autre part des salaires que reçoivent les médecins hospitaliers pour leurs consultations externes dans les hôpitaux (publics et privés). Elle ne tient pas compte des honoraires ou des salaires versés aux médecins pour le traitement des malades hospitalisés.

Au Canada, l'ensemble des dépenses de soins de médecins représente une estimation de la dépense totale pour les services de médecins (autres que ceux déjà inclus dans la dépense pour services hospitaliers) quel que soit le lieu où ces services sont prodigués et quel que soit le mode de rémunération. Cette estimation est obtenue en ajoutant aux montants des revenus bruts des médecins autonomes le coût estimatif des salaires et dépenses de certains médecins que l'on sait être employés comme salariés (mais non nécessairement dans des hôpitaux). Sont donc agrégées, dans ce poste, des dépenses occasionnées par des malades ambulatoires et par des malades hospitalisés. Il n'est malheureusement pas possible de ventiler les deux types de dépenses.

De plus, les actes qui ont entraîné cette dépense sont les consultations, les visites, les actes de chirurgie, les actes de radiologie, et aussi, au Canada, les analyses de laboratoire. Le champ couvert par les services de médecins n'est donc pas le même dans les deux pays puisqu'en France les analyses de laboratoire ne sont pas faites par des médecins et que dans les Comptes de la Santé, leurs dépenses sont comptabilisées sous un autre poste. Cette différence du champ couvert entraîne donc un biais qui peut être évalué selon les années entre 2,5 et 10,5 %¹. En niveau, les dépenses par personne pour les services de médecins seront présentées de deux façons :

- telles qu'elles apparaissent dans les comptes des dépenses de santé canadiens ;
- amputées de la part que représentent les analyses de laboratoire dans les services de médecins canadiens de façon que la comparaison avec la situation française soit homogène.

(1) Voir annexe D

Enfin, les lieux où sont effectués ces actes sont au Canada comme en France, soit le cabinet du médecin, soit le domicile du malade, soit l'hôpital. En effet, en France, s'ajoutent également les honoraires que les médecins reçoivent lors des consultations externes dans les établissements de soins publics ou privés, et au Canada, les paiements à l'acte de services rendus en milieu hospitalier.

IV.1.2. Evaluation de la dépense des services de médecins

Il s'agit ici de l'ensemble de la dépense, c'est-à-dire à la fois des sommes qui restent à la charge du malade et à la fois de celles qui sont payées par les organismes d'assurance publics et privés.

Pour le Canada, deux estimations seront présentées :

- l'estimation qui ressort des Comptes de la Santé canadiens et qui inclut les analyses de laboratoire dans les services de médecins. Cette estimation sera appelée A.
- l'estimation que nous avons faite et qui exclut les analyses de laboratoire. Cette estimation sera appelée B.

En 1978, au Canada, la dépense globale A était évaluée à 2 539 millions de dollars canadiens (soit 10 055 millions de francs français) et la dépense globale B à 2 297 millions de dollars canadiens (soit 9 094 millions de FF). En France, pour la même année, cette dépense était estimée à 22 257 millions de francs français¹.

Pour situer ces dépenses par rapport à la situation des pays, on peut les comparer à différents agrégats représentatifs des différentes structures économiques et sanitaires.

Ainsi, en 1978, au Canada, par rapport au Produit National Brut, la dépense (A ou B) des services de médecins représentait + 1,1 % et en France 1 % du PIB. Par rapport à l'ensemble des dépenses de santé, au Canada, la dépense A était de 18,1 % et la dépense B de 16,3 %, tandis qu'en France, cette proportion était de 14,8 %. Enfin, par rapport à l'ensemble des soins médicaux, au Canada, la proportion représentée par la dépense A était de 69,1 % et celle de la dépense B de 62,5 %, supérieure à celle de la France qui était de 48,8 % (voir tableaux n° IV.1).

1. Voir annexe D.

Tableau n° IV.1.

PART DES DEPENSES DES SERVICES DE MEDECINS DANS CERTAINS AGREGATS
(dépenses de laboratoire comprises au Canada)

En %

Années	Dans le PNB au au Canada et le PIB en France		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans les dépenses pour les soins ambul. et à domicile	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	0,9	0,8	19,9	19,1	68,4	55,4
1961	1,0	0,7	19,9	16,1	69,1	50,7
1962	0,9	0,7	19,3	15,3	69,2	48,9
1963	1,0	0,7	19,4	16,2	69,4	51,0
1964	1,0	0,8	19,3	16,5	69,7	50,3
1965	1,0	0,8	18,9	16,3	70,0	50,0
1966	1,0	0,9	18,7	17,1	70,8	51,0
1967	1,0	0,9	18,7	17,1	71,9	50,4
1968	1,1	0,9	18,8	17,3	72,1	51,0
1969	1,1	0,9	19,0	17,0	72,4	51,5
1970	1,2	0,9	19,2	16,4	73,0	51,0
1971	1,3	0,9	20,4	16,2	73,8	50,7
1972	1,3	0,9	20,6	16,2	73,5	50,2
1973	1,2	1,0	19,7	16,4	71,7	49,7
1974	1,1	1,0	18,8	15,9	70,9	49,3
1975	1,1	1,0	18,5	15,6	70,3	49,7
1976	1,1	1,0	17,7	15,4	70,1	50,0
1977	-	1,0	-	15,0	-	49,2
1978	1,1	1,0	18,1	14,8	69,1	48,8

Cependant, ces chiffres qui situent la dépense globale des services de médecins par rapport à l'activité économique et sanitaire du pays ne peuvent servir à déterminer de façon comparative la consommation de soins de médecins au Canada et en France, étant donné les différences socio-économiques et démographiques qui existent entre les deux pays.

Pour établir une comparaison plus explicite, nous allons nous intéresser à la dépense par personne.

IV.1.3. Comparaison du niveau de la dépense de soins de médecins

IV.1.3.1. *Méthodologie*

La méthodologie générale a déjà été présentée dans le chapitre II. Aussi ne rappellerons-nous ici que quelques points :

- la comparaison des dépenses se fait au niveau individuel pour éliminer l'influence de la population qui est fort différente dans les deux pays
- chacune des dépenses est exprimée dans sa monnaie d'origine, puis convertie dans une monnaie commune, qui, ici, est, par commodité, le franc français.

IV.1.3.2. *Comparaison de l'ensemble de la dépense pour les services de médecins*

Sur l'ensemble de la période 1960-1978, la dépense consacrée aux services de médecins est plus élevée au Canada qu'en France, que l'on compare les dépenses canadiennes avec ou sans les analyses de laboratoire. Cependant, selon le taux de change et les années, les variations entre les dépenses canadiennes et les dépenses françaises peuvent être relativement amples passant de 2,01 en 1960 à 1,02 en 1978¹. Ainsi, en 1960, au Canada, par personne et au taux de change moyen de l'année, la dépense A était de 19,87\$, soit 100,13 FF et la dépense B de 19,39 \$ soit 97,72 FF, tandis que la dépense française était estimée à 49,80 FF, d'où un indicateur d'écart de dépense égal, dans le premier cas, à 2,01 et dans le second cas, à 1,96. En 1978, les dépenses canadiennes étaient passées respectivement à 108,08\$ (427,99 FF) et à 97,75 \$ (387,11 FF), soit, par rapport à la France, où la dépense atteignait 417,75 FF, des écarts égaux respectivement à 1,02 et à 0,93 (voir tableau n° IV.2. et graphique n° IV.1).

La réduction des écarts entre 1960 et 1978 est due non seulement aux variations du taux de change mais également aux différences d'évolution de ces dépenses.

¹ Les variations sont égales au quotient des dépenses canadiennes par les dépenses françaises. Elles sont aussi appelées "indicateur d'écart des dépenses".

SERVICES DE MEDECINS
COMPARAISON DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1970 - 1978

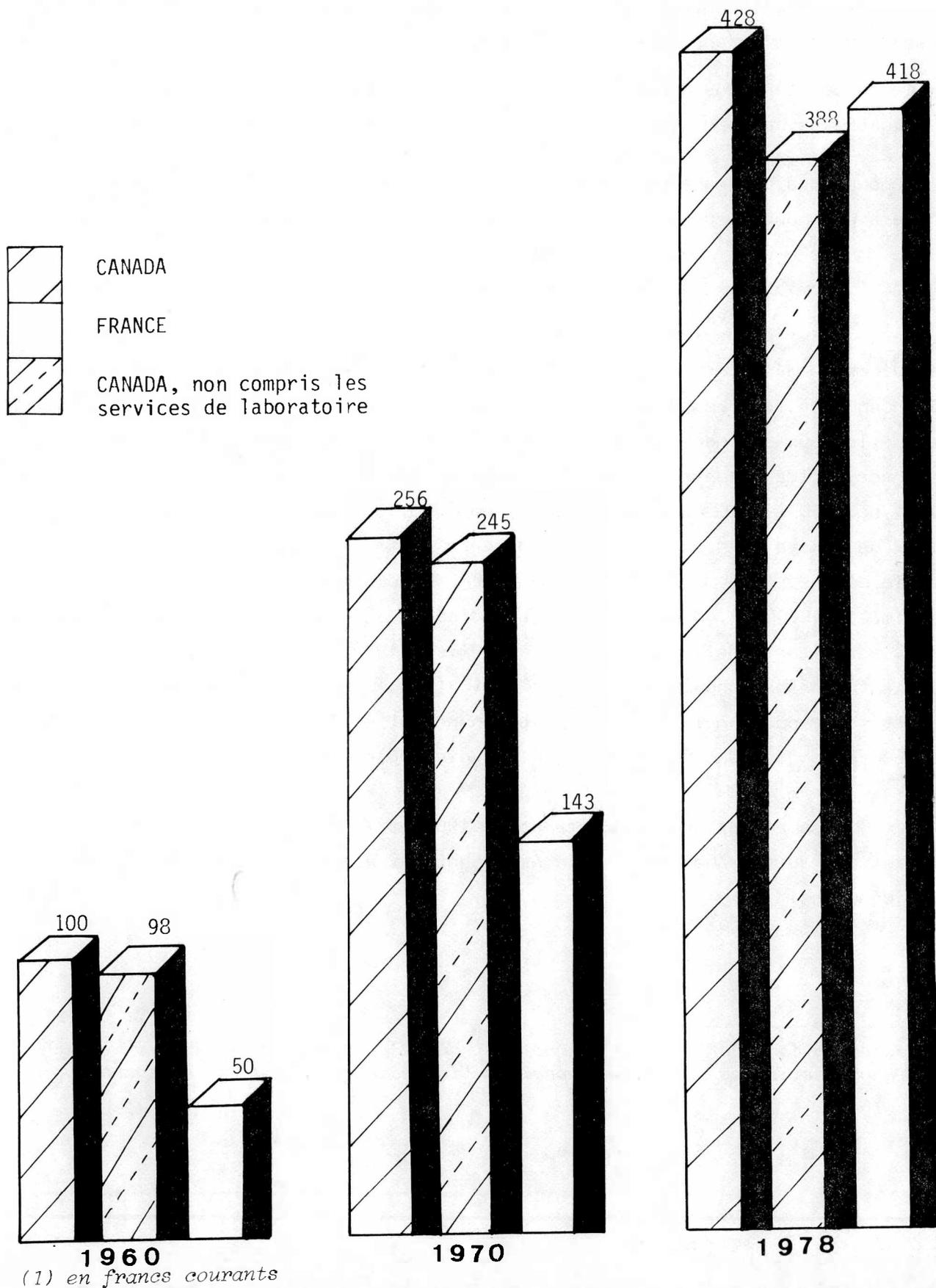


Tableau n° IV.2

Dépenses par personne consacrées aux services de
médecins au CANADA et en FRANCE

1960 - 1978

ANNEES	Y compris les actes de laboratoire au Canada			Indicateur d'écart des dépenses de soins de médecins <u>Canada</u> <u>France</u>	Non compris les actes de laboratoire au Canada			Indicateur d'écart des dépenses de soins de médecins <u>Canada</u> <u>France</u>
	CANADA		FRANCE		CANADA		FRANCE	
	Ensemble des dépenses de soins de médecins		Ensemble des dépenses de soins de médec.		Ensemble des dépenses de soins de médecins non compris les analyses de laboratoire		Ensemble des dépenses de soins de médec.	
	en \$	en F	en F		en \$	en F	en F	
1960	19,97	100,13	49,80	2,01	19,39	97,72	49,80	1,96
1961	21,29	102,84	47,96	2,14	20,72	100,09	47,96	2,09
1962	21,85	100,03	51,51	1,94	21,20	97,06	51,51	1,98
1963	23,95	108,97	62,70	1,74	23,20	105,56	62,70	1,68
1964	25,69	116,65	73,53	1,59	24,82	112,69	73,53	1,53
1965	27,75	126,25	79,30	1,58	26,71	121,55	79,30	1,52
1966	30,24	137,88	93,77	1,47	29,04	132,44	93,77	1,41
1967	33,67	153,55	103,37	1,49	32,23	146,95	103,37	1,42
1968	38,07	175,12	110,63	1,58	36,31	167,04	110,63	1,51
1969	42,92	207,75	130,57	1,59	41,09	193,88	130,57	1,52
1970	48,31	256,05	143,09	1,73	46,13	244,79	143,09	1,71
1971	57,32	311,80	160,00	1,35	54,87	296,48	160,00	1,67
1972	62,78	319,53	179,92	1,78	59,97	305,25	179,92	1,70
1973	66,03	293,84	207,38	1,42	62,69	278,95	207,38	1,35
1974	72,00	352,08	234,96	1,50	67,00	331,56	234,96	1,41
1975	83,23	351,24	287,13	1,22	77,71	327,96	287,13	1,14
1976	91,47	444,55	330,77	1,34	84,71	411,67	330,77	1,24
1977	-	-	360,58	-	-	-	360,58	-
1978	108,03	427,93	417,75	1,02	97,86	387,61	417,75	0,93

IV.1.3.3. Comparaison des revenus bruts des médecins libéraux

a) Remarques

Nous avons vu, dans le premier paragraphe, que la dépense pour les services de médecins est composée, en France, des honoraires des médecins libéraux et des salaires des médecins hospitaliers en consultation externe, et au Canada, des honoraires des médecins autonomes et de certains salaires. Dans cette partie, nous allons isoler pour les étudier les revenus provenant d'honoraires.

En France, les honoraires concernent tous les paiements à l'acte versés par les malades directement aux médecins, à l'exclusion de tous salaires.

Au Canada, les revenus bruts des médecins autonomes¹ concernent les revenus provenant de l'exercice de la médecine, que ce soit sous forme de salaires, honoraires, vacations ou autres, gagnés par des médecins dont la principale source de revenus provient d'honoraires professionnels.

Les honoraires sont habituellement versés pour des services définis en terme d'actes, mais peuvent aussi être versés pour des services définis autrement : nombre d'heures, nombre de jours (par exemple, nombre de jours à la disposition des malades dans un hôpital, ce qui correspond pratiquement à un salarié payé par l'hôpital). Par ailleurs, un médecin autonome peut tirer une partie de ses revenus (pour autant que cette partie ne soit pas la plus importante), de salaires provenant d'hôpitaux, de compagnies d'assurance, etc... D'un autre côté, sont exclus, des médecins autonomes, les médecins qui, même s'ils touchent des honoraires pour services médicaux, tirent principalement leurs revenus d'investissements, de l'enseignement, de la recherche, d'un travail d'administration, etc... Sont également exclus, des médecins autonomes, les médecins qui tirent leurs revenus principalement de l'exercice de la médecine, mais surtout sous forme de salaires (par exemple, les médecins qui fournissent des services médicaux personnels et qui sont employés, sur base salariale, dans des cabinets de groupe).

(1) Signalons qu'au Canada, un travailleur autonome, quelle que soit son occupation, est un contribuable qui tire principalement son revenu d'un emploi à son propre compte. Donc, un médecin autonome est un médecin qui tire la principale part de ses revenus de l'exercice de la médecine à son propre compte, c'est-à-dire rémunéré sous forme d'honoraires.

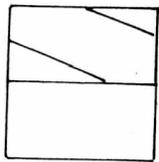
Au Canada, les médecins libéraux font presque tous partie du système d'assurance de soins, de telle sorte que les honoraires qu'ils perçoivent peuvent être appréhendés dans leur totalité. En France, par contre, les médecins libéraux peuvent être soit conventionnés¹, et donc être amenés à pratiquer les prix fixés par la Caisse d'Assurance Maladie, dans ce cas leurs revenus bruts peuvent faire l'objet d'une estimation relativement fiable, soit non conventionnés et pratiquer des prix libres, situation qui ne permet pas une approche très sûre de leurs revenus bruts. Cependant, pour notre comparaison, il semble que le revenu brut d'un médecin autonome canadien puisse être comparé à celui² d'un médecin libéral conventionné en France, compte tenu de la différence de champ statistique signalée plus haut.

(1) En France, en 1976, les médecins conventionnés représentaient 95 % de l'ensemble des médecins libéraux actifs.

(2) Les revenus bruts des médecins libéraux correspondent à ce que l'on appelle aussi chiffre d'affaires, c'est-à-dire avant déduction de leurs frais professionnels.

Graphique n° IV.2

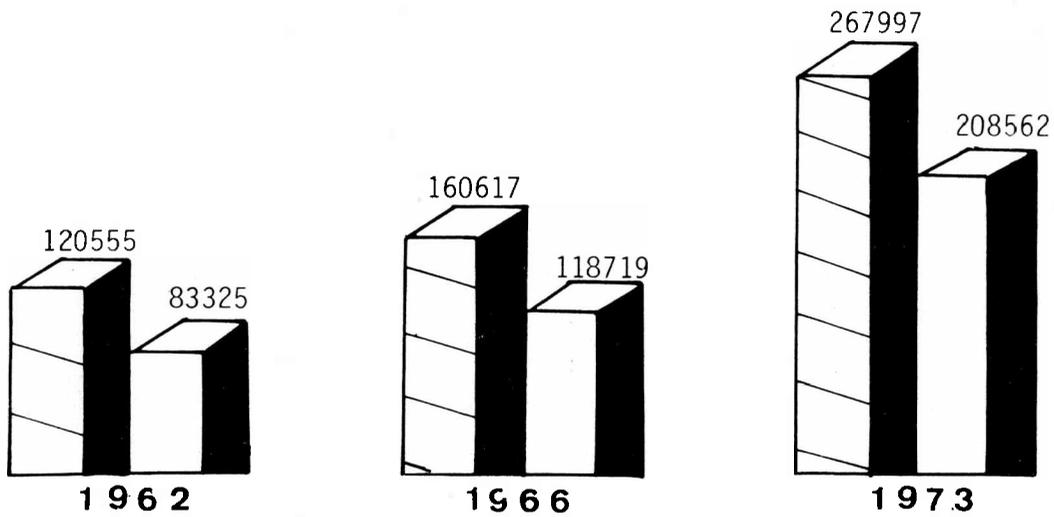
COMPARAISON DES REVENUS PAR MEDECIN (1)
 AU CANADA ET EN FRANCE (2)
 1962 - 1966 - 1973



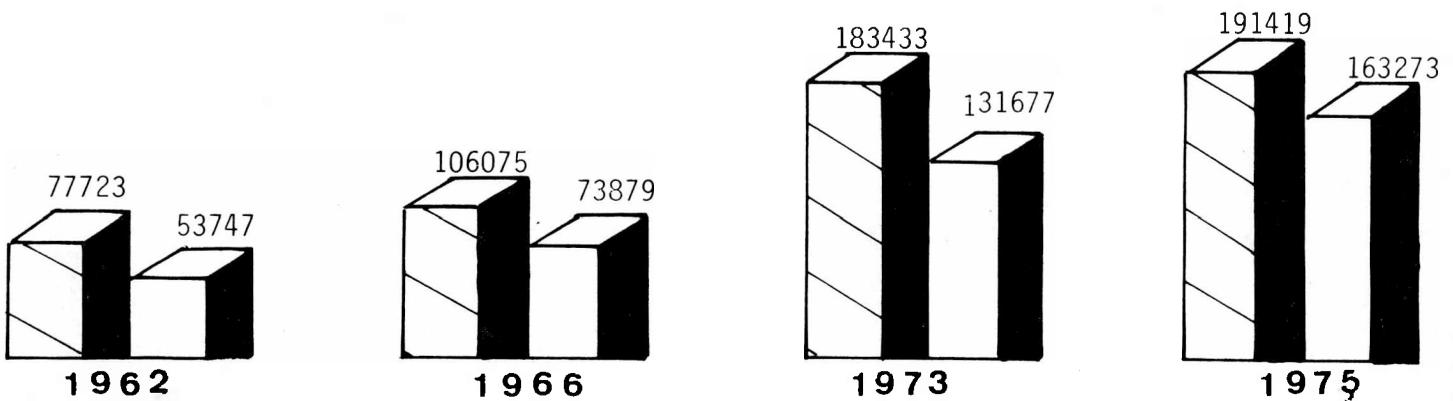
CANADA

FRANCE

REVENUS BRUTS



REVENUS NETS



(1) En France, c'est le revenu des médecins conventionnés libéraux

(2) En francs courants

b) Résultats

En niveau et par médecin, sur l'ensemble de la période 1962-1973, les revenus bruts des médecins canadiens sont plus élevés que ceux des médecins français. L'indicateur d'écart de revenus, Canada par rapport à la France, montre une différence de 45 % en 1962 et de 28 % en 1973. Ainsi, en 1973, le revenu brut d'un médecin canadien autonome s'élevait à 60 224 \$ C soit 267 997 FF et en France à 208 562 FF.

Si l'on compare les revenus nets, c'est-à-dire les revenus bruts diminués des dépenses professionnelles, l'indicateur d'écart des revenus s'amplifie entre le Canada et la France, surtout entre 1969 et 1973. En effet, alors que le revenu net canadien atteint 41 221 \$ C soit 183 433 F en 1973, il est de 131 677 F en France, soit un écart de 39 % (contre 28 % pour les revenus bruts). Il semble donc que les frais professionnels en France soient plus importants qu'au Canada (voir tableau n° IV.3 et graphique n° IV.2).

Tableau n° IV.3

Médecins libéraux (1)
Comparaison des revenus par médecin
au Canada et en France

NNEES	CANADA				FRANCE		Indicateur d'écart Canada France	Indicateur d'écart Canada France
	Revenus bruts		Revenus nets		Revenus bruts en F	Revenus nets en F		
	en \$ C	en F	en \$ C	en F				
1960	24 288	122 412	15 735	79 304				
1961	25 862	124 913	16 472	79 560				
1962	26 322	120 555	16 970	77 723	83 325	53 747	1,45	1,45
1963	28 690	130 540	18 688	85 030				
1964	30 586	138 860	20 484	92 997				
1965	32 799	149 235	22 064	100 391				
1966	35 223	160 617	23 262	106 075	118 719	73 879	1,35	1,44
1967	38 675	176 358	26 093	118 984				
1968	42 783	196 802	28 615	131 629				
1969	46 328	224 228	30 861	149 367	144 380	88 839	1,55	1,68
1970	50 819	269 341	34 360	182 108	156 739	96 362	1,72	1,89
1971	56 824	309 123	39 203	213 264	169 588	104 288	1,82	2,04
1972	59 324	301 959	39 977	203 483	180 835	109 900	1,67	1,85
1973	60 224	267 997	41 221	183 433	208 562	131 677	1,28	1,39
1974			42 289	206 793	223 824	133 313		1,55
1975			45 360	191 419	268 083	163 273		1,17
1976					294 388	176 961		
1977					307 802	175 935		
1978					346 907	200 726		

(1) En France, ce sont les médecins libéraux conventionnés.

IV.1.4. Evolution de la dépense des services de médecins par personne

L'analyse de l'évolution des dépenses par personne a porté sur les valeurs nominales, sur les valeurs relatives de façon à éliminer l'influence de l'augmentation générale des prix¹, et sur les valeurs à prix constants, ou volume, pour supprimer l'influence de l'augmentation des prix propres à ce service².

a) Valeurs nominales

Entre 1960 et 1978, la dépense de service de médecins par personne a été multipliée par 5,0 au Canada et par 8,0 en France. Sur l'ensemble de la période, la croissance des dépenses a été caractérisée par un taux annuel moyen de 9,9 % dans l'hypothèse A et 9,4 % dans l'hypothèse B, au Canada, soit plus faible que celui observé en France : + 12,5 %.

Si l'on considère diverses sous-périodes espacées de cinq ans, on remarque qu'en France, les taux d'accroissement sont toujours plus élevés qu'au Canada (voir Tableau n° IV.4 et graphique n° IV.3).

b) Valeur relatives

L'évolution des valeurs relatives va dans le même sens que celle des valeurs nominales, puisque l'indice général des prix a été plus bas sur l'ensemble de la période au Canada qu'en France.

Ainsi, sur la période 1960-1978, l'évolution annuelle moyenne des dépenses relatives était de + 4,8 % et 4,3 % au Canada et de + 5,9 % en France (voir tableau n° IV.4 et graphique n° IV.3).

1 Valeur relative = $\frac{\text{valeur nominale}}{\text{Indice général des prix}}$

2 Valeurs à prix constants = $\frac{\text{Valeur nominale}}{\text{Indice du prix des services de médecins}}$

c) Valeurs à prix constants ou volume

Les valeurs à prix constants sont égales aux valeurs nominales déflatées de l'indice du prix du service. Entre 1960 et 1975, l'évolution du volume des dépenses par personne a été plus rapide au Canada avec un taux d'accroissement annuel moyen de + 6,3 % et 6,0 % contre + 5,1 % en France. Si l'on décompose l'ensemble de la période en trois sous-périodes de cinq années chacune, on observe que pendant la première sous-période (1960-1965), les deux taux d'accroissement sont très voisins (+ 4,5 % au Canada et + 4,8 % en France en moyenne par an). Par contre, pour les deux autres sous-périodes, les taux au Canada sont nettement plus élevés, ce qui semble indiquer que la croissance des prix des services de médecins canadiens est plus faible que celles des prix français (voir tableau n° IV.4 et graphique n° IV.3).

Tableau n° IV.4

Evolution de la consommation des services de médecins par personne
au Canada et en France

Accroissements annuels moyens

1960 - 1978

En %

RIODES	Valeurs nominales			Valeurs relatives			Valeurs à prix constants		
	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE
	Hypoth. A (1)	Hypoth. B (2)		Hypoth. A (1)	Hypoth. B (2)		Hypoth. A (1)	Hypoth. B (2)	
60/65	6,9	6,6	9,9	5,2	4,9	5,9	4,5	4,2	4,8
65/70	11,7	11,6	12,4	7,6	7,4	7,7	6,3	6,1	5,2
70/75	11,5	11,0	14,9	3,9	3,4	5,6	8,1	7,6	5,3
75/78	9,1	8,0	13,3	0,9	- 0,1	3,6	-	-	3,9
60/75	10,0	9,7	12,4	5,5	5,2	6,4	6,3	6,0	5,1
60/78	9,9	9,4	12,5	4,8	4,3	5,9	-	-	4,9

) L'hypothèse A concerne la dépense de services de médecins y comprises les analyses de laboratoire.

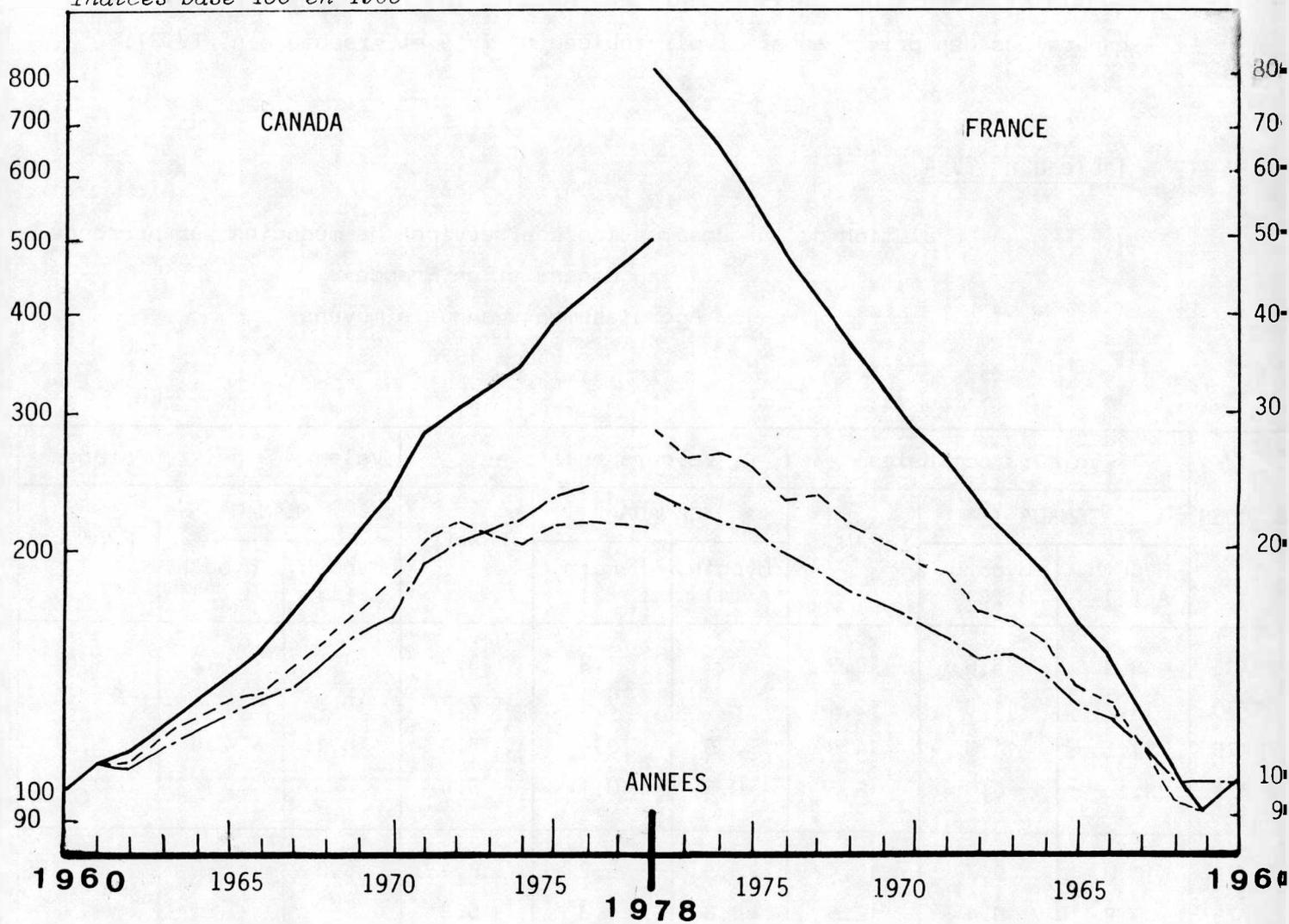
) L'hypothèse B concerne la dépense de services de médecins sans les analyses de laboratoire.

Graphique n° IV.3

SERVICES DE MEDECINS
 EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE (1)
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1978

- Valeurs nominales
 - - - Valeurs relatives
 - · - Valeurs à prix constants

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



(1) Au Canada, non compris les services de laboratoire.

IV.1.5. Evolution des revenus par médecin¹

Pour les revenus par médecin, les séries ne sont pas homogènes. En effet, pour le Canada, nous avons une série de 1960 à 1973, et pour la France, une série de 1962 à 1978. Pour plus d'homogénéité, nous présenterons l'analyse de l'évolution de la série 1962-1973.

Nous analyserons tout d'abord les évolutions des valeurs nominales, relatives et à prix constants des revenus bruts, puis celles des revenus nets.

a) Revenus bruts

De 1962 à 1973, en valeurs nominales, les revenus bruts par médecin ont crû moins vite au Canada qu'en France, puisque leur progression annuelle moyenne a été de + 7,8 %, tandis qu'en France on observait un taux de + 8,7 %. Cette observation vaut pour la première et la dernière sous-périodes étudiées (voir tableau n° IV.5).

Par contre, en valeur relative, sur l'ensemble de la période 1962-1973, les taux d'accroissement annuels moyens sont voisins : 4,0 % au Canada et 3,9 % en France. Cependant, sur les différentes sous-périodes étudiées, les taux varient sensiblement d'un pays à l'autre (voir tableau n° IV.5).

Enfin, à prix constants², le taux d'accroissement annuel moyen entre 1962 et 1973 est le double au Canada (4,3 %) de celui observé en France (2,0 %) et, quelle que soit la sous-période considérée, le taux de croissance canadien reste plus élevé que le taux français (voir tableau n° IV.5). Etant donné ce que l'on a observé sur les valeurs nominales, cela permet de penser que les prix au Canada ont connu un taux d'accroissement moins élevé qu'en France.

(1) Il s'agit au Canada des revenus professionnels, sous toute forme, des médecins dont la principale source de revenus est constituée d'honoraires, et en France des médecins libéraux conventionnés.

(2) Pour calculer la valeur à prix constants du revenu brut ou net par médecin, nous avons pris pour le Canada le même indice de prix des services de médecins que pour l'ensemble des dépenses de services de médecins, et pour la France un indice de prix reflétant l'évolution des honoraires des médecins conventionnés c'est-à-dire légèrement différent de celui de l'ensemble des services de médecins.

Tableau n° IV.5.

Taux d'accroissement annuels moyens
des revenus bruts par médecin au Canada et en France
1962 - 1973

En %

Périodes	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1962-1966	7,5	9,3	5,0	5,7	5,3	3,4
1966-1969	9,6	6,7	5,3	2,1	3,7	0,2
1969-1973	6,8	9,6	2,0	3,4	3,7	1,9
1962-1973	7,8	8,7	4,0	3,9	4,3	2,0

b Revenus nets

La différence entre les revenus bruts et les revenus nets est représentée par les frais professionnels. Les différences d'accroissement entre ces deux types de revenus vont donc résulter de leur évolution.

Sur la période 1962-1973, en valeurs nominales, le taux d'accroissement annuel moyen des revenus nets a été de 8,4 % au Canada et de 8,5 % en France. La comparaison avec les revenus bruts montre qu'au Canada l'évolution des revenus nets est plus rapide que celle des revenus bruts, ce qui est contraire à ce qui se passe en France et ce qui peut signifier que la part des frais professionnels dans le revenu brut au Canada diminue et en France augmente.

Sur la même période, en valeurs relatives et en valeurs à prix constants les taux d'évolution étaient respectivement de 4,6 % et de 4,9 % au Canada et de 3,7 % et de 1,8 % en France (voir tableau n° IV.6. et graphique n° IV.4).

Tableau n° IV.5.

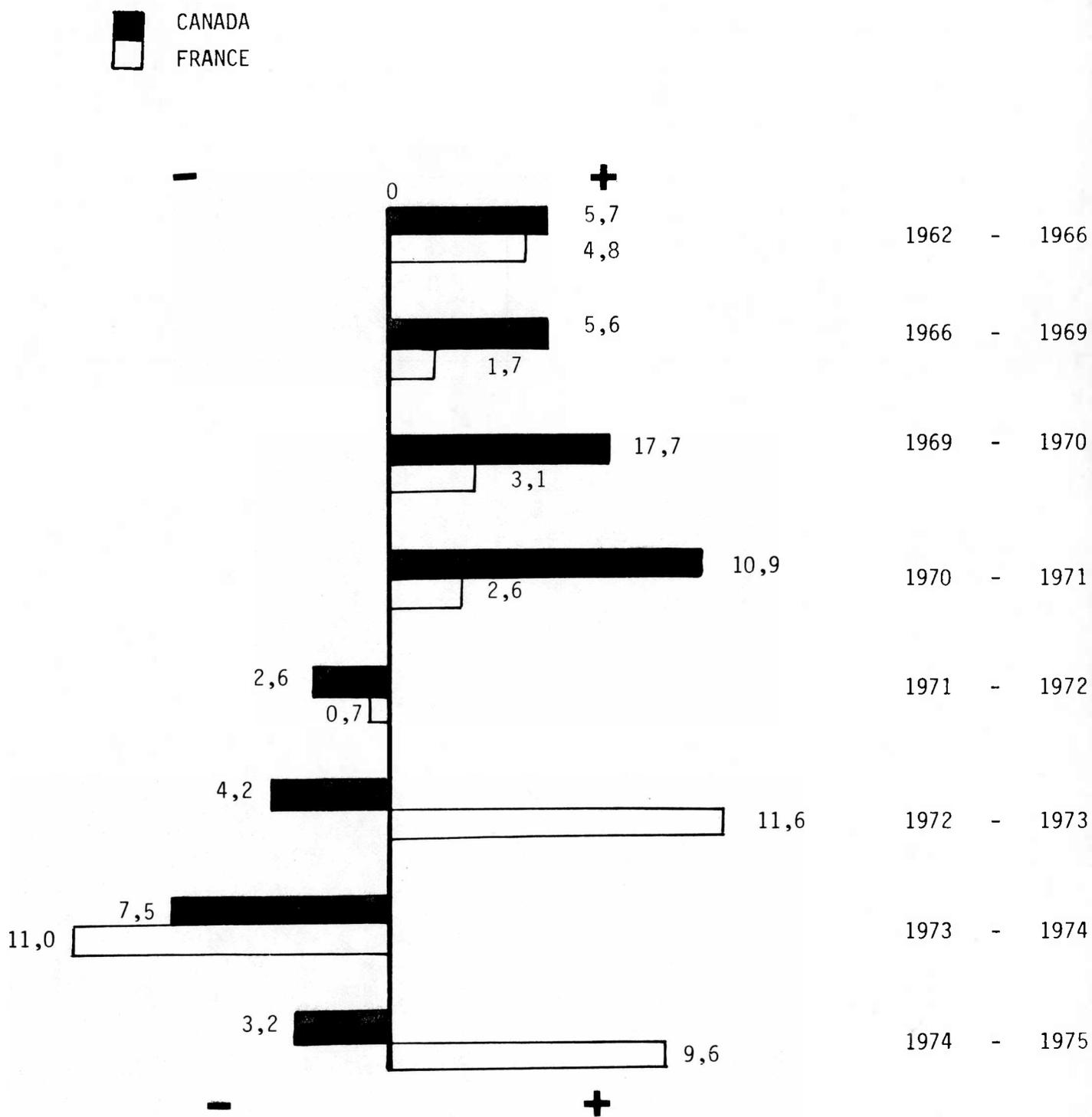
Taux d'accroissement annuels moyens
des revenus nets par médecin au Canada et en France
1962 - 1973

En %

Périodes	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1962-1966	8,2	8,3	5,7	4,8	5,9	2,5
1966-1969	9,9	6,3	5,6	1,7	4,0	- 0,2
1969-1973	7,5	10,3	2,8	4,0	4,5	2,6
1962-1973	8,4	8,5	4,6	3,7	4,9	1,8

Graphique n° IV.4

MEDECINS LIBERAUX (1)
 ACCROISSEMENT ANNUEL DU POUVOIR D'ACHAT
 PAR MEDECIN AU CANADA ET EN FRANCE (en %)
 1962 - 1975



(1) En France, il s'agit des médecins conventionnés libéraux.

IV.2. PRIX DES SERVICES DE MEDECINS

Deux types de prix vont être analysés :

- le prix de l'ensemble des services de médecins
- le prix des honoraires des services de médecins

Il faut remarquer qu'au Canada, il n'y a pas de distinction entre ces deux catégories de prix, mais que nous introduisons cette différence pour tenir compte de ce qui se passe en France. En effet, en France l'indice des services de médecins diffère de celui des honoraires des médecins libéraux conventionnés dans la mesure où il agrège les prix de tous les actes faits par l'ensemble des médecins (conventionnés ou non, libéraux ou salariés) et dans la mesure où il tient compte des dépassements des tarifs de responsabilité pratiqués par un certain nombre de médecins conventionnés, alors que l'indice des honoraires est un agrégat composé exclusivement des tarifs de responsabilité des actes faits par les médecins libéraux conventionnés.

IV.2.1. Indices de prix de l'ensemble des services de médecins au Canada et en France

De même que pour les dépenses, ces indices ont été analysés en valeurs nominales puis en valeurs relatives de façon à tenir compte de la hausse générale des prix.

a) Prix nominaux

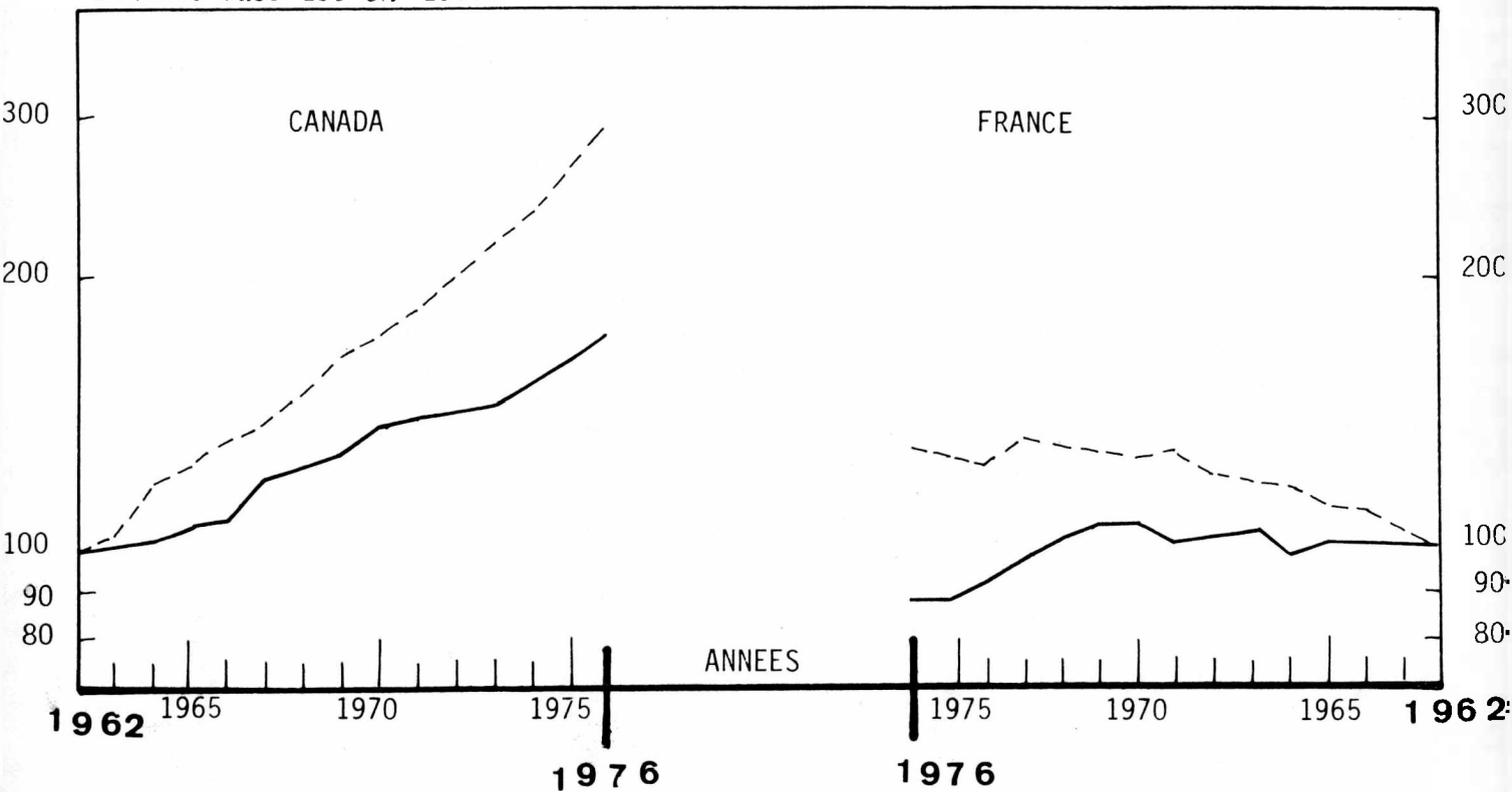
Sur l'ensemble de la période 1960-1976, l'évolution annuelle moyenne des prix des services de médecins en France a été pratiquement le double de ce que l'on observe au Canada (respectivement 7,2 % et 3,8 %). Si l'on partage l'ensemble de la période en trois sous-périodes de cinq ans chacune, on remarque que quelle que soit la période considérée, les taux d'accroissement annuels moyens en France sont beaucoup plus rapides qu'au Canada (voir tableau n° IV.7. et graphique n° IV.5).

Graphique n° IV.5

SERVICES DE MEDECINS
 EVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1962 - 1976

— Prix relatifs
 - - - Prix nominaux

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1962



b) Prix relatifs

Le même commentaire que sur les valeurs nominales peut être fait sur les valeurs relatives. Alors que de 1960 à 1976, les prix des services de médecins français ont connu une hausse annuelle moyenne de 1,2 %, ceux des services canadiens ont subi une baisse de 0,6 %. C'est sur la sous-période 1970-1976 que la baisse des prix canadiens a été la plus forte (- 3,3 %), tandis qu'en France, on observait le plus bas taux d'accroissement annuel moyen 0,4 % (voir tableau n° IV.7 et graphique n° IV.5).

Tableau n° IV.7

Evolution de l'indice de prix de l'ensemble des services de
médecins au Canada et en France

1960 - 1976

Base 100 en 1960

A N N E E S	Prix nominaux		Prix relatifs	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	101,6	94,6	100,7	91,6
1962	104,7	102,3	102,4	94,5
1963	106,6	110,7	102,6	97,6
1964	108,8	122,2	102,8	104,3
1965	112,0	126,9	103,4	105,6
1966	114,0	135,3	101,4	109,6
1967	125,9	141,6	108,2	111,8
1968	129,7	153,0	107,1	115,5
1969	134,4	170,0	106,2	120,5
1970	143,9	176,4	110,0	118,9
1971	147,0	188,0	109,2	120,1
1972	148,9	203,2	105,6	122,3
1973	150,8	223,4	99,4	125,3
1974	159,2	239,0	94,6	117,9
1975	167,9	273,4	90,1	120,6
1976	180,8	302,4	90,2	121,7
1977		323,9		119,1
1978		354,6		119,6
Taux d'accroissement annuels moyens en %				
1960/1965	+ 2,3	+ 4,9	+ 0,7	+ 1,1
1965/1970	+ 5,1	+ 6,8	+ 1,2	+ 2,4
1970/1976	+ 3,9	+ 9,4	- 3,3	+ 0,4
1960/1976	+ 3,8	+ 7,2	- 0,6	+ 1,2

IV.2.2. Indices de prix des honoraires des médecins libéraux conventionnés en France et de l'ensemble des services de médecins libéraux au Canada

a) Prix nominaux

L'analyse de l'évolution de cet indice de prix a porté sur la période 1962-1976 et sur quatre sous-périodes : 1962-1966, 1966-1970, 1970-1973, 1973-1976. Comme pour l'ensemble des services de médecins, l'évolution des honoraires en France est plus rapide que celle des prix de médecins au Canada, puisque de 1962 à 1976 le taux d'accroissement annuel moyen a été de 7,3 % en France et de 4,0 % au Canada. L'analyse de l'évolution sur trois des sous-périodes reflète également une hausse plus rapide en France qu'au Canada et sur la sous-période 1966-1970, des évolutions très voisines (6,0 % au Canada et 6,2 % en France) (Voir tableau n° IV.8).

b) Prix relatifs

De 1962 à 1976, le taux d'accroissement annuel moyen des honoraires par rapport à la hausse générale des prix a été de 1,1 % en France et de - 0,9 % au Canada. Sur les sous-périodes 1962-1966, 1970-1973 et 1973-1976, on observe des taux d'accroissement négatifs au Canada (respectivement - 0,2 %, -3,3 % et - 3,2 %, et en France de faibles taux d'accroissement sur les sous-périodes 1966 - 1970 et 1973-1976 (respectivement + 1,4 % et - 1,4 %) (voir tableau n° IV.8).

Enfin, il faut remarquer qu'en France sur la période 1962-1976, l'évolution de l'indice du prix des services de médecins a été plus rapide que celle des honoraires des médecins libéraux conventionnés (respectivement en valeurs nominales 8,0 % et 7,3 %, et en valeurs relatives 1,8 % et 1,1 %)(voir tableau n° IV.9).

Tableau n° IV.8.

Evolution de l'indice de prix des honoraires des médecins libéraux conventionnés en France et de l'indice de prix de l'ensemble des services de médecins au Canada

1962 - 1976

Base 100 en 1962

Années	Prix nominaux		Prix relatifs	
	Canada	France	Canada	France
1962	100,0	100,0	100,0	100,0
1963	101,8	105,3	100,2	100,5
1964	103,9	114,4	100,4	105,6
1965	107,0	119,0	101,0	107,1
1966	108,9	124,4	99,0	109,1
1967	120,2	130,7	105,7	111,6
1968	123,9	136,4	104,6	111,4
1969	128,4	150,6	103,7	115,5
1970	137,4	158,3	107,4	115,4
1971	140,4	169,8	106,6	117,4
1972	142,2	182,2	103,1	118,6
1973	144,0	201,5	97,1	122,3
1974	152,0	214,2	92,4	114,3
1975	160,4	244,4	88,0	116,6
1976	172,7	269,5	88,1	117,3
Taux d'accroissement annuels moyens en %				
1962-1966	+ 2,2	+ 5,6	- 0,2	+ 2,2
1966-1970	+ 6,0	+ 6,2	+ 2,1	+ 1,4
1970-1973	+ 1,6	+ 8,4	- 3,3	+ 2,0
1973-1976	+ 6,2	+ 10,2	- 3,2	- 1,4
1962-1976	+ 4,0	+ 7,3	- 0,9	+ 1,1

Tableau n° IV. 9.

Evolution des indices de prix des services de médecins et des honoraires des médecins conventionnés libéraux

Canada - France

1962 - 1976

Base 100 en 1962

Années	Valeurs nominales			Valeurs relatives		
	Canada	France		Canada	France	
		Ensemble des serv. de médecins	Honoraires		Ensemble des serv. de médecins	Honoraires
1962	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1963	101,8	103,2	105,3	100,2	103,3	100,5
1964	103,9	119,4	114,4	100,4	110,4	105,6
1965	107,0	124,0	119,0	101,0	111,7	107,1
1966	108,9	132,3	124,4	99,0	116,0	109,1
1967	120,2	138,4	130,7	105,7	118,3	111,6
1968	123,9	149,6	136,4	104,6	122,2	111,4
1969	128,4	166,2	150,6	103,7	127,5	115,5
1970	137,4	172,4	158,3	107,4	125,8	115,4
1971	140,4	183,8	169,8	106,6	127,1	117,4
1972	142,2	198,6	182,2	103,1	129,4	118,6
1973	144,0	218,4	201,5	97,1	132,6	122,3
1974	152,0	233,6	214,2	92,4	124,8	114,3
1975	160,4	267,3	244,4	88,0	127,6	116,6
1976	172,7	295,6	269,5	88,1	128,8	117,3
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
1962-66	+ 2,2	+ 7,2	+ 5,6	- 0,2	+ 3,8	+ 2,2
1966-70	+ 6,0	+ 6,9	+ 6,2	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,4
1970-73	+ 1,6	+ 8,2	+ 8,4	- 3,3	+ 1,8	+ 2,0
1973-76	+ 6,2	+ 10,6	+ 10,2	- 3,2	- 1,0	- 1,4
1962-76	+ 4,0	+ 3,0	+ 7,3	- 0,9	+ 1,8	+ 1,1

IV.3. NOMBRE DE MEDECINS

Dans ce paragraphe, il ne sera question que des médecins civils actifs.

IV.3.1 Catégories de médecins

En France, on trouve deux grandes catégories de médecins, les médecins généralistes et les médecins spécialistes. Ces deux types de médecins peuvent ensuite être décomposés en médecins salariés des hôpitaux publics et médecins libéraux. Enfin, l'ensemble des médecins peut être ventilé en médecins conventionnés et non conventionnés, c'est-à-dire adhérer, ou non, à une convention signée avec la Sécurité Sociale et qui les engage à respecter le tarif de responsabilité, tarif ayant fait l'objet d'une négociation entre la Sécurité Sociale et les syndicats de médecins. Les sources donnant les effectifs de médecins sont nombreuses et selon leur but donnent soit l'ensemble des médecins, ce qui est le cas des statistiques de l'Ordre, soit comme le fait la C.A.R.M.F le nombre de médecins libéraux actifs, soit, enfin, le nombre total de médecins (libéraux et salariés, ventilés entre généralistes et spécialistes), ce qui est le cas du Ministère.

Au Canada, l'ensemble des médecins civils actifs est composé des médecins de famille, des omnipraticiens, des spécialistes, des internes et des résidents. Parmi ces médecins, un certain nombre pratique de façon autonome, c'est-à-dire qu'ils tirent la principale part de leurs revenus de l'exercice de la médecine à leur propre compte et sont rémunérés sous forme d'honoraires. Les honoraires sont versés habituellement pour des services définis en termes d'actes, mais peuvent aussi être versés pour des services définis autrement : nombre d'heures, nombre de jours. Par exemple : nombre de jours à la disposition des malades dans un hôpital, ce qui correspond pratiquement à un salarié payé par l'hôpital. Comme l'ensemble des médecins civils, ces médecins autonomes peuvent être, soit omnipraticiens, soit médecins de famille, soit spécialistes.

Les médecins de famille sont des omnipraticiens qui ont un certificat de spécialité pour s'occuper de la famille. Ils sont, dans les statistiques, regroupés avec les omnipraticiens.

IV.3.2. Nombre de médecins

Au Canada, en 1976, il y avait 40 130 médecins civils actifs soit 1,75 médecin pour 1000 habitants et en France, 83 630 médecins¹, soit 1,58 médecin pour 1000 habitants, soit 9,6 % de moins qu'au Canada.

La ventilation de l'ensemble des médecins selon les différentes catégories montre qu'au Canada, en 1976, il y avait 42,4 % de généralistes, 41,7 % de spécialistes et 15,9 % d'internes et de résidents. En France, pour la même année sur l'ensemble des 83 630 médecins, il y avait 62,5 % de généralistes et 37,5 % de spécialistes (voir tableau n° IV.10.).

Tableau n° IV.10.

Ventilation de l'ensemble des médecins selon les différentes
catégories
Canada - France
1976

	Canada				France *		
	omnipra- ticiens et médec. de famille	spécia- listes	internes et résidents	Ensemb. des médecins	généra- listes	spécia- listes	Ensemb. des médecins
Nombre de médecins	17 036	16 718	6 376	40 130	52 262	31 368	83 630
Structure en %	42,4	41,7	15,9	100	62,5	37,5	100

* En France, le nombre d'internes est compris dans le nombre de médecins et ne peut être ventilé. Les données citées ici concernent l'ensemble des médecins en activité figurant sur les listes établies par les directions de l'Action sanitaire et sociale, qu'ils soient inscrits ou non à l'Ordre. Non compris les médecins militaires.

(1) Pour la France, moyenne arithmétique entre le nombre de médecins au 31 décembre 1975 (80 954) et celui au 31 décembre 1976 (86 306). Source Ministère de la Santé et de la Famille.

En 1975, au Canada, les 25 884 médecins autonomes représentaient 66,2 % de l'ensemble des médecins. En France, en 1975, il y avait 55 919 médecins libéraux¹ représentant 70,8 % de l'ensemble des médecins actifs, les autres étant des médecins salariés des hôpitaux (voir tableau n° IV.11).

Tableau n° IV.11.

Ventilation de l'ensemble des médecins selon leur statut
Canada - France
1975

	Canada			France		
	Médecins autonomes	Médecins non autonomes	Ensemble des médecins	Médecins libéraux	Médecins salariés *	Ensemble des ** médecins
Nombres de médecins	25 884	13 220	39 104	55 919	23 130	78 999
Structure en %	66,2	33,8	100	70,8	29,2	100

* Moyenne arithmétique entre le nombre de médecins salariés au 31 décembre 1974 (22 295) et celui au 31 décembre 1975 (23 964).

** Moyenne arithmétique entre le nombre total de médecins au 31 décembre 1974 (77 143) et celui au 31 décembre 1975 (80 954).

(1) Moyenne arithmétique entre le nombre de médecins libéraux au 31 décembre 1974 (54 848) et celui au 31 décembre 1975 (56 990).

IV.3.3. Evolution du nombre de médecins

a) Ensemble des médecins civils actifs

De 1962 à 1977, le nombre total de médecins civils actifs est passé de 23 248 à 41 398 au Canada, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,9 %, un peu moins rapide que celui observé en France qui, sur la même période, était de 4,2 % (en 1962, 46 387 médecins et 86 306, en 1977)¹.

Sur la sous période 1962-1970, les évolutions canadiennes et françaises sont semblables (respectivement 3,7 % et 3,8 %) et sur la sous période 1970-1977, le taux d'accroissement en France est légèrement plus élevé : 4,7 % contre 4,1 % au Canada (voir tableau n° IV.12).

Tableau n° IV.12.

Accroissements annuels moyens de l'effectif d'ensemble des
médecins au Canada et en France

En %

Périodes	Canada	France
1962 - 1970	3,7	3,8
1970 - 1977	4,1	4,7
1962 - 1977	3,9	4,2

b) Ensemble des médecins libéraux

La période étudiée n'est pas la même que pour l'ensemble des médecins, les données canadiennes n'étant pas disponibles après 1975.

(1) Au 1er janvier de chaque année

Sur la période 1962 - 1975 et sur les sous périodes observées, on remarque que l'évolution des médecins autonomes canadiens est plus rapide que celle des médecins libéraux français. Ainsi, de 1962 à 1975, les taux d'accroissement annuels moyens étaient de 4,1 % au Canada contre 2,9 % en France, de 1962 à 1970, ils étaient respectivement de 3,4 % et de 2,7 % et de 1970 à 1975 de 5,4 % et de 3,3 % (voir tableau n° IV.13.).

Tableau n° IV.13.

Accroissements annuels moyens des médecins autonomes
canadiens et des médecins libéraux français

En %

Périodes	Canada	France
1962 - 1970	3,4	2,7
1970 - 1975	5,4	3,3
1962 - 1975	4,1	2,9

CHAPITRE V

LES AUTRES DÉPENSES DE SOINS MÉDICAUX

Chapitre V

LES AUTRES DEPENSES DE SOINS MEDICAUX

Les dépenses analysées ici concernent les services de dentistes, les soins d'auxiliaires médicaux, les analyses de laboratoire, et d'autres dépenses qui n'ont pu être ventilées et donc analysées dans le détail faute d'information. Ces soins, au Canada comme en France, sont destinés aux malades ambulatoires et à domicile, à l'exception au Canada des services de dentistes qui peuvent être rendus à des malades hospitalisés¹.

La méthodologie suivie pour étudier ces dépenses est la même que celle exposée dans le chapitre sur les soins de médecins², c'est-à-dire que l'on évalue le niveau des dépenses par personne et que, pour pouvoir comparer les niveaux dans les deux pays, on les ramène à la même monnaie.

D'autre part, l'analyse des différents types de soins porte non seulement sur leurs niveaux, mais encore sur leur structure et sur leurs évolutions en valeurs nominales et en valeurs relatives.

Avant d'étudier chacun des postes un par un, nous allons tout d'abord les présenter dans leur ensemble.

V.1. LES SOINS MEDICAUX AUTRES QUE LES SOINS DE MEDECINS

V.1.1. Evaluation de la dépense de ces soins médicaux

En 1978, l'ensemble des soins médicaux aux malades ambulatoires représentait au Canada 3 677 millions de \$ soit 14 560 millions de francs et en France 45 621 millions de F. Dans le premier cas, cela représentait 26,2 % du total de la consommation médicale finale et dans le second cas 30,3 %. Si l'on ampute l'ensemble de ces dépenses de soins médicaux de ce qui revient aux services de médecins, on a alors, en 1978, une dépense qui est égale, au Canada, à 1 377 millions de dollars, soit 5 453 millions de francs, et en France, à 23 364 millions de francs³, ce qui représente alors par rapport à l'ensemble des dépenses de santé 9,8 % au Canada et 15,5 % en France, par rapport au produit national brut au Canada 0,6 %, et par rapport au produit intérieur brut en France 1,1 %, et par rapport à l'ensemble des soins aux malades ambulatoires 37,5 % au Canada et 51,2 % en France.

(1) En effet, dans le cas des dentistes, comme les données de base servant à établir la dépense proviennent du Ministère du Revenu National, il est certain qu'une large part des revenus pour soins rendus par des dentistes à des malades hospitalisés se trouve comprise dans la dépense des services de dentistes.

(2) Voir chapitre IV, § IV.1.3.1.

(3) Voir Annexe E.

Ainsi, en première remarque, on peut dire que les soins médicaux autres que les soins de médecins occupent une place plus importante en France qu'au Canada.

D'autre part, l'observation de l'évolution de la part de ces soins médicaux dans ces différents agrégats montre qu'ils prennent une place croissante dans le PIB en France, passant de 0,62 % en 1960 à 1,10 % en 1978, tandis que leur part dans le PNB reste relativement stable au Canada : 0,45 % en 1960 et 0,60 % en 1978, que leur part dans l'ensemble des dépenses de santé est stable en France et au Canada (respectivement en 1960, 15,4 % et 9,7 %, et en 1978, 15,5 % et 9,8 %) et que dans l'ensemble des dépenses de soins médicaux, après avoir connu une certaine décroissance de 1960 à 1971, elle semble retrouver une certaine croissance de 1972 à 1978 au Canada et qu'en France, à l'exclusion de l'année 1960, elle conserve une certaine stabilité (voir tableau n° V.1).

Tableau n° V.1

Part de la dépense des soins médicaux autres que ceux des médecins dans certains agrégats, au Canada et en France (y comprises les analyses de laboratoire chez les médecins canadiens).

ANNEES	Dans le P.I.B en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans les dépenses de soins médicaux	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,45	0,62	9,7	15,4	33,2	44,6
1961	0,46	0,67	9,5	15,6	32,8	49,3
1962	0,45	0,70	9,2	15,9	32,8	51,1
1963	0,47	0,71	9,2	15,6	32,8	49,0
1964	0,46	0,78	9,1	16,3	32,7	49,7
1965	0,46	0,81	8,8	16,3	32,6	50,0
1966	0,44	0,85	8,5	16,4	32,0	49,0
1967	0,45	0,89	8,1	16,8	31,2	49,6
1968	0,47	0,86	8,1	16,6	31,2	49,0
1969	0,48	0,88	8,1	16,0	30,7	48,5
1970	0,50	0,89	8,0	15,8	30,2	49,0
1971	0,52	0,91	8,1	15,8	29,3	49,3
1972	0,53	0,94	8,3	16,1	29,8	49,8
1973	0,52	0,98	8,8	16,6	31,9	50,3
1974	0,51	0,99	8,8	16,3	33,3	50,7
1975	0,56	1,06	9,0	15,8	34,3	50,3
1976	0,55	1,04	8,8	15,4	35,0	50,0
1977	-	1,05	-	15,5	-	50,8
1978	0,60	1,10	9,8	15,5	37,5	51,2

V.1.2. Comparaison des soins médicaux autres que les soins de médecins au Canada et en France

Cette comparaison se fait au niveau de la dépense par personne et selon les principes exposés dans la méthodologie du paragraphe II.2. du chapitre II.

Ainsi, par personne, au Canada, la dépense pour les autres postes de soins médicaux a été multipliée par 6 de 1960 à 1978, passant de 9,64 \$ soit 48,56 F en 1960, à 58,62 \$, soit 232,13 F en 1978. En France, pendant la même période, cette dépense a été multipliée par 11, soit près du double de ce qui est observé au Canada, passant de 40,12 F en 1960 à 438,53 F en 1978. Pour mesurer l'écart qui existe entre les dépenses canadiennes et françaises, on a calculé, sur l'ensemble de la période, un indicateur qui montre que si les dépenses canadiennes étaient supérieures de 21 % aux dépenses françaises en 1960, elles leur sont par contre inférieures de 47 % en 1978 (voir tableau n° V.2). D'ailleurs, à part les deux premières années, les dépenses canadiennes ont toujours été inférieures aux dépenses françaises et ce ne sont pas seulement les variations du taux de change qui peuvent expliquer une telle situation, mais dans de grandes proportions, la différence de croissance de ces dépenses dans les deux pays.

Tableau n° V.2

Dépenses par personne pour les soins médicaux autres
que ceux des médecins au Canada et en France (1)
1960 - 1978

ANNEES	C A N A D A		FRANCE en francs	Indicateur d'écart des dépenses Canada/France
	en dollars	en francs		
1960	9,64	48,56	40,12	1,21
1961	10,09	48,75	46,73	1,04
1962	10,37	47,48	53,83	0,88
1963	11,31	51,47	60,31	0,85
1964	12,06	54,75	72,64	0,75
1965	12,90	58,68	79,90	0,73
1966	13,65	62,27	90,27	0,69
1967	14,61	66,61	101,90	0,65
1968	16,45	75,67	107,30	0,71
1969	18,19	88,02	123,08	0,72
1970	19,89	105,44	137,67	0,77
1971	22,16	120,53	155,65	0,77
1972	24,45	124,46	178,51	0,70
1973	27,88	124,05	210,02	0,59
1974	32,15	157,23	242,11	0,65
1975	36,97	156,00	291,17	0,54
1976	45,69	222,07	331,34	0,67
1977	-	-	372,49	-
1978	58,62	232,13	438,53	0,53

(1) Y compris les services de laboratoire rendus par les médecins au Canada.

V.1.3. Evolution des dépenses par personne pour les soins médicaux autres que ceux des médecins au Canada et en France

L'analyse de l'évolution de ces dépenses a porté sur la période 1960-1978 et sur les sous-périodes 1960-1965, 1965-1970, 1970-1975 et 1975-1978. De plus, nous avons suivi l'évolution des valeurs nominales et des valeurs relatives de façon à éliminer l'influence de l'augmentation générale des prix. Faut de l'information concernant les prix, nous n'avons pu procéder à l'analyse de ces dépenses en volume.

a) Valeurs nominales

Sur l'ensemble de la période 1960-1978, l'évolution annuelle moyenne des dépenses par personne des soins médicaux, autres que ceux des médecins, a été beaucoup plus rapide en France que celle observée au Canada : 14,2 % en France et 10,5 % au Canada. Quelles que soient les sous-périodes considérées, cette différence d'évolution se retrouve : de 1960 à 1965, 6,0 % au Canada et 14,8 % en France, de 1965 à 1970, sous-période où l'écart d'évolution est le plus petit, 9,0 % au Canada et 11,5 % en France, enfin, sur la dernière sous-période quinquennale, où l'on observe dans les deux pays des évolutions très rapides, 13,2 % au Canada et 16,2 % en France (voir tableau n° V.3).

b) Valeurs relatives

Malgré la correction apportée par l'élimination de l'influence de l'indice général des prix, les distorsions entre les deux pays demeurent, puisque sur la période 1960-1978, on observe, au Canada, un taux d'accroissement annuel moyen de 5,4 % et qu'en France ce taux est égal à 7,5 %.

L'analyse des évolutions sur les trois sous-périodes quinquennales confirme la tendance générale qui montre que l'évolution des dépenses pour les soins médicaux autres que ceux des médecins est moins rapide au Canada qu'en France.

Par contre, sur la dernière sous-période, 1975-1978, cette tendance s'inverse et c'est au Canada que le taux d'accroissement annuel moyen est le plus rapide : 7,8 % au Canada et 4,8 % en France (voir tableau n° V.3).

Tableau n° V.3

Evolution des dépenses par personne de soins médicaux
autres que ceux des médecins, au Canada et en France
1960 - 1978

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960-1965	+ 6,0	+ 14,8	+ 4,3	+ 10,6
1965-1970	+ 9,0	+ 11,5	+ 5,0	+ 6,9
1970-1975	+ 13,2	+ 16,2	+ 5,5	+ 6,7
1975-1978	+ 16,6	+ 14,6	+ 7,8	+ 4,8
1960-1978	+ 10,5	+ 14,2	+ 5,4	+ 7,5

Après l'analyse des dépenses de ces soins médicaux dans leur ensemble, nous allons maintenant procéder à celle plus détaillée de quelques uns des postes de soins qui composent cet ensemble et qui sont : les soins de dentistes, les soins d'auxiliaires médicaux et les analyses de laboratoire. Resteront deux sous-ensembles qui ne peuvent être comparés : au Canada, des dépenses pour d'autres services professionnels, qui ne sont pas identifiés spécifiquement et en France les dépenses pour les cures.

V.2. LES SOINS DE DENTISTES

Les soins dont il sera question dans ce paragraphe sont, en France, ceux prodigués à des malades ambulatoires ou à domicile par des dentistes qui exercent dans leur grande majorité en pratique libérale et sont rémunérés à l'acte, et au Canada, soit à des malades ambulatoires, soit à des malades hospitalisés, les revenus des dentistes principalement salariés étant exclus.

Les dépenses présentées pour chacun des deux pays sont donc composées, principalement, des chiffres d'affaires des dentistes libéraux, et accessoirement des rémunérations des dentistes salariés, dans la mesure où cette rémunération ne représente pas leur principal revenu. Le champ statistique qu'elles couvrent n'est pas exactement le même, puisque dans un cas, il ne s'agit que des dépenses des malades ambulatoires et que dans l'autre cas sont jointes celles des malades hospitalisés.

V.2.1. Evaluation de la dépense des services de dentistes

En 1978, au Canada, la dépense totale était estimée à 918 millions de dollars, soit 3 636 millions de francs¹, ce qui représentait 25,0 % de l'ensemble des soins médicaux², et en France, à 13 517 millions de francs, soit 29,6 % des dépenses pour les malades ambulatoires et à domicile.

Pour situer cette dépense dans la vie économique du pays, on peut la rapporter à certaines dépenses globales telles que le PIB et que l'ensemble de la dépense de santé. Ainsi, en 1978, au Canada, la dépense pour les services de dentistes représentait 0,4 % du PNB, et en France, 0,6 % du PIB, et par rapport à l'ensemble des dépenses de santé, 6,5 % au Canada, et 9,0 % en France.

Par rapport à ce qui a pu être observé pour l'ensemble des soins médicaux, l'évolution de la structure de la part des dépenses de dentistes dans les différents agrégats connaît les mêmes tendances : dans le PNB, relative stabilité au Canada avec 0,29 % en 1960 et 0,31 % en 1975 ; en France, légère augmentation avec 0,45 % en 1960 et 0,62 % en 1975 ; dans l'ensemble des dépenses de santé, légère décroissance des parts canadienne et française, ainsi que dans l'ensemble des dépenses de soins médicaux (voir tableau n° V.4).

1. Voir annexe E

2. Y compris les soins de médecins

Tableau n° V.4

Part des dépenses globales de soins de dentistes
dans certains agrégats, au Canada et en France
1960 - 1978

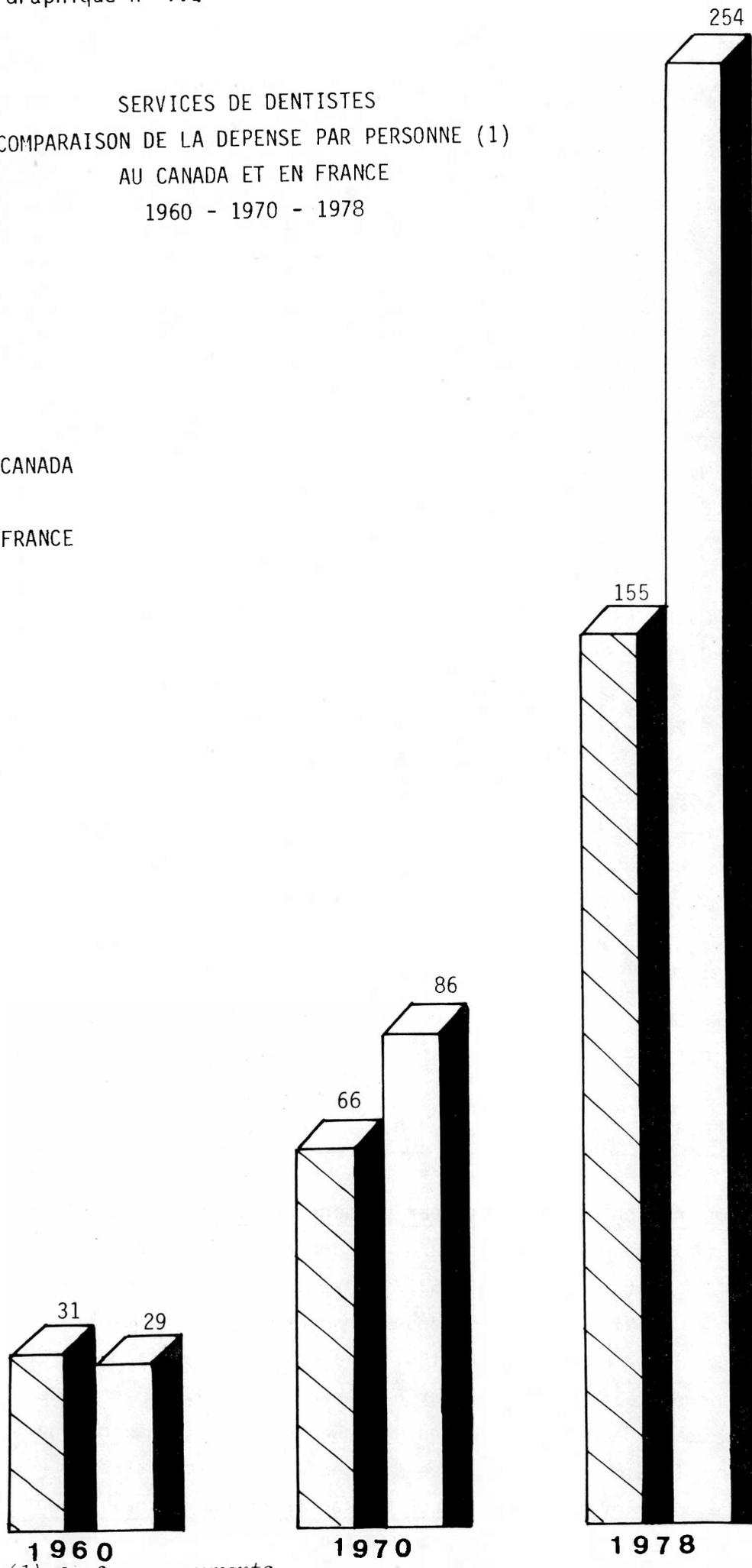
En %

ANNEES	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans l'ensemble des soins médicaux	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,29	0,45	6,1	11,1	21,1	32,3
1961	0,29	0,49	6,0	11,5	20,8	36,3
1962	0,28	0,51	5,8	11,6	20,7	37,3
1963	0,30	0,51	5,9	11,1	21,0	34,8
1964	0,29	0,56	5,8	11,7	20,8	35,7
1965	0,29	0,56	5,6	11,4	20,6	34,9
1966	0,29	0,56	5,5	10,9	20,6	32,7
1967	0,28	0,58	5,1	10,9	19,6	32,3
1968	0,29	0,56	5,1	10,7	19,4	31,8
1969	0,30	0,57	5,1	10,3	19,2	31,3
1970	0,31	0,56	5,0	9,9	18,8	30,6
1971	0,33	0,56	5,1	9,7	18,6	30,3
1972	0,33	0,57	5,3	9,7	18,8	29,9
1973	0,34	0,59	5,7	10,0	20,6	30,4
1974	0,33	0,59	5,6	9,8	21,2	30,3
1975	0,36	0,62	5,8	9,3	22,0	29,5
1976	0,37	0,60	5,9	8,8	23,3	28,7
1977	-	0,61	-	9,0	-	29,5
1978	0,40	0,63	6,5	9,0	25,0	29,6

V.2.2 Comparaison des dépenses par personne de soins de dentistes

Par personne, en 1978, au Canada, la dépense était de 39,08 \$, soit 154,75 F, et en France de 253,71 F, soit supérieure de 39 % à la dépense canadienne. Depuis 1960, la dépense canadienne a été multipliée par 6,4 passant de 6,14 \$ (30,92 F) à 39,08 \$ (154,75 F) en 1978, tandis qu'en France, la dépense par personne était multipliée par 8,7 passant de 29,00 F en 1960 à 253,71 F en 1978. Il n'y a que pour la seule année 1960 que la dépense canadienne a été supérieure (+ 6,6 %) à la dépense française. Pour les autres années, on voit une nette supériorité des dépenses de dentistes en France, phénomène qui peut s'expliquer par une évolution plus rapide de la dépense en France (voir tableau n° V.5 et graphique n° V.1).

SERVICES DE DENTISTES
COMPARAISON DE LA DEPENSE PAR PERSONNE (1)
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1970 - 1978



(1) En francs courants

Tableau n° V.5

Dépenses par personne consacrées aux soins de dentistes,
au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	Soins de dentistes			Indicateur d'écart des dépenses $\frac{\text{Canada}}{\text{France}}$
	CANADA		FRANCE	
	en \$	en F		
1960	6,14	30,92	29,00	106,6
1961	6,40	30,91	34,40	89,9
1962	6,54	29,94	39,28	76,2
1963	7,23	32,91	42,85	76,8
1964	7,66	34,79	52,14	66,7
1965	8,15	37,07	55,72	66,5
1966	8,81	40,19	60,15	66,8
1967	9,18	41,87	66,22	63,2
1968	10,25	47,14	68,92	68,4
1969	11,40	55,19	79,32	70,0
1970	12,43	65,90	85,80	76,8
1971	14,43	78,50	95,57	82,1
1972	16,06	81,75	107,23	76,2
1973	18,98	84,44	127,04	66,5
1974	21,56	105,42	144,53	72,9
1975	26,10	110,13	170,38	64,6
1976	30,43	147,91	189,82	77,9
1977	-	-	216,02	-
1978	39,08	154,75	253,71	61,0

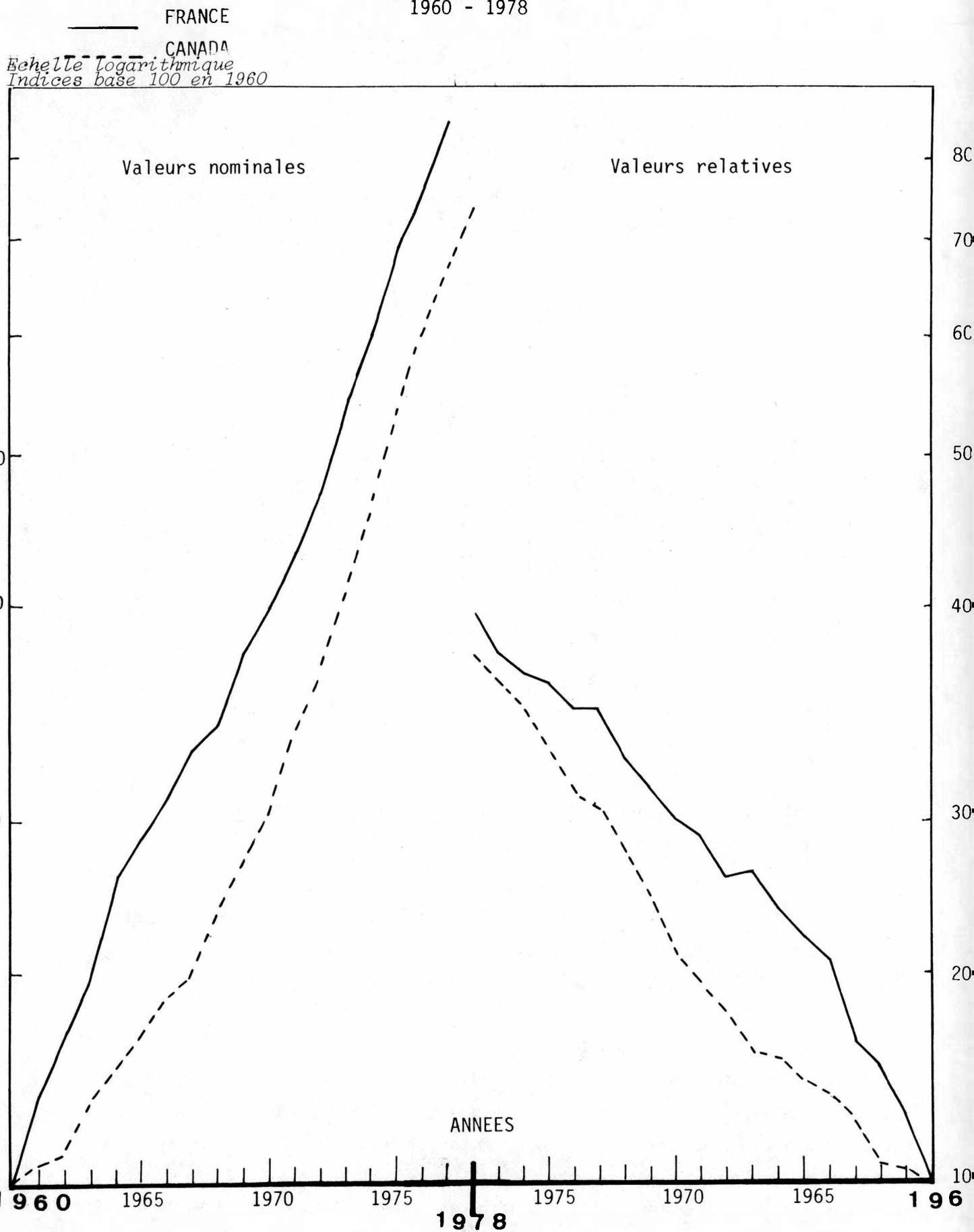
V.2.3. Evolution des dépenses par personne des soins de dentistes au Canada et en France

De la même façon que précédemment, l'analyse portera sur l'évolution des valeurs nominales et des valeurs relatives. La croissance à prix constants de ces dépenses n'a pu être observée par manque d'information sur les indices de prix de ce poste de soins dans les deux pays.

a) Valeurs nominales

Comme le montrait déjà l'indicateur d'écart de dépenses calculé au paragraphe précédent, l'évolution des dépenses par personne de soins de dentistes a été plus rapide en France qu'au Canada. Sur l'ensemble de la période 1960-1978, le taux d'accroissement annuel moyen était de 12,8 % en France et de 10,8 % au Canada. Sur les deux premières sous-périodes, on observe le même phénomène :

SERVICES DE DENTISTES
EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1978



croissance plus rapide des dépenses françaises, avec un écart entre les taux d'évolution annuels moyens fort important pendant la première sous-période 1960-1965 (5,8 % pour le Canada, et 14,0 % pour la France), puis un certain rattrapage des dépenses françaises par les dépenses canadiennes au cours de la deuxième sous-période, 1965-1970 (8,8 % au Canada et 9,0 % en France), sur la 3ème sous-période, 1970-1975, un dépassement de la France par le Canada avec des taux d'augmentation assez forts (16,0 % au Canada et 14,7 % en France), puis des taux d'accroissement annuels moyens très proches sur la dernière sous-période 1975-1978 : 14,4 % au Canada et 14,2 % en France (voir tableau n° V.6 et graphique n° V.2).

b) valeurs relatives

Sur l'ensemble de la période 1960-1978, l'évolution des dépenses par personne des soins de dentistes a été de 6,2 % en France et de 5,7 % au Canada. L'écart entre ces deux taux d'évolution est un peu moins important que celui observé sur les valeurs nominales. Les taux d'accroissement annuels moyens des dépenses canadiennes restent toujours supérieurs à ceux des dépenses françaises, sauf sur la sous-période 1960-1965, où ils sont plus élevés en France (4,2 % au Canada et 9,8 % en France) (voir tableau n° V.6 et graphique n° V.2).

Tableau n° V.6

Evolution des dépenses par personne des soins de dentistes
au Canada et en France
1960 - 1978

En %

PERIODES	Dépenses par personne			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960-1965	5,8	14,0	4,2	9,8
1965-1970	8,8	9,0	4,8	4,5
1970-1975	16,0	14,7	8,1	5,4
1975-1978	14,4	14,2	5,8	4,4
1960-1978	10,8	12,8	5,7	6,2

V.2.4. Nombre de dentistes

a) Evaluation du nombre de dentistes

En 1977, le nombre de dentistes était de 10 058 au Canada et de 26 759 en France, et les densités respectives pour 1 000 habitants étaient de 0,43 et de 0,50.

Tableau n° V.7.

Nombre de dentistes et leur densité pour 1 000 habitants
au Canada et en France
1968 - 1977

Années	Nombre de dentistes		Densité pour 1 000 hab	
	Canada ¹	France ²	Canada	France
1968	6 738		0,33	
1969	6 933		0,33	
1970	7 115	19 781	0,33	0,39
1971	7 453	20 571	0,35	0,40
1972	7 611	21 914	0,35	0,42
1973	7 825	23 101	0,35	0,44
1974	8 487	23 822	0,38	0,45
1975	8 738	25 069	0,38	0,48
1976	9 401	26 326	0,41	0,50
1977	10 058	26 759	0,43	0,50

¹ Source : Répertoire de la main d'oeuvre sanitaire au Canada, 1978, Santé et Bien Etre Social, Canada
² Source : Annuaire des statistiques sanitaires et sociales, 1979, Ministère de la Santé et de la famille
Nombre de dentistes en exercice au 1er janvier de chaque année.

b) Evolution du nombre de dentistes

De 1970 à 1977, l'évolution du nombre de dentistes est, au Canada, plus rapide qu'en France (respectivement par an 5,1 % et 4,4 %) et leur densité s'est accrue presque dans les mêmes proportions : au Canada 3,9 % et en France 3,6 %.

Tableau n° V.8

Evolution du nombre de dentistes et de leur densité au Canada et en France - 1970-1977 En %

Période	Nombre de dentistes		Densité	
	Canada	France	Canada	France
1970-1977	5,1	4,4	3,9	3,6

V.3. SOINS D'AUXILIAIRES MEDICAUX

Au Canada, comme en France, les auxiliaires médicaux exercent, soit en cabinet, soit dans des centres hospitaliers. Les dépenses, dont il sera question sont des honoraires et des salaires reçus pour le traitement de malades ambulatoires et à domicile, à l'exclusion des revenus perçus lors de traitements à des malades hospitalisés. Ce poste fait partie dans les statistiques canadiennes d'un ensemble qui s'appelle "autres services professionnels". Les dépenses pour les auxiliaires ont pu être isolées sur la période 1960-1975. Mais de 1976 à 1978, il n'a pas été possible de les sortir de l'ensemble "autres services professionnels". Aussi l'analyse ne portera-t-elle que sur la période 1960-1975. L'ensemble de la dépense pour le poste "autres services professionnels" figure dans le tableau n° E.1 de l'annexe E. D'autre part, certaines dépenses pour la catégorie "auxiliaires" peuvent apparaître, au Canada, dans les dépenses de santé publique et dans les services externes des hôpitaux, mais ne peuvent être isolées.

V.3.1. Evaluation de la dépense des soins d'auxiliaires médicaux

Au Canada, entre 1960 et 1975, la dépense globale pour les soins d'auxiliaires médicaux a plus que triplé, passant de 48 millions de dollars (244 millions de francs) en 1960 à 178 millions de dollars (751 millions de francs) en 1975, alors qu'en France elle était multipliée par 16,3 passant de 203 millions de francs en 1960 à 3 310 millions de francs en 1975.

Si l'on considère les parts de ces dépenses dans les agrégats économiques, on remarque, dans le PNB, une certaine stabilité de la part canadienne (0,13 % en 1960 et 0,11 % en 1975), et une croissance régulière et relativement importante de la part française (0,07 % en 1960 et 0,23 % en 1975) ; dans l'ensemble des dépenses de santé, une décroissance régulière au Canada (2,7 % en 1960 et 1,7 % en 1975) et une croissance régulière en France (1,7 % en 1960 et 3,4 % en 1975) ; enfin, dans l'ensemble des dépenses de soins médicaux, une part de moins en moins

importante de la dépense canadienne (9,3 % en 1960 et 6,6 % en 1975) et de plus en plus importante de la dépense française (4,9 % en 1960 et 10,9 % en 1975). Les phénomènes observés ici sont pour le Canada conformes à ce qui a été vu pour les dépenses de dentistes, mais pour la France vont dans le sens contraire (voir tableau n° V.9).

Tableau n° V.9

Part des dépenses globales de soins d'auxiliaires médicaux dans certains agrégats, au Canada et en France

1960 - 1978

ANNEES	En %					
	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans l'ensemble des dép. de soins médicaux	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,13	0,07	2,7	1,7	9,3	4,9
1961	0,13	0,07	2,6	1,7	9,0	5,2
1962	0,12	0,08	2,5	1,8	9,1	5,6
1963	0,12	0,09	2,4	1,9	8,6	6,0
1964	0,12	0,09	2,3	1,9	8,4	5,8
1965	0,12	0,11	2,3	2,2	8,4	6,7
1966	0,11	0,13	2,1	2,6	8,1	7,7
1967	0,11	0,14	2,1	2,7	8,0	7,9
1968	0,12	0,14	2,1	2,7	8,2	8,1
1969	0,12	0,15	2,1	2,8	8,0	8,3
1970	0,12	0,17	2,0	3,0	7,4	9,3
1971	0,12	0,17	1,9	3,0	6,8	9,4
1972	0,12	0,19	1,9	3,3	6,6	10,2
1973	0,11	0,20	1,9	3,4	6,7	10,4
1974	0,10	0,21	1,7	3,5	6,5	10,8
1975	0,11	0,23	1,7	3,4	6,6	10,9
1976	-	0,23	-	3,4	-	11,0
1977	-	0,23	-	3,4	-	11,0
1978	-	0,23	-	3,3	-	10,9

V.3.2. Comparaison des dépenses par personne de soins d'auxiliaires médicaux

En 1975, la dépense par personne pour les soins d'auxiliaires médicaux s'élevait à 7,84 \$ (33,08 F) au Canada, et à 62,80 F en France, soit pratiquement le double de celle estimée pour le Canada. Cependant, cette situation n'apparaît qu'à partir de 1970. En effet, de 1960 à 1970, on observe plutôt une prépondérance des dépenses canadiennes sur les dépenses françaises, prépondérance qui ne fait que décroître jusqu'en 1970, année où l'on observe un renversement de la situation. Ainsi, alors que l'indicateur d'écart des dépenses Canada/France était égal à 307,4 en 1960, il diminue jusqu'à 99,0 en 1970 pour devenir 52,7 en 1975, ce qui signifie que les dépenses françaises qui étaient inférieures de 67,5 % en 1960 aux dépenses canadiennes, leur sont devenues supérieures de 89,8 % en 1975 (voir tableau n° V.10 et graphique n° V.3).

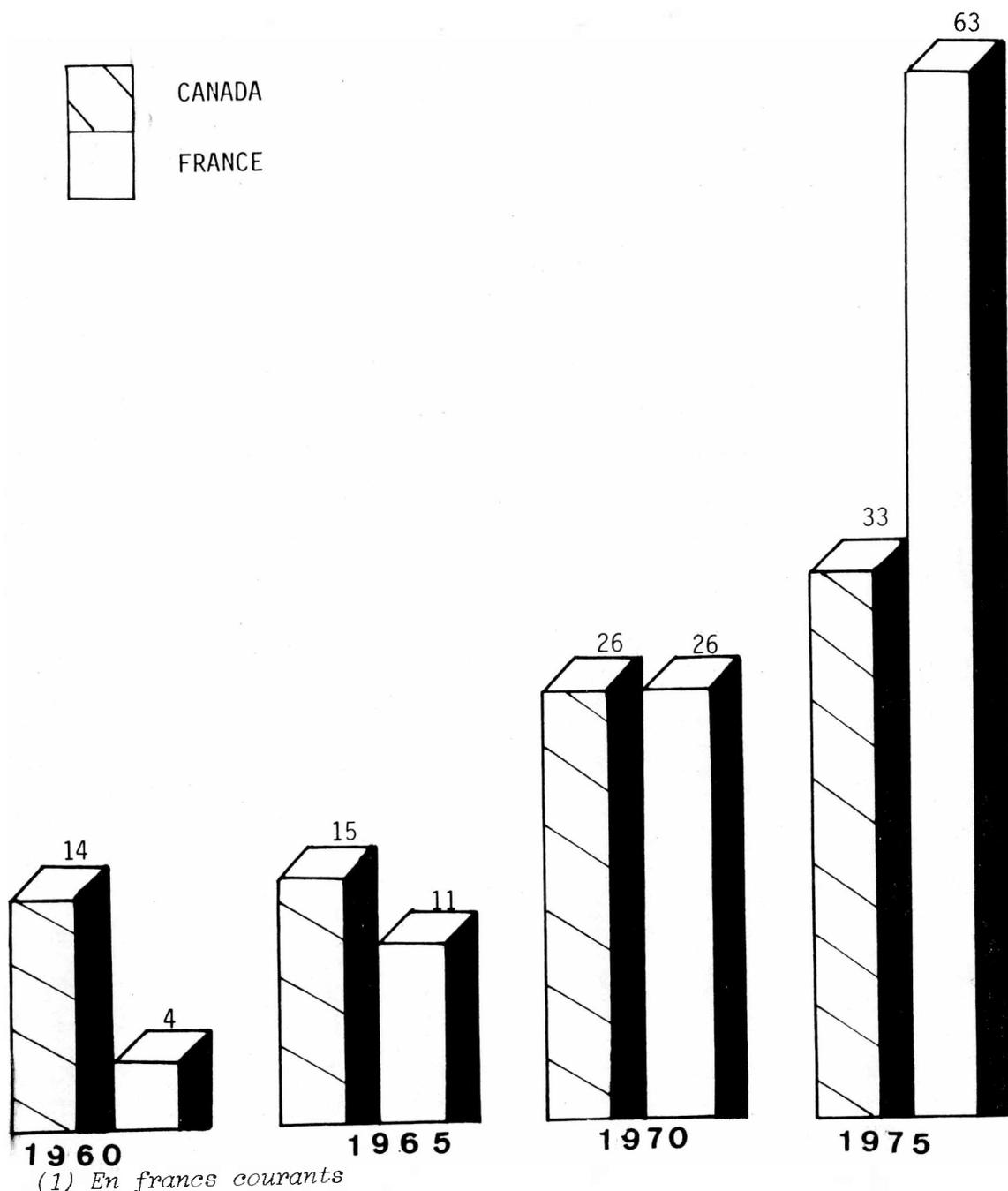
Ce phénomène peut s'expliquer par les fluctuations du dollar canadien, mais surtout par les différences d'évolution qu'ont connues ces dépenses dans les deux pays.

Tableau n° V.10

Dépenses par personne des soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France 1960 - 1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/France
	en dollars	en francs	en francs	
1960	2,71	13,65	4,44	307,4
1961	2,78	13,43	4,94	271,9
1962	2,87	13,15	5,92	222,1
1963	2,97	13,52	7,34	184,2
1964	3,11	14,11	8,55	165,0
1965	3,33	15,14	10,73	141,1
1966	3,46	15,78	14,10	111,9
1967	3,74	17,04	16,27	104,7
1968	4,32	19,86	17,61	112,8
1969	4,75	22,99	20,95	109,7
1970	4,90	25,96	26,23	99,0
1971	5,28	28,72	29,62	97,0
1972	5,64	28,71	36,48	78,7
1973	6,19	27,55	43,56	63,2
1974	6,64	32,47	51,51	63,0
1975	7,84	33,08	62,80	52,7
1976			72,83	
1977			80,56	
1978			93,06	

SOINS D'AUXILIAIRES MEDICAUX
COMPARAISON DE LA DEPENSE PAR PERSONNE (1)
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1965 - 1970 - 1975



V.3.3. Evolution des dépenses par personne des soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France

Pour les mêmes raisons que dans les paragraphes précédents, nous ne traiterons ici que les évolutions des valeurs nominales et des valeurs relatives à l'exclusion des valeurs à prix constants.

a) Valeurs nominales

Sur l'ensemble de la période 1960-1975, les dépenses, en France, ont crû beaucoup plus vite qu'au Canada, puisque respectivement les taux d'accroissement annuels moyens étaient de 19,3 % et de 7,3 %. Cette différence d'évolution s'observe également sur les trois sous-périodes où pour le Canada, de 1960 à 1965, on remarque une croissance modérée (4,2 %) qui s'accélère ensuite de 1965 à 1970 (8,0 %) et de 1970 à 1975 (9,9 %), tandis qu'en France, les taux de croissance sont très élevés et relativement stables sur les trois sous-périodes : de 1960 à 1965, 19,3 % ; de 1965 à 1970, 19,6 % ; de 1970 à 1975, 19,1 % (voir tableau n° V.11 et graphique n° V.4).

b) valeurs relatives

L'évolution des dépenses par personne des soins d'auxiliaires médicaux en valeurs relatives, c'est-à-dire après élimination de l'influence de l'augmentation générale des prix, montre que, sur l'ensemble de la période 1960-1975, le taux d'accroissement annuel moyen reste assez fort en France (13,0 %) alors qu'il est beaucoup plus bas au Canada (2,9 %). La situation au niveau des sous-périodes n'est pas aussi nette que celle observée sur les valeurs nominales. Ainsi, au Canada, on observe un taux d'évolution bas de 1960 à 1965 (2,6 %), qui remonte sur la période suivante (1965-1970 : 4,0 %) pour retrouver un niveau encore plus bas que pendant la première sous-période de 1970 à 1975 (2,3 %). En France, alors que sur les valeurs nominales on avait noté une certaine stabilité des taux d'accroissement sur les trois sous-périodes, on remarque ici une baisse de ces taux d'évolution qui, cependant, restent plus élevés qu'au Canada. Ainsi, alors que sur la première sous-période (1960-1965), le taux d'accroissement était de 15,0 %, il passe, de 1965 à 1970, à 14,6 % pour tomber, de 1970 à 1975, à 9,4 % (voir tableau n° V.11 et graphique n° V.4).

Tableau n° V.11

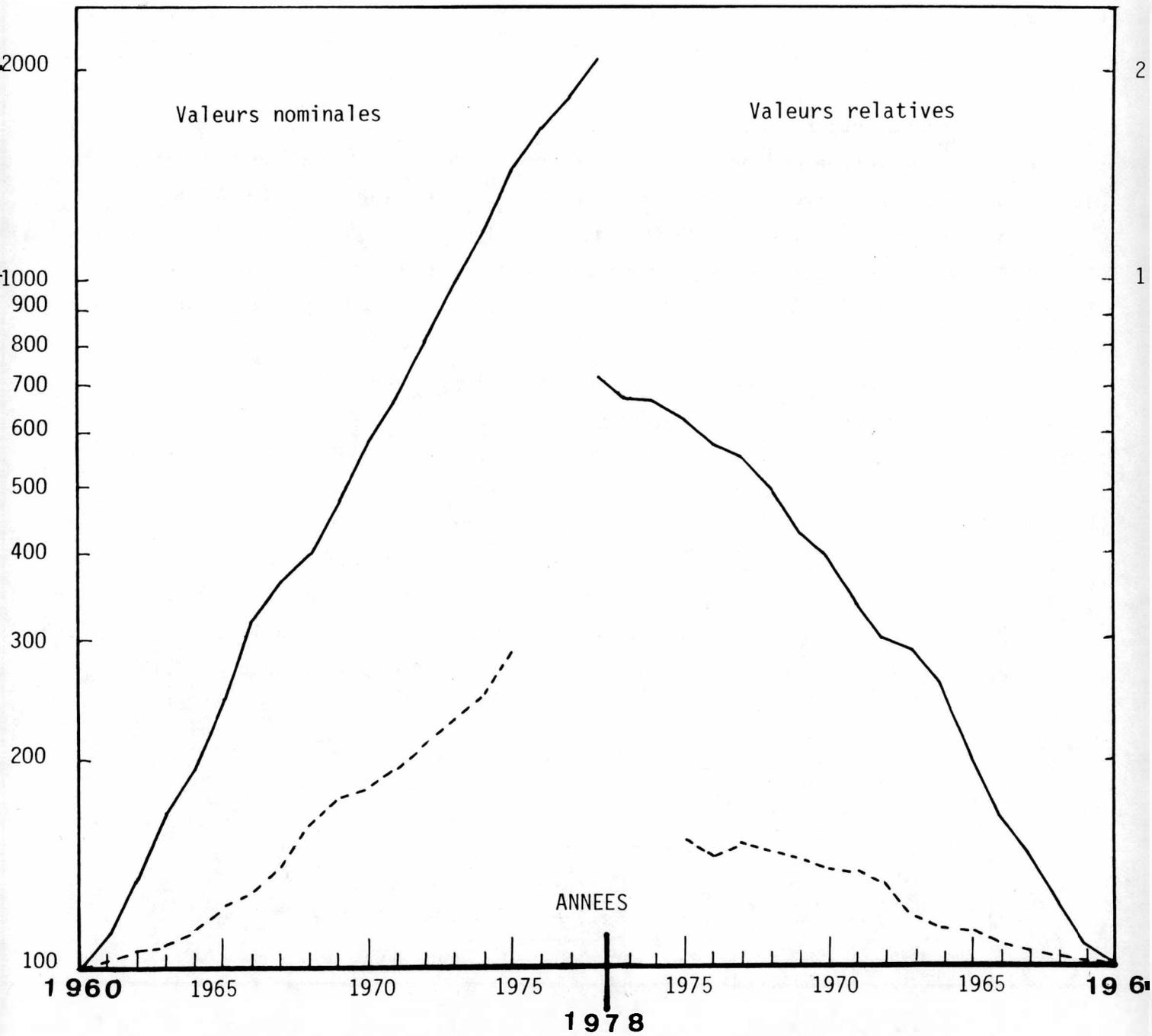
Evolution des dépenses par personne des soins
d'auxiliaires médicaux au Canada et en France
1960 - 1975

PERIODES	Dépenses par personne			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960-1965	4,2	19,3	2,6	15,0
1965-1970	8,0	19,6	4,0	14,6
1970-1975	9,9	19,1	2,3	9,4
1960-1975	7,3	19,3	2,9	13,0

SOINS D'AUXILIAIRES MEDICAUX
EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 - 1978

— FRANCE
- - - CANADA

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



V.4. ANALYSES DE LABORATOIRE

Les analyses de laboratoire traitées ici sont celles faites pour des malades ambulatoires ou à domicile. En France, elles peuvent avoir lieu, soit dans des laboratoires privés, soit en milieu hospitalier¹, et elles sont pratiquées par des biologistes ou des pharmaciens, mais non par des médecins. Au Canada, les analyses de laboratoire sont une des fonctions des médecins privés ou autres. Elles sont pratiquées, soit dans des laboratoires provinciaux, soit dans des centres médicaux.

V.4.1. Evaluation de la dépense globale des analyses de laboratoire au Canada et en France

Pour le Canada, nous n'avons retenu que les dépenses faites dans les laboratoires provinciaux et par les médecins privés ou autres. Les analyses faites en milieu hospitalier ont été considérées comme comptabilisées sous le poste "hospitalisation"². Il faut d'ailleurs remarquer que les dépenses pour les analyses dans les laboratoires provinciaux figurent également sous la rubrique "hospitalisation" et ne font pas partie de l'ensemble "soins médicaux". Toutefois, nous les étudions ici dans la mesure où ces services profitent à des malades ambulatoires.

En 1975, les dépenses globales pour les analyses de laboratoire ont été estimées à 164 millions de dollars (693 millions de francs) au Canada, et à 2 479 millions de francs en France². Leur part dans le PNB était pour cette année de 0,10 % au Canada et de 0,17 % en France, et dans l'ensemble des dépenses de santé de 1,6 % pour le Canada et de 2,6 % pour la France.

(1) En consultation externe

(2) Voir annexe E.

Tableau n° V.12

Part des dépenses globales pour les analyses de laboratoire
dans certains agrégats, au Canada et en France
1960 - 1978

En %

ANNEES	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960		0,07		1,6
1961		0,07		1,6
1962		0,08		1,7
1963		0,08		1,8
1964		0,09		1,9
1965		0,10		2,0
1966		0,11		2,1
1967		0,13		2,4
1968		0,12		2,3
1969		0,12		2,2
1970		0,13		2,3
1971	0,08	0,14	1,3	2,4
1972	0,08	0,15	1,3	2,5
1973	0,08	0,15	1,4	2,5
1974	0,09	0,15	1,5	2,5
1975	0,10	0,17	1,6	2,6
1976	-	0,18	-	2,6
1977	-	0,17	-	2,6
1978	-	0,19	-	2,7

V.4.2. Comparaison des dépenses par personne des analyses de laboratoire au Canada et en France

De même que pour les autres types de dépenses analysées précédemment, les dépenses d'analyses sont en France supérieures à celles estimées au Canada. Ainsi, en 1975, elles étaient égales à 47,04 F en France, alors qu'au Canada elles atteignaient 7,24 dollars, soit 30,54 F et étaient donc inférieures de 35 % à la dépense française (voir tableau n° V.13).

Tableau n° V.13

Dépenses par personne des analyses de laboratoire
pour les malades ambulatoires et à domicile
au Canada et en France - 1960-1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/France
	en dollars	en francs	en francs	
1960			4,27	
1961			4,79	
1962			5,83	
1963			7,07	
1964			8,38	
1965			9,64	
1966			11,47	
1967			14,49	
1968			14,64	
1969			17,27	
1970			19,85	
1971	3,52	19,16	23,92	80,1
1972	4,02	20,45	27,68	73,9
1973	4,69	20,87	31,42	66,4
1974	5,74	28,09	37,42	75,1
1975	7,24	30,54	47,04	64,9
1976	-	-	55,68	-
1977	-	-	61,68	-
1978	-	-	75,13	-

V.4.3. Evolution des dépenses par personne des analyses de laboratoire au Canada et en France, 1971-1975

a) Valeurs nominales

De 1971 à 1975, les taux d'accroissement annuels moyens ont été de 19,8 % au Canada et de 18,4 % en France, donc un peu moins rapides dans ce dernier pays (voir tableau n° V.14).

b) Valeurs relatives

Sur les valeurs relatives, on observe, pour le Canada, une certaine accélération des taux d'évolution, alors que l'on peut noter une tendance inverse en France. Sur l'ensemble de la période 1971-1975, le taux d'accroissement annuel moyen des dépenses par personne est, au Canada, supérieur à celui de la France : respectivement 10,4 % et 7,9 % (voir tableau n° V.14).

Tableau n° V.14

Evolution des dépenses par personne des analyses
de laboratoire, au Canada et en France
1971 - 1975

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1971-1972	+ 14,2	+ 15,7	+ 9,0	+ 9,0
1972-1973	+ 16,7	+ 13,5	+ 8,4	+ 5,8
1973-1974	+ 22,4	+ 19,1	+ 10,4	+ 4,7
1974-1975	+ 26,1	+ 25,7	+ 13,8	+ 12,4
1971-1975	+ 19,8	+ 18,4	+ 10,4	+ 7,9

V.5. LES AUTRES DEPENSES DE SOINS MEDICAUX

Ces autres dépenses sont, en France, les cures, et au Canada, un poste qui représente la différence entre le poste "autres services professionnels" et les dépenses pour les auxiliaires médicaux que nous avons vues au paragraphe n° V.3. Il est par conséquent impossible de les comparer dans la mesure où il n'y a pas d'homogénéité dans les définitions. Tout au plus, pouvons-nous citer quelques chiffres pour situer d'une part les cures et d'autre part ce poste indéterminé.

V.5.1. Evaluation de la dépense de ces deux postes

En 1978, les dépenses pour les cures étaient estimées, en France, à 886 millions de francs¹, représentant 0,04 % du PIB ; 0,6 % de l'ensemble des dépenses de santé et 1,9 % de l'ensemble des dépenses de soins médicaux. Il faut remarquer que la part de ce poste dans les deux derniers agrégats est stable depuis 1970 (voir tableau n° V.15).

Quant au poste "autres" du Canada, sa dépense était égale à 27 millions de dollars¹ (114 millions de francs), en 1975, et représentait 0,02 % du PIB, 0,3 % de l'ensemble des dépenses de santé et 1,0 % de l'ensemble des dépenses de soins médicaux (voir tableau n° V.16).

(1) Voir annexe E.

Tableau n° V.15

FRANCE
Part de la dépense pour les cures dans
différents agrégats

ANNEES	En %		
	Dans le PIB	Dans l'ensemble des dépenses de santé	Dans l'ensemble des dépenses de soins médicaux
1960	0,04	0,9	2,7
1961	0,04	0,9	2,7
1962	0,04	0,8	2,7
1963	0,04	0,8	2,5
1964	0,04	0,8	2,4
1965	0,04	0,8	2,4
1966	0,04	0,8	2,3
1967	0,04	0,8	2,2
1968	0,04	0,8	2,3
1969	0,04	0,7	2,1
1970	0,04	0,7	2,1
1971	0,04	0,7	2,1
1972	0,04	0,6	2,0
1973	0,04	0,6	1,9
1974	0,04	0,6	1,8
1975	0,04	0,6	1,9
1976	0,04	0,6	2,0
1977	0,04	0,6	1,9
1978	0,04	0,6	1,9

Tableau n° V.16

CANADA

Part de la dépense pour les autres services professionnels (1)
dans certains agrégats

1960 - 1975

En %

ANNEES	Dans le PIB	Dans l'ensemble des dépenses de santé	Dans l'ensemble des dépenses de soins médicaux
1960	0,01	0,3	1,1
1961	0,02	0,3	1,1
1962	0,01	0,3	0,9
1963	0,01	0,3	1,0
1964	0,02	0,3	1,1
1965	0,01	0,3	1,0
1966	0,01	0,1	0,4
1967	0,01	0,1	0,5
1968	0,04	0,1	0,2
1969	0,01	0,1	0,3
1970	0,01	0,2	0,8
1971	0,01	0,2	0,8
1972	0,02	0,3	1,1
1973	0,02	0,3	0,9
1974	0,02	0,4	1,4
1975	0,02	0,3	1,0

(1) "Autres services professionnels" moins les auxiliaires médicaux.

V.5.2. Estimation de la dépense par personne

En 1978, en France, la dépense par personne pour les cures était estimée à 16,63 F et avait été multipliée par 7 depuis 1960, où elle était égale à 2,41 F (voir tableau n° V.17).

Au Canada, la dépense par personne du poste "indéterminé" a été multipliée par 3,8, passant de 0,31 \$ (1,58 F) en 1960 à 1,19 \$ (5,00 F) en 1975 (voir tableau n° V.18).

Tableau n° V.17

Dépenses par personne des autres services professionnels
au Canada et du poste "cures" en France

1960 - 1975

ANNEES	Autres services professionnels		Cures
	CANADA		FRANCE
	En dollars	en francs	en francs
1960	0,31	1,58	2,41
1961	0,34	1,66	2,60
1962	0,30	1,39	2,81
1963	0,36	1,62	3,05
1964	0,42	1,89	3,56
1965	0,39	1,76	3,81
1966	0,19	0,85	4,23
1967	0,24	1,08	4,56
1968	0,13	0,58	5,07
1969	0,20	0,98	5,27
1970	0,54	2,89	5,79
1971	0,62	3,38	6,54
1972	0,90	4,59	7,12
1973	0,86	3,83	8,02
1974	1,41	6,89	8,65
1975	1,19	5,00	10,94
1976			13,01
1977			14,22
1978			16,63

V.5.3. Evolution de la dépense par personne

a) Dépenses par personne pour les cures en France

En France, en valeurs nominales, les dépenses par personne pour les cures ont eu un taux d'accroissement annuel moyen de 11,3 % entre 1960 et 1978, et en valeurs relatives de 4,8 % (voir tableau n° V.19).

Tableau n° V. 18

Evolution des dépenses par personne pour les
cures en France
1960 - 1975

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE	
	FRANCE	
	Valeurs nominales	Valeurs relatives
1960/1965	9,6	5,7
1965/1970	8,7	4,2
1970/1975	13,6	4,4
1975/1978	14,9	5,1
1960/1978	11,3	4,8

b) Dépenses par personne pour le poste "autres" au Canada

Sur l'ensemble de la période 1960-1975, le taux d'accroissement annuel moyen de ce poste était en valeurs nominales de 9,3 % et en valeurs relatives de 4,8 % (voir tableau n° V.20).

Tableau n° V.19

Evolution de la dépense par personne des autres services
professionnels (1) au Canada - 1960-1975

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE	
	CANADA	
	Valeurs nominales	Valeurs relatives
1960/1965	4,3	2,7
1965/1970	7,0	3,1
1970/1975	16,8	8,9
1960/1975	9,3	4,8

(1) Autres que les auxiliaires médicaux.

CHAPITRE VI

LES DÉPENSES DE BIENS MÉDICAUX

C H A P I T R E V I

LE S D E P E N S E S D E B I E N S M E D I C A U X

Les biens médicaux qui seront traités dans ce chapitre sont composés de la pharmacie prescrite et non prescrite et de la lunetterie et des prothèses autres que dentaires achetées par des malades ambulatoires ou à domicile.

VI.1. L'ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX

VI.1.1. Evaluation de la dépense de l'ensemble des biens médicaux au Canada et en France

De 1960 à 1978, la dépense pour l'ensemble des biens médicaux est passée au Canada de 311,217 millions de \$ (1 569 millions de francs) à 1 822 millions de dollars (7 213 millions de francs), c'est-à-dire qu'elle a été multipliée par 5,9, alors que la dépense française, sur la même période, était multipliée par 9,1 passant de 3 464 millions de francs en 1960 à 31364 millions de francs en 1978.

Au Canada, cette dépense représentait en 1978, 0,79 % du PNB et 13,0 % de l'ensemble des dépenses de santé, tandis qu'en France, elle était égale à 1,47 % du PIB et à 20,9 % de l'ensemble des dépenses de santé, c'est-à-dire que dans ces agrégats économiques, sa part était presque double en France de celle estimée au Canada. Sur l'ensemble de la période, on observe au Canada une stabilité de la part des biens médicaux dans le PNB et une légère diminution dans l'ensemble des dépenses de santé, et en France une nette décroissance dans l'ensemble des dépenses de santé (voir tableau n° VI.1).

Tableau n° VI.1

Part des biens médicaux dans différents agrégats
au Canada et en France - 1960-1978

En %

ANNEES	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,81	1,17	17,5	29,1
1961	0,81	1,32	16,5	31,0
1962	0,78	1,35	16,0	30,7
1963	0,80	1,35	15,7	29,6
1964	0,79	1,38	15,5	28,9
1965	0,82	1,45	15,8	29,4
1966	0,80	1,52	15,3	29,4
1967	0,84	1,57	15,3	29,6
1968	0,85	1,54	14,8	29,5
1969	0,86	1,59	14,5	28,8
1970	0,90	1,64	14,5	29,0
1971	0,91	1,66	14,2	28,4
1972	0,87	1,63	13,8	27,7
1973	0,82	1,60	13,8	27,0
1974	0,77	1,61	13,2	26,4
1975	0,78	1,67	12,7	25,1
1976	0,76	1,52	12,3	22,5
1977	-	1,42	-	20,9
1978	0,79	1,47	13,0	20,9

VI.1.2. Comparaison de la dépense des biens médicaux au Canada et en France

Cette comparaison se fait au niveau de la dépense par personne exprimée dans une monnaie commune.

En 1978, la dépense par personne était au Canada de 77,53 \$ soit 307,04 F et en France de 588,69 F, soit supérieure de 92 % à la dépense

canadienne. Si l'on exclut l'année 1960 où la dépense par personne au Canada était supérieure de 15,8 % à la dépense française avec 17,42 \$, soit 87,80 F contre 75,83 F en France, pour toutes les autres années la dépense canadienne a été inférieure à la dépense française (voir tableau n° VI.2 et graphique n° VI.1).

Tableau n° VI.2

Dépenses par personne des biens médicaux
au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/France
	En dollars	En francs	En francs	
1960	17,42	87,80	75,83	115,79
1961	17,59	84,96	92,48	91,87
1962	18,07	82,76	103,60	79,88
1963	19,39	88,22	114,44	77,09
1964	20,58	93,43	128,59	72,66
1965	23,09	105,06	143,67	73,13
1966	24,67	112,50	161,62	69,60
1967	27,50	125,40	178,74	70,16
1968	29,99	137,95	189,66	72,74
1969	32,80	158,75	221,09	71,80
1970	36,43	193,08	253,13	76,28
1971	40,05	217,87	281,87	77,30
1972	41,99	213,71	309,47	69,06
1973	46,05	204,93	342,72	59,79
1974	50,47	246,79	391,59	63,02
1975	57,11	241,02	461,28	52,25
1976	63,58	309,01	481,93	64,12
1977	-	-	501,73	-
1978	77,53	307,04	588,69	52,16

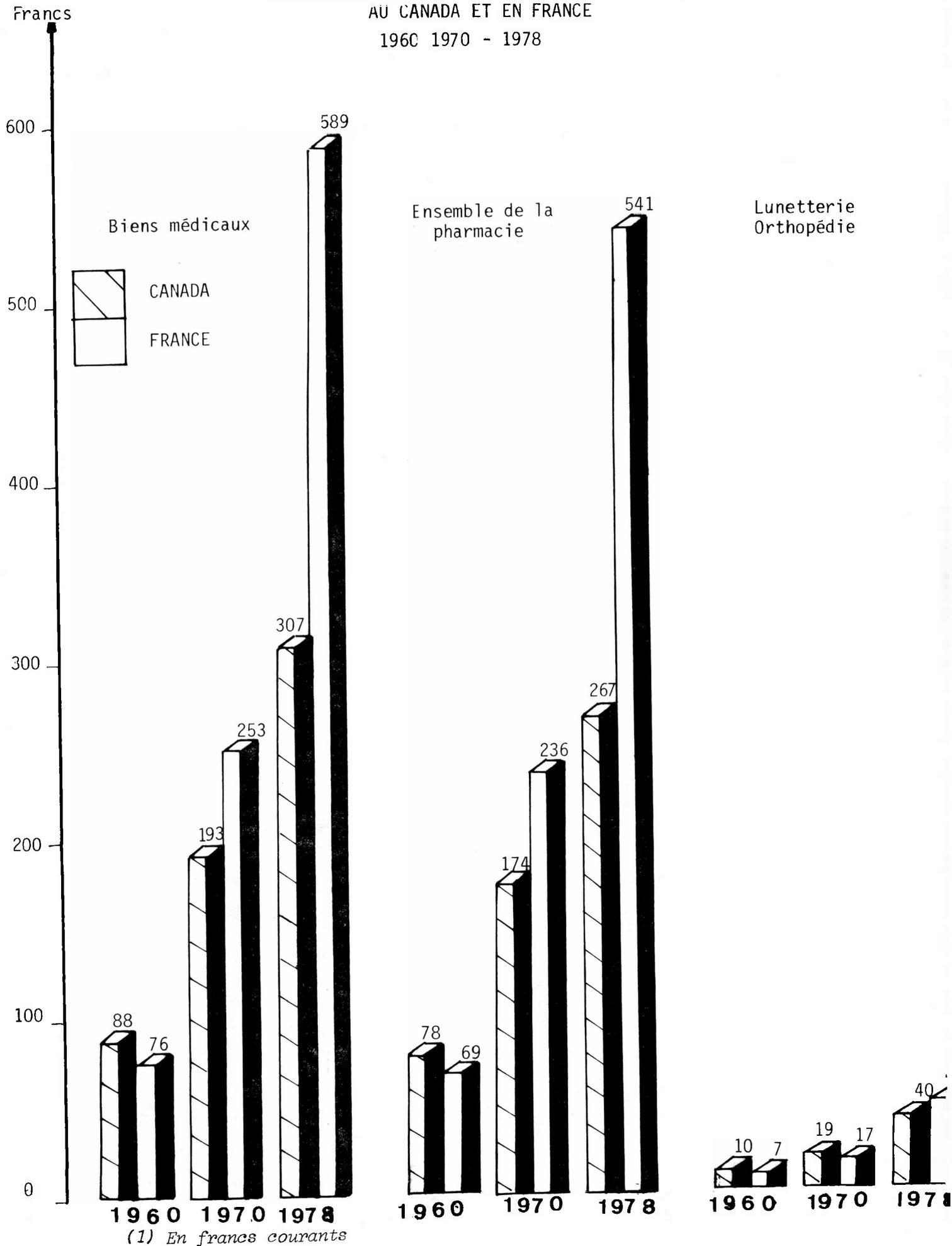
VI.1.3. Evolution des dépenses par personne des biens médicaux au Canada et en France

Les évolution de ces dépenses vont être analysées sur les valeurs nominales, sur les valeurs relatives et sur les valeurs à prix constants.

a) valeurs nominales

De 1960 à 1978, le taux d'accroissement annuel moyen a été de 8,7 % au Canada et de 12,1 % en France, c'est-à-dire légèrement plus rapide. Si l'on considère les sous-périodes 1960-1965, 1965-1970, 1970-1975 et 1975-1978, on remarque que le taux d'accroissement de la première sous-période est le plus bas au Canada et le plus fort en France ; sur les autres sous-périodes, les taux sont stables dans les deux pays (voir tableau n° VI.3 et graphique n° VI.2).

BIENS MEDICAUX
COMPARAISON DE LA DEPENSE PAR PERSONNE (1)
AU CANADA ET EN FRANCE
1960 1970 - 1978



b) valeurs relatives

De 1960 à 1978, les taux d'accroissement annuels moyens étaient de 3,6 % au Canada et de 5,5 % en France. L'analyse des sous-périodes montre une diminution du taux d'accroissement en France, puisque de 1960 à 1965 il était de 9,5 % passant de 1965 à 1970 à 7,4 %, puis à 3,6 % de 1970 à 1975, et à - 0,8 % entre 1975 et 1978. Au Canada, il est le plus élevé de 1965 à 1970 avec 5,5 % et le plus bas de 1970 à 1975 avec 1,9 % (voir tableau n° VI.3 et graphique n° VI.2).

c) valeurs à prix constants ou volume

La valeur à prix constants est égale à la valeur nominale déflatée de l'indice de prix du bien considéré.

Sur la période 1960-1975, le volume des biens médicaux a augmenté en France plus vite qu'au Canada : respectivement 11,1 % et 7,3 % en moyenne par an. Au Canada, comme en France, la valeur à prix constants a augmenté plus vite que la valeur relative, ce qui signifie que les prix des biens médicaux ont évolué moins rapidement que l'indice général des prix (voir tableau n° VI.3 et graphique n° VI.2).

Tableau n° VI.3

Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense
par personne des biens médicaux au Canada et en France
1960 - 1978

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE					
	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	5,8	13,6	4,1	9,5	6,2	12,6
1965/1970	9,5	12,0	5,5	7,4	9,5	10,6
1970/1975	9,4	12,7	1,9	3,6	6,2	10,1
1975/1978	10,7	8,5	2,5	-0,8	-	3,1
1960/1975	8,2	12,8	3,8	6,8	7,3	11,1
1960/1978	8,7	12,1	3,6	5,5	-	9,7

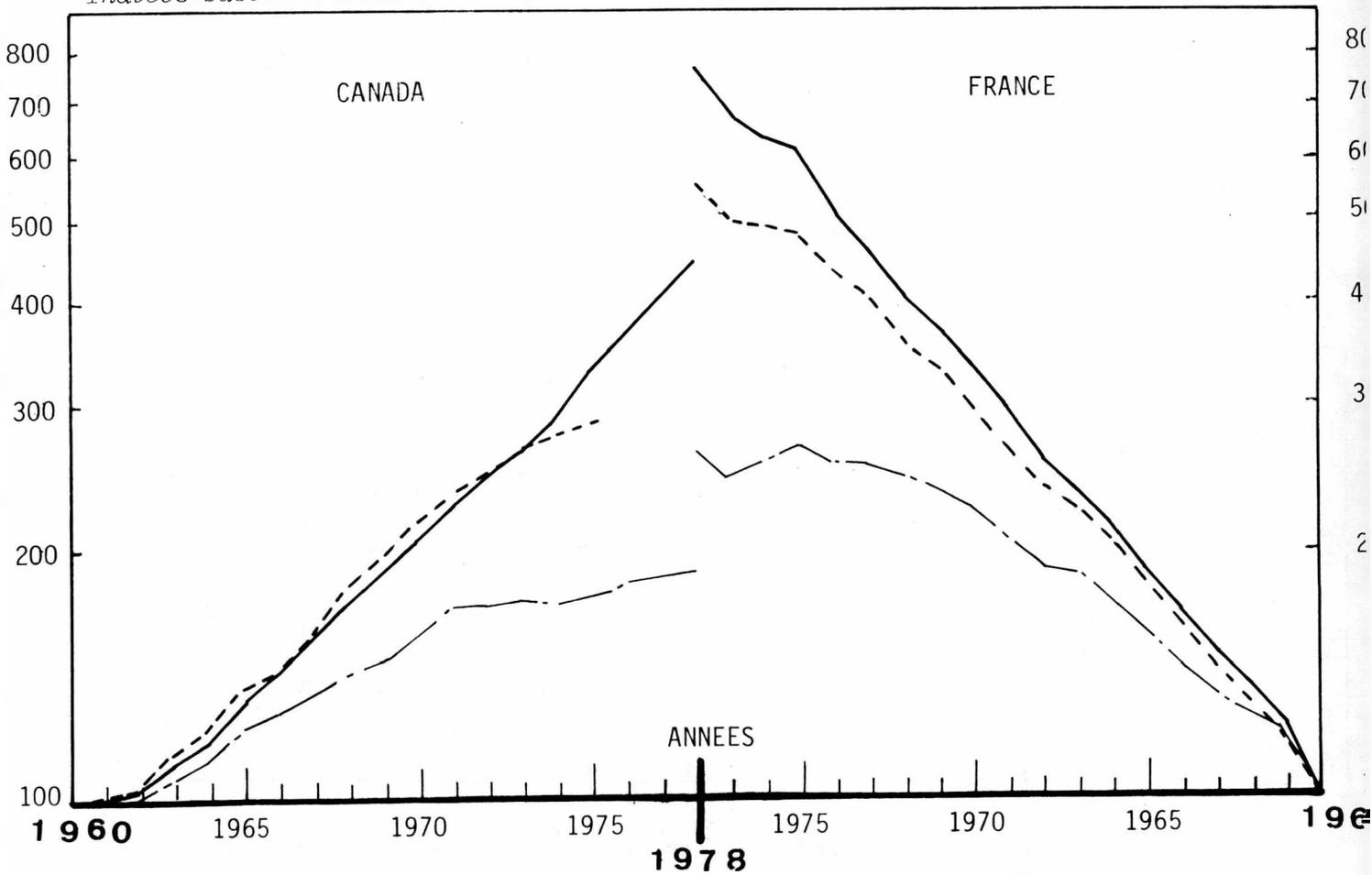
Après avoir analysé les dépenses de biens médicaux dans leur ensemble, nous allons maintenant détailler ce poste en analysant les dépenses qui le composent.

Graphique n° VI.2

BIENS MEDICAUX
 EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1978

- - - - Valeurs relatives
 - - - - Valeurs à prix constants
 ——— Valeurs nominales

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



VI.2. LA PHARMACIE

Au Canada comme en France, la pharmacie peut faire l'objet d'une prescription ou peut être achetée librement par le patient pour son auto-médication.

VI.2.1. La dépense pharmaceutique au Canada et en France

VI.2.1.1. Evaluation de la dépense dans son ensemble

De 1960 à 1978, la dépense pharmaceutique dans son ensemble a été multipliée par 5,7 au Canada, passant de 276 millions de dollars (1 390 millions de francs) en 1960, à 1 586 millions de dollars (6 279 millions de francs) en 1978. En France, la progression de la dépense de pharmacie a été beaucoup plus forte puisqu'elle est passée de 3 149 millions de francs en 1960 à 28 847 millions de francs en 1978, soit un rapport de 1 à 9.

Si l'on observe la part qu'occupent ces dépenses dans le PIB en France, et dans le PNB au Canada, l'ensemble des dépenses de santé et l'ensemble des dépenses des soins médicaux, on remarque que celle de la pharmacie en France est beaucoup plus importante que celle estimée au Canada, atteignant plus du double de la part canadienne dans les deux premiers agrégats (voir tableau n° VI.4).

Tableau n° VI.4

Part des dépenses pharmaceutiques dans différents
agrégats au Canada et en France
1960 - 1978

En %

ANNEES	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans l'ensemble des dépenses de biens médicaux	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,72	1,06	15,5	26,4	88,6	90,9
1961	0,72	1,21	14,6	28,5	88,6	92,0
1962	0,69	1,24	14,2	28,2	88,7	92,0
1963	0,71	1,25	14,1	27,3	89,3	92,2
1964	0,71	1,28	13,9	26,8	89,6	92,5
1965	0,74	1,35	14,3	27,3	90,6	92,9
1966	0,72	1,42	13,8	27,4	90,2	93,4
1967	0,76	1,47	13,7	27,7	90,0	93,7
1968	0,77	1,45	13,3	27,7	89,8	93,8
1969	0,78	1,50	13,1	27,1	90,3	94,2
1970	0,82	1,53	13,1	27,1	90,1	93,4
1971	0,81	1,55	12,6	26,6	88,6	93,7
1972	0,76	1,53	12,1	26,0	87,6	93,7
1973	0,72	1,51	12,1	25,4	88,0	93,9
1974	0,65	1,50	11,2	24,7	84,8	93,4
1975	0,67	1,55	10,8	23,2	85,4	92,6
1976	0,66	1,40	10,7	20,7	86,9	92,2
1977	-	1,30	-	19,2	-	91,6
1978	0,69	1,35	11,3	19,2	87,1	92,0

VI.2.1.2. Comparaison de la dépense pharmaceutique au Canada et en
France

En 1978, au Canada, la dépense pharmaceutique par personne était estimée à 67,50 \$ soit 267,29 F, et en France à 541,44 F, c'est-à-dire au double de la dépense canadienne. A l'exclusion de l'année 1960, sur l'ensemble de la période, la dépense pharmaceutique en France a été toujours supérieure à la dépense canadienne (voir tableau n° VI.5).

Tableau n° VI.5

Dépenses par personne pour l'ensemble des produits pharmaceutiques dans leur ensemble au Canada et en France - 1960-1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/France
	en dollars	en francs	en francs	
1960	15,44	77,82	68,93	112,89
1961	15,58	75,25	85,05	88,48
1962	16,03	73,42	95,34	77,00
1963	17,32	78,81	105,49	74,71
1964	18,43	83,67	119,00	70,31
1965	20,93	95,23	133,52	71,33
1966	22,26	101,51	150,88	67,27
1967	24,74	112,81	167,39	67,39
1968	26,94	123,92	177,90	69,66
1969	29,64	143,46	208,26	68,89
1970	32,82	173,95	236,35	73,60
1971	35,48	192,99	264,09	73,08
1972	36,80	187,30	290,07	64,57
1973	40,52	180,32	321,85	56,03
1974	42,81	209,36	365,73	57,25
1975	48,75	205,71	426,94	48,18
1976	55,28	268,66	444,22	60,48
1977	-	-	459,51	-
1978	67,50	267,29	541,44	49,37

En 1975, au Canada, 51,9 % de la dépense pharmaceutique était d'ue à l'achat de médicaments prescrits alors que cette part atteignait 80,0 % en France¹ (voir tableau n° VI.6).

(1) Il faut remarquer que faute d'information la structure des médicaments prescrits et non prescrits est la même sur l'ensemble de la période 1960-1978 en France.

Tableau n° VI.6.

Part de la pharmacie prescrite et non prescrite
dans l'ensemble des dépenses de pharmacie
au Canada et en France
1960 - 1975

En %

Années	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	48,1	80,0	51,9	20,0	100	100
1961	47,8	80,0	52,2	20,0	100	100
1962	48,5	80,0	51,5	20,0	100	100
1963	49,3	80,0	50,7	20,0	100	100
1964	50,2	80,0	49,8	20,0	100	100
1965	51,5	80,0	48,5	20,0	100	100
1966	52,1	80,0	47,9	20,0	100	100
1967	52,7	80,0	47,3	20,0	100	100
1968	53,3	80,0	46,7	20,0	100	100
1969	53,3	80,0	46,7	20,0	100	100
1970	52,8	80,0	47,2	20,0	100	100
1971	52,7	80,0	47,3	20,0	100	100
1972	52,6	80,0	47,4	20,0	100	100
1973	52,4	80,0	47,6	20,0	100	100
1974	52,0	80,0	48,0	20,0	100	100
1975	51,9	80,0	48,1	20,0	100	100

Si l'on considère séparément les dépenses pharmaceutiques par personne prescrites et non prescrites, on remarque que pour les médicaments achetés sur prescription, la dépense en France est très supérieure à celle du Canada puisqu'en 1975 elle est estimée respectivement à 341,56 F et à 25,28 \$ soit 106,67 F, c'est-à-dire que par personne, pour les médicaments prescrits on dépense en France trois fois plus qu'au Canada. Cette différence n'a fait que s'accroître sur l'ensemble de la période puisqu'en 1960 elle n'était que de la moitié : en France la dépense était de 55,14 F et au Canada de 7,42 \$, soit 37,40 F (voir tableau n° VI.7.).

Tableau n° VI.7

Dépenses par personne pour les produits pharmaceutiques
prescrits au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/ France
	en dollars	en francs	en francs	
1960	7,42	37,40	55,14	67,82
1961	7,45	35,98	68,04	52,88
1962	7,77	35,59	76,28	46,65
1963	8,54	38,86	84,39	46,05
1964	9,26	42,04	95,20	44,16
1965	10,77	49,00	106,81	45,88
1966	11,59	52,85	120,70	43,79
1967	13,03	59,42	133,91	44,37
1968	14,36	66,06	142,32	46,41
1969	15,80	76,47	166,60	45,90
1970	17,32	91,80	189,08	48,55
1971	18,68	101,62	211,27	48,10
1972	19,34	98,43	232,07	42,41
1973	21,21	94,40	257,47	36,66
1974	22,27	108,90	292,58	37,22
1975	25,28	106,67	341,56	31,23
1976	-	-	355,37	-
1977	-	-	367,61	-
1978	-	-	433,16	-

Pour les médicaments non prescrits, la différence entre les dépenses par personne des deux pays est en sens inverse de celle observée pour les médicaments prescrits. En effet, en 1960, au Canada, cette dépense était trois fois plus importante que celle estimée en France, avec respectivement 8,02 \$, soit 40,42 F et 13,79 F. En 1975, elle était encore supérieure de 16 % à la dépense française : au Canada 23,47 \$, soit 99,04 F et en France 85,38 F (voir tableau n° VI.8).

Tableau n° VI.8

Dépenses par personne des produits pharmaceutiques
non prescrits au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/ France
	en dollars	en francs	en francs	
1960	8,02	40,42	13,79	293,11
1961	8,13	39,27	17,00	230,92
1962	8,26	37,83	19,06	198,43
1963	8,77	39,90	21,10	189,10
1964	9,18	41,68	23,80	175,08
1965	10,16	46,23	26,70	173,12
1966	10,67	48,66	30,18	161,19
1967	11,72	53,44	33,48	159,61
1968	12,58	57,87	35,58	162,64
1969	13,83	66,94	41,66	160,69
1970	15,49	82,10	47,27	173,68
1971	16,80	91,37	52,82	173,98
1972	17,46	88,86	58,01	153,19
1973	19,31	85,92	64,37	133,48
1974	20,55	100,47	73,14	137,36
1975	23,47	99,04	85,38	116,00
1976	-	-	88,84	-
1977	-	-	91,90	-
1978	-	-	108,28	-

VI.2.2. Evolution de la dépense pharmaceutique par personne au Canada et en France

a) valeurs nominales

De 1960 à 1978, le taux d'accroissement annuel moyen de l'ensemble de la dépense pharmaceutique par personne était au Canada de 8,5 % et en France de 12,1 %. De 1960 à 1975, on observait, au Canada, une évolution plus rapide de la pharmacie prescrite (8,5 %) que de la pharmacie non prescrite (7,4 %). Cette évolution plus rapide se retrouve sur la première et la deuxième sous-période, alors que sur la troisième sous-période s'annonce une tendance inverse (voir tableau n° VI.9 et graphique n° VI.3).

Tableau n° VI.9

Evolution des dépenses pharmaceutiques par personne
au Canada et en France
1960 - 1978

Valeurs nominales

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE					
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	7,7	14,1	4,8	14,1	6,3	14,1
1965/1970	10,0	12,1	8,8	12,1	9,4	12,1
1970/1975	7,8	12,6	8,7	12,6	8,2	12,6
1975/1978	-	8,2	-	8,2	11,6	8,2
1960/1975	8,5	12,9	7,4	12,9	8,0	12,9
1960/1978	-	12,1	-	12,1	8,5	12,1

b) Valeurs relatives

Corrigés du taux d'augmentation de l'indice général des prix, les taux d'accroissement des dépenses pharmaceutiques sont moins élevés que pour les valeurs nominales et l'écart entre la France et le Canada se réduit. Ainsi, pour la France, le taux d'accroissement annuel moyen de l'ensemble de la dépense pharmaceutiques était de 5,6 % de 1960 à 1978 et pour le Canada de 3,5 % (voir tableau n° VI.10 et graphique n° VI.3).

Tableau n° VI.10

Evolution de la dépense pharmaceutique par personne au Canada
et en France - 1960-1978 - valeurs relatives -

En %

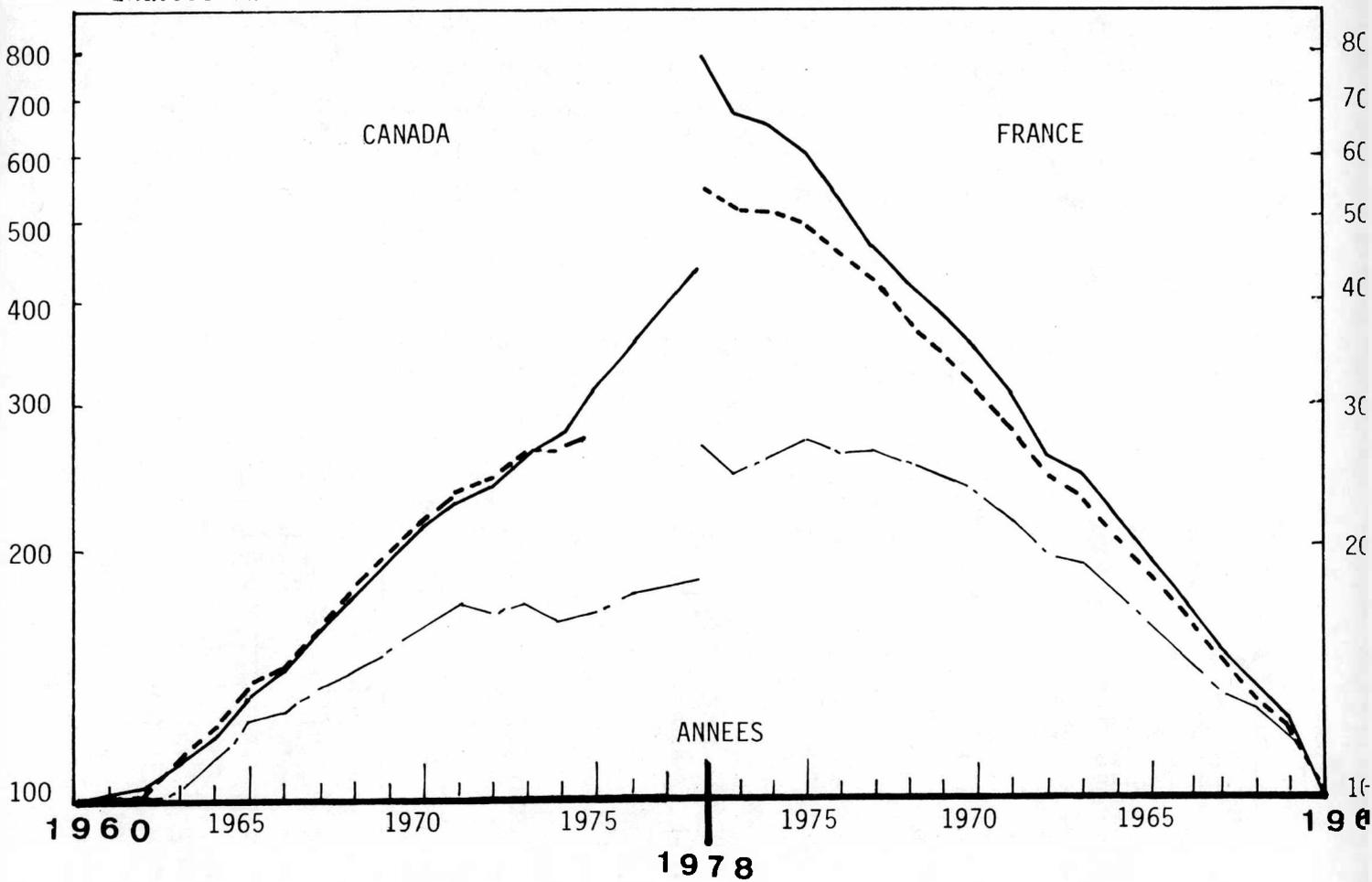
PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE					
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	6,0	10,0	3,2	10,0	4,6	10,0
1965/1970	5,9	7,5	4,8	7,4	5,4	7,5
1970/1975	0,5	3,4	1,2	3,4	0,8	3,4
1975/1978	-	-1,0	-	-1,0	3,2	-1,0
1960/1975	4,1	6,9	3,1	6,9	3,6	6,9
1960/1978	-	5,6	-	5,6	3,5	5,6

Graphique n° VI.3

PHARMACIE
 EVOLUTION DE LA DEPENSE PAR PERSONNE
 AU CANADA ET EN FRANCE
 1960 - 1978

- Valeurs relatives
 - - - Valeurs à prix constants
 — Valeurs nominales

Echelle logarithmique
Indices base 100 en 1960



c) valeurs à prix constants

Sur la période 1960-1975, dans les deux pays, l'indice de prix de l'ensemble des produits pharmaceutiques a augmenté moins vite que l'indice général des prix, puisque les taux d'accroissement annuels moyens des valeurs à prix constants sont supérieurs à ceux des valeurs relatives : 6,9 % au Canada et 11,3 % en France. Dans les deux pays, ce sont les produits prescrits qui augmentent le plus vite (voir tableau n° VI.11 et graphique n° VI.3).

Tableau n° VI.11

Evolution des dépenses pharmaceutiques par personne
au Canada et en France
Valeurs à prix constants
1960 - 1978

En %

PERIODES	DEPENSES PAR PERSONNE					
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	8,5	14,2	4,9	-	6,7	13,2
1965/1970	10,1	10,4	8,6	8,2	9,4	10,8
1970/1975	5,5	10,5	3,8	8,5	4,7	10,0
1975/1978	-	3,1	-	-	-	2,9
1960/1975	8,0	11,7	5,7	-	6,9	11,3
1960/1978	-	10,2	-	-	-	9,9

VI.3. LES AUTRES BIENS MEDICAUX : LUNETTERIE ET PROTHESES

VI.3.1. Evaluation de la dépense de ces biens médicaux au Canada et en France

De 1960 à 1978, la dépense globale pour ces biens médicaux a été multipliée par 6,7 au Canada, passant de 35,384 millions de \$ (178 millions de francs) en 1960 à 235,801 millions de \$ (934 millions de francs) en 1978 et en France par 8 passant de 315 millions de francs en 1960 à 2 517 millions de francs en 1978. Tant au Canada qu'en France, leur part dans le PNB et dans l'ensemble des dépenses de santé est très faible. Ainsi, en 1978, dans le PNB, leur part était de 0,10 % au Canada et 0,12 % en France ; dans l'ensemble des dépenses de santé, elle était la même et égale à 1,7 %. Dans l'ensemble des biens médicaux, la part de ces dépenses était au Canada de 12,9 % et en France de 8,0 % (voir tableau n° VI.12).

Tableau n° VI.12

Part des dépenses de lunetterie-orthopédie dans
différents agrégats au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	En %					
	Dans le PIB en France et dans le PNB au Canada		Dans l'ensemble des dépenses de santé		Dans l'ensemble des dépenses de biens médicaux	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	0,09	0,11	2,0	2,6	11,4	9,1
1961	0,09	0,11	1,9	2,5	11,4	8,0
1962	0,09	0,11	1,8	2,4	11,3	8,0
1963	0,09	0,11	1,7	2,3	10,7	7,8
1964	0,08	0,10	1,6	2,2	10,4	7,5
1965	0,08	0,10	1,5	2,1	9,4	7,1
1966	0,08	0,10	1,5	2,0	9,8	6,6
1967	0,08	0,10	1,5	1,9	10,0	6,3
1968	0,09	0,10	1,5	1,8	10,2	6,2
1969	0,08	0,09	1,4	1,7	9,7	5,8
1970	0,09	0,11	1,4	1,9	9,9	6,6
1971	0,10	0,10	1,6	1,8	11,4	6,3
1972	0,11	0,10	1,7	1,7	12,4	6,3
1973	0,10	0,10	1,7	1,6	12,0	6,1
1974	0,12	0,11	2,0	1,7	15,2	6,6
1975	0,11	0,12	1,9	1,9	14,6	7,4
1976	0,10	0,12	1,6	1,8	13,1	7,8
1977	-	0,12	-	1,8	-	8,4
1978	0,10	0,12	1,7	1,7	12,9	8,0

VI.3.2. Comparaison de la dépense par personne des autres biens médicaux au Canada et en France

Sur l'ensemble de la période 1960-1976, la dépense au Canada a toujours été supérieure à la dépense en France, et en 1978 elle lui devient inférieure. En 1960, au Canada, elle était estimée à 1,98 \$ (9,98 F), soit supérieure de 44,7 % à la dépense française qui était de 6,90 F. En 1978, au Canada, elle passe à 10,04 \$ (39,75 F) inférieure de 15,9 % à la dépense en France, égale à 47,24 F (voir tableau n° VI.13).

Tableau n° VI.13

Dépenses par personne du poste "lunetterie-orthopédie"
au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	CANADA		FRANCE	Indicateur d'écart des dépenses Canada/ France
	en dollars	en francs	en francs	
1960	1,98	9,98	6,90	144,73
1961	2,01	9,71	7,43	130,66
1962	2,04	9,34	8,26	113,17
1963	2,07	9,42	8,95	105,22
1964	2,14	9,72	9,58	101,37
1965	2,17	9,87	10,15	97,25
1966	2,42	11,04	10,74	102,75
1967	2,76	12,59	11,34	110,96
1968	3,05	14,03	11,76	119,30
1969	3,17	15,34	12,84	119,51
1970	3,61	19,13	16,78	114,02
1971	4,57	24,86	17,78	139,86
1972	5,19	26,42	19,40	136,18
1973	5,53	24,61	20,88	117,87
1974	7,65	37,42	25,87	144,66
1975	8,37	35,31	34,34	102,82
1976	8,30	40,35	37,72	106,97
1977	-	-	42,22	-
1978	10,04	39,75	47,24	84,14

VI.3.3. Evolution de la dépense par personne des autres biens médicaux au Canada et en France

a) valeurs nominales

De 1960 à 1978, les taux d'accroissement annuels moyens des dépenses par personne au Canada et en France sont respectivement égaux à 9,4 % et à 11,3 %.

Sur les sous-périodes, il y a des tendances très différentes : un écart très important de 1960 à 1965 (1,8 % au Canada et 8,0 % en France), une évolution identique de 1965 à 1970 (10,8 % au Canada et 10,6 % en France), et une évolution plus rapide au Canada qu'en France de 1970 à 1975 (18,3 % au Canada et 15,4 % en France) (voir tableau n° VI.14 et graphique n° VI.4).

b) valeurs relatives

Les mêmes tendances que pour les valeurs nominales se retrouvent sur les valeurs relatives, les taux d'accroissement annuels moyens étant toutefois moins élevés puisque déflatés de l'augmentation de l'indice général des prix (voir tableau n° VI.14 et graphique n° VI.4).

Tableau n° VI.14

Taux d'accroissement annuels moyens des autres
biens médicaux au Canada et en France

1960 - 1978

En %

PERIODES	D E P E N S E S P A R P E R S O N N E					
	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960/1965	1,8	8,0	0,2	4,1	2,2	5,4
1965/1970	10,8	10,6	6,7	6,0	10,7	6,8
1970/1975	18,3	15,4	10,2	6,0	16,7	11,7
1975/1978	6,3	11,2	-1,6	1,7	-	6,4
1960/1975	10,1	11,3	5,6	5,4	9,7	7,9
1960/1978	9,4	11,3	4,3	4,8	-	7,7

c) Valeurs à prix constants

Contrairement à ce qui a été observé pour la dépense en valeurs nominales et en valeurs relatives (entre 1960 et 1975), c'est au Canada que la valeur à prix constants a augmenté le plus rapidement (au Canada 9,7 % en moyenne par an et en France 7,9 %) (voir tableau n° VI.4 et graphique n° VI.4).

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

Dans ce rapport, nous avons étudié et comparé la variété d'indicateurs décrivant le système de santé au Canada et en France.

L'interprétation de cette comparaison doit tenir compte des caractéristiques économiques, démographiques et médicales propres aux deux pays. Rappelons, en particulier, que le niveau économique, mesuré par le PNB par personne, est légèrement supérieur en France, en 1978, que la dépense par personne, pour l'ensemble des services de santé est également plus élevée en France et que le financement des soins médicaux est très différent dans les deux pays et semble relever dans une plus large mesure de l'initiative publique au Canada.

L'analyse de l'ensemble de la dépense de santé montre qu'en 1978, par personne, elle est, en France, supérieure de 19 % à celle estimée au Canada, mais que ce dépassement est un phénomène nouveau et peut-être ponctuel : nouveau parce que c'est la seule année où il est observé, en effet, de 1960 à 1976, la dépense canadienne a toujours été supérieure à la dépense française, ponctuel parce que, pour cette année, 1978, le taux de change (dollar canadien, franc français) est particulièrement bas.

La ventilation de l'ensemble de la dépense de santé montre qu'en 1978 la dépense française est supérieure à la dépense canadienne pour les soins médicaux et pour les biens médicaux, alors que pour les services hospitaliers, qui, dans les deux pays, représentent la proportion la plus importante des dépenses, elle lui est inférieure.

Sur l'ensemble de la période 1960-1975, l'indice de prix relatifs des soins de santé a augmenté plus rapidement au Canada qu'en France, alors que, sur la même période, le volume des soins croissait beaucoup plus rapidement en France qu'au Canada. C'est cette croissance plus rapide du volume qui explique que celle des dépenses françaises soit plus rapide que celle des dépenses canadiennes.

Le niveau de la dépense de santé n'est pas indépendant des facteurs de production. Si, en milieu hospitalier, un indicateur de ces facteurs peut être exprimé en nombre de lits pour 1000 habitants, les

capacités d'hébergement sont très voisines au Canada et en France. Pour les autres services médicaux, les facteurs de production peuvent être représentés par le nombre de personnels pour 1000 habitants. Au Canada, la densité de médecins et d'infirmiers (ères) est supérieure à celle de la France, alors que pour les dentistes, les masseurs-kinésithérapeutes, les orthophonistes et les pharmaciens, c'est le contraire.

Si ces quelques résultats peuvent donner une description quantitative du domaine de la santé au Canada et en France, ils ne sauraient être un moyen de juger qualitativement de leur influence sur l'état de santé des populations respectives de ces deux pays, une telle démarche nécessitant bien d'autres approches.

ANNEXES

ANNEXE A

DONNÉES GÉNÉRALES

Annexe A

DONNEES GENERALES

A.1. Organisation politique

Au Canada, étant donné la fusion des pouvoirs exécutif et législatif et la formation du Parlement qui est composé de la Reine et de deux chambres, le pouvoir exécutif appartient donc au Parlement. Pour que les principes démocratiques puissent être respectés, il existe une convention constitutionnelle qui veut que le Gouvernement soit responsable devant les Communes. Quand il perd la confiance des Communes, le Gouvernement doit démissionner, ou le Premier Ministre doit demander au Gouverneur Général, représentant de la Reine au Canada, de dissoudre le Parlement et d'ordonner des élections générales.

Pour connaître le moment où le Gouvernement a perdu la confiance des Communes, il existe des conventions, ou mieux encore, une motion par laquelle le Gouvernement engage son existence, ou une motion de défiance adoptée contre le Gouvernement. S'il y a démission du Gouvernement, le Gouverneur Général peut demander au chef de l'opposition (chef du parti dont l'effectif vient au deuxième rang aux communes) de former un nouveau Gouvernement.

S'il y a dissolution et si le Gouvernement est défait ensuite aux élections générales, c'est-à-dire s'il n'a pas la majorité absolue, le Gouvernement peut décider de demeurer au pouvoir et de demander la confiance de la chambre à la rentrée ou de démissionner aussitôt. Dans ce cas, le Gouverneur Général invite le chef du parti qui compte le plus de députés à la chambre de former un nouveau Gouvernement. Dans les deux cas, la responsabilité première du Gouverneur Général est d'assurer au pays un Gouvernement capable d'agir avec l'appui des Communes.

Le Premier Ministre et les membres de son Cabinet qui, sauf un ou deux, sont des députés sont conseillers de la Reine. En fait, la Reine et son représentant au Canada ne peuvent pratiquement pas proposer d'acte important sans l'avis du Cabinet. Le Premier Ministre et son Cabinet décident des mesures exécutives et en sont responsables devant les Communes.

A.2 Organisation du secteur de la santé

Il existe au Canada deux programmes contenus dans autant de lois fédérales qui réglementent l'organisation des services de santé et leur financement. Un de ces programmes concernent les soins médicaux et l'autre l'hospitalisation. Le respect par les gouvernements provinciaux des normes indiquées dans ces programmes conditionne la participation financière du gouvernement fédéral qui s'associe aux provinces pour financer leur système de santé.

A.2.1. Les soins médicaux

A.2.1.1. Principales règles

Depuis le 1er avril 1972, toutes les provinces et les territoires ont adhéré au régime fédéral. Selon la loi qui régit ce système, les contributions fédérales sont égales à la moitié du coût par personne de l'ensemble des services assurés selon le programme national et fournis par les gouvernements provinciaux, multiplié par le nombre d'assurés dans chaque province. Pour bénéficier de la contribution gouvernementale, les régimes provinciaux doivent satisfaire à des critères minimum.

- Il faut que le régime englobe tous les services dispensés par un médecin ou un chirurgien. Il ne doit pas y avoir de montant limite ni d'exception sauf si les services ne sont pas requis d'un point de vue strictement médical. Le régime fédéral comprend tous les services de soins ainsi que les services de prévention et de thérapie qui relevaient traditionnellement de chaque province (par exemple, les soins dispensés par un médecin dans les hôpitaux pour maladies mentales et pour tuberculeux). Certains services dentaires dispensés dans les hôpitaux par des chirurgiens-dentistes sont aussi admissibles. De plus, chaque province peut assurer d'autres services en plus de ceux prévus par le programme national.

- Le régime doit être accessible à tous les résidents de la province et s'appliquer à au moins 95 % de la population totale admissible. La loi fédérale permet de faire payer des frais d'utilisation au moment du recours à un service, pourvu que ceux-ci n'empêchent pas les assurés en raison du montant trop élevé ou des modalités d'application, d'avoir accès aux soins médicaux nécessaires, surtout dans le cas des groupes à faible revenu.

- il peut se faire payer directement par la Commission d'Assurance Médicale, sous forme de montant global.

- le malade et le médecin peuvent adhérer à un organisme sanitaire autorisé qui sert d'intermédiaire, pour ce qui est du paiement, entre l'autorité publique et le médecin. Dans ce cas, le médecin reçoit le tarif négocié.

- le médecin peut être payé par l'intermédiaire de cliniques financées au moyen de contributions versées par l'autorité provinciale au prorata de la population.

- le médecin peut se faire payer directement par son client qui peut payer avant ou après avoir demandé un remboursement à l'autorité publique ; le médecin peut faire payer directement à son client un montant en sus du paiement reçu de l'autorité publique.

- les médecins et les malades peuvent conclure des ententes financières privées - lorsque le médecin n'est pas affilié au régime, ses malades ne perdent cependant pas le droit aux prestations du régime.

En Colombie Britannique, le médecin peut faire payer ses honoraires directement par son client, lequel ne perd pas ses droits aux prestations du régime, ou accepter le paiement direct de l'autorité publique.

Dans le premier cas, il doit aviser le malade par écrit, avant les soins, qu'il ne participe pas au régime provincial et le malade doit confirmer par écrit qu'il consent à payer un montant supérieur à celui du remboursement qu'il recevra de l'autorité publique. Dans le second cas, le médecin peut dans certains cas demander des honoraires supérieurs à ceux du tarif à condition d'en informer le malade et que celui-ci accepte par écrit de payer les frais supplémentaires et à condition que l'autorité publique soit informée du montant.

(1) Par exemple lorsque le service demandé par l'assuré exige un temps considérable et dépasse les soins ordinairement prévus.

- Le régime doit assurer la transférabilité des prestations lorsqu'un résident s'absente temporairement de la province pour s'installer n'importe où ailleurs au monde, et aussi lorsqu'il change d'emploi, qu'il prend sa retraite ou qu'il change de province de domicile, pourvu que toutes les primes exigées soient payées.

- Le régime provincial doit être administré sans but lucratif par une autorité publique responsable devant le gouvernement provincial. Les provinces peuvent toutefois confier certaines fonctions administratives à des organismes privés.

A.2.1.2. Modes de rémunération des médecins

Au Canada, il existe des modes de rémunération différents, et dans une même province plusieurs types de paiement peuvent coexister. Toutefois, on retrouve un certain nombre de principes généraux dans toutes les provinces.

C'est ainsi que chaque malade a le libre choix de son médecin. D'une manière générale, le médecin peut soit participer au régime soit ne pas y adhérer. Dans le premier cas, le médecin est payé directement par la commission provinciale et accepte comme paiement total pour ses services le montant qu'elle lui verse, et n'est généralement pas autorisé à facturer les assurés ou à percevoir des honoraires supérieurs aux prestations prévues par le régime. Dans le second cas, le médecin est payé directement par son client lequel ne perd pas ses droits aux prestations que le régime assure. D'une manière générale, le médecin non participant peut demander des honoraires supérieurs aux tarifs prévus par le régime mais il doit en informer son client avant les soins, et ce dernier doit confirmer par écrit qu'il consent à payer un montant supérieur à celui du remboursement qu'il recevra de l'autorité publique. Dans certaines provinces, le médecin désaffilié doit informer la commission du montant qu'il demande.

Selon les provinces, ces principes généraux peuvent être organisés de façon différente ou agrémentés d'autres modes de rémunération. C'est dans la Saskatchewan que l'on trouve le plus de types de paiement. En effet, le médecin peut se faire payer de cinq manières différentes et n'est pas tenu de se limiter à l'un ou l'autre de ces modes de paiement :

Enfin comme dans d'autres provinces, les spécialistes affiliés au régime, qui soignent des malades ne leur ayant pas été adressés peuvent facturer la différence entre les honoraires demandés par le spécialiste pour le service et le tarif de l'omnipraticien, payé en ce cas par le régime - Le montant total ne peut dépasser le barème reconnu.

A Terre Neuve, on rencontre trois types de paiement. Le médecin doit choisir officiellement un seul des modes de paiement offerts et s'en tenir à son choix. S'il est affilié au régime il doit en accepter le paiement à titre de paiement global. S'il n'est pas affilié au régime il peut faire payer des frais supplémentaires à condition d'aviser le malade qu'il ne participe pas au régime et que les honoraires à payer peuvent être supérieurs au montant prévu par le régime - les malades assurés qui s'adressent à des médecins non affiliés ne perdent cependant pas leurs droits aux prestations garanties - Enfin ils peuvent être salariés à plein temps, ce qui est le cas des médecins qui exercent dans les régions côtières isolées.

Les spécialistes qui reçoivent des malades qui n'ont pas vu précédemment un généraliste peuvent se faire rémunérer de la même façon qu'en Colombie Britannique.

En Nouvelle Ecosse, les médecins sont libres de participer et d'accepter tous les paiements provenant directement du régime, ou de ne pas participer. Dans un cas comme dans l'autre, ils peuvent faire payer des frais supplémentaires, à condition d'obtenir le consentement écrit du malade avant de dispenser les soins et d'informer la commission du montant demandé. Dans le cas où il n'est pas affilié, il doit prévenir le malade, qui de toutes façons ne perdra pas ses droits aux prestations du régime, de sa non adhésion au régime.

Dans le Manitoba, les médecins peuvent également choisir de participer au régime et d'en accepter tous les paiements ou de ne pas y adhérer et d'être payés directement par leurs clients. Dans le premier cas, le montant reçu doit être accepté à titre de paiement global et le médecin participant n'a pas le droit de facturer ou de demander des honoraires supplémentaires à ses malades assurés. Dans le second cas, le médecin non affilié doit informer son client à l'avance que ses honoraires seront perçus directement et qu'ils peuvent être supérieurs aux tarifs du régime - les malades des médecins non affiliés ne perdent pas leurs droits aux prestations du régime.

Dans l'Alberta, pour la rémunération de ses services, le médecin est libre de faire affaire avec le régime, ou le malade, ou les deux. S'il veut demander des honoraires supérieurs aux prestations accordées par le régime, il doit en aviser au préalable le malade et lui indiquer le montant total ainsi que la somme qui sera payée par le régime.

Dans l'Ontario, les médecins se font payer soit directement par le régime, et dans ce cas ils ne peuvent faire payer aucune autre somme aux malades, soit ils présentent leur note directement aux malades et dans ce cas ils ne reçoivent rien du régime - les malades doivent acquitter le montant demandé par le médecin et peuvent être remboursés par le régime à raison de 90 % des honoraires fixés par l'association médicale de l'Ontario pour les soins reçus. Dans le cas où le médecin est payé directement par le malade, il peut lui demander des honoraires supérieurs au tarif de l'association médicale de la province et dans ce cas il est tenu de l'informer au préalable du montant excédentaire. Enfin, lorsqu'un malade s'adresse à un médecin non affilié, il ne perd pas ses droits aux prestations prévues par le régime.

Au Québec, les médecins qui participent au régime reçoivent leur rémunération globale directement ou indirectement de l'organisme provincial, la Régie de l'assurance maladie du Québec, conformément au tarif d'honoraires négocié pour chaque service fourni. Ils ne peuvent ajouter des frais supplémentaires. Ils peuvent se faire payer directement par la Régie ou indirectement par le malade qui sera ensuite remboursé par la Régie.

Les médecins qui n'adhèrent pas au régime doivent se faire payer la totalité des honoraires par le malade qui ne peut pas (contrairement à ce qui se passe dans d'autres provinces) demander un remboursement à l'organisme provincial.

Dans l'Ile du Prince Edouard, le médecin a le choix d'adhérer ou non au régime. Dans le dernier cas, ses malades ne perdent pas leurs droits aux prestations. Le médecin qui décide de faire payer directement son client peut lui demander des honoraires supplémentaires, mais ceux-ci ne doivent pas être supérieurs au montant prévu pour le service dispensé par l'association médicale et le médecin doit avoir obtenu le consentement écrit du malade et informé l'organisme provincial du montant. Le médecin peut également se faire payer par l'organisme provincial et dans ce cas il peut soit accepter ce paiement à titre de paiement global, soit demander à son client des frais supplémentaires à condition d'avoir obtenu le consentement du malade par écrit et d'informer la commission du montant de ces frais.

Au Nouveau Brunswick, les médecins doivent indiquer s'ils ont ou non l'intention de participer au régime - S'ils y participent ils doivent accepter le montant versé à titre de paiement global - les médecins qui reçoivent leurs honoraires directement de leurs clients peuvent demander des montants supplémentaires. Le médecin qui ne participe pas au régime ne fait pas perdre à son client ses droits aux prestations. Cependant il doit en informer ce dernier et lui fournir un avis de désaffiliation. Enfin, lorsque le malade est facturé par un médecin, participant ou non, le montant d'honoraires demandé doit être transmis au régime.

Dans les Territoires du Nord Ouest, les médecins qui participent au régime choisissent de présenter leurs comptes à l'organisme d'assurance et doivent accepter à titre de paiement global les honoraires fixés par l'organisme.

Ceux qui font payer directement leurs clients doivent informer l'organisme qu'ils ne participent pas au régime et aviser également leurs malades, lesquels ne perdent cependant pas leurs droits aux prestations.

Enfin, en raison de l'isolement de ces régions, un bon nombre de médecins sont salariés.

Dans le Yukon, chaque médecin peut décider de ne pas adhérer au régime sans que ses malades assurés perdent leurs droits aux prestations. Le médecin peut présenter sa note d'honoraires au régime ou au malade. Dans le premier cas, il accepte les honoraires du régime à titre de paiement global. Dans le second cas, il peut conclure avec son client une entente au sujet de sa rémunération à condition de le faire avant les soins. Enfin, dans ce cas, il doit donner au malade tous les détails nécessaires pour qu'il puisse faire une demande de remboursement au régime.

A.2.1.3. Financement des soins médicaux

Le financement des soins médicaux est assuré en partie par le gouvernement fédéral qui verse la moitié du coût des services assurés, l'autre moitié étant payée par les gouvernements provinciaux qui assurent leur part de financement à leur convenance (1).

Le régime ne comporte pas de primes et est financé par les revenus généraux à Terre Neuve, dans l'Ile du Prince Edouard, en Nouvelle Ecosse, dans le Nouveau Brunswick, dans le Manitoba, dans la Saskatchewan, et dans les Territoires du Nord Ouest.

Il est financé par des primes payées soit trimestriellement, soit semestriellement, soit annuellement dans l'Ontario, dans l'Alberta, en Colombie Britannique et dans le Territoire du Yukon.

Enfin, au Québec, le régime est financé par les cotisations des particuliers et des employeurs.

(1) Il faut remarquer que chaque province ne reçoit pas forcément des contributions fédérales égales à 50 % de ses coûts, mais que dépendant du coût par personne dans la province, par rapport au coût moyen par personne dans le pays, la contribution fédérale peut être inférieure ou supérieure à 50 % dans le cas des provinces considérées individuellement. Par exemple, si dans une province le coût par personne est supérieur au coût moyen par personne pour l'ensemble du pays, cette province recevra du gouvernement fédéral moins de 50 %.

A.2.2. Assurance hospitalisation

A.2.2.1. *Les services assurés*

Les régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation en vigueur dans toutes les provinces et les territoires depuis 1961, couvrent 99 % de la population du Canada. Le Gouvernement fédéral partage avec les provinces le coût de certains services hospitaliers aux malades assurés aux termes de ces régimes. Sont exclus: les hôpitaux et sanatoriums pour tuberculeux, les hôpitaux ou établissements pour maladies mentales et les établissements offrant des soins de garde. Les modalités d'administration et de financement des régimes provinciaux et la prestation des services au-delà du minimum exigé par la loi sont laissées à la discrétion des provinces. Pour les malades hospitalisés, les services assurés doivent comprendre l'hébergement, les repas, les soins infirmiers nécessaires, les examens diagnostiques, la plupart des produits pharmaceutiques, l'usage des salles d'opération et d'accouchement et les services d'anesthésie, de radiothérapie et de physiothérapie. Des services analogues peuvent être inclus dans les régimes provinciaux à l'intention des malades externes. D'autre part, sont également couverts par l'assurance hospitalisation les analyses de laboratoires et les examens radiologiques pour les malades hospitalisés et pour les malades externes.

Dans la plupart des provinces l'adhésion des résidents au régime est obligatoire. Cependant, il existe deux exceptions. Ainsi, en Ontario, certaines personnes peuvent ne pas adhérer au régime. Ce sont celles qui ne font pas partie d'un groupe de quinze employés et plus. En Alberta, un résident qui choisit de ne pas adhérer au régime d'assurance-maladie doit également se retirer du régime d'assurance hospitalisation.

A.2.2.2. *Modes de financement*

Le gouvernement fédéral verse une contribution qui représente environ 50 % du coût des services hospitaliers assurés.

Comme dans le cas des soins médicaux, les provinces sont libres de choisir le mode de financement de la part des coûts qu'elles supportent. La plupart le font au moyen des revenus généraux tandis que deux d'entre elles exigent aussi des primes. C'est le cas de l'Ontario et de l'Alberta. De plus, au Québec, en Alberta et en Colombie Britannique des frais modérateurs sont perçus directement des malades pour les services assurés.

A.2.3. Autres services médicaux

A.2.3.1. *Programmes spéciaux à l'intention des assistés sociaux*

Tous les programmes provinciaux d'assistance sociale prévoient la gratuité en totalité ou en partie du coût des services supplémentaires requis par les résidents dans le besoin. Le Gouvernement fédéral en paie la moitié en vertu des dispositions du Régime d'assistance publique au Canada.

La variété des prestations supplémentaires varie d'une province à l'autre et peut inclure les services suivants : lunettes, prothèses, soins dentaires, médicaments sur ordonnance, soins à domicile et soins dans les maisons de santé.

a) services dispensés par les médecins

Les régimes provinciaux d'assurance-maladie couvrent les assistés sociaux de la province sans que ces derniers aient à payer de primes dans les provinces où elles existent.

b) soins hospitaliers

Tous les programmes provinciaux d'assurance-hospitalisation couvrent les assistés sociaux sans que ceux-ci aient à payer de primes ou de frais autorisés.

c) Prestations pour médicaments

Dans la plupart des provinces, presque tous les assistés sociaux sont couverts par les programmes qui prévoient des prestations pour les médicaments sur ordonnance et même pour certains médicaments non prescrits.

Les taux de paiement aux pharmacies et aux médecins pro-pharmaciens sont négociés par les administrations provinciales. Dans quelques provinces, certains bénéficiaires peuvent avoir à payer une partie du coût.

d) Prestations pour soins dentaires

Des régimes de prestations pour soins dentaires existent à l'intention de certains assistés sociaux dans la plupart des provinces.

Les services prévus dans le cadre de ces régimes excluent généralement certains soins particuliers et exigent une autorisation préalable pour d'autres.

e) Prestations pour soins ophtalmologiques

Depuis la mise en application, dans tout le Canada, des régimes publics d'assurance-maladie, les réfractions effectuées par les médecins sont couvertes partout les régimes publics d'assurance-maladie, ainsi que les réfractions effectuées par les optométristes dans un certain nombre de provinces. Le coût de ces dernières prestations est partagé avec le Gouvernement fédéral lorsque les bénéficiaires sont admissibles au Régime d'assistance publique du Canada.

A.2.3.2. Autres programmes

Il existe également des programmes provinciaux qui prévoient des prestations pour des soins personnels non couverts par les régimes fédéraux provinciaux d'assurance maladie et hospitalisation à frais partagés. Ces prestations concernent en particulier les soins dentaires pour lesquels sept provinces offrent certains soins assurés, les médicaments d'ordonnance pour lesquels huit provinces ont mis sur pied des programmes d'assurance, les soins ophtalmologiques effectués par les optométristes et certains soins paramédicaux.

Tableau n° A.1

Données générales
Canada - France

ANNEES	Taux de change 1FF = 1£C (1)	Ensemble de la population		Indice général des prix	
		Canada au 1er juin 10 ³ (2)	France moyennes annuelles de la pop. résidente 10 ³ (3)	CANADA (4)	FRANCE (3)
1960	5,04	17 870	45 684	100	100
1961	4,83	18 238	46 163	100,9	103,3
1962	4,58	18 583	46 998	102,2	108,2
1963	4,55	18 931	47 816	103,9	113,4
1964	4,54	19 291	48 310	105,8	117,2
1965	4,55	19 644	48 758	108,3	120,2
1966	4,56	20 015	49 164	112,4	123,4
1967	4,56	20 378	49 548	116,4	126,7
1968	4,60	20 701	49 915	121,1	132,5
1969	4,84	21 001	50 318	126,6	141,1
1970	5,30	21 297	50 772	130,8	148,4
1971	5,44	21 568	51 251	134,6	156,5
1972	5,09	21 801	51 701	141,0	166,2
1973	4,45	22 043	52 118	151,7	178,3
1974	4,89	22 364	52 460	168,2	202,8
1975	4,22	22 697	52 705	186,4	226,7
1976	4,86	22 993	52 891	200,4	248,5
1977	4,63	23 258	53 078	216,4	272,0
1978	3,96	23 493	53 278	235,8	296,6
1979		23 690		257,3	328,0

Accroissements annuels moyens en %

1960-1965		1,9	1,3	1,6	3,7
1965-1970		1,6	0,8	3,8	4,3
1970-1975		1,3	0,8	7,3	8,8
1975-1977		1,2	0,4	7,7	9,5
1960-1977		1,6	0,9	4,6	6,1
1960-1979		1,5		5,1	6,5

- Sources : (1) - Statistiques et Etudes financières du Ministère de l'Economie et des Finances
(2) - De 1960 à 1971, Statistique Canada - Catalogue 91-512 Hors série - Population 1921-1971.
De 1972 à 1975, Statistique Canada, Catalogue 91-518 Hors série.
En 1977, Statistique Canada, Catalogue 91-201 Annuel, 1er juin 1979.
(3) - l'INSEE
(4) - Health Economics and Statistics - May 10 - 1978

Tableau n° A.2

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE GLOBAUX

ANNEES	FRANCE ¹ EN 10 ⁶ F				CANADA ² EN 10 ⁶ \$			
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale		Revenu disponible des ménages
		totale	des ménages			totale	des ménages	
1960	296 506	220 619	181 327	215 497	38 359	39 233	25 479	26 567
1961	323 459	241 781	198 436	234 046	39 646	40 528	25 930	26 904
1962	361 164	271 179	222 300	268 312	42 927	42 945	27 452	29 340
1963	404 881	307 187	251 779	299 497	45 978	45 763	29 225	31 168
1964	449 157	335 441	274 698	326 355	50 280	50 187	31 389	33 049
1965	483 488	358 330	293 672	351 089	55 364	55 484	33 947	36 263
1966	523 416	387 123	317 858	377 318	61 828	61 999	36 890	39 901
1967	565 389	418 677	344 046	409 769	66 409	66 753	39 972	43 123
1968	614 517	459 208	374 544	445 620	72 586	72 142	43 704	46 820
1969	700 689	522 391	427 010	497 800	79 815	78 965	47 492	50 911
1970	782 560	576 335	469 090	561 074	85 685	84 972	50 327	54 009
1971	872 433	645 703	526 004	631 369	94 450	94 784	55 616	59 943
1972	981 115	722 518	590 761	709 074	105 234	105 550	62 208	68 100
1973	1 114 200	815 950	666 191	805 655	123 560	122 163	71 278	79 719
1974	1 278 302	955 757	778 369	941 837	147 528	145 464	83 388	94 545
1975	1 452 319	1 108 106	895 011	1 099 019	165 343	170 419	96 995	110 996
1976	1 677 973	1 286 695	1 037 169	1 241 291	191 166	194 198	110 655	125 562
1977	1 880 530	1 445 995	1 163 835	1 399 853	209 379	214 206	122 425	138 515
1978	2 133 499	1 646 845	1 322 271	1 600 484	230 407	235 360	135 220	153 954

Sources : (1) - De 1960 à 1973 : INSEE - Annuaire Statistique de la France, 1979.
De 1974 à 1978 : Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1979, les collections de l'INSEE-86.87 C

(2) - Système de comptabilité nationale. Comptes nationaux des revenus et des dépenses, 1964-1978, Catalogue 13-201 annuel, Statistique Canada

Tableau n° A.3

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE PAR PERSONNE

ANNEES	FRANCE (en francs)				CANADA (en dollars canadiens)			
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale		Revenu disponible des ménages
		Totale	des ménages			Totale	des ménages	
1960	6 490	4 829	3 969	4 717	2 147	2 195	1 426	1 487
1961	7 007	5 238	4 299	5 070	2 174	2 222	1 422	1 475
1962	7 685	5 770	4 730	5 709	2 310	2 311	1 477	1 579
1963	8 467	6 424	5 266	6 264	2 429	2 417	1 544	1 646
1964	9 297	6 943	5 686	6 755	2 606	2 602	1 627	1 713
1965	9 916	7 349	6 023	7 201	2 818	2 824	1 728	1 846
1966	10 646	7 874	6 465	7 675	3 089	3 098	1 843	1 994
1967	11 411	8 450	6 944	8 270	3 259	3 276	1 962	2 116
1968	12 311	9 200	7 504	8 928	3 506	3 485	2 111	2 262
1969	13 925	10 382	8 486	9 893	3 801	3 760	2 261	2 424
1970	15 413	11 351	9 239	11 051	4 023	3 990	2 363	2 536
1971	17 023	12 599	10 263	12 319	4 379	4 395	2 579	2 779
1972	18 977	13 975	11 426	13 715	4 827	4 842	2 853	3 124
1973	21 378	15 656	12 782	15 458	5 605	5 542	3 234	3 617
1974	24 367	18 219	14 837	17 953	6 597	6 504	3 729	4 228
1975	27 556	21 025	16 982	20 852	7 285	7 508	4 273	4 890
1976	31 725	24 327	19 610	23 469	8 314	8 446	4 813	5 461
1977	35 430	27 243	21 927	26 374	9 002	9 210	5 264	5 956
1978	40 045	30 910	24 818	30 040	9 807	10 018	5 756	6 553

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE
INDICES DES VALEURS NOMINALES GLOBALES

Base 100 en 1960

ANNEES	FRANCE				CANADA			
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale		Revenu disponible des ménages
		Totale	des ménages			Totale	des ménages	
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	109,09	109,59	109,44	108,61	103,36	103,30	101,77	101,27
1962	121,81	122,92	122,60	124,51	111,91	109,46	107,74	110,44
1963	136,55	139,24	138,85	138,98	119,86	116,64	114,70	117,32
1964	151,48	152,04	151,49	151,44	131,08	127,92	123,20	124,40
1965	163,06	162,42	161,96	162,92	144,33	141,42	133,24	136,50
1966	176,53	175,47	175,30	175,09	161,18	158,03	144,79	150,19
1967	190,68	189,77	189,74	190,15	173,12	170,15	156,88	162,32
1968	207,25	208,14	206,56	206,79	189,23	183,88	171,53	176,23
1969	236,32	236,78	235,49	231,00	208,07	201,27	186,40	191,63
1970	263,93	261,24	258,70	260,36	223,38	216,58	197,52	203,29
1971	294,24	292,68	290,09	292,98	246,23	241,59	218,28	225,63
1972	330,89	327,50	325,80	329,04	274,34	269,03	244,15	256,33
1973	375,78	369,84	367,40	373,86	322,11	311,38	279,75	300,07
1974	431,12	433,22	429,26	437,05	384,60	370,77	327,28	355,87
1975	489,81	502,27	493,59	510,00	431,04	434,38	380,69	417,80
1976	565,92	583,22	571,99	576,01	498,36	494,99	434,30	472,62
1977	634,23	655,43	641,84	649,59	545,84	545,98	480,49	521,38
1978	719,55	746,47	729,22	742,69	600,66	599,90	530,71	579,49

Accroissements annuels moyens en %

1960/1965	+ 10,3	+ 10,2	+ 10,1	+ 10,3	+ 7,6	+ 7,2	+ 5,9	+ 6,4
1965/1970	+ 10,1	+ 10,0	+ 9,8	+ 9,8	+ 9,1	+ 8,9	+ 8,2	+ 8,3
1970/1975	+ 13,2	+ 14,0	+ 13,8	+ 14,4	+ 14,1	+ 14,9	+ 14,0	+ 15,5
1975/1978	+ 13,7	+ 14,1	+ 13,9	+ 13,3	+ 11,7	+ 11,4	+ 11,7	+ 11,5
1960/1978	+ 11,6	+ 11,8	+ 11,7	+ 11,8	+ 10,5	+ 10,5	+ 9,7	+ 10,3

Tableau n° A.5

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE
INDICES DES VALEURS NOMINALES PAR PERSONNE

Base 100 en 1960

ANNEES	FRANCE				CANADA			
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale		Revenu disponible des ménages
		Totale	des ménages			Totale	des ménages	
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	107,96	108,45	108,30	107,48	101,27	101,23	99,72	99,19
1962	118,40	119,48	119,17	121,03	107,61	105,28	103,58	106,19
1963	130,46	133,03	132,66	132,78	113,14	110,11	108,27	110,69
1964	143,25	143,78	143,26	143,21	121,42	118,54	114,10	115,20
1965	152,78	152,18	151,74	152,64	131,30	128,66	121,18	124,14
1966	164,03	163,05	162,89	162,70	143,91	141,14	129,24	134,10
1967	175,81	174,97	174,94	175,32	151,82	149,24	137,59	142,30
1968	189,69	190,50	189,04	189,26	163,34	158,77	148,04	152,12
1969	214,55	214,98	213,80	209,73	177,05	171,30	158,56	163,01
1970	237,48	235,06	232,77	234,27	187,43	181,78	165,71	170,54
1971	262,28	260,89	258,58	261,16	204,01	200,23	180,86	186,89
1972	292,38	289,38	287,88	290,74	224,83	220,59	200,07	210,09
1973	329,39	324,19	322,04	327,71	261,06	252,48	226,79	243,24
1974	375,45	377,28	373,82	380,60	307,27	296,31	261,50	284,33
1975	424,59	435,39	427,87	442,06	339,31	342,05	299,64	328,85
1976	488,83	503,77	494,08	497,54	387,24	384,78	397,52	367,24
1977	545,92	564,15	552,46	559,13	419,28	419,59	369,14	400,54
1978	617,03	640,09	625,30	636,85	456,78	456,40	403,64	440,69

190

Accroissements annuels moyens en %

1960/1965	+ 8,8	+ 8,8	+ 8,7	+ 8,8	+ 5,6	+ 5,2	+ 3,9	+ 4,4
1965/1970	+ 9,2	+ 9,1	+ 8,9	+ 8,9	+ 7,4	+ 7,2	+ 6,5	+ 6,6
1970/1975	+ 12,3	+ 13,1	+ 12,9	+ 13,5	+ 12,6	+ 13,5	+ 12,6	+ 14,0
1975/1978	+ 13,3	+ 13,7	+ 13,5	+ 12,9	+ 10,4	+ 10,1	+ 10,4	+ 10,2
1960/1978	+ 10,6	+ 10,9	+ 10,7	+ 10,8	+ 8,8	+ 8,8	+ 8,1	+ 8,6

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE - INDICES DES VALEURS GLOBALES A PRIX RELATIFS

Base 100 en 1960

ANNEES	FRANCE (1)				CANADA (2)		
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale	
		Totale	des ménages			Totale	des ménages
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	105,61	106,09	105,94	105,14	102,84	102,56	101,10
1962	112,58	113,60	113,30	115,07	109,85	107,08	105,63
1963	120,42	122,79	122,44	122,56	115,57	111,67	110,78
1964	129,25	129,73	129,26	129,22	123,26	119,94	117,44
1965	135,66	135,12	134,74	135,54	131,47	128,58	124,60
1966	143,05	142,20	142,05	141,89	140,60	137,69	131,10
1967	150,50	149,78	149,75	150,08	145,30	143,03	137,34
1968	156,42	157,09	155,89	156,07	153,79	149,12	144,16
1969	167,48	167,81	166,90	163,71	161,98	155,88	150,79
1970	177,84	176,03	174,33	175,44	166,04	160,74	154,31
1971	188,01	187,01	185,36	187,21	177,43	173,00	166,55
1972	199,09	197,04	196,03	197,98	188,33	183,85	179,21
1973	210,76	207,43	206,06	209,68	202,54	197,23	191,30
1974	212,58	213,62	211,67	215,51	209,80	207,05	201,13
1975	216,08	221,56	217,73	224,97	212,29	216,67	211,56
1976	227,73	234,70	230,18	231,79	223,77	226,72	224,88
1977	233,17	240,97	235,97	238,82	229,09	231,59	231,41
1978	242,35	251,42	245,61	250,14	236,94	236,19	238,27

Accroissements annuels moyens en %

1960/1965	+ 6,3	+ 6,2	+ 6,1	+ 6,3	+ 5,6	+ 5,2	+ 4,5
1965/1970	+ 5,6	+ 5,4	+ 5,3	+ 5,3	+ 4,8	+ 4,6	+ 4,4
1970/1975	+ 4,0	+ 4,7	+ 4,5	+ 5,1	+ 5,0	+ 6,2	+ 6,5
1975/1978	+ 3,9	+ 4,3	+ 4,1	+ 3,6	+ 3,7	+ 2,9	+ 4,0
1960/1978	+ 5,0	+ 5,3	+ 5,1	+ 5,2	+ 4,9	+ 4,9	+ 4,9

(1) En France, les indices des valeurs relatives sont égaux aux indices des valeurs nominales déflatés de l'indice général des prix.

(2) Au Canada, ces données sont calculées à partir des agrégats de comptabilité nationale estimés à prix constants (1971) et présentés dans "Système de comptabilité nationale. Comptes nationaux des revenus et des dépenses 1964-1978, catalogue 13-201 annuel - Statistique Canada".

AGREGATS DE COMPTABILITE NATIONALE
INDICES DES VALEURS PAR PERSONNE A PRIX RELATIFS

Base 100 en 1960

ANNEES	FRANCE (1)				CANADA (2)		
	Produit intérieur brut	Consommation finale		Revenu disponible brut des ménages	Produit national brut au prix du marché	Consommation finale	
		Totale	Des ménages			Totale	des ménages
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	104,51	104,99	104,84	104,04	100,74	100,49	99,04
1962	109,43	110,43	110,14	111,86	105,64	102,97	101,55
1963	115,04	117,31	116,99	117,09	109,03	105,41	104,54
1964	122,23	122,68	122,23	122,19	114,17	111,09	108,77
1965	127,11	126,61	126,24	127,00	119,57	116,96	113,32
1966	132,93	132,13	132,00	131,84	125,51	122,93	117,01
1967	138,76	138,10	138,08	138,38	127,39	125,41	120,44
1968	143,16	143,78	142,68	142,84	132,76	128,70	124,40
1969	152,06	152,36	151,53	148,64	137,83	132,64	128,30
1970	160,03	158,39	156,86	157,86	139,31	134,87	129,43
1971	167,59	166,70	165,22	166,87	147,00	143,34	137,99
1972	175,92	174,12	173,21	174,94	154,34	150,68	146,87
1973	184,74	181,82	180,62	183,79	164,18	159,88	155,06
1974	185,13	186,04	184,33	187,67	167,64	165,43	160,67
1975	187,29	192,06	188,74	195,00	167,14	170,58	166,56
1976	196,71	202,72	198,82	200,22	173,92	176,19	174,74
1977	200,71	207,41	203,11	205,56	176,00	177,92	177,74
1978	208,03	215,81	210,82	214,72	180,23	179,66	181,24

192

Accroissements annuels moyens en %

1960/1965	+ 4,9	+ 4,8	+ 4,8	+ 4,9	+ 3,6	+ 3,2	+ 2,5
1965/1970	+ 4,7	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7
1970/1975	+ 3,2	+ 3,9	+ 3,8	+ 4,3	+ 3,7	+ 4,8	+ 5,2
1975/1978	+ 3,6	+ 4,0	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,7	+ 2,9
1960/1978	+ 4,2	+ 4,4	+ 4,2	+ 4,3	+ 3,3	+ 3,3	+ 3,4

A N N E X E B

ENSEMBLE DES DEPENSES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE

Dépenses globales de santé au Canada et en France

1960 - 1975

Années	Services hospitaliers (1)			Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux			Biens médicaux			Ensemble des dépenses de santé		
	Canada		France	Canada		France	Canada		France	Canada		France
	10 ⁶ \$ C	10 ⁶ FF		10 ⁶ \$ C	10 ⁶ FF		10 ⁶ \$ C	10 ⁶ FF		10 ⁶ \$ C	10 ⁶ FF	
1960	952,897	4803	4336	518,658	2 614	4 108	311,217	1569	3464	1782,772	8986	11908
1961	1063,617	5137	5145	562,034	2 715	4 371	320,761	1549	4269	1946,412	9401	13785
1962	1178,002	5395	6044	586,566	2 686	4 951	335,821	1538	4869	2100,389	9619	15864
1963	1312,038	5970	7124	653,341	2 973	5 882	367,022	1670	5472	2332,401	10613	18478
1964	1454,139	6602	8200	711,481	3 230	7 061	396,942	1802	6212	2562,562	11634	21473
1965	1646,634	7492	9104	778,118	3 540	7 787	453,598	2064	7005	2878,350	13096	23896
1966	1880,896	8577	10021	854,602	3 897	9 048	493,792	2252	7946	3229,290	14726	27015
1967	2155,179	9828	10940	954,355	4 352	10 171	560,350	2555	8856	3669,884	16735	29967
1968	2484,220	11427	11702	1092,246	5 024	10 832	620,840	2856	9467	4197,306	19307	32007
1969	2801,134	13557	14756	1244,896	6 025	12 763	688,899	3334	11125	4734,929	22916	38644
1970	3159,948	16748	17100	1409,644	7 471	14 255	775,811	4112	12852	5345,403	28331	44207
1971	3527,485	19190	19946	1674,649	9 110	16 177	863,824	4699	14446	6065,958	32999	50569
1972	3861,690	19656	22909	1861,311	9 474	18531	915,359	4659	16000	6638,360	33789	57440
1973	4331,140	19274	26312	2029,200	9 030	21754	1015,113	4517	17862	7375,453	32821	65928
1974	5168,906	25276	32132	2272,315	11 112	25027	1128,658	5519	20543	8569,879	41907	77702
1975	6253,868	26391	42069	2686,404	11 337	30479	1296,311	5470	24312	10236,583	43198	96860
1976	7413,552	36030	52966	2998,296	14 572	35020	1461,933	7105	25490	11873,781	57 707	113476
1977	-	-	61639	-	-	38910	-	-	26631	-	-	127180
1978	8551,449	33864	73441	3676,664	14 560	45621	1821,516	7213	31364	14049,629	55637	150426

195

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.2

DEPENSES GLOBALES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE
Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens
Valeurs nominales
1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	111,6	118,7	108,4	106,4	103,1	123,2	109,2	115,8
1962	123,6	139,4	113,1	120,5	107,9	140,6	117,8	133,2
1963	137,7	164,3	126,0	143,2	117,9	158,0	130,8	155,2
1964	152,6	189,1	137,2	171,9	127,5	179,3	143,7	180,3
1965	172,8	210,0	150,0	189,6	145,7	202,2	161,4	200,7
1966	197,4	231,1	164,8	220,3	158,7	229,4	181,1	226,9
1967	226,2	252,3	184,0	247,6	180,1	255,7	205,8	251,7
1968	260,7	269,9	210,6	263,7	199,5	273,3	235,4	268,8
1969	294,0	340,3	240,0	310,7	221,4	321,2	265,6	324,5
1970	331,6	394,4	271,8	347,0	249,3	371,0	299,8	371,2
1971	370,2	460,0	322,9	393,8	277,6	417,0	340,3	424,7
1972	405,3	528,3	358,9	451,1	294,1	461,9	372,4	482,4
1973	454,5	606,8	391,2	529,6	326,2	515,6	413,7	553,6
1974	542,4	741,1	438,1	609,2	362,7	593,0	480,7	652,5
1975	656,3	970,2	518,0	741,9	416,5	701,8	574,2	813,4
1976	778,0	1221,5	578,1	852,5	469,7	735,9	666,0	952,9
1977	-	1421,6	-	947,2	-	768,8	-	1068,0
1978	897,4	1693,8	708,9	1110,5	585,3	905,4	788,1	1263,2

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 11,6	+ 16,0	+ 8,5	+ 13,6	+ 7,8	+ 15,1	+ 10,1	+ 14,9
1965/70	+ 13,9	+ 13,4	+ 12,6	+ 14,0	+ 11,3	+ 12,9	+ 13,2	+ 13,1
1970/75	+ 14,6	+ 19,7	+ 13,8	+ 16,4	+ 10,8	+ 13,6	+ 13,9	+ 17,0
1975/78	+ 11,0	+ 20,4	+ 11,0	+ 14,4	+ 12,0	+ 8,9	+ 11,1	+ 15,8
1960/78	+ 13,0	+ 17,0	+ 11,5	+ 14,3	+ 10,3	+ 13,0	+ 12,2	+ 15,1

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

DEPENSES DE SANTE PAR PERSONNE AU CANADA ET EN FRANCE
Indices d'évolution des valeurs nominales
1960 - 1978

Base 100 en 1960

Années	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	109,4	117,4	106,2	105,3	101,0	122,0	107,0	114,6
1962	118,9	135,5	108,8	117,1	103,7	136,6	113,3	129,5
1963	130,0	157,0	118,9	136,8	111,3	150,9	123,5	148,3
1964	141,4	178,8	127,1	162,5	118,1	169,6	133,1	170,5
1965	157,2	196,7	136,5	177,6	132,5	189,5	146,9	188,0
1966	176,2	214,8	147,1	204,7	141,6	213,1	161,7	210,8
1967	198,3	232,6	161,4	228,3	157,9	235,7	180,5	232,0
1968	225,1	247,0	181,8	241,3	172,2	250,1	203,2	246,0
1969	250,2	309,0	204,3	282,1	188,3	291,6	226,0	294,6
1970	278,3	354,9	228,1	312,2	209,1	333,8	251,6	334,0
1971	306,7	410,1	267,6	351,0	229,9	371,7	281,9	378,5
1972	332,2	466,9	294,2	398,6	241,0	408,1	305,2	426,2
1973	368,5	531,9	317,2	464,2	264,4	452,0	335,4	485,3
1974	433,5	645,3	350,1	530,5	289,7	516,4	384,1	568,2
1975	516,8	841,0	407,9	643,1	327,8	608,3	452,1	705,0
1976	604,7	1055,1	449,3	736,3	365,0	635,5	517,7	823,1
1977	-	1223,6	-	815,2	-	661,7	-	919,2
1978	682,7	1452,4	539,3	952,3	445,1	776,3	599,5	1083,2

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.4

DEPENSES GLOBALES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE
Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens
VALEURS RELATIVES
1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	110,6	114,9	107,4	103,0	102,1	119,3	108,2	112,1
1962	121,0	128,8	110,7	111,4	105,6	129,9	115,3	123,1
1963	132,5	144,9	121,3	126,3	113,5	139,3	125,9	136,8
1964	144,2	161,4	129,7	146,7	120,6	153,0	135,8	153,9
1965	159,6	174,7	138,5	157,7	134,6	168,2	149,0	166,9
1966	175,6	187,3	146,6	178,5	141,2	185,9	161,1	183,8
1967	194,3	199,1	158,1	195,4	154,7	201,8	176,8	198,6
1968	215,3	203,7	173,9	199,0	164,7	206,3	194,4	202,9
1969	232,2	241,2	189,6	220,2	174,8	227,6	209,8	230,0
1970	253,5	265,7	207,8	233,8	190,6	250,0	229,2	250,2
1971	275,0	293,9	239,9	251,6	206,2	266,5	252,8	271,4
1972	287,4	317,9	254,5	271,4	208,6	277,9	264,1	290,2
1973	299,6	340,3	257,9	297,0	215,0	289,2	272,7	310,5
1974	322,5	365,4	260,5	300,4	215,6	292,4	285,8	321,8
1975	352,1	428,0	277,9	327,3	223,5	309,6	308,0	358,8
1976	388,2	491,5	288,5	343,1	234,4	296,1	332,3	383,5
1977	-	522,6	-	348,2	-	282,6	-	392,6
1978	380,6	571,1	300,6	374,4	248,2	305,3	334,2	425,9

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 9,8	+ 11,8	+ 6,7	+ 9,5	+ 6,1	+ 11,0	+ 8,3	+ 10,8
1965/70	+ 9,7	+ 8,8	+ 8,5	+ 8,2	+ 7,2	+ 8,2	+ 9,0	+ 8,4
1970/75	+ 6,8	+ 10,0	+ 6,0	+ 7,0	+ 3,2	+ 4,4	+ 6,1	+ 7,5
1975/78	+ 8,1	+ 10,1	+ 2,7	+ 4,6	+ 3,6	- 0,5	+ 2,8	+ 5,9
1960/78	+ 7,7	+ 10,2	+ 6,3	+ 7,6	+ 5,2	+ 6,4	+ 6,9	+ 8,4

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

DEPENSES DE SANTE PAR PERSONNE AU CANADA ET EN FRANCE

Indices d'évolution des valeurs relatives

1960 - 1978

Base 100 en 1960

Années	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	108,4	113,7	105,2	101,9	100,1	118,1	106,0	110,9
1962	116,3	125,2	106,4	108,3	101,5	126,3	110,8	119,7
1963	125,1	138,4	114,4	120,6	107,1	133,1	118,8	130,7
1964	133,6	152,6	120,1	138,7	111,7	144,7	125,8	145,5
1965	145,2	163,7	126,1	147,8	122,4	157,6	135,6	156,4
1966	156,8	174,0	130,9	165,9	126,0	172,7	143,9	170,8
1967	170,4	183,6	138,7	180,2	135,6	186,0	155,1	183,1
1968	185,8	186,4	150,1	182,1	142,2	188,8	167,8	185,7
1969	197,6	219,0	161,4	199,9	148,7	206,6	178,5	208,8
1970	212,8	239,1	174,4	210,4	159,9	224,9	192,4	225,1
1971	227,9	262,0	198,8	224,3	170,8	237,5	209,5	241,9
1972	235,6	280,9	208,7	239,8	170,9	245,6	216,5	256,5
1973	242,9	298,3	209,1	260,3	174,3	253,5	221,1	272,2
1974	257,7	318,2	208,1	261,6	172,2	254,6	228,4	280,2
1975	277,3	371,0	218,8	283,7	175,9	268,3	242,5	311,0
1976	301,7	424,6	224,2	296,3	182,1	255,7	258,3	331,2
1977	-	449,9	-	299,7	-	243,3	-	337,9
1978	289,5	489,7	228,7	321,1	188,8	261,7	254,2	365,2

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.6

DEPENSES GLOBALES DE SANTE AU CANADA ET EN FRANCE
Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens
Valeurs à prix constant
1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	103,6	112,3	106,5	110,0	103,1	121,1	104,0	113,8
1962	111,3	123,2	107,7	116,3	108,0	134,9	109,2	123,8
1963	121,1	129,1	116,8	128,1	120,2	151,5	119,0	134,1
1964	127,6	141,4	124,3	142,8	129,9	171,1	126,0	149,0
1965	135,9	153,9	131,7	151,8	148,6	192,8	135,1	162,4
1966	142,8	163,8	141,0	167,1	159,8	217,9	142,7	177,7
1967	151,1	174,0	144,1	179,5	180,1	242,6	150,5	191,8
1968	159,6	175,6	158,3	181,5	206,7	261,3	161,7	196,5
1969	162,1	196,5	172,8	195,5	227,3	293,1	168,2	216,2
1970	167,7	213,6	183,0	209,8	253,9	331,8	175,9	236,0
1971	173,5	231,2	211,3	224,0	286,1	373,3	188,5	256,7
1972	176,0	249,8	229,6	241,4	301,0	407,3	194,5	278,2
1973	180,8	262,2	244,5	259,2	326,5	457,5	201,5	299,7
1974	183,1	289,6	256,5	272,6	346,7	499,6	204,3	324,8
1975	191,7	324,8	281,7	297,5	365,4	557,0	214,7	360,1
1976	-	357,2	-	314,1	-	572,2	-	382,5
1977	-	380,6	-	321,7	-	578,9	-	396,1
1978	-	412,7	-	343,8	-	616,8	-	426,0

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 6,3	+ 9,0	+ 5,7	+ 8,7	+ 8,2	+ 14,0	+ 6,2	+ 10,2
1965/70	+ 4,3	+ 6,8	+ 6,8	+ 6,7	+11,3	+ 11,5	+ 5,4	+ 7,8
1970/75	+ 2,7	+ 8,7	+ 9,0	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,9	+ 4,1	+ 8,8
1975/78	-	+ 8,3	-	+ 4,9	-	+ 3,5	-	+ 5,8
1960/75	+ 4,4	+ 8,2	+ 7,1	+ 7,5	+ 9,0	+12,1	+ 5,2	+ 8,9
1960/78	-	+ 8,2	-	+ 7,1	-	+10,6	-	+ 8,4

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.7.

DEPENSES DE SANTE PAR PERSONNE AU CANADA ET EN FRANCE
Indices d'évolution des valeurs à prix constant
1960 - 1978

Base 100 en 1960

Années	Services hospitaliers (1)		Soins aux malades ambulatoires et à domicile ou soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	101,6	111,1	104,3	108,9	101,0	120,0	101,9	112,6
1962	107,0	119,8	103,6	113,1	103,8	131,1	105,0	120,3
1963	114,3	123,3	110,2	122,4	113,5	144,7	112,4	128,1
1964	118,2	133,8	115,1	135,0	120,3	161,8	116,7	140,9
1965	123,6	144,2	119,9	142,2	135,1	180,6	122,9	152,1
1966	127,5	152,2	125,8	155,3	142,6	202,4	127,4	165,1
1967	132,5	160,4	126,4	165,5	157,9	223,6	132,0	176,9
1968	137,8	160,7	136,7	166,1	178,4	239,1	139,6	179,8
1969	138,0	178,4	147,1	177,5	193,3	266,1	143,1	196,3
1970	140,7	192,2	153,6	188,8	213,0	298,6	147,7	212,4
1971	143,7	206,1	175,1	199,7	237,0	332,8	156,2	228,9
1972	144,3	220,8	188,2	213,3	246,7	359,9	159,4	245,8
1973	146,6	229,9	198,3	227,2	264,7	401,1	163,4	262,8
1974	146,4	252,2	205,0	237,4	277,0	435,0	163,2	282,8
1975	150,9	281,6	221,8	257,9	287,5	482,8	169,0	312,1
1976	-	308,5	-	271,3	-	494,2	-	330,4
1977	-	327,6	-	276,9	-	498,3	-	340,9
1978	-	353,9	-	294,8	-	528,8	-	365,3

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.8.

Indices de prix des différents postes de soins

indices nominaux

1960 - 1978

Base 100 en 1960

Années	Services hospitaliers (1)		Soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble des dépenses de santé	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	107,7	105,7	101,8	96,7	100,0	101,7	105,0	101,7
1962	111,1	113,1	105,0	103,6	99,9	104,2	107,9	107,6
1963	113,7	127,3	107,9	111,8	98,1	104,3	109,9	115,7
1964	119,6	133,7	110,4	120,4	98,2	104,8	114,1	121,0
1965	127,2	136,4	113,9	124,9	98,1	104,9	119,5	123,6
1966	138,2	141,1	116,9	131,8	99,3	105,3	126,9	127,7
1967	149,7	145,0	127,7	137,9	100,0	105,4	136,7	131,2
1968	163,3	153,7	133,0	145,3	96,5	104,6	145,6	136,8
1969	181,3	173,2	138,9	158,9	97,4	109,6	157,9	150,1
1970	197,8	184,6	148,5	165,4	98,2	111,8	170,4	157,3
1971	213,4	199,0	152,8	175,8	97,0	111,7	180,5	165,4
1972	230,2	211,5	156,3	186,9	97,7	113,4	191,5	173,4
1973	251,4	231,4	160,0	204,3	99,9	112,7	205,3	184,7
1974	296,2	255,9	170,8	223,5	104,6	118,7	235,3	200,9
1975	342,4	298,7	183,9	249,4	114,0	126,0	267,5	225,9
1976	-	342,0	-	271,4	-	128,6	-	249,1
1977	-	373,5	-	294,4	-	132,8	-	269,6
1978	-	410,4	-	323,0	-	146,8	-	296,5

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

Tableau n° B.9.

Indices de prix des différents postes de soins

Indices relatifs

1960 - 1978

Base 100 en 1960

Années	Services hospitaliers (1)		Soins médicaux		Biens médicaux		Ensemble	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France	Canada	France
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	106,7	102,3	100,9	93,6	99,1	98,4	104,1	98,5
1962	108,7	104,5	102,7	95,7	97,7	96,3	105,6	99,4
1963	109,4	112,3	103,8	98,6	94,4	92,0	105,8	102,0
1964	113,0	114,1	104,3	102,7	92,3	89,4	107,8	103,2
1965	117,5	113,5	105,2	103,9	90,6	87,3	110,3	102,8
1966	123,0	114,3	104,0	106,8	88,3	85,3	112,9	103,5
1967	128,6	114,4	109,7	108,8	85,9	83,2	117,4	103,6
1968	134,8	116,0	109,8	109,7	79,7	78,9	120,2	103,2
1969	143,2	122,7	109,7	112,6	76,9	77,7	124,7	106,4
1970	151,2	124,4	113,5	111,5	75,1	75,3	130,3	106,0
1971	158,5	127,2	113,5	112,3	72,1	71,4	134,1	105,7
1972	163,3	127,3	110,9	112,5	69,3	68,2	135,8	104,3
1973	165,7	129,8	105,5	114,6	65,9	63,2	135,3	103,6
1974	176,1	126,2	101,5	110,2	62,2	58,5	139,9	99,1
1975	183,7	131,8	98,7	110,0	61,2	55,6	143,5	99,6
1976	-	137,6	-	109,2	-	51,8	-	100,2
1977	-	137,3	-	108,2	-	48,8	-	99,1
1978	-	138,4	-	108,9	-	49,5	-	100,0

(1) Au Canada, les services hospitaliers comprennent tous ceux rendus à des malades hospitalisés, ainsi que certains de ceux rendus aux malades ambulatoires tels que les malades venus en consultation externe.

A N N E X E C

HOSPITALISATION

Tableau n° C.1.

Dépenses globales d'hospitalisation au Canada (1)
et en France
1960 - 1978

En 10⁶

Années	C A N A D A				FRANCE
	Ensemble des dépenses d'hospitalisation		Ensemble des dépenses d'hospitalisation moins les consultations externes		Ensemble des dépenses d'hospitalisation
	En dollars canadiens	En Francs	En dollars canadiens	En Francs	En Francs
1960	952,897	4 803	926,141	4 668	4 336
1961	1 063,617	5 137	1 030,546	4 978	5 145
1962	1 178,002	5 395	1 140,057	5 221	6 044
1963	1 312,038	5 970	1 269,131	5 775	7 124
1964	1 454,139	6 602	1 405,389	6 380	8 200
1965	1 646,634	7 402	1 590,316	7 236	9 104
1966	1 880,896	8 577	1 816,413	8 283	10 021
1967	2 155,179	9 828	2 076,128	9 467	10 940
1968	2 484,220	11 427	2 379,775	10 947	11 702
1969	2 801,134	13 557	2 665,595	12 901	14 756
1970	3 159,948	16 748	2 991,811	15 857	17 100
1971	3 527,485	19 190	3 332,235	18 127	19 946
1972	3 861,690	19 656	3 629,112	18 472	22 909
1973	4 331,140	19 274	4 081,542	18 163	26 312
1974	5 168,906	25 276	4 897,951	23 951	32 132
1975	6 253,868	26 391	5 955,420	25 132	42 069
1976	7 413,552	36 030	-	-	52 966
1977	-	-	-	-	61 639
1978	8 551,449	33 864	-	-	73 441

(1) L'ensemble des dépenses d'hospitalisation comprend au Canada les dépenses faites dans l'ensemble des hôpitaux ainsi que dans les nursing homes

Tableau n° C.2

Dépenses globales d'hospitalisation au Canada et en France (1)
Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens

1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	111,6	118,7	110,6	114,9	103,6	112,3
1962	123,6	139,4	121,0	128,8	111,3	123,2
1963	137,7	164,3	132,5	144,9	121,1	129,1
1964	152,6	189,1	144,2	161,4	127,6	141,4
1965	172,8	210,0	159,6	174,4	135,9	153,9
1966	197,4	231,1	175,6	187,3	142,8	163,8
1967	226,2	252,3	194,3	199,1	151,1	174,0
1968	260,7	269,9	215,3	203,7	159,6	175,6
1969	294,0	340,3	232,2	241,2	162,1	196,5
1970	331,6	394,4	253,5	265,7	167,7	213,6
1971	370,2	460,0	275,0	293,9	173,5	231,2
1972	405,3	528,3	287,4	317,9	176,0	249,8
1973	454,5	606,8	299,6	340,3	180,8	262,2
1974	542,4	741,1	322,5	365,4	183,1	289,6
1975	656,3	970,2	352,1	428,0	191,7	324,8
1976	778,0	1221,5	388,2	491,5	-	357,2
1977	-	1421,6	-	522,6	-	380,6
1978	897,4	1693,8	380,6	571,1	-	412,7

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 11,6	+ 16,0	+ 9,8	+ 11,8	+ 6,3	+ 9,0
1965/70	+ 13,9	+ 13,4	+ 9,7	+ 8,8	+ 4,3	+ 6,8
1970/75	+ 14,6	+ 19,7	+ 6,8	+ 10,0	+ 2,7	+ 8,7
1975/78	+ 11,0	+ 20,4	+ 2,6	+ 10,1	-	+ 8,3
1960/75	+ 13,4	+ 16,4	+ 8,8	+ 10,2	+ 4,4	+ 8,2
1960/78	+ 13,0	+ 17,0	+ 7,7	+ 10,2	-	+ 8,2

(1) L'ensemble des dépenses d'hospitalisation comprend au Canada les dépenses faites dans l'ensemble des hôpitaux ainsi que dans les nursing homes.

Tableau n° C.3

Dépenses d'hospitalisation par personne au Canada et en France (1)
 Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens
 1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs à prix constants	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	109,4	117,4	108,4	113,7	101,6	111,1
1962	118,9	135,5	116,3	125,2	107,0	119,8
1963	130,0	157,0	125,1	138,4	114,3	123,3
1964	141,4	178,8	133,6	152,6	118,2	133,8
1965	157,2	196,7	145,2	163,7	123,0	144,2
1966	176,2	214,8	156,8	174,0	127,5	152,2
1967	198,3	232,6	170,4	183,6	132,5	160,4
1968	225,1	247,0	185,8	186,4	137,8	160,7
1969	250,2	309,0	197,6	219,0	138,0	178,4
1970	278,3	354,9	212,8	239,1	140,7	192,2
1971	306,7	410,1	227,9	262,0	143,7	206,1
1972	332,2	466,9	235,6	280,9	144,3	220,8
1973	368,5	531,9	242,9	298,3	146,6	229,9
1974	433,5	645,3	257,7	318,2	146,4	252,2
1975	516,8	841,0	277,3	371,0	150,9	281,6
1976	604,7	1055,1	301,7	424,6	-	308,5
1977	-	1223,6	-	449,8	-	327,6
1978	682,7	1452,4	289,5	489,7	-	353,9
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
1960/65	+ 9,5	+ 14,5	+ 7,7	+ 10,4	+ 4,3	+ 7,6
1965/70	+12,1	+ 12,5	+ 7,9	+ 7,9	+ 2,6	+ 5,9
1970/75	+13,2	+ 18,8	+ 5,4	+ 9,2	+ 1,4	+ 7,9
1975/78	+ 9,7	+ 20,0	+ 1,4	+ 9,7	-	+ 7,9
1960/75	+11,6	+ 15,3	+ 7,0	+ 9,1	+ 2,8	+ 7,1
1960/78	+11,3	+ 16,0	+ 6,1	+ 9,2	-	+ 7,3

(1) L'ensemble des dépenses d'hospitalisation comprend au Canada les dépenses faites dans l'ensemble des hôpitaux ainsi que dans les nursing homes.

Tableau n° C.4.

Evolution des dépenses d'hospitalisation moins les consultations
externes au Canada (1)
1960 - 1975

Base 100 en 1960

Années	DEPENSES GLOBALES			DEPENSES PAR PERSONNE		
	Valeurs nominales	Valeurs relatives	Valeurs à prix constant	Valeurs nominales	Valeurs relatives	Valeurs à prix constant
1960	100	100	100	100	100	100
1961	111,3	110,3	103,3	109,0	108,1	101,2
1962	123,1	120,4	110,8	118,4	115,8	106,5
1963	137,0	131,9	120,5	129,3	124,5	113,8
1964	151,7	143,4	126,9	140,6	132,9	117,5
1965	171,7	158,6	135,0	156,2	144,2	122,8
1966	196,1	174,5	141,9	175,1	155,8	126,7
1967	224,2	192,6	149,7	196,6	168,9	131,3
1968	257,0	212,2	157,4	221,8	183,2	135,8
1969	287,8	227,3	158,8	244,9	193,4	135,1
1970	323,0	247,0	163,3	271,0	207,2	137,0
1971	359,8	267,3	168,6	298,1	221,5	139,7
1972	391,9	277,9	170,2	320,9	227,6	139,4
1973	440,7	290,5	175,3	357,2	235,5	142,1
1974	528,9	314,4	178,5	422,6	251,2	142,7
1975	643,0	345,0	187,8	506,3	271,6	147,9
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
1960-1965	+ 11,4	+ 9,7	+ 6,2	+ 9,3	+ 7,6	+ 4,2
1965-1970	+ 13,5	+ 9,3	+ 3,9	+11,7	+ 7,5	+ 2,2
1970-1975	+ 14,8	+ 6,9	+ 2,8	+13,3	+ 5,6	+ 1,5
1960-1975	+ 13,2	+ 8,6	+ 4,3	+11,4	+ 6,9	+ 2,6

[1] L'ensemble des dépenses d'hospitalisation comprend au Canada les dépenses faites dans l'ensemble des hôpitaux ainsi que dans les nursing homes.

Tableau n° C.5

L'équipement hospitalier - Nombre de lits
CANADA
1960 - 1978

Types d'établissements	1960	1965	1970	1972	1974	1976	1978 1979
1. Hôpitaux généraux de courts séjours	100514	114867	128585	131868	133673	130070	130315
2. Hôpitaux généraux de longs séjours	10313	19063	20335	21624	23561	34226	34583
3. Hôpitaux psychiatriques	62077	65928	60200	54277	49064	33771	N.D
4. Autres hôpitaux de longs séjours	11962	5912	3301	1418	465	-	-
5. Nursing homes	21045	27110	38615	43362	46803	49502	52549
Nombre total de lits	205911	232880	251036	252549	253566	247569	217447

FRANCE
1962 - 1977

Types d'établissements	1962	1972	1973	1974	1975	1977
1. Hôpitaux généraux de courts séjours	256692	314814	318226	319390	328079	332548
2. Hôpitaux généraux de longs séjours	34660	58200	70912	76062	79700	75973
3. Hôpitaux psychiatriques	96960	126983	115279	-	120622	142362
4. Hôpitaux anti-tuberculeux	67867	43593	39060	-	30530	24735
5. Autres	-	4100	4100	4213	4388	4500
Nombre total de lits	456179	547690	547577	-	563319	580118

Tableau n° C.6.

Secteur hospitalier
Taux de fréquentation dans les établissements hospitaliers
et son évolution, au Canada et en France
1962 - 1975

Taux de fréquentation en %¹

Types d'hôpitaux	1 9 6 2		1 9 7 2		1 9 7 5	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ²	79,99	79,52	79,89	80,69	79,54	80,24
Hôpitaux psychiatriques	99,61	107,24	92,69	97,01	89,04	110,73
Hôpitaux antituberculeux	70,97	82,76	57,84	56,91	84,88	31,63
Ensemble des hôpitaux	85,99	85,80	83,07	82,42	81,71	82,53
Nursing homes	96,28		97,03		96,13	
Ensemble	87,01	85,80	85,45	82,42	84,43	82,53
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
Types d'hôpitaux	1962 - 1972		1972 - 1975		1962 - 1975	
	Canada	France	Canada	France	Canada	France
Hôpitaux généraux ²	-	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	-	+ 0,1
Hôpitaux psychiatriques	- 0,7	- 1,0	- 1,3	+ 4,5	- 0,9	+ 0,2
Hôpitaux antituberculeux	- 2,0	- 3,7	+13,6	-17,8	+ 1,4	- 7,1
Ensemble des hôpitaux	- 0,3	- 0,4	- 0,5	-	- 0,4	- 0,3
Nursing homes	- 0,1		- 0,3		-	
Ensemble	- 0,2	- 0,4	- 0,4	-	- 0,2	- 0,3

¹ Le taux de fréquentation est égal à : $\frac{\text{Nombre de journées}}{\text{Nombre de lits} \times 365}$

² Dans le poste "hôpitaux généraux", sont regroupés, au Canada, les hôpitaux généraux et spécialisés et les hôpitaux fédéraux.

A N N E X E D

SERVICES DE MEDECINS AU CANADA ET EN FRANCE

ANNEXE D

SERVICES DE MEDECINS AU CANADA ET EN FRANCE

D.1. CHAMP COUVERT

Au Canada, les services de médecins incluent une partie des analyses de laboratoire, ce qui n'est pas le cas en France. Pour permettre une comparaison non biaisée des services de médecins dans les deux pays, il faut donc rendre homogène les séries de dépenses, que nous avons, en essayant d'éliminer les dépenses afférentes aux analyses de laboratoire dans les séries canadiennes.

Pour cela, au Canada, nous avons des données statistiques qui donnent de 1971 à 1975 les dépenses faites pour les analyses de laboratoire chez les médecins payés à l'acte (1). Pour la période 1960 à 1970, nous allons estimer ces dépenses en considérant l'évolution du coût des services de laboratoire dans les hôpitaux publics canadiens de 1960 à 1975 ; seules données disponibles, et en prenant comme valeur de référence les dépenses de l'année 1971 qui sont connues. Pour les années 1976 et 1978, nous prolongeons la tendance observée sur la période 1971-1975 et nous appliquons donc le taux d'accroissement annuel moyen calculé sur cette période à la valeur de 1975. Pour ces deux années, nous avons adopté cette méthode parce que d'après les statistiques citées en (1) les analyses de laboratoire chez les médecins croissent plus vite que celles faites dans les hôpitaux publics.

Nous évaluons ensuite les dépenses de services de médecins sans les analyses de laboratoire, en soustrayant de l'ensemble des dépenses de services de médecins les dépenses pour les analyses de laboratoire que nous avons estimées (voir tableau n° D.1).

(1) Source : Data on costs and volume of laboratory services in Canada - 1971-1975.

Health Economics and statistics Division, Health and Welfare Canada - March 1978.

Tableau n° D.1

Dépenses globales des services de médecins
CANADA - FRANCE *
1960 - 1978

ANNEES	C A N A D A				FRANCE
	Ensemble des dépenses pour les services de médecins (1)	Dépenses pour les services de laboratoire rendus par les médecins (2)	Ensemble des dépenses pour les services de médecins non compris les services de laboratoire 3 = 1 + 2		Ensemble des dépenses de soins de médecins
	En 10 ⁶ \$	En 10 ⁶ \$	En 10 ⁶ \$	En 10 ⁶ F	En 10 ⁶ F
1960	355,014	8,548	346,466	1746	2275
1961	388,305	10,352	377,953	1826	2214
1962	406,075	12,164	393,911	1804	2421
1963	453,395	14,207	439,188	1998	2998
1964	495,657	16,814	478,843	2174	3552
1965	545,056	20,276	524,780	2388	3891
1966	605,200	23,900	581,300	2651	4610
1967	686,189	29,499	656,690	2995	5122
1968	788,089	36,389	751,700	3458	5522
1969	901,435	38,483	862,952	4177	6570
1970	1028,901	45,270	983,631	5213	7265
1971	1236,182	52,794	1183,388	6438	8200
1972	1368,590	61,185	1307,405	6655	9302
1973	1455,513	73,715	1381,798	6149	10808
1974	1610,200	93,841	1516,359	7415	12326
1975	1889,100	125,345	1763,755	7443	15133
1976	2103,199	155,553	1947,646	9466	17495
1977	-	-	-	-	19139
1978	2539,100	239,564	2299,536	9094	22257

* Au Canada, il s'agit de services de médecins aux malades ambulatoires et aux malades hospitalisés dans le cas de paiement à l'acte.

En France, il ne s'agit que des services de médecins aux malades ambulatoires.

- (1) Ces dépenses comprennent également les dépenses pour les services de laboratoire rendus par les médecins.
- (2) De 1960 à 1970, ces dépenses sont estimées à partir de la dépense de 1971 et de l'indice d'évolution 1960-1971 du coût des services de laboratoire dans les hôpitaux publics.

De 1971 à 1975, ces dépenses sont des données canadiennes dont la source est : "Data on costs and volume of laboratory services in Canada - 1971-1975 - Health Economics and statistics division, health and welfare Canada, March 1978

Pour 1976 et 1978, les estimations sont faites à partir de la dépense de 1975 et du taux d'accroissement annuel moyen de ces dépenses entre 1971 et 1975, soit 24,1 %.

Tableau n° D.2

Evolution des dépenses globales des services de médecins
CANADA - FRANCE
1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Valeurs nominales			Valeurs relatives			Valeurs à prix constant		
	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE
	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins
960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
961	109,4	109,1	97,3	108,4	108,1	94,2	107,6	107,4	102,9
962	114,4	113,7	106,4	111,9	111,2	98,3	109,2	108,6	104,0
963	127,7	126,8	131,8	122,9	122,0	116,2	119,8	118,9	119,0
964	139,6	138,2	156,1	132,0	130,6	133,2	128,3	127,0	127,8
965	153,5	151,5	171,0	141,8	139,9	142,3	137,1	135,2	134,8
966	170,5	167,8	202,6	151,7	149,3	164,2	149,5	147,2	149,7
967	193,3	189,5	225,1	166,0	162,8	177,7	153,5	150,5	159,0
968	222,0	217,0	242,7	183,3	179,2	183,2	171,2	167,3	158,6
969	253,9	249,1	288,8	200,6	196,8	204,7	188,9	185,3	169,9
970	289,8	283,9	319,3	221,6	217,1	215,2	201,4	197,3	181,0
971	348,2	341,6	360,4	258,7	253,8	230,3	236,9	232,4	191,7
972	385,5	377,4	408,9	273,4	267,6	246,0	258,9	253,4	201,2
973	410,0	398,8	475,1	270,3	262,9	266,5	271,9	264,5	212,7
974	453,6	437,7	541,8	269,6	260,2	267,2	284,9	274,9	226,7
975	532,1	509,1	665,2	285,5	273,1	293,4	316,9	303,2	243,3
976	592,4	562,1	769,0	295,6	280,5	309,5	327,7	310,9	254,3
977	-	-	841,3	-	-	309,3	-	-	259,7
978	715,2	663,7	978,3	303,3	281,5	329,8	-	-	275,9

Taux d'accroissement annuels moyens en %

960/65	+ 8,9	+ 8,7	+ 11,3	+ 7,2	+ 6,9	+ 7,3	+ 6,5	+ 6,2	+ 6,1
965/70	+13,6	+13,4	+ 13,3	+ 9,3	+ 9,2	+ 8,6	+ 8,0	+ 7,9	+ 6,1
970/75	+12,9	+12,4	+ 15,8	+ 5,2	+ 4,7	+ 6,4	+ 9,5	+ 9,0	+ 6,1
975/78	+10,4	+ 9,2	+ 13,7	+ 2,0	+ 1,0	+ 4,0	-	-	+ 4,3
960/75	+11,8	+11,5	+ 13,5	+ 7,2	+ 6,9	+ 7,4	+ 8,0	+ 7,7	+ 6,1
960/78	+11,5	+11,1	+ 13,5	+ 6,4	+ 5,9	+ 6,9	-	-	+ 5,8

Tableau n° D.3

Evolution des dépenses par personne des services de médecins
CANADA-FRANCE
1960-1978

Base 100 en 1960

ANNEES	Valeurs nominales			Valeurs relatives			Valeurs à prix constant		
	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE	CANADA		FRANCE
	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins	Dépenses de médecins y compris celles de laboratoire	Dépenses de médecins sans celles de laboratoire	Dépenses de services de médecins
1960	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1961	107,2	106,9	96,3	106,2	105,9	93,2	105,5	105,2	101,8
1962	110,0	109,3	103,4	107,6	107,0	95,6	105,1	104,4	101,1
1963	120,6	119,7	125,9	116,0	115,2	111,0	113,1	112,2	113,7
1964	129,3	128,0	147,6	122,2	121,0	126,0	118,9	117,7	120,8
1965	139,7	137,8	160,3	129,0	127,2	133,3	124,7	123,0	126,3
1966	152,2	149,8	188,3	135,4	133,3	152,6	133,5	131,4	139,2
1967	169,5	166,2	207,6	145,6	142,8	163,9	134,6	132,0	146,6
1968	191,6	187,3	222,1	158,2	154,7	167,6	147,7	144,4	145,2
1969	216,1	211,9	262,2	170,7	167,4	185,8	160,8	157,7	154,2
1970	243,2	238,2	287,3	185,9	182,1	193,6	169,0	165,5	162,9
1971	288,5	283,0	321,3	214,3	210,2	205,3	196,3	192,5	170,9
1972	315,9	309,3	361,3	224,0	219,3	217,4	212,2	207,7	177,8
1973	332,3	323,3	416,4	219,1	213,1	233,5	220,4	214,4	186,4
1974	362,4	349,7	471,8	215,5	207,9	232,6	227,6	219,7	197,4
1975	418,9	400,8	576,6	224,7	215,0	254,3	249,5	238,7	210,9
1976	460,3	436,9	664,2	229,7	218,0	267,3	254,6	241,6	219,6
1977	-	-	724,1	-	-	266,2	-	-	223,6
1978	543,9	504,8	838,9	230,7	214,1	282,8	-	-	236,6

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 6,9	+ 6,6	+ 9,9	+ 5,2	+ 4,9	+ 5,9	+ 4,5	+ 4,2	+ 4,8
1965/70	+ 11,7	+ 11,6	+ 12,4	+ 7,6	+ 7,4	+ 7,7	+ 6,3	+ 6,1	+ 5,2
1970/75	+ 11,5	+ 11,0	+ 14,9	+ 3,9	+ 3,4	+ 5,6	+ 8,1	+ 7,6	+ 5,3
1975/78	+ 9,1	+ 8,0	+ 13,3	+ 0,9	- 0,1	+ 3,6	-	-	+ 3,9
1960/75	+ 10,0	+ 9,7	+ 12,4	+ 5,5	+ 5,2	+ 6,4	+ 6,3	+ 6,0	+ 5,1
1960/78	+ 9,9	+ 9,4	+ 12,5	+ 4,8	+ 4,3	+ 5,9	-	-	+ 4,9

D.2. Revenu brut et revenu net par médecin, au Canada et en France

Au Canada, il s'agit des gains des médecins autonomes dont la rémunération à l'acte constitue la principale source de revenus. Par ailleurs, un médecin autonome peut tirer une partie de ses revenus (pour autant que cette partie ne soit pas la plus importante) de salaires provenant d'hôpitaux, de compagnies d'assurance, etc... Sont exclus les gains bruts qui proviennent principalement du salaire pour services médicaux professionnels ou de sources non médicales, notamment les placements.

Les statistiques canadiennes proviennent du Ministère du Revenu.

En France, il s'agit du chiffre d'affaires des médecins conventionnés libéraux, à l'exclusion de tout salaire perçu pour soins médicaux et des autres ressources du ménage (salaires du conjoint, revenus mobiliers ou immobiliers). Ces données sont élaborées par le CREDOC.

Dans les deux pays, le revenu net se compose du revenu professionnel brut moins les frais professionnels déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu.

Tableau n° D.4

Evolution des revenus par médecin au Canada et en France

ANNEES	Valeurs nominales				Valeurs relatives				Valeurs à prix constant			
	Revenus bruts		Revenus nets		Revenus bruts		Revenus nets		Revenus bruts		Revenus nets	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,0		100,0		100,0		100,0		100,0		100,0	
1961	106,5		104,7		105,5		103,7		104,8		103,0	
1962	108,4	100,0	107,8	100,0	106,0	100,0	105,5	100,0	103,5	100,0	103,0	100,0
1963	118,1	-	118,8	-	113,7	-	114,3	-	110,8	-	111,4	-
1964	125,9	-	130,2	-	119,0	-	123,0	-	115,7	-	119,6	-
1965	135,0	-	140,2	-	124,7	-	129,5	-	120,6	-	125,2	-
1966	145,0	142,5	147,8	137,5	129,0	124,9	131,5	120,5	127,2	114,5	129,7	110,5
1967	159,2	-	165,8	-	136,8	-	142,5	-	126,5	-	131,7	-
1968	176,1	-	181,9	-	145,5	-	150,2	-	135,8	-	140,2	-
1969	190,7	173,3	196,1	165,3	150,7	132,9	154,9	126,8	141,9	115,1	145,9	109,8
1970	209,2	188,1	218,4	179,3	160,0	137,1	166,9	130,7	145,4	118,8	151,7	113,3
1971	234,0	203,5	249,1	194,0	173,8	140,6	185,1	134,1	159,2	119,8	169,5	114,3
1972	244,2	217,0	254,1	204,5	173,2	141,2	180,2	133,1	164,0	119,1	170,6	112,2
1973	248,0	250,3	262,0	245,0	163,4	151,7	172,7	148,5	164,4	124,2	173,7	121,6
1974	-	268,6	268,8	248,0	-	143,2	159,8	132,2	-	125,4	168,8	115,8
1975	-	321,7	288,3	303,8	-	153,5	154,7	144,9	-	131,6	171,7	124,3
Taux d'accroissement annuels moyens en %												
1962/66	+ 7,5	+ 9,3	+ 8,2	+ 8,3	+ 5,0	+ 5,7	+ 5,7	+ 4,8	+ 5,3	+ 3,4	+ 5,9	+ 2,5
1966/69	+ 9,6	+ 6,7	+ 9,9	+ 6,3	+ 5,3	+ 2,1	+ 5,6	+ 1,7	+ 3,7	+ 0,2	+ 4,0	- 0,2
1969/73	+ 6,8	+ 9,6	+ 7,5	+10,3	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,8	+ 4,0	+ 3,7	+ 1,9	+ 4,5	+ 2,6
1962/73	+ 7,8	+ 8,7	+ 8,4	+ 8,5	+ 4,0	+ 3,9	+ 4,6	+ 3,7	+ 4,3	+ 2,0	+ 4,9	+ 1,8

Tableau n° D.5

Evolution des indices de prix des services de médecins (1)
au CANADA et en FRANCE
1960 - 1976

ANNEES	Valeurs nominales			Valeurs relatives		
	CANADA	FRANCE		CANADA	FRANCE	
	Ensemble des services de médecins	Ensemble des services de médecins	Honoraires des médecins conventionnés libéraux	Ensemble des services de médecins	Ensemble des services de médecins	Ensemble des médecins conventionnés libéraux
1960	100,0	100,0		100,0	100,0	
1961	101,6	94,6		100,7	91,6	
1962	104,7	102,3	100,0	102,4	94,5	100,0
1963	106,6	110,7	105,3	102,6	97,6	100,5
1964	108,8	122,2	114,4	102,8	104,3	105,6
1965	112,0	126,9	119,0	103,4	105,6	107,1
1966	114,0	135,3	124,4	101,4	109,6	109,1
1967	125,9	141,6	130,7	108,2	111,8	111,6
1968	129,7	153,0	136,4	107,1	115,5	111,4
1969	134,4	170,0	150,6	106,2	120,5	115,5
1970	143,9	176,4	158,3	110,0	118,9	115,4
1971	147,0	188,0	169,8	109,2	120,1	117,4
1972	148,9	203,2	182,2	105,6	122,3	118,6
1973	150,8	223,4	201,5	99,4	125,3	122,3
1974	159,2	239,0	214,2	94,6	117,9	114,3
1975	167,9	273,4	244,4	90,1	120,6	116,6
1976	180,8	302,4	269,5	90,2	121,7	117,3
1977	-	323,9	-	-	119,1	-
1978	-	354,6	-	-	119,6	-
Taux d'accroissement annuels moyens en %						
1960/65	+ 2,3	+ 4,9	-	+ 0,7	+ 1,1	-
1965/70	+ 5,1	+ 6,8	+ 5,9	+ 1,2	+ 2,4	+ 1,5
1970/76	+ 3,9	+ 9,4	+ 9,3	- 3,3	+ 0,4	+ 0,3
1960/76	+ 3,8	+ 7,2	-	- 0,6	+ 1,2	-
1962/66	+ 2,2	+ 7,2	+ 5,6	- 0,2	+ 3,8	+ 2,2
1966/70	+ 6,0	+ 6,9	+ 6,2	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,4
1970/73	+ 1,6	+ 8,2	+ 8,4	- 3,3	+ 1,8	+ 2,0
1973/76	+ 6,2	+10,6	+10,2	- 3,2	- 1,0	- 1,4
1962/76	+ 4,0	+ 8,0	+ 7,3	- 0,9	+ 1,8	+ 1,1

(1) Pour la France, il y a l'indice de prix de l'ensemble des services de médecins et l'indice de prix des honoraires des médecins libéraux conventionnés.

Tableau n° D.6

Structure des effectifs de médecins au Canada et en France

En %

ANNEES	C A N A D A				F R A N C E		
	Médecins autonomes (1)	Ensemble des omnipraticiens, médecins de famille, spécialistes (2)	Internes et résidents (3)	Ensemble des médecins civils actifs (4)	Médecins conventionnés libéraux (1)	Ensemble des médecins libéraux actifs (2)	Ensemble des médecins actifs (3)
1960		100,0		100,0		83,7	100,0
1961	69,9	100,0		100,0		100,0	100,0
1962	65,7	85,0	15,0	100,0	61,0	81,5	100,0
1963	77,3	100,0		100,0	74,9	100,0	100,0
1964	65,0	83,2	16,8	100,0		78,6	100,0
1965	78,1	100,0		100,0		100,0	100,0
1966	64,6	82,2	17,8	100,0		77,7	100,0
1967	78,6	100,0		100,0		100,0	100,0
1968	64,6	81,6	18,4	100,0		76,6	100,0
1969	79,2	100,0		100,0		100,0	100,0
1970	64,2	81,5	18,5	100,0	63,2	76,6	100,0
1971	78,8	100,0		100,0	82,5	100,0	100,0
1972	63,8	81,6	18,4	100,0		76,5	100,0
1973	78,3	100,0		100,0		100,0	100,0
1974	64,7	81,4	18,6	100,0		76,3	100,0
1975	79,4	100,0		100,0		100,0	100,0
1976	64,9	82,4	17,6	100,0	63,7	75,7	100,0
1977	78,8	100,0		100,0	84,2	100,0	100,0
1978	63,9	82,3	17,7	100,0	63,0	74,8	100,0
1979	77,6	100,0		100,0	34,2	100,0	100,0
1980	65,0	83,3	16,7	100,0	63,9	73,0	100,0
1981	78,0	100,0		100,0	87,5	100,0	100,0
1982	65,6	82,9	17,1	100,0	66,5	72,4	100,0
1983	79,2	100,0		100,0	91,8	100,0	100,0
1984	65,0	83,4	16,6	100,0	67,5	71,5	100,0
1985	78,0	100,0		100,0	94,3	100,0	100,0
1986	66,2	83,4	16,6	100,0	67,6	71,6	100,0
1987	79,3	100,0		100,0	94,5	100,0	100,0
1988	66,2	83,3	16,7	100,0	67,2	71,1	100,0
1989	79,5	100,0		100,0	94,5	100,0	100,0
1990		84,1	15,9	100,0	66,5	70,4	100,0
1991		100,0		100,0	94,5	100,0	100,0
1992		84,2	15,8	100,0		69,5	100,0

Tableau n° D.7

NOMBRE DE MEDECINS CIVILS EN EXERCICE AU CANADA ET EN FRANCE

ANNEES	C A N A D A						F R A N C E (au 1er janvier de chaque année)								
	Omnipraticiens et médecins de famille (1)	Spécialistes (2)	Ensemble des omnipraticiens, médecins de famille, et spécialistes 3 = 1 + 2 (3)	dont autonomes (4)	Internes et résidents (5)	Ensemble des médecins civils actifs 6 = 3 + 5	Ensemble des médecins actifs			dont ensemble des libéraux actifs			Cont médecins salariés actifs		
							Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total
1960				14 479					43 240			36 172			7 058
1961				14 874		21 290			44 965			36 888			8 077
1962			19 756	15 275	3 492	23 248			46 387			37 798			8 589
1963			20 041	15 650	4 041	24 082			48 603			38 193			10 410
1964			20 418	16 050	4 429	24 847			50 777			39 473			11 304
1965			20 792	16 460	4 669	25 481			52 676			40 375			12 303
1966			21 615	17 040	4 913	26 528			54 633			41 845			12 738
1967			22 472	17 585	5 072	27 544			56 481			43 210			13 271
1968	11 778	11 191	22 969	18 244	5 240	28 209			58 301			44 476			13 825
1969	12 592	11 838	24 430	19 260	5 228	29 659			60 249			45 615			14 634
1970	13 023	12 633	25 656	19 906	5 510	31 166			62 400			46 700			15 700
1971	13 704	13 735	27 439	21 411	5 502	32 942			65 191			47 584			17 607
1972	14 302	14 304	28 606	22 642	5 901	34 508			68 778			49 825			18 953
1973	14 919	15 025	29 944	23 363	5 979	35 923	44 985	25 726	70 711	30 578	20 003	50 581	14 407	5 723	20 130
1974	15 545	15 563	31 108	24 680	6 189	37 297	46 195	27 357	73 552	31 400	21 240	52 640	14 795	6 117	20 912
1975	16 379	16 182	32 561	25 884	6 543	39 104	48 256	28 887	77 143	32 674	22 174	54 848	15 582	6 713	22 295
1976	17 036	16 718	33 754		6 376	40 130	50 516	30 438	80 954	34 238	22 752	56 990	16 278	7 686	23 964
1977	17 654	17 206	34 860		6 538	41 398	54 008	32 298	86 306	36 245	23 735	59 980	17 763	8 563	26 326
1978							57 715	33 727	91 442	39 262	24 269	63 531	18 453	9 458	27 911

Source : Canada - Médecins civils actifs au Canada - 1968-1976. Main d'oeuvre sanitaire, Rapport n° 2/ 77
de Santé et Bien Etre social

France - Ministère de la Santé et de la famille - Annuaire des statistiques sanitaires et sociales, 1979.

Tableau n° D.8

Evolution des effectifs de médecins civils actifs au Canada et en France

ANNEES	France						Canada									
	Omnipraticiens et médecins de famille (1)	Spécialistes (2)	Ensemble des omnipraticiens, médecins de famille, et spécialistes (3 = 1+2)	dont autonomes (4)	Internes et résidents (5)	Ensemble des médecins civils actifs (6 = 3+5)	Ensemble des médecins actifs			dont ensemble des médecins libéraux actifs			dont médecins salariés actifs			
							Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	
1960				100,00					100,00			100,00				100,00
1961				102,72		100,00			103,99			101,98				114,28
1962			100,00	105,50	100,00	109,20			107,28			104,50				121,52
1963			101,44	108,09	115,72	113,11			112,40			105,59				147,28
1964			103,35	110,85	126,83	116,71			117,43			109,13				159,93
1965			105,24	113,68	134,28	119,69			121,82			111,61				174,07
1966			109,41	117,69	140,69	124,60			126,34			115,68				180,93
1967			113,74	121,45	145,24	129,38			130,62			119,46				187,76
1968	100,00	100,00	116,26	126,00	150,06	132,50			134,83			122,96				195,60
1969	106,91	105,78	123,66	133,02	149,71	139,31			139,34			126,11				207,04
1970	110,57	112,89	129,86	137,48	157,79	146,39			144,31			129,11				222,13
1971	116,35	122,73	138,89	147,88	157,56	154,73			150,77			131,54				249,11
1972	121,43	127,82	144,80	156,38	168,99	162,09			159,06			137,74				268,15
1973	126,67	134,26	151,57	163,64	171,22	163,73	100,00	100,00	163,53	100,00	100,00	139,83	100,00	100,00		284,80
1974	131,98	139,08	157,46	170,45	177,23	175,19	102,69	106,34	170,10	102,69	106,18	145,53	102,69	106,88		295,87
1975	139,06	144,64	164,82	178,77	187,37	183,67	107,27	112,29	178,41	106,85	110,85	151,63	108,16	117,30		315,44
1976	144,64	149,39	170,85		182,59	188,49	112,30	118,32	187,22	111,97	113,74	157,55	112,99	134,30		339,04
1977	149,89	153,74	176,45		187,23	194,44	120,00	125,54	199,60	118,53	118,66	165,82	123,29	149,62		372,47
1978							128,30	131,10	211,48	128,40	121,33	175,64	128,08	155,26		394,89

Tableau n° D.9

Densité de médecins pour 100 000 habitants au Canada et en France

ANNEES	FRANCE						CANADA								
	Omnipraticiens et médecins de famille (1)	Spécialistes (2)	Ensemble des omnipraticiens, médecins de famille, et spécialistes (3)	dont autonomes (4)	Internes et résidents (5)	Ensemble des médecins civils actifs (6)	Ensemble des médecins actifs			dont ensemble des médecins libéraux actifs			dont médecins salariés actifs		
							Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total
1960				81,02					94,65			79,18			15,47
1961				31,55		116,73			97,40			79,91			17,50
1962			106,31	82,20	18,79	125,10			93,70			30,42			18,28
1963			105,86	82,57	21,34	127,21			101,64			79,37			21,77
1964			105,34	83,20	22,96	128,30			105,11			81,71			23,40
1965			105,84	33,79	23,87	129,71			103,04			32,30			25,23
1966			107,99	85,14	24,54	132,54			111,12			85,11			25,01
1967			110,28	86,29	24,09	135,17			113,99			87,21			26,73
1968	56,90	54,06	110,96	88,13	25,31	136,27			116,30			89,10			27,70
1969	59,96	56,37	115,33	91,71	24,89	141,23			119,74			90,65			29,03
1970	61,15	59,32	120,47	93,47	25,87	146,34			122,90			91,98			30,92
1971	63,54	63,63	127,22	99,27	25,51	152,74			127,20			92,84			34,35
1972	65,52	65,52	131,04	103,72	27,03	153,08			133,03			96,37			36,66
1973	67,52	68,00	135,52	107,24	27,06	162,58	86,31	49,36	135,67	58,67	38,38	97,05	27,64	10,98	38,62
1974	69,25	69,34	138,59	109,95	27,57	156,16	88,06	52,15	140,21	59,85	40,49	100,34	28,20	11,66	39,86
1975	71,82	71,00	142,81	113,53	28,70	171,51	91,56	54,31	146,37	61,99	42,07	104,07	29,56	12,74	42,30
1976	74,07	72,73	146,80		27,73	174,53	95,51	57,55	153,06	64,73	43,02	107,74	30,78	14,53	45,31
1977	75,91	73,93	149,88		28,11	177,99	101,75	60,85	162,60	68,29	44,71	113,00	33,47	16,13	49,60
1978							108,33	63,30	171,63	73,69	45,55	119,24	34,64	17,75	52,39

Tableau n° D.10

Evolution de la densité des médecins pour 100 000 habitants au Canada et en France

ANNEES	FRANCE						CANADA									
	Omnipraticiens et médecins de famille (1)	Spécialistes (2)	Ensemble des omnipraticiens, médecins de famille, et spécialistes (3)	dont autonomes (4)	Internes et résidents (5)	Ensemble des médecins civils actifs (6)	Ensemble des médecins actifs			dont ensemble des médecins libéraux actifs			dont médecins salariés actifs			
							Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	Généralistes	Spécialistes	Total	
1960				100,00					100,00			100,00				100,00
1961				100,66		100,00			102,91			100,92				113,12
1962			100,00	101,44	100,00			104,28			101,57					118,16
1963			99,58	102,03	113,59	108,97			107,39			100,88				140,72
1964			99,55	102,68	122,18	110,34			111,04			103,19				151,26
1965			99,56	103,42	127,03	111,12			114,14			104,58				163,09
1966			101,58	105,08	130,63	113,54			117,40			107,49				168,13
1967			103,73	106,50	132,45	115,79			120,44			110,14				173,11
1968	100,00	100,00	104,37	108,77	134,70	116,73			123,40			112,53				179,06
1969	105,38	104,27	109,43	113,19	132,48	120,98			126,50			114,49				187,98
1970	107,47	109,73	113,31	115,36	137,68	125,36			129,84			116,17				199,87
1971	111,67	117,80	119,67	122,52	135,75	130,84			134,39			117,26				222,04
1972	115,14	121,20	123,26	128,01	143,85	135,42			140,54			121,71				236,97
1973	118,66	125,79	127,48	132,35	144,00	139,28	100,00	100,00	143,34	100,00	100,00	122,57	100,00	100,00		249,64
1974	121,70	128,26	130,36	135,70	146,73	142,34	102,03	105,65	148,13	102,01	105,50	126,73	102,03	106,19		257,66
1975	126,22	131,34	134,33	140,11	152,72	146,92	106,08	111,04	154,64	105,66	109,61	131,43	106,94	116,03		273,43
1976	130,18	134,54	138,08		147,57	149,51	110,66	116,59	161,73	110,33	112,09	136,08	111,36	132,33		292,95
1977	133,41	136,84	140,78		149,38	152,26	117,89	123,28	171,79	116,40	116,49	142,72	121,09	146,90		320,62
1978							125,51	128,24	181,33	125,60	118,68	150,59	125,39	161,66		338,66
Taux d'accroissement annuels moyens en %																
1973/74	2,6	2,0	2,3	2,5	1,9	2,2	2,0	5,7	3,3	2,0	5,5	3,4	2,0	6,2		3,2
1974/75	3,7	2,4	3,0	3,2	4,1	3,2	4,0	5,1	4,4	3,6	3,9	3,7	4,8	9,3		6,1
1975/76	3,1	2,4	2,8	-	-3,4	1,8	4,3	5,0	4,6	4,4	2,3	3,5	4,1	14,0		7,1
1976/77	2,5	1,7	2,0	-	1,2	1,8	6,5	5,7	6,2	5,5	3,9	4,9	8,7	11,0		9,4
1977/78	-	-	-	-	-	-	6,5	4,0	5,6	7,9	1,9	5,5	3,5	10,0		5,6

ANNEXE E

LES DÉPENSES DE SOINS MÉDICAUX AUTRES QUE LES SOINS
DE MÉDECINS AU CANADA ET EN FRANCE

ANNEXE E

LES DEPENSES DE SOINS MEDICAUX AUTRES QUE LES SOINS
DE MEDECINS AU CANADA ET EN FRANCEE.1. ENSEMBLE DE LA DEPENSE DE SOINS MEDICAUX AU CANADA

L'ensemble de la dépense de soins médicaux, au Canada, est formé de trois postes qui sont les services de médecins, les services de dentistes et autres. Nous avons vu que les services de médecins comprennent des services tels qu'ils sont rendus en France, plus les analyses de laboratoire et que ces services peuvent être rendus, soit à des malades ambulatoires, soit à des malades hospitalisés. Il en est de même des services de dentistes qui sont soit rendus à des malades ambulatoires, soit à des malades hospitalisés.

Les services d'auxiliaires que nous trouvons dans le poste "autres" sont rendus à des malades ambulatoires.

Les analyses de laboratoire, dont nous parlerons, sont celles qui sont déjà contenues dans le poste des services de médecins et celles qui sont faites par des laboratoires provinciaux et achetées par les hôpitaux publics.

Tableau E.1

Dépenses globales de soins médicaux au Canada
1960 - 1978

ANNEES	SERVICES DE MEDECINS EN 10 ⁶ \$			SERVICES DE DENTISTES EN 10 ⁶ \$	AUTRES SERVICES DE SANTE EN 10 ⁶ \$			ENSEMBLE DES SOINS MEDICAUX	
	Ensemble	dont soins de médecins sans les analyses	dont analyses de laboratoire		Ensemble	dont auxi- liaires médicaux	dont autres	en 10 ⁶ \$	en 10 ⁶ F
1960	355,014	346,466	8,548	109,644	54,000	48,400	5,600	518,658	2 614
1961	388,305	377,953	10,352	116,729	57,000	50,726	6,274	562,034	2 715
1962	406,075	393,911	12,164	121,491	59,000	53,354	5,646	586,566	2 686
1963	453,395	439,188	14,207	136,946	63,000	56,245	6,755	653,341	2 973
1964	495,657	478,843	16,814	147,824	68,000	59,968	8,032	711,481	3 230
1965	545,056	524,780	20,276	160,062	73,000	65,384	7,616	778,118	3 540
1966	605,200	581,300	23,900	176,402	73,000	69,282	3,718	854,602	3 897
1967	686,189	656,690	29,499	187,166	81,000	76,170	4,830	954,355	4 352
1968	788,089	751,700	36,389	212,157	92,000	89,396	2,604	1 092,246	5 024
1969	901,435	862,952	38,483	239,461	104,000	99,763	4,237	1 244,896	6 025
1970	1 028,901	983,631	45,270	264,820	115,923	104,327	11,596	1 409,644	7 471
1971	1 236,182	1 183,388	52,794	311,229	127,238	113,855	13,383	1 674,649	9 110
1972	1 368,590	1 307,405	61,185	350,141	142,580	122,898	19,682	1 861,311	9 474
1973	1 455,513	1 381,798	73,715	418,294	155,393	136,527	18,866	2 029,200	9 030
1974	1 610,200	1 516,359	93,841	482,115	180,000	148,521	31,479	2 272,315	11 112
1975	1 889,100	1 763,755	125,345	592,304	205,000	177,960	27,040	2 686,404	11 337
1976	2 103,199	1 947,646	155,553	699,759	195,338	-	-	2 998,296	14 572
1977	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1978	2 539,100	2 299,536	239,564	918,062	219,502	-	-	3 676,664	14 560

Tableau n° E.2

Structure de la dépense de soins médicaux au Canada
1960 - 1978

ANNEES	SERVICES DE MEDECINS			SERVICES DE DENTISTES	AUTRES SERVICES DE SANTE			En %
	Ensemble des services de médecins	dont services de médecins sans les analyses	dont les ana- lyses de labo- ratoire faites par les méde- cins		Ensemble	dont services d'auxiliaires médicaux	Autres	Ensemble des dépenses de soins médicaux
1960	68,4	66,8	1,6	21,2	10,4	9,3	1,1	100,00
1961	69,1	67,2	1,9	20,8	10,1	9,0	1,1	100,00
1962	69,2	67,1	2,1	20,7	10,1	9,1	1,0	100,00
1963	69,4	67,2	2,2	21,0	9,6	8,6	1,0	100,00
1964	69,7	67,3	2,4	20,8	9,5	8,4	1,1	100,00
1965	70,0	67,4	2,6	20,6	9,4	8,4	1,0	100,00
1966	70,8	68,0	2,8	20,6	8,6	8,1	0,5	100,00
1967	71,9	68,8	3,1	19,6	8,5	8,0	0,5	100,00
1968	72,1	68,8	3,3	19,4	8,5	8,2	0,3	100,00
1969	72,4	69,3	3,1	19,2	8,4	8,0	0,4	100,00
1970	73,0	69,8	3,2	18,8	8,2	7,4	0,8	100,00
1971	73,8	70,7	3,1	18,6	7,6	6,8	0,8	100,00
1972	73,5	70,2	3,3	18,8	7,7	6,6	1,1	100,00
1973	71,7	68,1	3,6	20,6	7,7	6,7	1,0	100,00
1974	70,9	66,7	4,2	21,2	7,9	6,5	1,4	100,00
1975	70,3	65,6	4,7	22,0	7,7	6,6	1,1	100,00
1976	70,2	65,0	5,2	23,3	6,5	-	-	100,00
1977	-	-	-	-	-	-	-	-
1978	69,0	62,5	6,5	25,0	6,0	-	-	100,00

Tableau n° E.3

Dépenses globales de soins médicaux en France
1960 - 1978

10⁶ F

ANNEES	Soins de médecins	Soins d'auxiliaires médicaux	Analyses de laboratoire	Soins de dentistes	Cures thermales	Ensemble des dépenses
1960	2 275	203	195	1 325	110	4 108
1961	2 214	228	221	1 588	120	4 371
1962	2 421	278	274	1 846	132	4 951
1963	2 998	351	338	2 049	146	5 882
1964	3 552	413	405	2 519	172	7 061
1965	3 891	523	470	2 717	186	7 787
1966	4 610	709	564	2 957	208	9 048
1967	5 122	824	718	3 281	226	10 171
1968	5 522	886	731	3 440	253	10 832
1969	6 570	1 068	869	3 991	265	12 763
1970	7 265	1 332	1 008	4 356	294	14 255
1971	8 200	1 518	1 226	4 898	335	16 177
1972	9 302	1 886	1 431	5 544	368	18 531
1973	10 808	2 270	1 637	6 621	418	21 754
1974	12 326	2 702	1 963	7 582	454	25 027
1975	15 133	3 310	2 479	8 980	577	30 479
1976	17 495	3 852	2 945	10 040	688	35 020
1977	19 139	4 276	3 274	11 466	755	38 910
1978	22 257	4 958	4 003	13 517	886	45 621

Tableau n° E.4

Structure de la dépense de soins médicaux en France
1960 - 1978

ANNEES	En %					
	Soins de médecins	Soins d'auxiliaires médicaux	Analyses de laboratoire	Soins de dentistes	Cures thermales	Ensemble des dépenses
1960	55,4	4,9	4,7	32,3	2,7	100,00
1961	50,7	5,2	5,1	36,3	2,7	100,00
1962	48,9	5,6	5,5	37,3	2,7	100,00
1963	51,0	6,0	5,7	34,8	2,5	100,00
1964	50,3	5,8	5,7	35,7	2,5	100,00
1965	50,0	6,7	6,0	34,9	2,4	100,00
1966	51,0	7,8	6,2	32,7	2,3	100,00
1967	50,3	8,1	7,1	32,3	2,2	100,00
1968	51,0	8,2	6,7	31,8	2,3	100,00
1969	51,4	8,4	6,8	31,3	2,1	100,00
1970	51,0	9,3	7,1	30,6	2,0	100,00
1971	50,7	9,4	7,6	30,3	2,0	100,00
1972	50,2	10,2	7,7	29,9	2,0	100,00
1973	49,7	10,4	7,5	30,4	2,0	100,00
1974	49,3	10,8	7,8	30,3	1,8	100,00
1975	49,6	10,9	8,1	29,5	1,9	100,00
1976	49,9	11,0	8,4	28,7	2,0	100,00
1977	49,2	11,0	8,4	29,5	1,9	100,00
1978	48,8	10,9	8,8	29,6	1,9	100,00

Tableau n° E.5

Dépenses globales pour les soins médicaux autres que
ceux des médecins, au Canada et en France (1)
1960 - 1978

ANNEES	DEPENSES GLOBALES		
	CANADA		France en 10 ⁶ F
	en 10 ⁶ \$	en 10 ⁶ F	
1960	172,192	868	1 833
1961	184,081	889	2 157
1962	192,665	882	2 530
1963	214,153	974	2 884
1964	232,638	1 056	3 509
1965	253,338	1 153	3 896
1966	273,302	1 246	4 438
1967	297,665	1 357	5 049
1968	340,546	1 567	5 310
1969	381,944	1 849	6 193
1970	426,013	2 258	6 990
1971	491,261	2 672	7 977
1972	553,906	2 819	9 229
1973	647,402	2 881	10 946
1974	755,956	3 697	12 701
1975	922,649	3 894	15 346
1976	1 050,650	5 106	17 525
1977	-	-	19 771
1978	1 377,128	5 453	23 364

(1) Y compris les services d'analyses des médecins au Canada.

E.2. DEPENSES POUR LES SERVICES DE DENTISTES AU CANADA ET EN FRANCETableau n° E.6

Dépenses globales des soins de dentistes
au Canada et en France
1960 - 1978

ANNEES	SOINS DE DENTISTES		
	CANADA		FRANCE 10 ⁶ F
	10 ⁶ \$	10 ⁶ F	
1960	109,644	553	1 325
1961	116,729	564	1 588
1962	121,491	556	1 846
1963	136,946	623	2 049
1964	147,824	671	2 519
1965	160,062	728	2 717
1966	176,402	804	2 957
1967	187,166	853	3 281
1968	212,157	976	3 440
1969	239,461	1 159	3 991
1970	264,820	1 404	4 356
1971	311,229	1 693	4 898
1972	350,141	1 782	5 544
1973	418,294	1 861	6 621
1974	482,115	2 358	7 582
1975	592,304	2 500	8 980
1976	699,759	3 401	10 040
1977	-	-	11 466
1978	918,062	3 636	13 517

Evolution de la dépense de soins de dentistes
au Canada et en France (1)

1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	DEPENSES GLOBALES				DEPENSES PAR PERSONNE			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	106,46	119,84	105,51	116,02	104,31	118,60	103,38	114,82
1962	110,80	139,32	108,42	128,76	106,55	135,43	104,26	125,16
1963	124,90	154,64	120,21	136,37	117,90	147,75	113,47	130,29
1964	134,82	190,11	127,43	162,21	124,89	179,78	118,04	153,39
1965	145,98	205,06	134,80	170,60	132,80	192,13	122,62	159,84
1966	160,89	223,17	143,14	180,85	143,64	207,37	127,80	168,05
1967	170,70	247,62	146,64	195,44	149,69	228,31	128,60	180,20
1968	193,50	259,62	159,78	195,94	167,03	237,62	137,93	179,33
1969	218,40	301,21	172,51	213,47	185,84	273,47	146,79	193,81
1970	241,53	328,75	184,66	221,53	202,44	295,81	154,77	199,33
1971	283,85	369,66	210,88	236,20	235,02	329,51	174,61	210,55
1972	319,34	418,42	226,48	251,75	261,56	369,72	185,50	222,45
1973	381,50	499,70	251,48	280,26	309,12	438,01	203,77	245,66
1974	439,71	572,23	261,42	282,16	351,14	498,31	208,76	245,72
1975	540,21	677,74	289,81	298,96	425,08	587,45	228,04	259,13
1976	638,21	757,74	318,47	304,93	496,01	654,49	247,51	263,38
1977	-	865,36	-	318,14	-	744,81	-	273,83
1978	837,31	1 020,15	355,09	343,94	636,90	874,74	270,10	294,92
Taux d'accroissement annuels moyens en %								
1960/1965	+ 7,9	+ 15,4	+ 6,2	+ 11,3	+ 5,8	+ 13,9	+ 4,2	+ 9,8
1965/1970	+10,6	+ 9,9	+ 6,5	+ 5,4	+ 8,8	+ 9,0	+ 4,8	+ 4,5
1970/1975	+17,5	+ 15,6	+ 9,4	+ 6,2	+16,0	+ 14,7	+ 8,1	+ 5,5
1975/1978	+15,7	+ 14,6	+ 7,0	+ 4,8	+14,4	+ 14,2	+ 5,8	+ 4,4
1960/1978	+12,5	+ 13,8	+ 7,3	+ 7,1	+10,8	+ 12,8	+ 5,7	+ 6,2

(1) Au Canada, ce sont des services pour des malades ambulatoires et pour des malades hospitalisés, alors qu'en France ces services ne sont rendus qu'aux malades ambulatoires.

E.3. DEPENSES POUR LES SERVICES D'AUXILIAIRES MEDICAUX AU CANADA ET EN FRANCETableau n° E.8

Dépenses globales des soins d'auxiliaires médicaux
au Canada et en France

1960 - 1978

ANNEES	SOINS D'AUXILIAIRES MEDICAUX		
	CANADA		FRANCE 106 F
	106 \$	106 F	
1960	48,400	244	203
1961	50,726	245	228
1962	53,354	244	278
1963	56,245	256	351
1964	59,968	272	413
1965	65,384	297	523
1966	69,282	316	693
1967	76,170	347	806
1968	89,396	411	879
1969	99,763	483	1 054
1970	104,327	553	1 332
1971	113,855	619	1 518
1972	122,898	626	1 886
1973	136,527	608	2 270
1974	148,521	726	2 702
1975	177,960	751	3 310
1976	-	-	3 852
1977	-	-	4 276
1978	-	-	4 958

Tableau n° E.9

Evolution de la dépense pour les soins d'auxiliaires médicaux
au Canada et en France
1960 - 1978

Base 100 en 1960

ANNEES	DEPENSES GLOBALES				DEPENSES PAR PERSONNE			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	104,81	112,32	103,87	108,73	102,69	111,14	101,77	107,60
1962	110,24	136,94	107,86	126,57	106,01	133,12	103,72	123,03
1963	116,21	172,91	111,84	152,47	109,70	165,20	105,58	145,68
1964	123,90	203,44	117,11	173,59	114,77	192,39	108,48	164,15
1965	135,09	257,64	124,74	214,34	122,89	241,39	113,47	200,83
1966	143,14	341,38	127,35	276,64	127,80	317,22	113,70	257,06
1967	157,38	397,04	135,20	313,37	138,01	366,08	118,56	288,94
1968	184,70	433,00	152,52	326,80	159,44	396,30	131,66	299,10
1969	206,12	519,21	162,81	367,97	175,39	471,40	138,54	334,09
1970	215,55	656,16	164,79	442,16	180,87	590,77	138,28	398,09
1971	235,24	747,78	174,77	477,81	194,90	667,12	144,80	426,27
1972	253,92	929,06	180,09	559,00	207,86	821,62	147,42	494,36
1973	282,08	1 118,23	185,94	627,16	228,14	981,08	150,39	550,24
1974	306,86	1 331,03	182,44	656,33	244,30	1 160,14	145,24	572,06
1975	367,69	1 630,54	197,26	719,25	288,18	1 414,41	154,60	623,91
1976	-	1 897,54	-	763,60	-	1 640,32	-	660,09
1977	-	2 106,40	-	774,41	-	1 814,41	-	667,06
1978	-	2 442,36	-	823,45	-	2 095,94	-	706,66
Taux d'accroissement annuels moyens en %								
1960/1965	+ 6,2	+ 20,8	+ 4,5	+ 16,5	+ 4,2	+ 19,3	+ 2,6	+ 15,0
1965/1970	+ 9,8	+ 20,6	+ 5,7	+ 15,6	+ 8,0	+ 19,6	+ 4,0	+ 14,7
1970/1975	+11,3	+ 20,0	+ 3,7	+ 10,2	+ 9,8	+ 19,1	+ 2,3	+ 9,4
1975/1978	-	+ 14,4	-	+ 4,6	-	+ 14,0	-	+ 4,2
1960/1975	+ 9,1	+ 20,5	+ 4,6	+ 14,1	+ 7,3	+ 19,3	+ 2,9	+ 13,0

E.4. DEPENSES POUR LES ANALYSES DE LABORATOIRE

Les dépenses pour les analyses de laboratoire se composent des analyses faites par les médecins et de celles faites dans les laboratoires provinciaux. Nous avons les données pour ces dépenses de 1971 à 1975. Pour rétropoler la série jusqu'en 1960, nous calculons les analyses de laboratoire faites par les médecins en reprenant l'hypothèse du chapitre IV (voir tableau n° E.10).

Tableau n° E.10

Dépenses pour les analyses de laboratoire
pour les malades ambulatoires et à domicile

Canada - France

1960 - 1978

ANNEES	CANADA				FRANCE
	Analyses faites chez les méde- cins en 10 ⁶ \$ (1)	Analyses faites dans les labora- toires provinciaux en 10 ⁶ \$ (2)	Ensemble des analyses (3 = 1 + 2)		Ensemble des analyses en 10 ⁶ F
			10 ⁶ \$	10 ⁶ F	
1960	8,548				195
1961	10,352				221
1962	12,164				274
1963	14,207				338
1964	16,814				405
1965	20,276				470
1966	23,900				564
1967	29,499				718
1968	36,389				731
1969	38,483				869
1970	45,270				1 008
1971	52,794	23,178	75,972	413	1 226
1972	61,185	26,409	87,594	446	1 431
1973	73,715	29,653	103,368	460	1 637
1974	93,841	34,621	128,462	628	1 963
1975	125,345	38,914	164,259	693	2 479
1976	155,553				2 945
1977	-				3 274
1978	239,564				4 003

(1) Source : de 1960 à 1970, valeurs estimées, voir annexe D, paragraphe n° D.1 de 1971 à 1975, données canadiennes "Data on costs and volume of laboratory services in Canada - 1971-1975" de 1976 à 1978, valeurs estimées, voir annexe D, paragraphe n° D.1.

(2) Source : données canadiennes "Data on costs and volume of laboratory services in Canada - 1971-1975".

Evolution des dépenses pour les analyses de laboratoire
au Canada et en France
1960 - 1978

France : base 100 en 1960
Canada : base 100 en 1971

ANNEES	DEPENSES GLOBALES				DEPENSES PAR PERSONNE			
	Valeurs nominales		Valeurs relatives		Valeurs nominales		Valeurs relatives	
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
1960		100,00		100,00		100,00		100,00
1961		113,33		109,71		112,16		108,57
1962		140,51		129,86		136,58		126,23
1963		173,33		152,85		165,60		146,04
1964		207,69		177,21		196,40		167,58
1965		241,03		200,52		225,83		187,88
1966		289,23		234,38		268,76		217,79
1967		368,21		290,61		339,49		267,94
1968		374,87		282,92		343,10		258,94
1969		445,64		315,83		404,60		286,74
1970		516,92		348,33		465,12		313,42
1971	100,00	628,72	100,00	401,74	100,00	560,43	100,00	358,10
1972	115,30	733,84	110,07	441,54	114,20	648,44	109,02	390,16
1973	136,06	839,49	120,72	470,83	133,24	735,85	118,22	412,70
1974	169,09	1 006,67	135,31	496,38	163,07	876,64	130,49	432,27
1975	216,21	1 271,28	156,13	560,78	205,68	1 101,93	148,52	486,07
1976	-	1 510,26	-	607,75	-	1 303,98	-	524,74
1977	-	1 678,97	-	617,27	-	1 444,50	-	531,07
1978	-	2 052,82	-	692,12	-	1 759,48	-	593,22
Taux d'accroissement annuels moyens en %								
1971/1972	+ 15,3	+ 16,7	+ 10,1	+ 9,9	+ 14,2	+ 15,7	+ 9,0	+ 9,0
1972/1973	+ 18,0	+ 14,4	+ 9,7	+ 6,6	+ 16,7	+ 13,5	+ 8,4	+ 5,8
1973/1974	+ 24,3	+ 19,9	+ 12,1	+ 5,4	+ 22,4	+ 19,1	+ 10,4	+ 4,7
1974/1975	+ 27,9	+ 26,3	+ 15,4	+ 13,0	+ 26,1	+ 25,7	+ 13,8	+ 12,4
1971/1975	+ 21,3	+ 19,2	+ 11,8	+ 8,7	+ 19,8	+ 18,4	+ 10,4	+ 7,9

E.5. LES AUTRES DEPENSES DE SOINS MEDICAUX AU CANADA ET EN FRANCE

Pour le Canada, ces dépenses représentent la différence entre le poste "autres" des soins médicaux présenté dans les statistiques du Ministère de la Santé et les estimations des dépenses pour les auxiliaires médicaux faites par ailleurs par ce même Ministère.

En France, ce poste représente les cures.

Tableau N° E.12

CANADA - Les autres services professionnels (1)
Dépenses globales et par personne
1960 - 1975

ANNEES	DEPENSES GLOBALES		DEPENSES PAR PERSONNE	
	EN 10 ⁶ \$	EN 10 ⁶ F	EN \$	EN F
1960	5,600	28	0,31	1,58
1961	6,274	30	0,34	1,66
1962	5,646	26	0,30	1,39
1963	6,755	31	0,36	1,62
1964	8,032	36	0,42	1,89
1965	7,616	35	0,39	1,76
1966	3,718	17	0,19	0,85
1967	4,830	22	0,24	1,08
1968	2,604	12	0,13	0,58
1969	4,237	21	0,20	0,98
1970	11,596	61	0,54	2,89
1971	13,383	73	0,62	3,38
1972	19,682	100	0,90	4,59
1973	18,866	84	0,86	3,83
1974	31,479	154	1,41	6,89
1975	27,040	114	1,19	5,00

(1) Autres que les services d'auxiliaires médicaux

Tableau n° E.13

Canada - Les autres services professionnels
 Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels
 moyens des dépenses globales et des dépenses par personne
 1960 - 1975

ANNEES	DEPENSES GLOBALES		DEPENSES PAR PERSONNE	
	Valeurs nominales	Valeurs relatives	Valeurs nominales	Valeurs relatives
1960	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	112,04	111,04	109,78	108,80
1962	100,82	98,65	96,95	94,87
1963	120,63	116,10	113,86	109,59
1964	143,43	135,57	132,86	125,58
1965	136,00	125,58	123,72	114,24
1966	66,39	59,07	59,28	52,74
1967	86,25	74,10	75,63	64,98
1968	46,50	38,40	40,14	33,14
1969	75,66	59,76	64,38	50,85
1970	207,07	158,31	173,75	132,84
1971	238,98	177,54	198,01	147,11
1972	351,46	249,27	287,71	204,04
1973	336,89	222,08	272,47	179,61
1974	562,13	334,20	447,53	266,07
1975	482,85	251,04	378,44	203,03
Taux d'accroissement annuels moyens en %				
1960/1965	+ 6,3	+ 4,7	+ 4,3	+ 2,7
1965/1970	+ 8,8	+ 4,7	+ 7,0	+ 3,1
1970/1975	+ 18,4	+ 10,3	+ 16,8	+ 8,9
1960/1975	+ 11,1	+ 6,6	+ 9,3	+ 4,8

Tableau n° E.14

FRANCE - LES CURES
 Dépenses globales et par personne

1960 - 1978

ANNEES	Dépenses globales en 10 ⁶ F	Dépenses par personne en F
1960	110	2,41
1961	120	2,60
1962	132	2,81
1963	146	3,05
1964	172	3,56
1965	186	3,81
1966	208	4,23
1967	226	4,56
1968	253	5,07
1969	265	5,27
1970	294	5,79
1971	335	6,54
1972	368	7,12
1973	418	8,02
1974	454	8,65
1975	577	10,94
1976	688	13,01
1977	755	14,22
1978	886	16,63

Tableau n° E.15

FRANCE - LES CURES
Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens
des dépenses globales et par personne
1960 - 1978

ANNEES	DEPENSES GLOBALES		DEPENSES PAR PERSONNE	
	Valeurs nominales	Valeurs relatives	Valeurs nominales	Valeurs relatives
1960	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	109,09	105,61	107,96	104,51
1962	120,00	110,91	116,64	107,80
1963	132,73	117,04	126,81	111,82
1964	156,36	133,42	147,86	126,16
1965	169,09	140,67	158,43	131,81
1966	189,09	153,23	175,71	142,39
1967	205,45	162,16	189,43	149,51
1968	230,00	173,58	210,50	158,87
1969	240,91	170,74	218,72	155,01
1970	267,27	180,10	240,49	162,05
1971	304,54	194,60	271,47	173,46
1972	334,54	201,29	295,61	177,86
1973	380,00	213,12	333,09	186,81
1974	412,73	203,51	359,42	177,23
1975	524,54	231,38	454,67	200,56
1976	625,45	251,69	539,83	217,24
1977	686,36	252,34	590,04	216,93
1978	805,45	271,56	690,04	232,65
Taux d'accroissement annuels moyens en %				
1960/1965	+ 11,1	+ 7,1	+ 9,6	+ 5,7
1965/1970	+ 9,6	+ 5,1	+ 8,7	+ 4,2
1970/1975	+ 14,4	+ 5,1	+ 13,6	+ 4,4
1975/1978	+ 15,4	+ 5,5	+ 14,9	+ 5,1
1960/1978	+ 12,3	+ 5,7	+ 11,3	+ 4,8

ANNEXE F

ENSEMBLE DES BIENS MÉDICAUX

Tableau n° F.1

Dépense globale de l'ensemble des biens médicaux
au Canada et en France

Base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		Canada 10 ⁶ \$	France 10 ⁶ F	Canada 10 ⁶ \$	France 10 ⁶ F
	Canada 10 ⁶ \$	France 10 ⁶ F	Canada 10 ⁶ \$	France 10 ⁶ F	Canada 10 ⁶ \$	France 10 ⁶ F				
1960	132,602	2 519	143,231	630	275,833	3 149	35,384	315	311,217	3 464
1961	135,841	3 141	148,292	785	284,133	3 926	36,628	343	320,761	4 269
1962	144,431	3 585	153,532	896	297,963	4 481	37,858	388	335,821	4 869
1963	161,734	4 035	166,118	1 009	327,852	5 044	39,170	428	367,022	5 472
1964	178,584	4 599	177,038	1 150	355,622	5 749	41,320	463	396,942	6 212
1965	211,540	5 208	199,521	1 302	411,061	6 510	42,537	495	453,598	7 005
1966	231,954	5 934	213,492	1 484	445,446	7 418	48,346	528	493,792	7 946
1967	265,478	6 635	238,730	1 659	504,208	8 294	56,142	562	560,350	8 856
1968	297,288	7 104	260,455	1 776	557,743	8 880	63,097	587	620,840	9 467
1969	331,884	8 383	290,495	2 096	622,379	10 479	66,520	646	688,899	11 125
1970	368,926	9 600	329,938	2 400	698,864	12 000	76,947	852	775,811	12 852
1971	402,912	10 828	362,240	2 707	765,152	13 535	98,672	911	863,824	14 446
1972	421,589	11 998	380,618	2 999	802,207	14 997	113,152	1 003	915,359	16 000
1973	467,592	13 419	425,608	3 355	893,200	16 774	121,913	1 088	1 015,113	17 862
1974	498,026	15 349	459,481	3 837	957,507	19 186	171,151	1 357	1 128,658	20 543
1975	573,715	18 002	532,695	4 500	1 106,410	22 502	189,901	1 810	1 296,311	24 312
1976	-	18 796	-	4 699	1 271,044	23 495	190,889	1 995	1 461,933	25 490
1977	-	19 512	-	4 878	-	24 390	-	2 241	-	26 631
1978	-	23 078	-	5 769	1 585,715	28 847	235,801	2 517	1 821,516	31 364

Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux
au Canada et en France
1960 - 1978

Valeurs nominales

Indices base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE				
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	102,44	124,69	103,53	124,60	103,01	124,67	103,52	108,89	103,07	123,24
1962	108,92	142,32	107,19	142,22	108,02	142,30	106,99	123,17	107,91	140,56
1963	121,97	160,18	115,98	160,16	118,86	160,18	110,70	135,87	117,93	157,97
1964	134,68	182,57	123,60	182,54	128,93	182,57	116,78	146,98	127,54	179,33
1965	159,53	206,74	139,30	206,67	149,03	206,73	120,22	157,14	145,74	202,22
1966	174,92	235,57	149,05	235,56	161,49	235,57	136,63	167,62	158,66	229,39
1967	200,21	263,40	166,67	263,33	182,79	263,39	158,66	178,41	180,05	255,66
1968	224,20	282,02	181,84	281,90	202,20	281,99	178,32	186,34	199,49	273,30
1969	250,29	332,79	202,82	332,70	225,64	332,77	187,99	205,08	221,36	321,16
1970	278,22	381,10	230,35	380,95	253,36	381,07	217,46	270,48	249,28	371,02
1971	303,85	429,85	252,91	429,68	277,40	429,82	278,86	289,21	277,56	417,03
1972	317,94	476,30	265,74	476,03	290,83	476,24	319,78	318,41	294,12	461,89
1973	352,63	532,71	297,14	532,54	323,82	532,68	344,54	345,40	326,18	515,64
1974	375,58	609,33	320,80	609,04	347,13	609,27	483,70	430,79	362,66	593,04
1975	432,66	714,64	371,91	714,29	401,12	714,58	536,69	574,60	416,53	701,84
1976	-	746,17	-	745,87	460,80	746,11	539,48	633,33	469,74	735,85
1977	-	774,59	-	774,29	-	774,53	-	711,43	-	768,79
1978	-	916,16	-	915,71	574,88	916,07	666,41	799,04	585,29	905,43

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 9,8	+ 15,6	+ 6,9	+ 15,6	+ 8,3	+ 15,6	+ 3,8	+ 9,5	+ 7,8	+ 15,1
1965/70	+ 11,8	+ 13,0	+ 10,6	+ 13,0	+ 11,2	+ 13,0	+ 12,6	+ 11,5	+ 11,3	+ 12,9
1970/75	+ 9,2	+ 13,4	+ 10,1	+ 13,4	+ 9,6	+ 13,4	+ 19,8	+ 16,3	+ 10,8	+ 13,6
1975/78	-	+ 8,6	-	+ 8,6	+ 12,7	+ 8,6	+ 7,5	+ 11,6	+ 12,0	+ 8,9
1960/78	-	+ 13,1	-	+ 13,1	+ 10,2	+ 13,1	+ 11,1	+ 12,2	+ 10,3	+ 13,0
1960/75	+ 10,3	+ 14,0	+ 9,2	+ 14,0	+ 9,7	+ 14,0	+ 11,9	+ 12,4	+ 10,0	+ 13,9

Valeurs nominales

1960 - 1978

Indices base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE				
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	100,38	123,40	101,44	123,31	100,93	123,38	101,43	107,76	100,99	121,96
1962	104,74	138,34	103,08	138,24	103,88	138,32	102,89	119,73	103,77	136,63
1963	115,13	153,04	109,48	153,02	112,20	153,04	104,50	129,81	111,32	150,92
1964	124,76	172,64	114,50	172,62	119,43	172,64	108,17	138,99	118,14	169,58
1965	145,12	193,71	126,72	193,64	135,57	193,70	109,36	147,24	132,59	189,47
1966	156,18	218,90	133,08	218,88	144,18	218,89	121,99	155,75	141,66	213,15
1967	175,57	242,86	146,16	242,80	160,30	242,84	139,14	164,50	157,89	235,72
1968	193,54	258,11	156,97	258,01	174,55	258,09	153,93	170,55	172,21	250,13
1969	212,97	302,14	172,58	302,06	192,00	302,13	159,97	186,19	188,35	291,58
1970	233,45	342,91	193,29	342,78	212,59	342,88	182,47	243,37	209,17	333,84
1971	251,75	383,16	209,54	383,01	229,84	383,13	231,04	257,79	229,97	371,73
1972	260,61	420,87	217,82	420,63	238,39	420,82	262,12	281,36	241,09	408,14
1973	285,87	466,94	240,89	466,80	262,52	466,92	279,32	302,76	264,43	451,99
1974	300,11	530,62	256,33	530,38	277,38	530,58	386,50	375,15	289,78	516,44
1975	340,64	619,44	292,82	619,13	315,81	619,38	422,54	498,06	327,44	608,35
1976	-	644,50	-	644,24	358,13	644,44	419,28	547,03	365,08	635,59
1977	-	666,69	-	666,42	-	666,64	-	612,32	-	661,70
1978	-	785,57	-	785,19	437,29	785,50	506,90	685,16	445,20	776,37
Taux d'accroissement annuels moyens en %										
1960/65	+ 7,7	+ 14,1	+ 4,8	+ 14,1	+ 6,3	+ 14,1	+ 1,8	+ 8,0	+ 5,8	+ 13,6
1965/70	+ 10,0	+ 12,1	+ 8,8	+ 12,1	+ 9,4	+ 12,1	+ 10,8	+ 10,6	+ 9,5	+ 12,0
1970/75	+ 7,8	+ 12,6	+ 8,7	+ 12,6	+ 8,2	+ 12,6	+ 18,3	+ 15,4	+ 9,4	+ 12,7
1975/78	-	+ 8,2	-	+ 8,2	+ 11,6	+ 8,2	+ 6,3	+ 11,2	+ 10,7	+ 8,5
1960/78	-	+ 12,1	-	+ 12,1	+ 8,5	+ 12,1	+ 9,4	+ 11,3	+ 8,7	+ 12,1
1960/75	+ 8,5	+ 12,9	+ 7,4	+ 12,9	+ 8,0	+ 12,9	+ 10,1	+ 11,3	+ 8,2	+ 12,8

Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux
au Canada et en France
1960 - 1978

Valeurs relatives

Indices base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE				
1960	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	101,53	120,71	102,61	120,62	102,09	120,69	102,60	105,41	102,15	119,30
1962	106,58	131,53	104,88	131,44	105,69	131,52	104,69	113,84	105,59	129,91
1963	117,39	141,25	111,63	141,23	114,40	141,25	106,54	119,81	113,50	139,30
1964	127,30	155,78	116,82	155,75	121,86	155,78	110,38	125,41	120,54	153,01
1965	147,30	172,00	128,62	171,94	137,61	171,99	111,01	130,73	134,57	168,24
1966	155,62	190,90	132,61	190,89	143,67	190,90	121,56	135,83	141,16	185,89
1967	172,00	207,89	143,19	207,84	157,04	207,88	136,31	140,81	154,68	201,78
1968	185,14	212,84	150,16	212,75	166,97	212,82	147,25	140,63	164,73	206,26
1969	197,70	235,85	160,21	235,79	178,23	235,84	148,49	145,34	174,84	227,61
1970	212,71	256,81	176,11	256,70	193,70	256,79	166,25	182,26	190,58	250,01
1971	225,74	274,66	187,90	274,56	206,09	274,64	207,18	184,80	206,21	266,47
1972	225,49	286,58	188,47	286,42	206,26	286,54	226,79	191,58	208,60	277,91
1973	232,45	298,77	195,87	298,68	213,46	298,75	227,12	193,72	215,02	289,20
1974	223,29	300,46	190,73	300,32	206,38	300,43	287,57	212,42	215,61	292,43
1975	232,11	315,24	199,52	315,08	215,19	315,21	287,92	253,46	223,46	309,59
1976	-	300,27	-	300,15	229,94	300,24	269,20	254,86	234,40	296,12
1977	-	284,78	-	284,67	-	284,75	-	261,56	-	282,64
1978	-	308,89	-	308,74	243,80	308,86	282,62	269,40	248,21	305,27

Taux d'accroissement annuels moyens en %

1960/65	+ 8,1	+ 11,5	+ 5,2	+ 11,4	+ 6,6	+ 11,5	+ 2,1	+ 5,5	+ 6,1	+ 11,0
1965/70	+ 7,6	+ 8,3	+ 6,5	+ 8,3	+ 7,1	+ 8,3	+ 8,4	+ 6,9	+ 7,2	+ 8,2
1970/75	+ 1,8	+ 4,2	+ 2,5	+ 4,2	+ 2,1	+ 4,2	+ 11,6	+ 6,8	+ 3,2	+ 4,4
1975/78	-	- 0,7	-	- 0,7	+ 4,2	- 0,7	- 0,6	+ 2,1	+ 3,6	- 0,5
1960/78	-	+ 6,5	-	+ 6,5	+ 5,1	+ 6,5	+ 5,9	+ 5,7	+ 5,2	+ 6,4
1960/75	+ 5,8	+ 8,0	+ 4,7	+ 8,0	+ 5,2	+ 8,0	+ 7,3	+ 6,4	+ 5,5	+ 7,8

Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux au Canada et en France
1960 - 1978

Valeurs à prix constants

Indices base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE				
1960	100,00	100,00	100,00		100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	102,44	122,84	103,53		103,01	122,71	103,52	105,62	103,07	121,18
1962	108,70	137,24	107,19	100,00	107,91	136,43	108,73	119,82	108,02	134,89
1963	124,97	154,46	115,98	105,64	120,30	154,02	119,54	125,57	120,21	151,46
1964	138,56	182,94	123,60	114,70	130,76	175,21	122,80	130,07	129,88	171,12
1965	165,49	207,57	139,30	128,94	151,92	198,21	122,67	138,57	148,56	192,77
1966	178,67	235,57	149,05	145,67	163,29	225,00	132,39	146,78	159,78	217,84
1967	203,67	263,14	166,67	161,29	184,45	251,33	145,69	155,00	180,05	242,56
1968	236,74	286,90	181,84	168,54	208,24	270,88	194,89	164,32	206,73	261,28
1969	262,08	220,65	202,82	177,90	231,43	307,27	195,82	151,80	227,27	293,03
1970	290,42	354,18	228,07	199,00	258,00	344,86	221,22	200,21	253,84	331,86
1971	323,93	399,49	249,42	221,34	285,10	390,39	293,23	201,54	286,14	373,34
1972	335,73	442,66	259,26	237,55	296,16	426,36	340,19	217,20	301,04	407,31
1973	368,86	498,79	282,72	260,03	324,14	479,89	344,88	236,25	326,51	457,53
1974	377,47	562,11	286,68	286,64	330,29	522,08	474,22	275,27	346,71	499,61
1975	405,11	605,63	292,84	310,22	346,69	576,74	510,16	361,84	365,38	557,02
1976	-	622,33	-	298,49	-	589,34	-	398,82	-	572,20
1977	-	627,71	-	306,72	-	593,06	-	435,13	-	578,91
1978	-	670,69	-	330,53	-	634,40	-	440,00	-	616,78
Taux d'accroissement annuels moyens en %										
1960/1965	+ 10,6	+ 15,7	+ 6,9	-	+ 8,7	+ 14,7	+ 4,2	+ 6,7	+ 8,2	+ 14,0
1965/1970	+ 11,9	+ 11,3	+ 10,4	+ 9,1	+ 11,2	+ 11,7	+ 12,5	+ 7,6	+ 11,3	+ 11,5
1970/1975	+ 6,9	+ 11,3	+ 5,1	+ 9,3	+ 6,1	+ 10,8	+ 18,2	+ 12,6	+ 7,6	+ 10,9
1975/1978	-	+ 3,5	-	-	-	+ 3,2	-	+ 6,7	-	+ 3,5
1960/1978	-	+ 11,2	-	-	-	+ 10,8	-	+ 8,6	-	+ 10,6
1960/1975	+ 9,8	+ 12,8	+ 7,4	-	+ 8,6	+ 12,4	+ 11,5	+ 9,0	+ 9,0	+ 12,1

Tableau n° F.6

Evolution de la dépense par personne des différents biens médicaux au Canada et en France
1960 - 1978

Valeurs à prix constants

Indices base 100 en 1960

ANNEES	P H A R M A C I E						LUNETTERIE ET ORTHOPEDIE		ENSEMBLE DES BIENS MEDICAUX	
	Pharmacie prescrite		Pharmacie non prescrite		Ensemble de la pharmacie		CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE
	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE	CANADA	FRANCE				
1960	100,00	100,00	100,00		100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1961	100,38	121,58	101,44		100,93	121,44	101,43	104,52	100,99	119,92
1962	104,53	133,40	103,08	100,00	103,78	132,62	104,56	116,47	103,87	131,12
1963	117,96	147,58	109,48	103,84	113,56	147,15	112,85	119,97	113,48	144,70
1964	128,35	172,99	114,50	111,59	121,13	165,68	113,74	123,00	120,31	161,81
1965	150,54	194,49	126,72	124,29	138,20	185,71	111,59	129,84	135,16	180,62
1966	159,53	218,90	133,08	139,26	145,78	209,06	118,21	136,38	142,66	202,42
1967	178,61	242,62	146,16	152,99	161,76	231,72	127,77	142,92	157,89	223,64
1968	204,37	262,57	156,97	158,71	179,76	247,93	168,23	150,40	178,46	239,13
1969	223,01	286,39	172,58	166,16	196,92	278,98	166,64	137,82	193,38	266,04
1970	243,68	318,69	191,38	184,22	216,49	310,30	185,63	180,14	213,00	298,60
1971	268,39	356,10	206,64	202,98	236,22	347,98	242,94	179,64	237,08	332,79
1972	275,20	391,14	212,51	215,95	242,76	376,74	278,85	191,92	246,77	359,91
1973	299,03	437,21	229,20	234,50	262,78	420,64	279,60	207,09	264,69	401,06
1974	301,62	489,50	229,07	256,80	263,92	454,65	378,92	239,71	277,04	435,08
1975	318,95	524,94	230,57	276,63	272,96	499,90	401,65	313,64	287,23	482,82
1976	-	537,53	-	265,24	-	509,04	-	344,48	-	494,24
1977	-	540,27	-	271,59	-	510,44	-	374,51	-	498,27
1978	-	575,09	-	291,58	-	543,98	-	377,29	-	528,86
Taux d'accroissement annuels moyens en %										
1960/1965	+ 8,5	+ 14,2	+ 4,9	-	+ 6,7	+ 13,2	+ 2,2	+ 5,4	+ 6,2	+ 12,6
1965/1970	+ 10,1	+ 10,4	+ 8,6	+ 8,2	+ 9,4	+ 10,8	+ 10,7	+ 6,8	+ 9,5	+ 10,6
1970/1975	+ 5,5	+ 10,5	+ 3,8	+ 8,5	+ 4,7	+ 10,0	+ 16,7	+ 11,7	+ 6,2	+ 10,1
1975/1978	-	+ 3,1	-	-	-	+ 2,9	-	+ 6,4	-	+ 3,1
1960/1978	-	+ 10,2	-	-	-	+ 9,9	-	+ 7,7	-	+ 9,7
1960/1975	+ 8,0	+ 11,7	+ 5,7	-	+ 6,9	+ 11,3	+ 9,7	+ 7,9	+ 7,3	+ 11,1

Indices de prix nominaux des biens médicaux au Canada et en France
1960 - 1978

Indices base 100 en 1960

ANNEES	C A N A D A					F R A N C E				
	Médicaments prescrits	Médicaments non prescrits	Ensemble des médicaments (1)	Lunetterie orthopédie	Ensemble des biens médicaux	Médicaments prescrits	Médicaments non prescrits	Ensemble des médicaments	Lunetterie orthopédie	Ensemble des biens médicaux
1960	100	100	100	100	100	100	-	100	100	100
1961	100	100	100	100	100	101,5	-	101,6	103,1	101,7
1962	100,2	-	100,1	98,4	99,9	103,7	100	104,3	102,8	104,2
1963	97,6	-	98,8	92,6	98,1	103,7	106,6	104,0	108,2	104,3
1964	97,2	-	98,6	95,1	98,2	99,80	111,9	104,2	113,0	104,8
1965	96,4	-	98,1	98,0	98,1	99,60	112,7	104,3	113,4	104,9
1966	97,9	-	98,9	103,2	99,3	100,0	113,7	104,7	114,2	105,3
1967	98,3	-	99,1	108,9	100,0	100,1	114,8	104,8	115,1	105,4
1968	94,7	-	97,1	91,5	96,5	98,3	117,6	104,1	113,4	104,6
1969	95,5	-	97,5	96,0	97,4	105,5	131,5	108,3	135,1	109,6
1970	95,8	101,0	98,2	98,3	98,2	107,6	134,6	110,5	135,1	111,8
1971	93,8	101,4	97,3	95,1	97,0	107,6	136,5	110,1	143,5	111,7
1972	94,7	102,5	98,2	94,0	97,7	107,6	140,9	111,7	146,6	113,4
1973	95,6	105,1	99,9	99,9	99,9	106,8	144,0	111,0	146,2	112,7
1974	99,5	111,9	105,1	102,0	104,6	108,4	149,4	116,7	156,5	118,7
1975	106,8	127,0	115,7	105,2	114,0	118,0	161,9	123,9	158,8	126,0
1976	113,6	-	-	-	-	119,9	175,7	126,6	158,8	128,6
1977	-	-	-	-	-	123,4	177,5	130,6	163,5	132,8
1978	123,1	-	-	-	-	136,6	194,8	144,4	181,6	146,8
1979	134,9	-	-	-	-	-	-	-	202,7	-
Taux d'accroissement annuels moyens en %										
1960/1965	- 0,7	-	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,1	-	+ 0,8	+ 2,5	+ 1,0
1965/1970	- 0,1	+ 0,2	-	+ 0,1	-	+ 1,6	+ 3,6	+ 1,2	+ 3,6	+ 1,3
1970/1975	+ 2,2	+ 4,7	+ 3,3	+ 1,4	+ 3,0	+ 1,9	+ 3,8	+ 2,3	+ 3,3	+ 2,4
1975/1978	+ 4,8	-	-	-	-	+ 5,0	+ 6,4	+ 5,2	+ 4,6	+ 5,2
1960/1978	+ 1,2	-	-	-	-	+ 1,7	-	+ 2,1	+ 3,4	+ 2,2
1960/1975	+ 0,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,1	-	+ 1,4	+ 3,1	+ 1,6

(1) Estimation faite à partir des indices de prix des médicaments prescrits et non prescrits

Indices de prix relatifs des biens médicaux au Canada et en France
1960 - 1978

Indices base 100 en 1960

ANNEES	C A N A D A					F R A N C E				
	Médicaments prescrits	Médicaments non prescrits	Ensemble des médicaments	Lunetterie Orthopédie	Ensemble des biens médicaux	Médicaments prescrits	Médicaments non prescrits	Ensemble des médicaments	Lunetterie Orthopédie	Ensemble des biens médicaux
1960	100	100	100	100	100	100	-	100	100	100
1961	99,1	99,1	99,1	99,1	99,1	98,3	-	98,4	99,8	98,5
1962	98,0	97,8	97,9	96,3	97,7	95,8	100,0	96,4	95,0	96,3
1963	93,9	96,2	95,1	89,1	94,4	91,5	101,7	91,7	95,4	92,0
1964	91,9	94,5	93,2	89,9	92,8	85,1	103,2	88,8	96,4	89,4
1965	89,0	92,3	90,6	90,5	90,6	82,8	101,5	86,8	94,3	87,3
1966	87,1	89,0	88,0	91,8	88,3	81,0	99,6	84,8	92,5	85,3
1967	84,5	85,9	85,1	93,6	85,9	78,9	98,0	82,7	90,8	83,2
1968	78,2	82,6	80,2	75,6	79,7	74,1	96,0	78,5	85,6	78,9
1969	75,4	79,0	77,0	75,8	76,9	74,8	100,8	76,8	95,7	77,7
1970	73,2	77,2	75,1	75,2	75,1	72,4	98,1	74,4	91,0	75,3
1971	69,7	75,3	72,3	70,7	72,1	68,7	94,3	70,3	91,7	71,4
1972	67,2	72,7	69,6	66,7	69,3	64,7	91,7	67,2	88,2	68,2
1973	63,0	69,3	65,9	65,9	65,9	59,8	87,3	62,2	82,0	63,2
1974	59,2	66,5	62,5	60,6	62,2	53,5	79,7	57,5	77,2	58,5
1975	57,3	68,1	62,1	56,4	61,2	52,0	77,3	54,6	70,0	55,6
1976	56,7	-	-	-	-	48,2	76,5	50,9	63,9	51,8
1977	-	-	-	-	-	45,3	70,7	48,0	60,1	48,8
1978	52,2	-	-	-	-	46,0	71,1	48,7	61,2	49,5
1979	52,4	-	-	-	-	-	-	-	61,8	-
Taux d'accroissement annuels moyens en %										
1960/1965	- 2,3	- 1,6	- 2,0	- 2,0	- 2,0	- 3,7	-	- 2,8	- 1,2	- 2,7
1965/1970	- 3,8	- 3,5	- 3,7	- 3,6	- 3,7	- 2,6	- 0,7	- 3,0	- 0,7	- 2,9
1970/1975	- 4,8	- 2,5	- 3,7	- 5,6	- 4,0	- 6,4	- 4,7	- 6,0	- 5,1	- 5,9
1975/1978	- 3,1	-	-	-	-	- 4,0	- 2,7	- 3,7	- 4,4	- 3,8
1960/1978	- 3,5	-	-	-	-	- 4,2	-	- 3,9	- 2,7	- 3,8
1960/1975	- 3,6	- 2,5	- 3,1	- 3,7	- 3,2	- 4,3	- 1,7	- 4,0	- 2,3	- 3,8

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire du Canada, Edition Spéciale, 1976-1977.
- Revue des Services de Santé au Canada, 1974 et 1976, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Population 1921-1971. Révision des estimations annuelles de la population par sexe et par groupe d'âge. Canada et provinces. Catalogue 91-512 hors série. Publication du Ministère de l'Industrie et du Commerce. Statistiques Canada.
- Quick base de juillet 1975, février 1977, 1979, de l'Association Médicale canadienne.
- Inventaire de la main d'oeuvre sanitaire, Canada, 1973 et 1975.
- Répertoire de la main d'oeuvre sanitaire au Canada, 1976 et 1978, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Soins médicaux, rapport annuel, 1975-1976, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Assurance hospitalisation et services diagnostiques, rapport annuel, 1975-1976, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Indicateurs du domaine de la santé, Canada et provinces, Ministère de la Santé nationale et du Bien Etre Social, décembre 1976.
- Les dépenses de soins au Canada, 1960-1975, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Le revenu des médecins au Canada, 1960-1970.
- Le revenu des médecins au Canada, 1961-1971.
- Les gains des médecins au Canada, 1962-1972.
- Médecins civils actifs au Canada, 1968-1976, Santé et Bien Etre Social, Canada.
- Les revenus des dentistes au Canada, 1959-1965, Santé Nationale et Bien Etre Social, Canada.
- Statistiques inédites de la Division de l'Economie et des statistiques sanitaires, Direction Générale des Programmes de la santé, Ministère de la Santé Nationale et du Bien Etre Social, Canada.
- Statistiques et Etudes financières du Ministère de l'Economie et des Finances.
- Annuaire statistiques de l'INSEE.
- Marc DURIEZ, les comptes nationaux de la santé.
La consommation médicale finale, 1979 - Evaluations provisoires CREDOC, février 1980.
- Christiane GLARMET-LENOIR "Activité, prix, chiffres d'affaires et revenus avant impôt, médecins conventionnés libéraux, 1962-1978 - CREDOC, avril 1980.

- Statistique Canada, catalogue 91-518 hors série
- Statistique Canada, catalogue 91-201 annuel, 1er juin 1979
- Statistique Canada, les comptes nationaux des revenus et des dépenses 1964-1978.
- Statistique Canada, recensement du Canada de 1976.
- "La statistique de l'Etat Civil", volume III, 1977, statistique Canada, catalogue 84-206.
- Revue statistique du Canada, statistique Canada, catalogue 11-003 F mensuel, octobre 1979.
- Indice de prix des médicaments au Canada.
Division de l'information sur la santé.
Direction Générale de la politique, de la planification et de l'information.
Ministère de la Santé Nationale et du Bien Etre Social, décembre 1979.

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Pages</u>
I.1. Répartition de la population par groupes d'âges au Canada et en France - 1976.....	8
I.2. L'évaluation de la population au Canada et en France et son évolution annuelle moyenne sur quelques sous-périodes.....	9
I.3 ^a Evolution de l'espérance de vie à la naissance, selon le sexe - Canada - 1931/1976.....	10
I.3 ^b Evolution de l'espérance de vie à la naissance, selon le sexe - France - 1933/1976.....	10
I.4. Taux de mortalité infantile - Canada - 1951/1977 France - 1953/1978.....	11
I.5. Taux de mortalité (tous âges et les deux sexes) (nombre de personnes décédées pour 1 000 personnes) - Canada - 1960/1977 - France - 1961/1979.....	12
I.6. Taux de natalité pour 1 000 personnes au Canada et en France - 1962/1977.....	13
I.7. Situation de l'emploi au Canada et en France.....	15
I.8. PNB par habitant au Canada et en France.....	16
I.9. Accroissements annuels moyens de la valeur relative du PNB par personne en France et au Canada - 1960/1978.....	16
I.10. Accroissements annuels moyens de l'indice général des prix au Canada et en France - 1960/1978.....	16
I.11. Démographie des professions de santé au Canada et en France - 1977....	25
II.1. Part des dépenses de santé dans l'économie.....	35
II.2. Dépenses par personne des soins de santé au Canada et en France - 1960/1978.....	37
II.3. Structure de l'ensemble de la dépense de santé au Canada et en France 1960/1978.....	40
II.4. Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par personne (valeur nominale) - Canada - France - 1960/1978.....	47
II.5. Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par personne (valeurs relatives) - Canada - France - 1960/1978.....	49
II.6. Taux d'accroissement annuels moyens des prix médicaux (valeurs nominales) - Canada - France - 1960/1975.....	51

	<u>Pages</u>
II.7. Taux d'accroissement annuels moyens des prix médicaux (valeurs relatives) - Canada - France - 1960/1975.....	52
II.8. Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense de santé par personne (valeurs à prix constants) - Canada - France - 1960/1975...	55
III.1. Nombre de lits au Canada en 1975 Nombre de lits en France en 1975.....	62
III.2. Les moyens de production du secteur hospitalier - Nombre de lits pour 1 000 habitants et son évolution au Canada et en France 1962/1975.....	65
III.3. Secteur hospitalier personnel par lit - Canada - France - 1975.....	67
III.4. Secteur hospitalier - Nombre d'entrées pour 1 000 habitants et son évolution au Canada et en France - 1962/1975.....	69
III.5. Secteur hospitalier - Durée moyenne de séjour par an dans les établissements hospitaliers et son évolution au Canada et en France 1962/1975.....	71
III.6. Secteur hospitalier - Nombre de journées pour 1000 habitants et son évolution au Canada et en France - 1962/1975.....	73
III.7. Hospitalisation - Indices de prix du coût des soins et taux d'accroissement annuels moyens - Canada - France - 1960/1975.....	77
III.8. Dépenses d'hospitalisation par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	79
III.9. Dépenses d'hospitalisation par personne - Taux d'accroissement annuels moyens - Canada - France - 1960/1978.....	81
IV.1. Part des dépenses des services de médecins dans certains agrégats (dépenses de laboratoire comprises au Canada).....	88
IV.2. Dépenses par personne consacrées aux services de médecins au Canada et en France - 1960/1978.....	91
IV.3. Médecins libéraux - Comparaison des revenus par médecin au Canada et en France.....	95
IV.4. Evolution de la consommation des services de médecins par personne au Canada et en France - Accroissements annuels moyens - 1960/1978..	97
IV.5. Taux d'accroissement annuels moyens des revenus bruts par médecin au Canada et en France - 1962/1973.....	100
IV.6. Taux d'accroissement annuels moyens des revenus nets par médecin au Canada et en France - 1962/1973.....	101
IV.7. Evolution de l'indice de prix de l'ensemble des services de médecins au Canada et en France - 1960/1976.....	105

	<u>Pages</u>
IV.8. Evolution de l'indice de prix, des honoraires des médecins libéraux conventionnés en France et de l'indice de prix de l'ensemble des services de médecins au Canada - 1962/1976.....	107
IV.9. Evolution des indices de prix des services de médecins et des honoraires des médecins conventionnés libéraux - Canada - France - 1962/1976.....	108
IV.10. Ventilation de l'ensemble des médecins selon les différentes catégories - Canada - France - 1976.....	110
IV.11. Ventilation de l'ensemble des médecins selon leur statut - Canada - France - 1975.....	111
IV.12. Accroissements annuels moyens de l'effectif d'ensemble des médecins au Canada et en France.....	112
IV.13. Accroissements annuels moyens des médecins autonomes canadiens et des médecins libéraux français.....	113
V.1. Part de la dépense des soins médicaux autres que ceux des médecins dans certains agrégats, au Canada et en France (y comprises les analyses de laboratoire chez les médecins canadiens).....	118
V.2. Dépenses par personne pour les soins médicaux autres que ceux des médecins au Canada et en France - 1960/1978.....	119
V.3. Evolution des dépenses par personne de soins médicaux autres que ceux des médecins au Canada et en France - 1960/1978.....	121
V.4. Part des dépenses globales de soins de dentistes dans certains agrégats au Canada et en France - 1960/1978.....	123
V.5. Dépenses par personne consacrées aux soins de dentistes au Canada et en France - 1960/1978.....	125
V.6. Evolution des dépenses par personne des soins de dentistes au Canada et en France - 1960/1978.....	127
V.7. Nombre de dentistes et leur densité pour 1 000 habitants au Canada et en France - 1968/1977.....	128
V.8. Evolution du nombre de dentistes et de leur densité au Canada et en France - 1970/1977.....	128
V.9. Part des dépenses globales de soins d'auxiliaires médicaux dans certains agrégats au Canada et en France - 1960/1978.....	130
V.10. Dépenses par personne des soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	131
V.11. Evolution des dépenses par personne des soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France - 1960/1975.....	133
V.12. Part des dépenses globales pour les analyses de laboratoire dans certains agrégats, au Canada et en France - 1960/1978.....	136

	<u>Pages</u>
V.13. Dépenses par personne des analyses de laboratoire pour les malades ambulatoires et à domicile au Canada et en France - 1960/1978.....	137
V.14. Evolution des dépenses par personne des analyses de laboratoire, au Canada et en France - 1971/1975.....	138
V.15. France - Part de la dépense pour les cures dans différents agrégats..	140
V.16. Canada - Part de la dépense pour les autres services professionnels dans certains agrégats - 1960/1975.....	141
V.17. Dépenses par personne des autres services professionnels au Canada et du poste "cures" en France - 1960/1975.....	142
V.18. Evolution des dépenses par personne pour les cures en France - 1960/1975.....	143
V.19. Evolution de la dépense par personne des autres services professionnels au Canada - 1960/1975.....	143
VI.1. Part des biens médicaux dans différents agrégats au Canada et en France - 1960/1978.....	148
VI.2. Dépenses par personne des biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	149
VI.3. Taux d'accroissement annuels moyens de la dépense par personne des biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	151
VI.4. Part des dépenses pharmaceutiques dans différents agrégats au Canada et en France - 1960/1978.....	154
VI.5. Dépenses par personne pour l'ensemble des produits pharmaceutiques dans leur ensemble au Canada et en France - 1960/1978.....	155
VI.6. Part de la pharmacie prescrite et non prescrite dans l'ensemble des dépenses de pharmacie au Canada et en France - 1960/1975.....	156
VI.7. Dépenses par personne pour les produits pharmaceutiques prescrits au Canada et en France - 1960/1978.....	157
VI.8. Dépenses par personne des produits pharmaceutiques non prescrits au Canada et en France - 1960/1978.....	158
VI.9. Evolution des dépenses pharmaceutiques par personne au Canada et en France (valeurs nominales) 1960/1978.....	159
VI.10. Evolution de la dépense pharmaceutique par personne au Canada et en France (valeurs relatives) 1960/1978.....	159
VI.11. Evolution des dépenses pharmaceutiques par personne au Canada et en France (valeurs à prix constants) - 1960/1978.....	161
VI.12. Part des dépenses de lunetterie-orthopédie dans différents agrégats au Canada et en France - 1960/1978.....	162

	<u>Pages</u>
VI.13. Dépenses par personne du poste "lunetterie-orthopédie" au Canada et en France - 1960/1978.....	163
VI.14. Taux d'accroissement annuels moyens des autres biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	165
A.1. Données générales - Canada - France.....	186
A.2. Agrégats de comptabilité nationale globaux.....	187
A.3. Agrégats de comptabilité nationale par personne.....	188
A.4. Agrégats de comptabilité nationale - Indices des valeurs nominales globales.....	189
A.5. Agrégats de comptabilité nationale - Indices des valeurs nominales par personne.....	190
A.6. Agrégats de comptabilité nationale - Indices des valeurs globales à prix relatifs.....	191
A.7. Agrégats de comptabilité nationale - Indices des valeurs par personne à prix relatifs.....	192
B.1. Dépenses globales de santé au Canada et en France - 1960/1975.....	195
B.2. Dépenses globales de santé au Canada et en France - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens (valeurs nominales) 1960/1978...	196
B.3. Dépenses de santé par personne au Canada et en France - Indices d'évolution des valeurs nominales - 1960/1978.....	197
B.4. Dépenses globales de santé au Canada et en France - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens (valeurs relatives) 1960/1978...	198
B.5. Dépenses de santé par personne au Canada et en France - Indices d'évolution des valeurs relatives - 1960/1978.....	199
B.6. Dépenses globales de santé au Canada et en France - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens (valeurs à prix constants) - 1960/1978.....	200
B.7. Dépenses de santé par personne au Canada et en France - Indices d'évolution des valeurs à prix constants - 1960/1978.....	201
B.8. Indices de prix des différents postes de soins (indices nominaux)- 1960/1978.....	202
B.9. Indices de prix des différents postes de soins (indices relatifs) - 1960/1978.....	203

	<u>Pages</u>
C.1. Dépenses globales d'hospitalisation au Canada et en France - 1960/1978	207
C.2. Dépenses globales d'hospitalisation au Canada et en France - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens - 1960/1978.....	208
C.3. Dépenses d'hospitalisation par personne au Canada et en France - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens - 1960/1978	209
C.4. Evolution des dépenses d'hospitalisation moins les consultations externes au Canada - 1960/1978.....	210
C.5. L'équipement hospitalier - Nombre de lits - Canada - 1960/1978 France - 1962/1977.....	211
C.6. Secteur hospitalier - Taux de fréquentation dans les établissements hospitaliers et son évolution, au Canada et en France - 1962/1975.....	212
D.1. Dépenses globales des services de médecins - Canada - France - 1960/1978.....	216
D.2. Evolution des dépenses globales des services de médecins - Canada - France - 1960/1978.....	217
D.3. Evolution des dépenses par personne des services de médecins - Canada - France - 1960/1978.....	218
D.4. Evolution des revenus par médecin au Canada et en France.....	220
D.5. Evolution des indices de prix des services de médecins au Canada et en France - 1960/1978.....	221
D.6. Structure des effectifs de médecins au Canada et en France.....	222
D.7. Nombre de médecins civils en exercice au Canada et en France.....	223
D.8. Evolution des effectifs de médecins civils actifs au Canada et en France.....	224
D.9. Densité de médecins pour 100 000 habitants au Canada et en France.....	225
D.10. Evolution de la densité pour 100 000 habitants au Canada et en France.	226
E.1. Dépenses globales de soins médicaux au Canada - 1960/1978.....	230
E.2. Structure de la dépense de soins médicaux au Canada - 1960/1978.....	231
E.3. Dépenses globales de soins médicaux en France - 1960/1978.....	232
E.4. Structure de la dépense de soins médicaux en France - 1960/1978.....	233
E.5. Dépenses globales pour les soins médicaux autres que ceux des médecins, au Canada et en France - 1960/1978.....	234

	<u>Pages</u>
E.6. Dépenses globales des soins de dentistes au Canada et en France - 1960/1978.....	235
E.7. Evolution de la dépense de soins de dentistes au Canada et en France - 1960/1978.....	236
E.8. Dépenses globales des soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	237
E.9. Evolution de la dépense pour les soins d'auxiliaires médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	238
E.10. Dépenses pour les analyses de laboratoire pour les malades ambulatoires et à domicile - Canada - France - 1960/1978.....	240
E.11. Evolution des dépenses pour les analyses de laboratoire au Canada et en France - 1960/1978.....	241
E.12. Canada - Les autres services professionnels - Dépenses globales et par personne - 1960/1975.....	242
E.13. Canada - Les autres services professionnels - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens des dépenses globales et des dépenses par personne - 1960/1975.....	243
E.14. France - Les Cures - Dépenses globales et par personne - 1960/1978....	244
E.15. France - Les cures - Indices d'évolution et taux d'accroissement annuels moyens des dépenses globales et par personne - 1960/1978.....	245
F.1. Dépenses globales de l'ensemble des biens médicaux au Canada et en France.....	249
F.2. Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs nominales.....	250
F.3. Evolution de la dépense par personne des différents biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs nominales.....	251
F.4. Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs relatives.....	252
F.5. Evolution de la dépense globale des différents biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs à prix constants.....	253
F.6. Evolution de la dépense par personne des différents biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs à prix constants.....	254
F.7. Indices de prix nominaux des biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	255
F.8. Indices de prix relatifs des biens médicaux au Canada et en France - 1960/1978.....	256

LISTE DES GRAPHIQUES

	<u>Pages</u>
II.1. Comparaison de l'ensemble des dépenses de santé par personne au Canada et en France - 1960 - 1970 - 1978.....	38
II.2. Comparaison de la structure de l'ensemble de la dépense de santé au Canada et en France - 1978 - en %.....	40
II.3. Evolution de la structure de l'ensemble de la dépense de santé au Canada et en France - 1960 - 1965 - 1970 - 1975 - 1978 - en %	44
II.4. Evolution des différents postes de la dépense de santé par personne au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs nominales.	46
II.5. Evolution des différents postes de la dépense de santé par personne au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs relatives.....	50
II.6. Evolution des différents postes de la dépense de santé par personne au Canada et en France - 1960/1978 - Valeurs à prix constants..	54
III.1. Comparaison du nombre de lits par personne au Canada et en France 1962 - 1972 - 1975.....	64
III.2. Comparaison du nombre d'entrées pour 1 000 habitants au Canada et en France - 1962 - 1972 - 1975.....	64
III.3. Comparaison de la durée moyenne de séjour au Canada et en France 1962 - 1972 - 1975.....	72
III.4. Comparaison du nombre de journées pour 1 000 habitants au Canada et en France - 1962 - 1972 - 1975.....	72
III.5. Evolution de l'indice de prix du coût des soins hospitaliers au Canada et en France - 1960/1975.....	76
III.6. Services hospitaliers - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	82
IV.1. Services de médecins - Comparaison de la dépense par personne au Canada et en France - 1960 - 1970 - 1978.....	90
IV.2. Comparaison des revenus par médecin au Canada et en France - 1962 - 1966 - 1973.....	94
IV.3. Services de médecins - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	98

	<u>Pages</u>
IV.4. Médecins libéraux - Accroissement annuel du pouvoir d'achat par médecin au Canada et en France - 1962/1975.....	102
IV.5. Services de médecins - Evolution de l'indice de prix au Canada et en France - 1962/1976.....	104
V.1. Services de dentistes - Comparaison de la dépense par personne au Canada et en France - 1960 - 1970 - 1978.....	124
V.2. Services de dentistes - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	126
V.3. Soins d'auxiliaires médicaux - Comparaison de la dépense par personne au Canada et en France - 1960 - 1965 - 1970 - 1975.....	132
V.4. Soins d'auxiliaires médicaux - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	134
VI.1. Biens médicaux - Comparaison de la dépense par personne au Canada et en France - 1960 - 1970 - 1978.....	150
VI.2. Biens médicaux - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	152
VI.3. Pharmacie - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	160
VI.4. Lunetterie - Orthopédie - Evolution de la dépense par personne au Canada et en France - 1960/1978.....	164

14 NOV 1988

14. n.p.]

- 3 DEC. 1988

